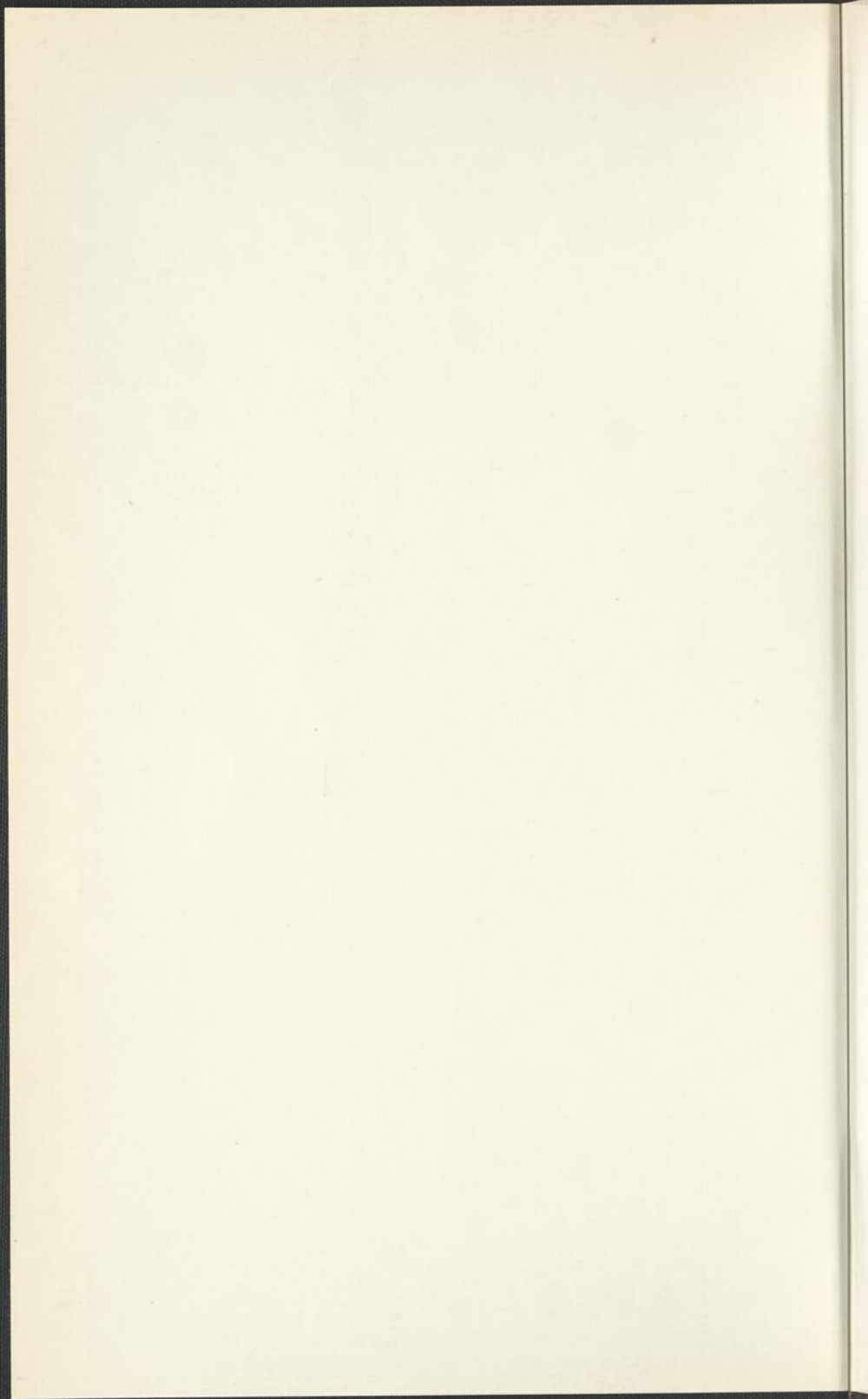


possibles

VOLUME 13 ● NUMÉRO 1/2 ● HIVER 1989

PER
P-1285

Il ya
un futur



IL Y A UN FUTUR

possibles
VOLUME 13 ● NUMÉRO 1/2 ● HIVER 1989

possibles

B.P. 114, Succursale Côte-des-Neiges, Montréal, Québec, H3S 2S4

Comité de rédaction :

Rose Marie Arbour, Francine Couture, Marcel Fournier, Gabriel Gagnon, Lise Gauvin, Raymonde Savard, André Thibault.

Secrétariat et administration : Suzanne Martin

Collaborateurs(trices) :

Éric Alsène, Marie Bouchard, Francine Déry, Roland Giguère, Jacques T. Godbout, Suzanne Jacob, Gaston Miron, Marcel Rioux.

La revue est membre de l'Association des éditeurs de périodiques culturels québécois (AEPCQ).

Les articles parus dans la revue POSSIBLES sont répertoriés dans *Point de repère*.

Les textes présentés à la revue ne sont pas retournés.

Possibles est subventionné par le ministère des Affaires culturelles du Québec et le Conseil des Arts du Canada.

Conception graphique
et maquette de la couverture :
Nicole Morisset

Montage et supervision typographique :
Claude Poirier et Serge Wilson

Composition : Composition Solidaire inc.

Impression : Imprimerie L'Éclaireur, Beauceville

Distribution : Diffusion Dimedia

Dépôt légal Bibliothèque nationale du Québec
D775 027

Dépôt légal Bibliothèque nationale du Canada
ISSN : 0703-7139

© 1989 Revue *Possibles*, Montréal

SOMMAIRE

ESSAIS ET ANALYSES

- Éditorial** _____ **7**
- La vie a-t-elle un sens ?**
MARC LESAGE _____ **13**
- La plainte
des années molles**
GABRIEL GAGNON _____ **19**
- Le retour du social**
JACQUES T. GODBOUT _____ **27**
- « Et certains sont plus
inégaux que d'autres »**
DANIELLE LABERGE
SHIRLEY ROY _____ **41**
- La querelle des modernes
et des postmodernes**
DIANE PACOM _____ **55**
- L'incohérence : enquête
et réflexion**
JEAN-H. GUAY _____ **81**
- À contre-jour
et à contretemps...**
GISÈLE BOURRET _____ **91**

Le postféminisme... ?
RAYMONDE SAVARD _____ **99**

**De Malevitch
à Constable**
MICHEL GABOURY _____ **111**

**Complexité de la société
et postmodernisme**
ÉRIC ALSÈNE _____ **113**

Endormissement
ANDRÉ THIBAUT _____ **121**

Question de transcendance
PATRICE LEBLANC _____ **139**

Qui suivre ?
JEAN-MARC FONTAN _____ **149**

**Arts « engagés » (1) :
la disparition de l'image
héroïque de l'art**
FRANCINE COUTURE _____ **161**

**Arts « engagés » (2) :
Nicole Jolicoeur
et Barbara Steinman**
ROSE MARIE ARBOUR _____ **169**

Mai 1968 et après
MARCEL FOURNIER _____ **179**

**Intellectuels et sciences
sociales : des frères ennemis
à la recherche d'un avenir**
MARC-HENRY SOULET _____ **205**

FICTION

PRIX OFQJ :

Le songe
GILLES PELLERIN _____ **237**

La réserve
PATRICK KLEIN _____ **255**

**Pas d'histoire
et autres récits**
FRANÇOIS DUMONT _____ **75**

**Valse complexe
à deux personnages**
CAROLE FORGUES _____ **133**

**Poète voile
au vent**
GABRIEL LANDRY _____ **197**

DOCUMENT

La Chine, c'est à côté
ROSE MARIE ARBOUR _____ **223**

CHRONIQUES

SUR LES CHEMINS DE L'AUTOGESTION :

**Le changement politique
à Montréal**

GUY BOURASSA _____ **273**

**LE JOURNAL
DE MARCEL RIOUX** _____ **289**

**COURTEPOINTES
ET POINTES SÈCHES** _____ **299**

Il y a un futur

Notre revue a comme nom POSSIBLES parce qu'elle tente de percevoir, pour aujourd'hui comme pour demain, les avenues de l'émancipation des personnes et des sociétés. À travers les façons de vivre en société, les voies de l'imaginaire et de l'action politique, nous essayons, bien modestement, de comprendre et de décrire le réel pour avoir une meilleure prise sur lui.

En 1989, cela peut sembler très ambitieux. Surtout si l'on compare cette période, comme c'est l'usage, à l'ébullition des années 70. On dit la société actuelle plus complexe que celle d'alors. C'est peut-être vrai, mais elle l'est certainement moins que le sera celle des années 2020. Et la société des années 60 nous semblait beaucoup plus complexe que celle des années 40. Ce n'est que maintenant, avec vingt ou trente années de distance, que nous pouvons raffiner nos analyses de cette période stratégique dans la vie de la société québécoise.

Mais il n'y a pas que ça ! Ce qui était plus simple il y a vingt ans, c'était surtout les modèles d'analyse du social et les voies proposées pour le transformer. Ce sont justement ces modèles qui ne collent plus à la réalité de 1989. À la bonne

heure disent plusieurs ! D'autres rêvent encore, avec un peu de cette idéalisation du passé que l'esprit a souvent tendance à opérer, à ces années de luttes où les alliances, les enjeux, les regroupements étaient aussi plus faciles. Pourtant, tout le monde alors n'était pas en mouvement et, dans une société, ce n'est toujours qu'une minorité qui bouge.

POSSIBLES
Il y a
un futur

La minorité actuelle est engagée soit dans l'amélioration des milieux de travail, soit dans la répartition plus égalitaire des tâches domestiques. On la retrouve sur le conseil d'administration d'une garderie, d'une coopérative d'habitation (oui, encore !), d'un centre de santé. Ces lieux sont moins visibles mais plus accessibles à l'individu. Et n'est-ce pas là que se construit, jour après jour, la société civile ? Une tradition d'engagement communautaire est peut-être en train de se créer au Québec. Laissons aux observateurs et observatrices des années 2020-2030, la tâche de nommer les lignes de force sociales et culturelles actuelles en cernant les contours des mutations que nous vivons.

Une évolution technologique rapide et constante, les interventions de l'État dans tous les secteurs de la vie, interventions que nous avons souhaitées, ont fait que l'individu a peine à s'y retrouver et qu'il est forcément à la merci des bureaucraties et des spécialistes de tout ordre. Que l'on pense seulement au domaine judiciaire. La personne que l'on a voulu protéger, ne peut à elle seule se dépêtrer dans tout ce dédale de lois, règlements et jurisprudence. Comme nous le suggère la publicité à la télévision, elle doit recourir à des services professionnels, pour le plus grand bien des tribunaux et des bureaux d'avocats.

Pourtant, les possibilités de réalisation personnelle n'ont jamais été aussi importantes. Les instruments de communication avec autrui, plus nombreux, plus fins, permettent de mieux dire,

Éditorial mieux aimer, mieux faire. L'éducation, la culture, la santé, l'état de bien-être en général, un travail satisfaisant, la possibilité d'orienter son destin, sont plus accessibles qu'auparavant.

Mais cette qualité de vie est précaire quand l'air respiré, l'eau à boire peuvent nous contaminer à tout instant. Quand, par une belle nuit du mois d'août, des milliers de gens doivent quitter brusquement leur chez-soi parce que soudain l'air environnant, les objets familiers, les tomates mûries au soleil de l'été, sont empoisonnés par des gaz toxiques qui risquent de rendre malade ou infirme sinon de faire mourir.

L'intégrité physique est toujours soumise à des pouvoirs en place très éloignés de la vie quotidienne, mais qui la conditionnent. Ces pouvoirs, nous le savons, ne bougent que quand la colère des populations les arrache aux impératifs économiques à courte vue qui ont le plus de poids dans les décisions politiques.

La qualité de vie est précaire quand tant de pays du tiers-monde vivent dans un état de guerre perpétuel parce que l'industrie de l'armement a besoin de débouchés pour sa production. Si l'un des piliers de la société productiviste, ce sont les biens de consommation, l'autre pilier, c'est l'industrie de l'armement. Et le premier est là, en partie, pour camoufler le second.

Enfin, quand nous parlons de qualité de vie, c'est pour ceux et celles qui en ont les moyens. Dans une société qui possède toute la technologie possible pour opérer efficacement une sélection des plus forts, l'écart entre ceux qui profitent d'un système et ceux qui en sont les victimes est plus grand et plus insupportable que jamais — dans notre propre pays mais surtout au niveau de l'ensemble de la planète.

Au cours des années 70, il était question d'égalité entre les femmes et les hommes, de respect de l'environnement, de diminution des inégalités sociales. En 1989, où en sont les enjeux de nos mobilisations ? Les femmes peuvent continuer à progresser vers l'égalité. La conscience écologiste, bien que faible, se construit peu à peu. Mais les inégalités sociales sont plus criantes que jamais. Un prolétariat sans voix et sans défense est à la merci des stratégies néo-libérales. Le principal porte-voix historique des démunis, le syndicalisme, à qui nous devons les quelques acquis sociaux du dernier siècle, est lui-même en profonde remise en question. Des enjeux économiques et politiques différents l'obligent à se re-situer s'il veut conserver sa force. Ce qui ne se fait pas du jour au lendemain.

En attendant, les idées si chères au XIX^e siècle, celles qui furent combattues pendant quelques générations, le libéralisme et le darwinisme social, ne retrouvent-elles pas, en cette fin de XX^e siècle, le terreau idéal à leur expansion ? Face à une société programmée, chromée, judiciarisée, qu'avons-nous à dire ? Qu'avons-nous à faire surtout ?

Ce numéro fait état des débats de l'heure. Il présente aussi plusieurs facettes de notre vie quotidienne et de notre imaginaire. Il voudrait surtout, dans la nébuleuse de mutations dont nous sommes trop près pour en saisir complètement le sens, proposer quelques lueurs porteuses d'émancipation.

Y a-t-il un futur, nous sommes-nous demandé-e-s ?

Oui si nos autonomies personnelles durement acquises, laissent place à l'autre : conjoint, enfant, compagne ou compagnon de travail.

LES

Éditorial

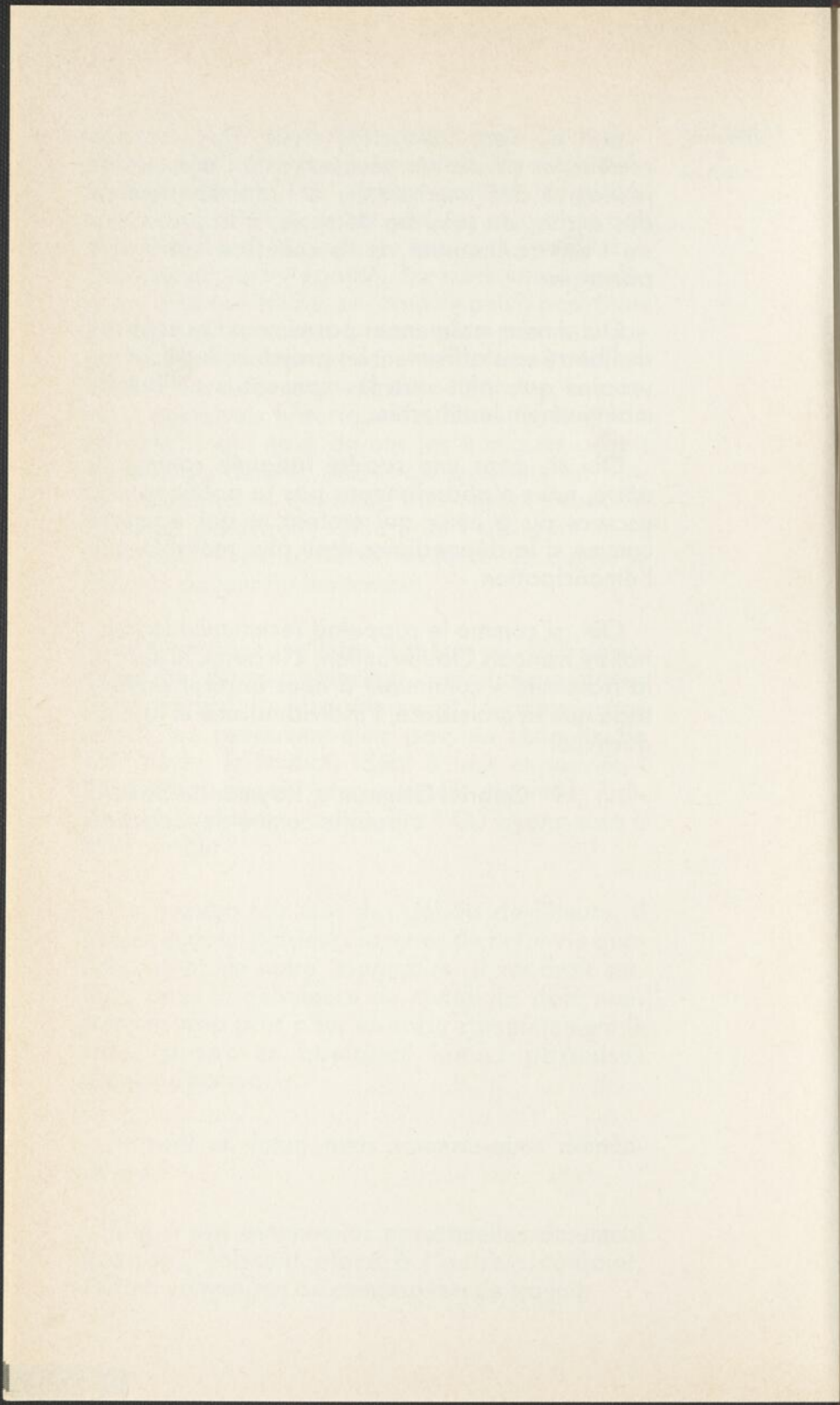
Oui si, dans la société civile, nous savons recréer les solidarités nécessaires à l'accueil des jeunes et des immigrants, à l'alphabétisation des exclus, au soin des démunis, à la protection de l'environnement, à la création culturelle partagée.

Oui si nous maintenons parmi nous ces espaces de liberté où s'affrontent les projets collectifs et les utopies qui, plus que les consensus artificiels, maintiennent les libertés.

Oui si, dans une société fatiguée comme la nôtre, nous n'abandonnons pas la politique aux escrocs ou à ceux qui croient et qui agissent comme si la dépendance était plus rentable que l'émancipation.

Oui, si comme le rappelait récemment le journaliste français Claude Julien, « le beau, le juste et la fraternité » continuent à nous inspirer davantage que la croissance, l'individualisme et la productivité.

Gabriel Gagnon et Raymonde Savard
pour le comité de rédaction



MARC LESAGE

La vie a-t-elle un sens ? *

Des milliards de sens tels des milliards
d'étoiles dans le firmament infini des
galaxies

Le sens de la vie c'est le désir d'être, de paraître, de connaître, de partager peut-être, et la soumission à tous ses commandements. C'est l'honneur qui nous habite aux promesses et prouesses d'un être cher, et le cri de douleur qui déchire à sa perte. C'est la culpabilité face à la faim, la misère et l'oppression, et le besoin d'être chéri, adulé, cité, voire la contrainte de dominer et d'écraser. C'est ce frisson de bonheur en songeant à une personne aimée il y a des jours, des mois, des années, qui vit quelque part sur la planète avec dans la tête mille et une images, mille et un visages et qui, par une probabilité mathématique difficilement cernable mais persistante, peut aussi penser à vous.

La vie a-t-elle un sens ? Non. Elle en a plusieurs. Elle a tous les sens que nous lui avons offerts depuis les tout premiers balbutiements de la condition humaine et tous ceux qui la poursui-

* Ce texte reprend l'intervention de Marc Lesage lors du colloque *La vie a-t-elle un sens* organisé par le service incroyance et foi et tenu à l'Université de Montréal le 19 novembre 1988.

vront encore pendant des années, des siècles et des millénaires. Des milliards de sens tels des milliards d'étoiles dans le firmament infini des galaxies. Des milliards de sens tels des milliards de projets, d'engagements et d'échecs dans le firmament infini de nos volontés et de nos rêves.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Les sens de la vie ce sont ces regards à distance que nous posons sur elle. Ces regards demeurent fragiles, ils changent et le plus souvent constituent des erreurs. La vie leur échappe ; elle est beaucoup plus rusée qu'eux. Lorsqu'ils déclinent, s'éteignent, la vie, elle, traîne toujours. Elle permet ainsi de produire de nouveaux regards, parfois brisures, parfois prolongements des regards précédents.

La vie est une histoire et l'histoire

La vie est une histoire et l'histoire, singulière et étrangère, intime et sociale. Les sens, ces regards que nous posons sur elle, ne sont que conventions, faits de conjonctures, refus ou compromis issus de révélations, d'édits d'empereurs, de guerres de religions, de débats philosophiques, de découvertes scientifiques, de manipulations idéologiques, d'intérêts mercantiles, de luttes fratricides tant sur la conception de l'homme que sur la conception du monde. Même avec la meilleure volonté, même avec tous les éléments d'information dont nous disposons, ces regards, ces sens, ne sont que tâtonnements et erreurs : approximations côté jardin ; mensonges côté cour.

« L'homme est peut-être seulement un noeud très sophistiqué dans l'interaction générale des rayonnements, qui constitue l'univers. » (Lyotard)
Un noeud... des milliards de noeuds qui n'arriveront fort probablement jamais à saisir tous les contours de leurs croisements, tous les subterfuges de leurs dénouements. Pour nous, l'homme, par la conscience qu'il porte de sa propre vie et de l'his-

La vie
a-t-elle
un sens ?

toire, occupe pour le moment à l'échelle du cosmos, une place toute particulière : « D'abord parce qu'il peut être historique, c'est-à-dire se définir par sa propre praxis... Ensuite parce qu'il se caractérise par l'existant que nous sommes. En ce sens, le questionneur se trouve être précisément le questionné. » (Sartre)

L'humeur de notre époque

Les formes et les rythmes des histoires intimes et sociales se ressemblent. Formes et rythmes brisés, blessés, qui à peine cicatrisés s'ouvrent de nouveau. Récits de coeur ou de sociétés où les pertes de sens se font tellement évidentes que prétendre en rechercher un semble naïf, presque suspect. Ce n'est plus tellement les sens de la vie intime et de la vie sociale, mais ces vies elles-mêmes qu'il nous faut protéger contre ces sens si forts qu'on leur a imposés et qui se sont retournés contre elles. Voilà que tout s'écroule comme pour enrichir une certaine humeur de notre époque : « Sans valeur transcendante à laquelle se raccrocher, sans modèle de société à poursuivre, sans vie exemplaire à imiter, chacun est réduit à l'étroitesse de sa quotidienneté. » (Piotte). Humeur qui se traduit tantôt par le vague à l'âme, le détachement, l'indifférence, tantôt par le cynisme ou l'intolérance envers toute forme d'implication et d'engagement, tantôt par la fuite en avant vers Dieu et tous les dieux de traditions et de continents différents, et tous les nouveaux dieux et formes de spiritualités païennes comme pour échapper au vide, trouver une pierre angulaire et un havre de paix.

Par la crainte de grands récits pré-modernes et modernes (le christianisme, le nationalisme, le libéralisme, le socialisme...), par le partage d'une hyper-sensibilité aux contre-sens toujours latents des idées et des mots (ce « nous » charmeur et illusionniste ; ce « moi » toujours ignorant de ce qu'il est en profondeur), nous voilà depuis quel-

ques années profondément ancrés dans un esprit certain, au point d'en être déjà démodés. Mais pouvons-nous nous en tirer à si bon compte ? Puis-je, sous prétexte que tout est piégé, me contenter de porter sur les épaules le poids de la nostalgie et du désœuvrement envers toutes les grandes causes ?

POSSIBLES
Il y a
un futur

Reposer la question de l'essentiel

Il faut le dire simplement : échapper candidement au désœuvrement de notre époque est irresponsable et dangereux. Je me refuse de jouer à l'autruche, faire comme si cette misère existentielle ne m'interpellait pas, comme si elle n'était pas fondée, elle n'était que le bruit d'une mode passagère, que le fruit de petits bourgeois désespérés, d'intellectuels et d'artistes « branchés ». Je me refuse de me lancer tête basse dans la revalorisation de grands récits trompeurs, pleins de trous et de faux-fuyants, sans reposer au départ ce que nous pouvons peut-être nommer « la question de l'essentiel ». Car enfin, au-delà et en-deçà de ces milliards de sens, y a-t-il un sens essentiel à la vie ?

L'essentiel c'est la vie elle-même, la vie intime, la vie sociale, moi, puisque je ne peux échapper à cette contingence, toi, vous, puisque je ne suis que ce tissu des rapports humains qui me façonnent et que je façonne aussi à mon tour à une échelle infinitésimale.

Respirer, se frotter les mains pour les réchauffer comme l'ange incarné dans *Les ailes du désir*, regarder, écouter, parler, communiquer... exister : voilà ce qu'il y a de plus cher, voilà ce que nous avons à défendre, à protéger, à développer encore davantage, voilà ce qui doit être constamment rappelé à l'ordre du jour, remis au centre de tous les grands débats sur nos multiples devenirs.

LES
La vie
a-t-elle
un sens ?

L'essentiel c'est la condition humaine, avec ses différences, ses fragilités et ses puissances, avec sa présence vécue comme un mystère et sa mort proche et certaine, avec ses récits grands et faux, avec sa terre, ses eaux et son air brisés, avec toutes les menaces qui pèsent sur elle.

La vie est extrêmement précieuse. Se démarquer de Dieu et d'un sens à l'histoire c'est miser sur elle, comme pour assurer notre marge de liberté, comme pour nous responsabiliser davantage.

Et si c'était le dernier texte que je devais écrire, si c'était la dernière phrase, si je devais en quelques mots seulement, avant de me fondre dans le néant, avant de retourner poussières, faire le point sur ma vie, témoigner en quelque sorte de la condition humaine, je dirais peut-être : je ne connais pas vraiment le sens de ma vie. Elle a dû en avoir plusieurs, autant de sens que d'attention reçue, que de visages aimés, que de causes partagées. Je n'ai pas connu le sens de ma vie, mais je demeure plus que très reconnaissant à tous ces êtres humains qui m'ont permis d'exister, de passer avec eux quelques années sur cette terre malgré tout « si jolie ». Et s'il ne me restait plus qu'un dernier souhait à exprimer, une dernière cause à défendre, je proposerais peut-être : il faut préserver à tout prix la condition humaine, s'assurer qu'elle pourra être encore là dans des milliards d'années, non pas au paradis mais sur la terre, sur une autre planète ou une autre galaxie, il faut rendre la condition humaine éternelle et prendre toutes les responsabilités que cela implique dès aujourd'hui pour assumer ce choix.

Ouvrages cités

POSSIBLES
Il y a
un futur

J.F. Lyotard, *Le postmoderne expliqué aux enfants*, Paris, Galilée, 1986.

J.P. Sartre, *Critique de la raison dialectique*, Paris, Gallimard, 1960.

J.M. Piotte, *La communauté perdue*, Montréal, VLB, 1987.

GABRIEL GAGNON

La plainte des années molles

J'ai seulement cherché à ne point tuer le possible tout en faisant la part de l'inéluctable.

Dominique Janicaud

Lors de la campagne électorale agitée de novembre dernier, le Québec a refusé de conforter par ses votes l'angoisse existentielle de la majorité du Canada anglophone. Si c'est mauvais pour l'Ontario ce sera sûrement bon pour le Québec nous répétaient à l'unisson Robert Bourassa et Jacques Parizeau. Vous nous avez imposé le libre-échange, attention au Lac Meech nous rétorquent maintenant libéraux et NPDs des provinces de l'Ouest.

Le vide politique

Entre-temps, le vide et les contradictions de ce qui nous tient lieu de discours politique fédéral continuent d'apparaître au grand jour. Ce n'est pas pour rien que la plupart des électeurs d'ici ont tant hésité au cours des derniers mois avant d'opter sans doute pour ce qui leur semblait le moindre mal.

Il suffisait le soir du 21 novembre d'entendre à la télévision les déclarations des nouveaux élus conservateurs québécois pour comprendre ce que signifie le vide en matière de politique. Dès la semaine suivante, la série noire du patronage bleu reprenait de plus belle. Comment y échapper dans un parti qui recrute surtout ses candidats dans les rangs des petits affairistes minables qui n'ont jamais appris à distinguer bien public et combines lucratives.

La suite du calvaire de John Turner vient aussi révéler à quel point les libéraux nous ont trompés en prétendant défendre l'accord du Lac Meech, s'opposer au libre-échange et favoriser la social-démocratie. Les dinosaures de Jean Chrétien ou les scabs de Paul Martin viendront bientôt remettre à leur place les Jean-Claude Malépart et les Raymond Garneau.

Nous pensions qu'il existait un parti travailliste canadien. Nous n'avons trouvé devant nous qu'un « honnête gérant de caisse populaire », ami des vieillards et des enfants mais prêt à augmenter le budget de la défense sans intervenir de façon sérieuse dans l'économie. Au Québec, le temps de Broadbent n'a jamais commencé.

D'ailleurs, ce fameux libre-échange, objet de tant de complaisance et de tant d'acrimonie, pouvions-nous vraiment y échapper en 1988, au moment où les politiques de privatisation communes à Mulroney et à Bourassa nous privent de toute stratégie industrielle autonome susceptible de faire face au protectionnisme exacerbé des Américains ? Pourtant, le cas de Gillette et le sévère déficit américain nous indiquent que les restes de l'Empire ne seront peut-être pas si plantureux.

Avec le même enthousiasme qu'il mit jadis à nationaliser l'amiante et à combler de REAs les appétits de la garde montante, Jacques Parizeau

a imposé sans débats à un PQ plutôt récalcitrant, un libre-échange susceptible, selon lui, d'accélérer notre indépendance en affaiblissant le Canada. Tout le monde semble être tombé dans le panneau sauf un Jean Garon qui fit un jour remarquer que la social-démocratie, l'environnement et la société distincte pourraient peut-être souffrir si on cessait de les protéger des vents venus du Sud.

La fascination économiste

Le débat sur le libre-échange a d'ailleurs révélé de façon caricaturale l'engouement pour l'économie et le marché qui saisit depuis quelques années tout ce qui bouge dans les médias écrits et électroniques québécois. Bien sûr, nous avons jadis voulu évangéliser le monde, alors que nous n'étions que des « quêteux à cheval » selon la savoureuse expression de l'ancien directeur du *Devoir*, Gérard Filion ; bien sûr, après 1960, fatigués de toutes ces années où l'on nous disait « sans histoire et sans littérature », nous nous sommes un peu pris pour le nombril du monde, oubliant qu'on ne fait pas pousser les fleurs en tirant dessus, mais de là à ériger un monument au premier Québécois qui vendra dix boîtes de « bines » à Boston ou à accorder plus d'importance à la moindre éructation d'un Péladeau qu'aux réflexions d'un Pierre Vadeboncoeur ou d'un Marcel Rioux, il y a peut-être une limite.

Même une journaliste respectée comme Lysiane Gagnon exprimait bien cette surprenante dérive dans une chronique de *La Presse* du 12 novembre, une semaine avant les élections, intitulée « Comme en 1980... »

« En 1980, le projet souverainiste mobilisait les élites de l'époque — enseignants, intellectuels, artistes. Une décennie plus tard, le libre-échange mobilise nos nouvelles élites, les gens d'affaires de la petite aussi bien que de la grande entreprise... »

Le libre-échange s'inscrit parfaitement bien dans la plus ancienne — et la plus belle — tradition québécoise, celle d'un peuple de voyageurs, de découvreurs, de missionnaires, qui a toujours été fasciné par le désir de parcourir le monde... »

POSSIBLES
Il y a
un futur

Une telle fascination partagée explique pourquoi nos journaux nous ont adéquatément informés sur les aléatoires bénéfiques économiques du libre-échange, moins bien sur les menaces qu'il comporte pour une partie importante de notre main-d'oeuvre, bien peu sur ses conséquences politiques et culturelles à long terme.

L'« économisme » de nos journalistes va de pair avec cette autre attitude qui consiste à ridiculiser tout intellectuel qui prétendrait que la souveraineté est encore un objectif souhaitable pour le Québec et à dénoncer comme peu démocratique toute tentative de revenir sur le verdict de 1980. Pourtant un projet encore caressé par une forte proportion de Québécois et préconisé par un parti fort de 100 000 membres mériterait au moins autant d'attention que les acrobaties langagières d'un Jean Chrétien.

Je ne me permettrais pas de douter de la probité intellectuelle de nos journalistes : ils sont au mieux convaincus, au pire résignés. Mais c'est surtout de leurs journaux que je m'inquiète.

Le Devoir se survit à lui-même. Jean-Louis Roy l'avait conduit au bord du gouffre ; Benoit Lauzière semble vouloir lui faire faire un pas en avant. À peine avait-il mis le pied dans la boîte qu'il remplaçait les pétillantes chroniques de Lise Bissonnette et les réflexions prospectives d'un Jean-Paul L'Allier par les contrepoids frileux et mesquins de Guy Brouillette et le touche-à-tout un peu superficiel de Daniel Latouche. Depuis, au lieu de rétablir par la parole et l'écriture le

contact avec ses lecteurs inquiets, il concocte avec quelques financiers « la passe » qui le sortirait des griffes d'un Péladeau qui décide chaque jour de la survie de ce journal dont nous avons encore besoin.

Car, si les autorités de *la Presse* peuvent aujourd'hui congédier sous n'importe quel prétexte, éditeur ou éditorialistes, qu'en serait-il si ce journal n'avait plus de concurrent intellectuel sérieux ? Peut-être vaut-il mieux y réfléchir.

Est-il encore temps de faire appel à la population pour assurer la survie du *Devoir* ? Faut-il remettre de l'avant des formules de cogestion qui assureraient de façon permanente l'indépendance des rédactions face aux pouvoirs économiques ? En France, *Le Monde* et *Libération* ont réglé dans ce sens des situations presque aussi difficiles.

Quoi qu'on dise, nos grands journaux continuent encore à faire écho dans leurs pages, en concurrence avec une publicité envahissante, aux diverses formes de création culturelle et aux débats intellectuels que notre société continue à susciter. Il est loin d'en être de même dans les médias électroniques, si l'on excepte l'irremplaçable réseau FM de Radio-Canada. Ici, les vrais controverses occupent bien peu de place dans une programmation obsédée par le voyeurisme du vécu ; ailleurs la culture est réduite à la portion congrue par les aléas d'une saison de football qui soulève ici bien peu d'intérêt ; les « flash » artificiels d'Autrement Dit remplacent la table conviviale de Téléservice ; les grandes productions musicales ou théâtrales sont réduites à la plus simple expression. Manque d'argent ? Voyez le PBS américain. Manque d'intérêt pour le tragique et le difficile ? Consultez les cotes d'écoute de « l'Héritage ».

L'intellectuel et le yuppie

POSSIBLES
Il y a
un futur

Nos intellectuels encore si visibles il y a dix ans, ont-ils abandonné la politique et les médias à une autre « garde montante » mieux adaptée qu'eux et elles au nouvel environnement international ? Ont-ils troqué leur conscience critique contre la subvention de recherche, le management de leur carrière ou simplement « le désert » cher à Michel Morin ?

Dans la plupart des sociétés, les universités constituent le dernier bastion de la liberté ou le catalyseur de l'imaginaire et de la pensée critique. Au Québec, où les menacent gigantisme et autosatisfaction, l'augmentation des subventions gouvernementales et des frais de scolarité semble maintenant leur seul et unique souci.

Nos universités accueillent beaucoup d'étudiants. Les subventions de recherche y abondent. Les comités y prolifèrent. Pourtant jamais n'y a-t-on moins éduqué, moins vraiment communiqué, moins réfléchi sur l'avenir du Québec et de l'humanité.

Professeurs ambitieux, fatigués de la recherche ou administrateurs recalés de l'entreprise publique ou privée, nos dirigeants ne parlent jamais de culture ou d'éducation : leur vie se passe à quémander les deniers publics et à courtiser la grande entreprise.

Les colloques abondent où les professeurs peuvent enrichir leur curriculum vitae. Les subventions leur facilitent l'étude des sujets à la mode. Pourtant, plus ils communiquent, moins ils ont le temps de penser, plus ils cherchent, moins ils ont le temps de trouver, dirait un mauvais plaisant. Un bon colloque universitaire réunit tant de « sommités » que l'accumulation des discours parallèles n'y laisse plus de place à la discussion. Une grosse subvention de recherche nécessite tant de rap-

ports d'étapes et d'administration que les publications qui en découlent sont souvent superficielles sinon inexistantes. Encore faut-il pour l'obtenir que le projet porte sur « les nouvelles technologies dans l'industrie de la saucisse » ou « la mode comme processus d'émancipation » plutôt que sur « les sociologies critiques du sujet » ou « les mouvements populaires de contestation ».

Les étudiants sont encore nombreux à vouloir se consacrer à la musique, au théâtre, à la peinture, à la philosophie et à l'anthropologie. Comment peuvent-ils y réussir dans nos classes trop pleines, tout en travaillant dans un MacDonald ou en s'endettant pour la vie sans être certains de pratiquer dans des bonnes conditions le métier qu'ils aiment. Avant d'imposer à tous et à toutes la lecture de Racine et de Platon, peut-être devrions-nous rendre plus accueillantes et plus conviviales nos universités et plus ouverte aux jeunes notre société.

Car, au Québec, la génération des yuppies a partout le haut du pavé. Ils ne sont pas méchants. Ils font du jogging et peu d'enfants. Ils partagent entre eux et elles revenus et travaux ménagers. Ils sont pacifistes et parfois végétariens. Mais ils n'ont rien à faire des recalés de l'excellence et des exclus de la productivité. Leur modèle inspire beaucoup d'intellectuels et d'artistes attirés par le langage de cette pseudo « post-modernité » qui permet si bien de distinguer les « ringards » des « branchés ».

La politique n'a plus bonne presse dans ces milieux. Pourtant, même avant le libre-échange, le Québec est déjà « cassé en deux » comme le démontre le numéro de novembre de la revue *Relations*. La réforme Bourbeau-Paradis imposera un travail obligatoire et mal payé aux jeunes sans emploi comme aux travailleurs plus âgés expulsés

des usines par la rationalisation industrielle et la spéculation boursière. La plupart de nos industries culturelles résistent difficilement aux vents de l'économisme, qu'ils viennent de New York ou de Paris. À Montréal, la technocratie semble l'emporter là où l'on attendait conseils de quartiers et qualité de la vie quotidienne.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Peut-être le jour poindra-t-il bientôt où les intellectuels délaisseront temporairement leurs ordinateurs, leurs colloques et leurs condos pour remettre sur la place publique les questions trop vite esquivées par les informaticiens et les comptables qui nous gouvernent. La complexité qu'explorent poètes, savants et philosophes n'exclut en effet ni la critique sociale lucide ni la détermination dans l'action. L'inéluctable n'a peut-être pas encore recouvert l'ensemble des possibles.

JACQUES T. GODBOUT

Le retour du social *

Man had built empires of scientific capability to manipulate the phenomena of nature into enormous manifestations of his own dreams of power and wealth — but for this he had exchanged an empire of understanding of equal magnitude : an understanding of what it is to be a part of the world, and not an enemy of it.

Pirsig, p. 339

The nonalcoholic world has many lessons which it might learn from the epistemology of systems theory and from the ways of AA. If we continue to operate in terms of Cartesian dualism of mind versus matter, we shall probably also continue to see the world in terms of God versus man ; elite versus people ; chosen race versus others ; nation versus nation ; and man versus environment. It is doubtful whether a species having *both* an advanced technology *and* this strange way of looking at its world can endure.

Bateson, p. 341

Il y a une sorte de point de départ obligé pour analyser aujourd'hui ce qui se passe dans le secteur social : c'est la crise de l'État providence. Crise économique, crise des ressources, selon le mode encore dominant d'explication de tout ce qui ne tourne pas rond dans la société moderne. Je voudrais d'abord proposer qu'il s'agit aussi d'une crise de l'État comme lieu privilégié de la

* /Version remaniée d'une communication présentée au colloque « La sociabilité : spécificités et mutations », Université du Québec à Trois-Rivières, 21-22-23 septembre 1988.

solidarité entre les membres d'une société. Depuis le 19^e siècle on s'était habitué à penser que dans une société de plus en plus dominée par le marché et la concurrence — principes contraires à la solidarité — il y avait heureusement l'État, ce formidable appareil de redistribution. Contre la loi du plus fort qui ultimement détruisait le tissu social (comme l'ont montré magnifiquement Polanyi et Schumpeter), il y avait l'État pour nous protéger. Pour diminuer l'insécurité économique, il y avait la sécurité sociale. Et pendant que la croissance économique libérait l'individu de ses limites matérielles séculaires et lui ouvrait des horizons infinis, la sécurité sociale étatique le libérait de ses multiples obligations à l'égard de ses parents, de ses enfants, de ses voisins et lui permettait ainsi de jouir sans entrave de tous les bienfaits de la croissance. Les deux systèmes concouraient donc ensemble à l'affranchissement complet de l'individu de tout ses liens sociaux et de toute forme de sociabilité non choisie.

Un vrai miracle. À quelle condition ? Une seule : à condition de payer. Car, et c'est là un autre trait commun important à l'État et au marché : les deux fonctionnent à l'argent. Pour se libérer de ses obligations sociales, l'individu doit payer très cher. Et les limites de la capacité de l'État d'assumer et de porter la solidarité des membres d'une société sont aussi celles de l'argent. Pas seulement au sens où pour franchir un nouveau pas dans la solidarité, il faut nécessairement payer plus, et que pour payer plus il faut produire plus, ce qui pose tous les problèmes des limites du paradigme de la croissance que je n'aborde pas ici. Mais aussi au sens où cette forme de sociabilité qui passe par l'argent et par le recours à un tiers que l'on paie (État ou marché) a des limites intrinsèques et est même souvent « contreproductive » en terme de solidarité. L'État puise dans la solidarité des réseaux sociaux pour fonctionner. En brisant les liens sociaux, il risque

POSSIBLES
Il y a
un futur

de se retrouver sans légitimité pour poursuivre sa longue marche vers plus *d'égalité et de liberté*, ayant oublié en chemin que tout cela repose sur un troisième terme : la solidarité, qu'on appelait le *fraternité* qui, elle, n'est pas de l'ordre des droits (Pavone, 1987). Mais elle est inscrite dans les formes de sociabilité des réseaux sociaux.

J'illustrerai ces formes de sociabilité apparues en réponse aux limites de l'État en puisant dans ce que, au Québec, on appelle le mouvement communautaire. Mais d'abord il est nécessaire de rappeler ces limites de l'État afin de faire ressortir le contraste entre l'intervention étatique caractéristique des trente dernières années et ce qui se passe maintenant dans les réseaux sociaux.

L'État et la solidarité

Rappelons d'abord une caractéristique connue de l'action de l'État : elle tend à nier le caractère unique de l'individu. Ce n'est en effet pas un des moindres paradoxes de l'intervention étatique : alors qu'elle est une conséquence du développement de l'individualisme, la logique de son intervention tend à nier la spécificité de chaque personne au profit des traits communs qui sont susceptibles d'être traités par des appareils bureaucratiques qui sont à la base de l'action étatique. Au nom de l'égalité l'État nie le caractère unique de chaque personne. C'est au contraire au coeur de l'action des réseaux sociaux, comme on a pu le confirmer récemment dans un enquête. (Godbout et al, 1987)

En outre, tous ces programmes sociaux, conçus comme autant d'instruments de solidarité, arrivent mal à développer la solidarité entre ceux qui dispensent le service et ceux qui les reçoivent (les « bénéficiaires »...). Au-delà du discours, lorsqu'on observe les faits, la solidarité se limite sou-

vent à ceux qui appartiennent à l'appareil. L'État génère des appareils fermés sur eux-mêmes, imperméables aux réseaux sociaux de solidarité dans lesquels ils opèrent, peu responsables vis-à-vis le milieu où ils se situent.

POSSIBLES

Il y a
un futur

Nous l'avons constaté à de nombreuses reprises dans l'étude des Centre locaux de services communautaires, au Québec, depuis leur création jusqu'à une époque récente. (Godbout, 1979 et 1987). Cette institution (le C.L.S.C.) avait pourtant précisément pour mission, parmi l'ensemble des établissements publics, d'être la plus près de la communauté et de ses problèmes, comme son nom l'indique d'ailleurs. Nous avons même souvent observé que ces organisations contribuaient à briser la solidarité locale au lieu de la renforcer, en se situant souvent en concurrence avec les organismes locaux.

Rappelons à ce sujet que l'État providence, depuis 20 ans, c'est principalement un phénomène de transfert d'une main-d'oeuvre féminine dans des appareils étatiques. Les femmes continuent comme avant à s'occuper des enfants, des vieillards, des personnes en perte d'autonomie, etc. Mais elles le font maintenant dans un cadre différent. Elles sont payées par l'État pour le faire, et au lieu de rendre service à des proches, elle dispensent des services à des étrangers. Ce faisant, elles se sont libérées des obligations du lien social en établissant un rapport quasi-marchand avec une clientèle qui lui est étrangère, à qui elles dispensent des services en échange d'un salaire. Suivant le principe de la « différenciation fonctionnelle » cher à Parsons, un certain nombre de femmes s'occupent de *plus* de vieux, de jeunes, d'handicapés, etc... qu'avant, afin qu'un certain nombre d'autres femmes s'en occupent de *moins en moins*. Il existe plusieurs façons d'analyser cette évolution. En tant que « force de travail », on constate que ces femmes sont souvent

sous-payées. Du point de vue du mouvement de libération des femmes, c'est un pas en avant. Les femmes se libèrent de leurs obligations familiales et, de leur côté, toutes les personnes qui dépendaient uniquement de leur réseau familial acquièrent plus d'autonomie, de liberté de choix. Mais il existe un troisième aspect, rarement analysé : envisagé sous l'angle des formes de sociabilité, il s'agit d'une transformation radicale. En transférant la solidarité sociale dans l'État nous transformons de façon importante le lien qui unit celui qui donne et celui qui reçoit un service. Nous mettons la distinction producteur-usager au coeur de la relation. Nous extirpons les services d'un réseau et l'insérons dans un appareil étatique. Dorénavant la relation sera fondée sur la dualité producteur-client. Dorénavant, le « dispensateur » de services ne fait plus partie du même monde que celui qui le reçoit et il établit avec lui une forme de sociabilité minimale, dont le marché est le modèle. Et on peut se demander jusqu'où une société peut abandonner à des relations marchandes et bureaucratiques l'ensemble de ses obligations sociales sans menacer le tissu social fondé sur des réseaux de solidarité.

L'État a une propension à transformer les rapports sociaux en rapports entre étrangers. La crise de l'État-providence, c'est la prise de conscience que ce processus a des limites, non seulement parce qu'il coûte trop cher, mais d'abord parce qu'il coûte quelque chose, c'est-à-dire parce qu'il passe par l'argent. C'est la crise d'une forme de sociabilité fondée sur la dualité producteurs-usagers.

La révolution des anonymes

Devant les limites de cette forme de sociabilité de l'État comme instrument de solidarité, d'innombrables initiatives sont apparues dans la so-

ciété, fondées sur des valeurs différentes et sur un système de relations différent. Ce sont de nouvelles formes de solidarité, que nous avons eu l'occasion d'analyser récemment. Ces associations sont très variées et elles contribuent toutes à mettre fin à la tendance au monopole de la relation étatique dans le secteur social. On les appelle les organismes communautaires. Je les définis négativement comme un ensemble d'organismes qui remettent en question cette forme de sociabilité fondée sur le dualisme producteur-usager. Ce sont donc l'ensemble des organismes qui ont pour principe d'action l'appartenance au milieu, à un ensemble plus vaste qu'eux-mêmes *dont fait aussi partie leur clientèle*. Ces organismes se multiplient actuellement dans tous les secteurs du social et dans tous les milieux. Parmi cet ensemble multiforme, un sous-ensemble correspond de façon plus étroite à la définition que je viens de proposer : c'est ce qu'on appelle les groupes d'entraide. Ce sont des personnes qui se regroupent parce qu'elles connaissent un problème similaire et décident d'en parler ensemble et de trouver des solutions ensemble. Cette formule connaît un succès étonnant depuis quelques années et elle vise toute sorte de situations : déprimés, parents violents, femmes battues, ex-psychiatisés, « weight watchers » et, évidemment, les plus connus : les alcooliques. Les Alcooliques Anonymes constituent le modèle de référence de tous ces groupes. Or il s'agit bien d'une nouvelle forme de sociabilité, en rupture avec le dualisme étatique. Quelle que soit la façon dont on l'analyse, ce modèle a des caractéristiques opposées au modèle étatique et marchand. Pour utiliser les termes de Bateson, les A.A. proposent une nouvelle épistémologie des rapports entre nous et le monde (Bateson, 1972). Quelles en sont les principales caractéristiques ?

— Les A.A. diluent, voire éliminent la distinction entre dispensateurs de services et clients. Pour

POSSIBLES
Il y a
un futur

employer le langage de V. Lemieux, (1981) les A.A. sont un réseau, et non un appareil. En effet, la principale caractéristique des réseaux est qu'ils ne sont pas organisés en vue de la régulation d'un public. En fait les A.A. n'ont pas de public, car ils récusent cette dualité fondamentale. Il n'y a pas d'un côté une organisation, de l'autre des clients. Il n'y a que des membres. Cela se traduit de multiples façons :

- le caractère très démocratique de cette organisation et le recours minimal à des permanents rémunérés pour des tâches secondaires seulement. L'absence de bureaucratie, malgré un taux de croissance élevé, est aussi un trait étonnant des A.A., qui va à l'encontre de la célèbre loi d'airain de l'oligarchie énoncée par Michels au début du siècle ;
- le service lui-même est rendu par les membres, dans un système d'échanges caractérisé par le don (ou la réciprocité) plutôt que par le marché (Hyde, 1980), un système où l'argent ne joue aucun rôle. On aide un membre, et on sera aidé par un autre membre. On est le « parrain » d'un membre et on a aussi son parrain.
- enfin, dans une réunion, toute personne qui intervient commence en se nommant (son prénom) et ajoute : « je suis un alcoolique ». C'est la façon la plus radicale de nier la dualité producteur-usager : tous les membres sont alcooliques et le seront toujours. Il n'y a pas d'un côté un professionnel ou une organisation, et de l'autre une clientèle. Tous sont du même côté.
- Un membre des A.A. croit en une force supérieure, personnelle, « en un Dieu tel qu'il le comprend lui-même ». Tous ont une relation équivalente avec cette force supérieure. Bate-

son accorde beaucoup d'importance à cette relation personnelle qui fait que chaque membre participe à quelque chose de plus grand que lui-même, fait partie d'un système. Pour Bateson, la théorie des A.A. est cybernétique : elle inclut l'alcoolique dans un monde plus vaste, au lieu de l'opposer à son alcoolisme.

De notre point de vue, on doit retenir que tous sont reliés à cette force supérieure, alors que dans le modèle étatique et professionnel, seul le producteur est relié à la force supérieure. La science et, de façon générale « le contrôle de l'information » constituent cette force supérieure. Seul¹ celui qui est dans l'appareil y a accès. Seul le professionnel et le producteur de services ont un lien privilégié avec ce principe « transcendant » le système. Le client et l'utilisateur sont exclus de ce rapport unique à la force supérieure qui caractérise le système étatique.

Plusieurs autres traits de la philosophie des A.A. pourraient être invoqués comme illustrations de cette remise en question des formes modernes de sociabilité. Mentionnons l'anonymat, et la nécessité de reconnaître son incapacité à s'en sortir seul. Voilà deux traits qui montrent que cette approche s'oppose aussi au narcissisme caractéristique de la modernité.

Quelques questions

Une première question vient à l'esprit à propos de cette forme de sociabilité qui caractérise les groupes d'entraides et que j'ai présenté en décrivant trop brièvement le fonctionnement des A.A. : ce retour du social est-il un retour en arrière ? De

¹ Dans un système démocratique, il y a aussi les élus. L'analyse présentée ici n'en tient pas compte. À ce sujet, voir Godbout, 1987.

tels mouvements sont-ils des résidus de l'évolution vers une spécialisation croissante au sein de macro appareils de plus en plus différenciés ? Autrement dit, est-ce destiné à disparaître de toute façon ?

Avant de répondre à cette question à propos de ces formes de sociabilité, il faut préciser qu'il m'apparaît aujourd'hui impératif de remettre en question les critères mêmes à partir desquels on répond à de telles questions², c'est-à-dire le modèle linéaire qui a conduit à l'impasse actuelle, le paradigme productiviste de la croissance sans fin qui conduit le système à rejeter à l'extérieur de lui-même ceux pour qui il existe, c'est-à-dire les usagers. Ce modèle crée une frontière (le dualisme) entre les producteurs et les usagers, et se nourrit souvent en parasite d'autres formes de sociabilité, (la famille, etc) comme s'il s'agissait là de ressources naturelles inépuisables.

Le progrès peut être réversible ; autrement dit la réversibilité peut être le progrès. En physique, le seul mouvement irréversible est celui qui conduit au chaos (l'entropie). L'analogie est frappante avec le système productiviste actuel qui, on le constate de plus en plus, risque de nous enterrer tous sous nos déchets. comme l'affirme Sgritta, « la réversibilité représente aussi un aspect du changement auquel le système social peut recourir afin d'atteindre certains objectifs sociaux. » (1987, p. 284). Il va peut-être devenir urgent d'apprendre ce qu'un auteur suédois désigne par « the art of flying backward with dignity. » (Per Olov Enquist, 1988)

2/ On pourrait aussi se demander si ce n'est pas plutôt l'intervention bureaucratique qui constitue un retour en arrière dans la mesure où, comme le dit M. Douglas, « Insofar as bureaucracy reduces the range of emotional experience, it makes our lives more like those prescriptive social systems of premodern times where all feelings are institutionally channeled and individual variations controlled. » (1988, p. 469).

Cette précaution étant prise, revenons à la question de ces formes de sociabilité que sont les groupes d'entraide : sont-elles nouvelles ? Non, dans la mesure où ces groupes relèvent du modèle communautaire.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Les groupes d'entraide ont existé sous une forme ou une autre depuis bien longtemps. Ils ont même accompagné, sous la forme des sociétés de secours mutuels, le développement de la société industrielle. Il faut tout de même noter que leur expansion actuelle est impressionnante et que la philosophie dont ils s'inspirent a pris naissance de façon articulée à la fin des années 30 seulement. Ils possèdent en outre une caractéristique sur laquelle je n'ai pas insisté jusqu'à maintenant, et qui les distingue des formes de sociabilité propres au modèle communautaire « traditionnel » et à ces sociétés de secours qui échangent des services : en effet, ce modèle est centré sur l'existence d'un problème commun spécifique (l'alcoolisme, etc). On y accorde beaucoup d'importance, même si, par ailleurs, cette exclusivité et cette absence de solidarité avec d'autres mouvements leur sont souvent reprochées. Et pourtant, paradoxalement, le témoignage des membres est presque unanime : la communauté des A.A., c'est pour eux beaucoup plus qu'un organisme qui régle un problème spécifique comme l'alcoolisme. C'est une famille, un nouveau mode de vie, de nouvelles relations sociales, une nouvelle forme de sociabilité au sens le plus large du terme. Il s'agit là de quelque chose de nouveau : on part d'un problème spécifique et on accède par là à un milieu communautaire, alors que dans le modèle traditionnel, le cheminement est inverse : le réseau communautaire (famille, territoire, etc) existe, est déjà là. On en fait partie et on y a recours en cas de problèmes spécifiques. En ce sens, les groupes d'entraide sont bien modernes. L'adhésion y est entièrement libre. Ce n'est pas une secte. Aucune présence de leaders charisma-

tiques ; les liens entre les membres ne sont fondés ni sur le territoire, ni sur un passé commun — les deux assises de la communauté traditionnelle — mais sur un problème commun.

Le choc en retour : l'État modeste

Ce développement du mouvement communautaire (dont je n'ai traité que de quelques aspects) entraîne à son tour une modification du type d'intervention de l'État, et surtout de la relation entre les intervenants étatiques et le milieu local. Nos recherches récentes montrent qu'une nouvelle collaboration entre l'État et les réseaux sociaux est en train d'émerger, notamment dans les C.L.S.C. Les programmes de maintien à domicile sont à cet égard des plus significatifs. Les employés des institutions publiques interviennent de façon complémentaire avec les membres des réseaux familiaux et les organismes bénévoles. Ils ont perdu l'arrogance professionnelle qui les caractérisait pendant les années 70, reconnaissant l'apport irremplaçable du milieu, sa disponibilité plus grande, son implication et même sa compétence ! Comme dirait Crozier, (1987) l'État est devenu modeste et on constate alors que loin de briser la solidarité locale, il peut alors au contraire être d'un apport précieux.

Comme le note cependant D. Jobert (1988) — et nous avons fait le même constat — son intervention contient encore des failles importantes. Par exemple, les employés de l'État ont de la difficulté à atteindre les personnes qui auraient le plus besoin d'eux, c'est-à-dire celles qui sont isolées, sans réseau social de support. Malgré ces lacunes importantes, il importe de souligner ce renversement de l'intervention étatique qui se met au service des solidarités locales, plutôt que de contribuer à les affaiblir comme avant.

Au 19^e siècle, Tocqueville croyait que le secret de la démocratie américaine résidait dans le mélange de l'utilitarisme et du communautarisme, du marché et de la communauté. Pendant plus d'un siècle la modernité a consisté à substituer le plus possible l'État à la solidarité communautaire, au nom d'une plus grande liberté et d'une plus grande égalité. Tocqueville avait vu le danger d'une telle évolution. Et on ne peut que rappeler ici le passage célèbre qui termine *De la démocratie en Amérique*, dans lequel l'auteur « voit une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retirés à l'écart, est comme étranger à tous les autres. (...) Au-dessus de cela s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. (...) Il travaille volontiers à leur bonheur ; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre. » (1969, p. 361).

POSSIBLES
Il y a
un futur

Par rapport à cette « prophétie » que nous étions en train de réaliser depuis 30 ans, les nouvelles formes de sociabilité qui caractérisent l'expansion des organismes communautaires sont un retour en arrière. Elles ne nient pas la nécessité d'une intervention étatique. Elles nous rappellent au contraire quotidiennement que l'État est indispensable ; mais elle nous font aussi comprendre qu'à force de lutter contre les conséquences négatives de l'économie sur le social à l'aide de l'État seulement, on a progressivement oublié que l'État lui-même fonctionne aussi à l'argent et se nourrit du social. Il peut alors devenir pire que le marché, s'il en arrive à se prendre lui-même pour le social. Les organismes communautaires rappellent à l'État ses limites. Ils le ramènent à la modestie sans nier son caractère indispensable dans la société actuelle. Entre les mouvements communautaires et l'institution étatique, deux ap-

proches, deux formes de sociabilité, deux « épistémologies » (Bateson) se font face. Elles sont toutes deux à la base de la société moderne : l'étranger et le familier, le marché et la communauté. Mais la seconde en est la face cachée. Les organismes communautaires parviendront-ils à faire en sorte que ceux qu'on appelle les « intervenants » fassent partie, d'une certaine façon, de leurs réseaux, plutôt que d'appartenir uniquement à un appareil ? Il s'agirait là d'une forme de sociabilité inédite, qui reste à inventer.

Au dualisme marchand s'oppose le fait de faire partie d'un ensemble ; au système marchand s'oppose le système du don. Face à l'État qui tend à construire des systèmes qui excluent, je pense avec Bateson que nous avons beaucoup de leçons à apprendre des A.A.

OUVRAGES CITÉS

- Bateson, G., *Steps to an Ecology of Mind*, New York, Ballantine Books, 1972.
- Bowles, S. et Gintis, H., *Democracy and Capitalism*, New York, Basic Books, 1987.
- Crozier, M., *État modeste, État moderne*, Paris, Fayard, 1987.
- Darms, L. et Laloup, J., *Interstances*, Cabay, Louvain-Lanneuve, 1982.
- Douglas, M., « The Effects of Modernization or Religious Change », *Daedalus*, Été 1988, p. 457 à 484.
- Enquist, P. O., « On the Art of Flying Backward with Dignity », *Daedalus*, Été 1988, p. 485 à 498.
- Godbout, J.T., Leduc, M. et Collin, J.P., *La face cachée du système*, Québec, Les publications du Québec, 1987, 161 p. + annexes.

Godbout, J.T., Leduc, M. et Collin, J.P., *La Démocratie des usagers*, Montréal, Boréal, 1987, 190 p.

... et Gérard Divay

La décentralisation en pratique, Rapports de recherche no 5, Montréal, INRS-Urbanisation, 1979, 363 p.

Hyde, L., *The Gift*, New York, Vintage Books, 1979.

Jobert, B., « Action publique et solidarité civile : le cas du maintien à domicile des personnes âgées », *Revue Internationale d'action communautaire*, 19-59, 1988, page 89 à 97.

Lemieux, V., *Réseaux et appareils : une recherche dans l'Islet*, Université Laval, Département de science politique, 1981.

Pavone, S., « Droits sociaux et solidarités », dans *L'Éloge du pouvoir*, Bruxelles, Commission Française de la Culture pour l'agglomération de Bruxelles, 1987.

Pirsig, R. M., *Zen and the Art of Motorcycle Maintenance*, New York, Bantam Books, 1974.

Rapport de la Commission d'enquête sur les services de Santé et les services sociaux, Québec, Les Publications du Québec, 1988.

Sgritta, G. D., « Théories de la famille, savoirs, politiques et changement social », dans *Annales de Vauresson*, no 27, 1987, page 271 à 292.

Tocqueville, A., *De la démocratie en Amérique*, Paris, Union générale d'éditions, 1969.

**DANIELLE LABERGE
SHIRLEY ROY**

« Et certains sont plus inégaux que d'autres »

Parler d'inégalités sociales suppose nécessairement que tous les groupes dans une société donnée ne sont pas identiques si on les compare en utilisant un certain nombre de critères. Parmi ces critères, le plus souvent utilisé est celui du revenu. Malgré son importance réelle, particulièrement dans une société où la consommation constitue un modèle difficile à éviter, le revenu ne peut être considéré comme le seul indicateur des inégalités sociales. En effet, le revenu, la capacité de disposer de l'argent, détermine l'accès à d'autres biens qui sont aussi importants socialement.

Nous tenterons de montrer la complexité de la dynamique de l'inégalité sociale en examinant certaines situations associées à la pauvreté et à la marginalité.

Les biens et la qualité de vie

Nous pouvons classer sous trois grandes rubriques les biens qui servent à façonner la qualité de vie des personnes et des groupes sociaux. Nous parlerons ainsi de biens économiques, de biens culturels, de biens politiques.

Les biens économiques réfèrent aux revenus ainsi qu'aux avoirs des individus. Ils représentent un déterminant puissant dans la capacité d'accès à différents services qui vont fortement altérer la qualité de vie des personnes. Le niveau de consommation s'établit en fonction du revenu dont disposent les individus ou les familles et affecte les dépenses essentielles telles que le logement, la nourriture, l'habillement, les médicaments, le transport, ... En retour, être mal logé, mal chauffé, mal nourri a des conséquences sur d'autres activités.

Depuis de nombreuses années, des études ont montré le lien qui existe entre les problèmes scolaires des enfants et des adolescents et leur niveau socio-économique. Il est difficile de se concentrer en classe lorsque l'on n'a pas suffisamment mangé depuis plusieurs jours. Il est difficile d'étudier lorsque l'on vit dans un logement exigu. Par ailleurs, de telles conditions de vie affectent aussi la santé physique et psychique des gens. Ainsi, la privation économique n'a pas la même signification pour tout le monde et les conséquences pour de nombreuses personnes ne se limitent pas à l'absence de jouissance de l'une ou l'autre activité mais touchent des dimensions essentielles de la vie quotidienne.

Les biens culturels concernent l'éducation et le bagage culturel plus général. Sous cette seconde rubrique, on peut inclure l'accès et la jouissance d'activités culturelles, la maîtrise de la langue parlée et écrite, la facilité de communication et d'adaptation à de nouvelles situations, la connaissance du monde.

On a longtemps répété « qui s'instruit s'enrichit ». Si une telle maxime vaut encore aujourd'hui, du moins pour le groupe ayant le plus haut niveau de scolarisation, il faudrait pourtant y ajouter un nouvel adage qui dirait : « qui ne s'ins-

« Et certains
sont plus
inégaux que
d'autres »

truit pas, s'appauvrit ». Dans une société où les exigences pour un quelconque emploi vont toujours en s'accroissant, même lorsque les qualifications ne sont pas essentielles à la tâche, la formation académique devient un pré-requis à tout emploi. La maîtrise de la langue, en partie le produit de l'apprentissage scolaire mais de façon aussi marquée le produit de la transmission des parents, est d'une importance incontournable dans une société de communication.

Les biens politiques quant à eux concernent le pouvoir que peuvent exercer les individus ou les groupes. Il s'agit du réseau de connaissances, de la capacité d'accéder au pouvoir ou d'obtenir des services. Cette capacité d'accès à des biens, à des individus, à des services, la possibilité de se faire entendre est en relation avec le statut des individus à titre de membres d'un groupe, d'une classe donnée.

L'ensemble de ces éléments, conjugué aux différentes conséquences qui s'y rattachent, sert à définir la qualité de vie des personnes. En effet, tous ces aspects sont liés les uns aux autres et la dimension économique y joue un rôle essentiel. On pourrait définir l'inégalité sociale comme une incapacité à s'insérer de façon fonctionnelle dans les rapports sociaux, non pas principalement ou exclusivement à cause de carences personnelles, comme on a trop souvent tendance à le croire, mais à cause de problèmes vécus individuellement quoique générés par un ensemble de mécanismes structurels.

La double forme de l'inégalité

Les divers biens dont nous avons parlé constituent une source de bien-être, c'est évident. Leur absence peut prendre des allures différentes dont les conséquences sont variables. Être privés de

certains petits luxes ou même de simples activités de loisir peut être irritant à la longue. Mais cette irritation n'a rien de comparable aux problèmes que génèrent l'incapacité de se nourrir correctement pendant des années, le fait d'être entassés dans un logement exigü ou de ne pouvoir se procurer les médicaments dont on aurait besoin.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Les différences générées par les inégalités dans la distribution sociale des biens mentionnés sont assez évidentes. Si l'on ne songe pas toujours aux conséquences de la malnutrition ou de l'incapacité d'obtenir des services parce que l'on ne sait pas lire, ces réalités sont néanmoins assez faciles à saisir. La distribution inégale des biens opère par ailleurs à l'intérieur d'une dynamique complémentaire à celle que nous venons d'esquisser : la possession ou l'accès à ces biens constitue une protection contre les « accidents ». Ils permettent de mettre en oeuvre des mécanismes de défense, d'atténuer les effets négatifs produits par des situations indésirables.

Ainsi, il est plus facile de retrouver un emploi à 40 ans lorsque l'on a un bon niveau d'éducation, des « contacts » dans différents milieux, la capacité de bien se présenter, ... que lorsque l'on est journalier. De la même façon, les maladies ont potentiellement moins d'impact pour qui a une assurance-salaire ; un ami ou un parent qui est médecin ; connaît suffisamment ses droits pour s'assurer qu'il sera bien traité.

C'est ainsi qu'un même incident n'a pas les mêmes conséquences selon qui l'on est et ce dont on dispose pour faire face à la situation. L'impact de l'inégalité des biens se fait donc selon deux modes complémentaires. La possession des biens dont nous avons parlé accroît le bien-être des individus et permet d'atténuer l'impact des accidents. À l'inverse, les personnes démunies ont au départ un accès beaucoup plus limité à des biens

« Et certains
sont plus
inégaux que
d'autres »

et des services divers et elles sont, du même coup, beaucoup plus vulnérables advenant un problème, un imprévu.

Par ailleurs, il est important de rappeler que même si l'on porte une attention particulière aux individus, ils ne sont pas les uniques responsables de leur sort. En effet, bien que l'on analyse souvent des individus particuliers, leur trajectoire sociale est largement déterminée par les caractéristiques des groupes auxquels ils appartiennent. Il y a, de façon incontestable, des différences dans l'histoire de vie de personnes appartenant à un même groupe social. Pourtant ces différences agissent à l'intérieur d'un cadre, de limites qui sont définies à la fois par l'appartenance de classe des personnes et par la conjoncture socio-économique qui prévaut à un moment donné.

Inégalités, pauvreté, marginalité

Les inégalités sociales ont donc leur manifestation la plus visible dans la pénurie individuelle ou familiale. La pauvreté est à la fois le symptôme et la cause du phénomène. Elle est un symptôme dans ce sens qu'elle constitue la manifestation la plus immédiatement saisissable de l'existence des inégalités. De plus, le manque financier correspond à une unité de mesure quantifiable et fondamentale dans une société de consommation : l'argent. Il est très difficile de mesurer, d'évaluer la bonne ou la mauvaise santé, le sentiment de sécurité ou de crainte, le bien-être et le mal-être. Par contre, quand il s'agit de compter combien il en coûte et combien il manque, tout semble facile.

La pauvreté n'est pas qu'un symptôme, elle est aussi la cause des inégalités. Elle contribue à sa propre reproduction. A cause des carences, des handicaps que la pénurie suscite, à cause de l'incapacité à lutter contre les effets désastreux des

malchances, les personnes pauvres ne disposent que rarement des ressources dont elles auraient besoin pour briser la dynamique où elles sont enfermées.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Si la pauvreté est synonyme de manque, de privation, d'inquiétude, de stress, tous les pauvres ne sont pas pour autant identiques. La pauvreté n'a pas toujours le même visage, ni le même sens. Les personnes marginalisées ou démunies peuvent se ressembler sur le plan d'un certain nombre de difficultés qu'elles ont à affronter. Néanmoins, la dynamique de l'exclusion, de la marginalisation n'est pas toujours la même et cela à cause des dimensions complexes qui caractérisent l'inégalité. Cette dynamique variera selon que l'on est un homme ou une femme, une personne jeune ou une personne âgée, selon que l'on a un handicap physique, une histoire psychiatrique, que l'on est décrocheur scolaire, ...

Dynamique et évaluation de certaines formes de marginalisation

À partir des recherches que nous avons menées depuis quelques années, nous présenterons ici une sorte de portrait-type de certaines trajectoires de marginalisation, d'exclusion. Nous avons voulu diversifier les types de situations associées directement aux inégalités sociales et à la pauvreté. Ainsi, nous examinerons brièvement les cas des personnes ayant un casier judiciaire, ayant une histoire psychiatrique, des itinérants et nous terminerons avec la situation des bénéficiaires de l'aide sociale ou d'autres prestations gouvernementales. Nous avons choisi ces groupes parce qu'en raison de caractéristiques individuelles ou d'événements particuliers, ils deviennent très vulnérables quand ils ne sont pas déjà dans une situation d'exclusion et de difficul-

LES
« Et certains
sont plus
inégaux que
d'autres »

tés financières. Par ailleurs, les quelques données chiffrées permettent d'entrevoir l'ampleur du phénomène.

Il nous semble essentiel de souligner, avant même de présenter ces portraits, l'importance que prend, dans chacun des cas, l'exclusion ou l'incapacité de s'insérer dans le marché du travail qui est, dans notre société, le lieu d'insertion sociale par excellence.

Le système pénal et le casier judiciaire

La police, les tribunaux, la prison constituent les formes les plus sévères de la répression. Dans les représentations courantes, on imagine que ceux qui s'y retrouvent sont tous des criminels dangereux. De 1977 à 1985, 129 889 personnes différentes sont entrées dans les prisons du Québec. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que les prisons du Québec accueillent les individus condamnés à des sentences de moins de deux ans. En conséquence, il ne s'agit pas de ce que l'on pourrait appeler des criminels dangereux. Au cours de cette période, seulement 0,4 % de ces incarcérations étaient liées à des délits violents contre la personne. Les motifs principaux étaient liés à la circulation routière ou à des délits contre les biens. D'ailleurs, près de 50 % étaient constitués par des personnes n'ayant pas payé leur amende¹.

De plus, 50 % des admissions en détention provisoire² dans les prisons du Québec pour la même période étaient le fait de personnes sans emploi. Lorsque ces personnes avaient un emploi,

1/ Cousineau, M.-M., Laberge, D. Théorêt, B. (19..). *Prisons et prisonniers : analyse de la détention provinciale au cours de la dernière décennie* Québec : Ministère du Solliciteur Général, p. 163.

2/ Il s'agit de personnes détenues mais qui n'ont pas encore été reconnues coupables du ou des délits dont elles sont accusées.

il s'agissait de façon prédominante, de travail précaire (journalier, ouvrier non spécialisé,...)

POSSIBLES
Il y a
un futur

Le système pénal s'occupe d'une façon disproportionnée des personnes pauvres et démunies³. Ce genre d'interactions a des conséquences sérieuses pour ceux et celles qui les vivent. Les coûts sociaux sont nombreux pour les justiciables et pour leur famille. Le processus judiciaire coûte cher en termes de temps (comparutions devant le tribunal, remise de procès, temps d'incarcération lorsque telle est la sentence). Très souvent cette situation entraîne la perte de l'emploi lorsque la personne était employée ou rend très difficile l'obtention d'un nouvel emploi. Il existe une forte discrimination à l'égard des personnes criminalisées quelle que soit la nature et la gravité du délit dont elles ont été reconnues coupables. On estime qu'au Canada un homme sur cinq a un casier judiciaire et est donc susceptible de connaître des difficultés dans l'obtention d'un emploi, de logement, de crédit ... si cette information est connue.

La maladie mentale et le système psychiatrique

Cette discrimination, liée au processus d'étiquetage, est certainement aussi vraie des personnes ayant une histoire psychiatrique. La maladie mentale inquiète, fait peur, et les personnes qui en souffrent se voient ainsi doublement pénalisées. Elles souffrent à cause de leurs problèmes de santé mais elles doivent aussi subir les contraintes, le rejet qu'elles rencontrent trop souvent dans la communauté. Comme le faisait remarquer à juste titre Y. Lefebvre :

3/ L'explication d'une telle situation est relativement complexe et dépasse largement le cadre du présent article. Disons simplement ici que nous ne croyons pas que cette situation provienne du fait que les personnes plus démunies soient plus malhonnêtes que d'autres.

« Et certains
sont plus
inégaux que
d'autres »

... il faudrait peut-être protéger les patients contre la communauté au lieu de compter sur la communauté pour les protéger, ceci en leur assurant les moyens de vivre décemment, en leur accordant des droits identiques aux autres citoyens pour vivre dans la communauté.⁴

Or, il s'agit là d'une situation qui touche un nombre très grand d'individus. Très difficile à évaluer à cause de sa complexité, il existe néanmoins certains indicateurs de l'ampleur du phénomène des problèmes de santé mentale au Québec. La Commission Rochon évalue le taux de prévalence à vie des troubles mentaux dans la population entre 15 et 20 %⁵. Par ailleurs, en 1979, une enquête de Statistique Canada établissait à 40 pour 1 000, le taux de prévalence des troubles mentaux chez les 25-44 ans, à 95 pour 1 000 chez les 45-64 ans et à plus de 189 pour 1 000 chez les 65 ans et plus. De 1960 à 1976, l'âge médian des personnes hospitalisées pour troubles mentaux est passé de 46 à 37 ans.⁶

Le Rapport Harnois nous apprend qu'il y aurait actuellement au Québec 10 000 personnes atteintes de maladies mentales sévères séjournant dans des centres hospitaliers ou dans des centres connexes⁷. À ce nombre, il faut ajouter 5 000 personnes vivant dans des ressources d'héberge-

4/ Lefebvre, Y. (1987) « Jalons pour une problématique québécoise de la désinstitutionnalisation », *Santé mentale au Québec*, vol. XII, n° 1, p. 7.

5/ (prés. J. Rochon) *Rapport de la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux*, Québec : Gouvernement du Québec, p. 60.

6/ Commission Rochon, p. 63.

7/ (Prés. G. Harnois) *Pour un partenariat élargi. Projet de politique de la santé mentale pour le Québec*, Québec : Gouvernement du Québec, p. 161.

ment sans compter le nombre indéterminé d'individus ayant des problèmes psychiatriques lourds et qui vivent ou isolés ou en milieu carcéral. Bien entendu, ces chiffres ne révèlent rien sur l'ensemble des personnes ayant à vivre avec une histoire psychiatrique dont on ne peut évaluer toutes les conséquences.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Le rapport entre la santé mentale, la maladie mentale, la pauvreté est extrêmement complexe. Les tendances notées à partir des quelques données présentées montrent l'importance quantitative des personnes connaissant des difficultés de santé mentale. Ces personnes, parmi lesquelles on retrouve de plus en plus de jeunes, venant assez souvent de milieux défavorisés ont, pour un bon nombre, de fortes chances de venir grossir les rangs des démunis.

Les itinérants

L'année internationale des sans-abris a donné lieu à une prise de conscience, dans la plupart des pays occidentaux, de l'importance de la population itinérante, sans ressources, dans les sociétés dites d'abondance. Le phénomène n'est pas nouveau mais on l'avait cru en voie de disparition complète, se limitant à quelques originaux que l'on aurait croisés ici ou là. Les estimations sur le nombre de personnes itinérantes ou vivant dans des conditions d'une extrême précarité sont extrêmement difficiles à faire. Pour un certain nombre, ces personnes ne reçoivent pas de prestations d'aide d'aucune sorte, sont sans adresse fixe ce qui rend leur comptabilité complexe. Malgré ces réserves, certaines enquêtes proposent des estimés.

Ainsi l'enquête menée par le Ministère de la Main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu évalue, selon une hypothèse moyenne, à 9 164 le nombre

« Et certains
sont plus
inégaux que
d'autres »

de sans-abris au Québec en septembre 1987⁸. L'accueil Bonneau, centre d'aide pour hommes itinérants à Montréal, a servi entre 500 et 600 repas par jour au cours de l'année 1984⁹

L'aide sociale et les transferts gouvernementaux

Les bénéficiaires de l'aide sociale ne constituent pas une catégorie excluant les précédentes, pas plus d'ailleurs qu'elle ne les inclut complètement. L'évaluation quantitative du phénomène d'aide sociale permet d'avoir un aperçu un peu plus précis de l'ampleur du phénomène de pauvreté et d'inégalité au Québec.

Bien que fort connus, nous nous permettons de rappeler ici quelques données statistiques. En septembre 1987, il y avait au Québec, 353 382 ménages qui recevaient des prestations ce qui représente 585 994 personnes incluant enfants et adultes. Parmi ces personnes, 3 382 vivaient dans des refuges au moment de l'enquête¹⁰.

On sait aussi que les personnes âgées, et de façon très marquée, les femmes âgées sont pauvres. Ainsi, en 1980, 65 % des femmes de 65 ans et plus étaient déclarées pauvres¹¹. À cette donnée saisissante on peut en ajouter une autre : 56 % des femmes élevant seules leurs enfants

8/ Ministère de la Main-d'oeuvre et du revenu (1988) *Les sans-abris au Québec. Étude exploratoire*, Québec : Gouvernement du Québec, p. 59. L'estimation faible était de 6 167 et l'estimation élevée de 13 577 personnes.

9/ Roy, Shirley (1988) *Seuls dans la rue. Portraits d'hommes clochards*, Montréal : Éd. St-Martin, p. 42.

10/ Ministère de la main d'oeuvre et du revenu (1988), *Les sans-abris au Québec, Étude exploratoire*, p. 49.

11/ Gauthier, Madeleine (1987), *Les nouveaux visages de la pauvreté*, Québec : IQRC, p. 23.

avaient un revenu inférieur au seuil de la pauvreté en 1986¹².

POSSIBLES
Il y a
un futur

Ces données ignorent complètement tous les petits salariés travaillant au salaire minimum, tous les travailleurs au noir recevant encore moins sans le bénéfice éventuel de l'assurance-chômage, des fonds de pension ou des congés de maladie.

Prospective

Que penser de la situation actuelle ? Que nous réserve l'avenir ? L'analyse des situations permet parfois de faire certaines prédictions. Encore faut-il s'entendre sur l'évaluation de la situation présente¹³. À cet égard, les analyses sont sou-

12/ Conseil national du bien-être social (1988) *Les seuils de pauvreté de 1988*, Ottawa : Approvisionnements et service, p. 8.

13/ Remarques méthodologiques. Il est à toutes fins utiles presque impossible d'évaluer en terme de nombre précis l'ampleur du phénomène et ce pour plusieurs raisons. La première et la plus évidente c'est que la définition de ce que constitue la pauvreté ou l'exclusion sociale ne font pas l'objet d'un consensus. À cet égard, on n'a qu'à voir les différences dans le calcul des seuils de pauvreté utilisés par différentes agences gouvernementales pour constater cette absence de consensus. En second lieu, les autres indicateurs pouvant être retenus ne sont pas systématiquement colligés pour l'ensemble de la province ou du pays. Il n'existe pas d'indicateurs intégrés. Ainsi, on dispose d'estimations plus ou moins précises, en fonction du phénomène examiné, mais on ne sait jamais dans quelle mesure il s'agit des mêmes personnes ou non. En d'autres termes, on ne connaît pas l'ampleur de ce qui est répété ou unique dans les estimations de chacun des phénomènes. Enfin, le statut des personnes, leur précarité relative change à travers le temps en fonction de leurs caractéristiques. Par exemple, un homme travaillant comme journalier arrive à survivre, à la limite de la pauvreté, lorsqu'il est encore relativement jeune et en santé. Mais s'il tombe malade, ou que ses forces diminuent en vieillissant, sa précarité s'accroît considérablement et il risque fort de se retrouver rapidement totalement démuné. À l'inverse, une mère cheffe de famille peut voir sa situation financière s'améliorer lorsque ses enfants sont assez vieux pour contribuer financièrement au roulement de la maison et qu'elle-même a plus de possibilités pour se trouver un emploi, disposant de plus de temps.

« Et certains
sont plus
inégaux que
d'autres »

vent contradictoires et cette confusion apparente provient entre autres de l'usage de critères différents. Il nous semble important de distinguer ici entre des évaluations en comparant le niveau global de bien-être de la population et la situation de certains groupes marginalisés.

En effet, si l'on examine les tendances de certains indicateurs sur une plus longue période temporelle, on constate une stabilité à certains chapitres et une amélioration à d'autres chapitres. Ainsi, le niveau d'éducation pour l'ensemble de la province s'est amélioré au cours des 30 dernières années. Pourtant un nombre important de jeunes Québécois et Québécoises abandonnent encore l'école avant d'avoir fini le secondaire et leur proportion ne semble pas vouloir diminuer.

L'espérance de vie des citoyens s'est accrue mais les personnes vivant dans des milieux défavorisés ont toujours une espérance de vie inférieure à celle d'autres groupes.

Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale et le nombre de personnes et de familles vivant sous le seuil de la pauvreté va en s'accroissant. Cette pauvreté touche de façon marquée un nombre extrêmement important d'enfants qui sont déjà, par le fait même, inscrits dans un processus de handicap social.

Il semble donc que l'on puisse à certains égards effectivement parler d'un certain accroissement du bien-être général de la population. Cette tendance repose néanmoins sur des acquis relativement récents et qui sont précaires. Les débats actuels sur l'impact potentiel du libre-échange sur les programmes sociaux, la qualité des soins de santé, ... montrent bien la fragilité des acquis liés à l'implantation de ces programmes au cours des dernières décennies.

Au-delà de cette incertitude, le portrait qui s'esquisse présentement est celui d'un fossé croissant entre les démunis, les personnes souffrant de handicaps sociaux et le reste de la population dont la condition se maintient ou s'améliore. Un tel constat montre l'échec des projets sociaux qui avaient animé entre autres la société québécoise durant les années 60 et une partie des années 70. Il nous semble important de rappeler en conclusion l'effet d'entraînement que provoquent souvent des expériences négatives. Les recherches sur les itinérants, sur les patients psychiatriques désinstitutionnalisés, sur les délinquants « inoffensifs » montrent un cumul de handicaps, de difficultés que ces personnes ont à affronter qui rend toute amélioration de leur sort à peu près impossible.

POSSIBLES
Il y a
un futur

La distinction que nous établissons entre les différents types de biens et leur impact sur la reproduction de l'inégalité prend ici tout son sens. Non seulement ces personnes sont-elles démunies sur le plan financier, ce qui complique déjà considérablement leur existence, mais elles ne disposent pas des ressources nécessaires pour obtenir de l'aide, du soutien et surmonter les périodes de crise.

En dernier lieu, il faut souligner l'importance de l'emploi et du non-emploi dans cette dynamique. Le travail, avec un salaire décent, permet de subvenir à ses besoins. Il crée aussi un réseau social susceptible d'établir et de maintenir des liens inter-personnels. Être pauvre, c'est aussi trop souvent être seul-e.

DIANE PACOM

La querelle des modernes et des postmodernes

Étrange atmosphère diffuse, fantomatique, où nous avançons, et où rien ne semble joué d'avance. Période de turbulences, de tohu-bohu, de mouvements désordonnés, en tous sens, délivrée des crispations dogmatiques d'hier, mais qui semble ouverte tout à la fois aux chances de l'invention et aux pièges de la régression. Moment de bascule, d'hésitation ; phase irrésolue, suspendue, où c'en est fini des interdits, des critères trop stricts, des « lignes », des valeurs obligées, des normes terroristes, mais où nous sommes comme pris de vertige devant l'absence de tout critère, la profusion hétéroclite des esthétiques, la confusion des valeurs.

Guy Scarpetta, *L'impureté*, pp. 18-19.

La controverse postmoderne

Depuis la fin des années 1970, un nouveau débat se poursuit, des deux côtés de l'Atlantique. Ce débat oppose les adeptes d'une nouvelle thèse socio-politique, celle de la postmodernité, à leurs adversaires qui déploient une énergie surprenante à identifier mille et une raisons aussi bien politiques et idéologiques qu'esthétiques et parfois même éthiques pour condamner, infirmer ou réfuter cette thèse, partiellement ou dans son

ensemble. Les textes sur la postmodernité se multiplient, et le débat aussi bien en Europe qu'aux États-Unis, et entre l'Europe et les États-Unis, ne semble pas vouloir s'épuiser. Qu'est-ce qui motive le déferlement de tant de passions ? Quels sont les enjeux réels de cette discorde ? Quel est l'objet de cette controverse ? Nous allons tenter de répondre à ces questions en abordant le problème à sa racine même, c'est-à-dire en essayant de cerner ce que le concept de postmodernité recouvre et à quel ordre de phénomènes il appartient. Il s'agira dans les pages qui suivent de traverser les différents champs de la thématique postmoderne en nous gardant cependant de sombrer dans le vieux réflexe de vouloir épuiser à tout prix la question.

La tâche que nous nous sommes fixée s'est avérée difficile, mais passionnante. Difficile, parce que la gamme de phénomènes contradictoires et complexes que recouvre le concept défie toute tentative de systématisation. Passionnante, car cette exploration théorique de la socialité postmoderne a été doublement gratifiante pour nous qui depuis quelques années menons de front deux champs de recherche : l'un philosophique portant sur le développement de la pensée sociale et politique contemporaine et l'autre plus sociologique s'adressant à la Culture, à l'Imaginaire social et à l'Art.

La postmodernité fait appel à ces deux champs d'intérêt. En effet, par ses antécédents théoriques, elle se rattache au développement de la pensée contemporaine des quatre dernières décennies. À la suite de plusieurs courants théoriques contemporains associés à la crise des modèles de la pensée moderne, elle contribue à la remise en question du savoir établi.

Par ailleurs, sur le plan sociologique la thèse de la postmodernité interpelle ouvertement la dimension culturelle et imaginaire de la société.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Dans ce sens elle est enracinée dans la logique des grandes transformations d'ordre symbolique et culturel des trente dernières années qui ont modifié fondamentalement l'architecture des sociétés occidentales.

... C'est une mutation sociologique globale qui est en cours, une création historique proche de ce que Castoriadis appelle une « signification imaginaire centrale », combinaison synergique d'organisations et de significations, d'actions et de valeurs, amorcée à partir des années vingt — seules les sphères artistiques et psychanalytiques l'ont anticipée de quelques décennies — et ne cessent d'amplifier ses effets depuis la Seconde Guerre mondiale.

Lipovetsky, *L'ère du vide*, p. 8
(Lipovetsky, 1983)

Le concept

Le concept de postmodernité a été introduit pour la première fois dans le langage intellectuel contemporain vers la fin des années 1950 par deux critiques littéraires américains, Irving Howe et Harry Levin (Howe, 1959 ; Huyssen, 1984 ; Levin, 1966). Plus tard, au milieu des années 1970, plusieurs critiques d'art l'utilisent d'une façon systématique pour identifier des formes inédites d'expressions artistiques qui rejettent et déconstruisent les canons esthétiques fixés de l'Art moderne. Dans le domaine des arts, l'architecture a joué un rôle de premier plan dans l'aventure postmoderne. Si elle n'est pas la première à y avoir recours, elle est la première à l'avoir popularisé. En art plastique, le mouvement dit postmoderniste à partir des années soixante et soixante-dix s'attaque à l'idée « d'avant-garde » et à celle de recherche effrénée du « nouveau », véritables fondements, comme l'on sait de la trame moderniste. (Bürger, 1980 ; Huyssen, 1975 ; 1981 ; 1984 ; Krauss, 1983 ; Scarpetta, 1985).

... nous enregistrons, depuis une dizaine d'années, dans le champ de l'art et de la littérature, une phase de mutation que l'on pourrait caractériser comme celle de la mort des avant-gardes. Autrement dit, quelque chose qui avait surgi avec les futurismes (le russe et l'italien) qui s'était développé et ramifié avec le dadaïsme, le surréalisme, et qui avait trouvé son ultime prolongement dans certains mouvements littéraires et artistiques des années 1960-1970, s'est désormais, sous nos yeux, effondré.

Guy Scarpetta, *L'impureté*, p. 13
(Scarpetta, 1985)

POSSIBLES
Il y a
un futur

En 1979, Jean-François Lyotard publie : *La condition postmoderne* qui annonce la fin des grands Récits et des métarécits modernes. Ce texte deviendra en Europe un des ouvrages de base de la postmodernité (Lyotard, 1979). Le concept est intégré ainsi dans le discours socio-politique contemporain.

Soulignons tout de suite ce fait important : le rôle de la critique d'Art dans la constitution aussi bien du fait postmoderne que du débat socio-politique qui l'accompagne.

Tous les auteurs que nous avons consultés de Habermas à Scarpetta, de Jameson à Foster, en passant par Owens, Wolin, Bürger et Huyssen, quelles que soient leurs perspectives, reconnaissent que la critique de l'art moderne a donné le coup d'envoi à l'expérience socio-culturelle post-moderne.

Nous disposons déjà d'un vaste corpus documentaire qui donne légitimité et dignité aux oeuvres de peintres, d'architectes, de compositeurs, de chorégraphes et de cinéastes postmodernes, alors qu'elles sont encore dévalorisées et ridiculisées par ceux qui souscrivent toujours à l'esthétique moderniste. Malheureusement, nous ne pouvons pas contenir la vaste problématique de

l'art postmoderne, dans le cadre de ce court texte. Nous y reviendrons sûrement, à un autre moment, dans un autre contexte.

Les origines de la querelle : la contre-attaque des modernes

En 1980, au moment de la remise du prix Theodor-Adorno à Jurgen Habermas par la ville de Francfort, celui-ci prononce une conférence célèbre, intitulée : « La modernité — un projet inachevé ». Le philosophe allemand s'adresse alors à la question de l'art et de la théorisation socio-politique de la postmodernité (Habermas, 1983). Tout en reconnaissant l'ampleur de la crise des sociétés contemporaines et la difficulté de la surmonter, Habermas écarte violemment la thèse de la postmodernité, au nom des possibles qu'il dit encore pouvoir déceler dans le projet moderne. Habermas propose la théorie de l'action communicationnelle développée en 1971 et parue dans sa forme définitive en 1981, comme la voie de la réalisation du projet de l'Aufklärung, jusqu'à maintenant bloqué et entravé dans son épanouissement par la prédominance de la rationalité instrumentale. Habermas s'appuie sur les thèses émises par Max Weber en ce qui a trait au processus de rationalisation pour démontrer que la culture, point d'appui privilégié de la thèse postmoderniste, ne peut pas être perçue comme lieu possible d'émancipation et de critique tant et aussi longtemps qu'elle restera déconnectée et coupée du reste de la réalité sociale.

Habermas répudie la thèse postmoderniste comme négation de la modernité, et la classe du côté de l'idéologie antimoderniste introduite, selon lui, par les mouvements conservateurs d'aujourd'hui. Dans le meilleur des cas, cette thèse est un leurre, et dans le pire, elle représente une vaste entreprise d'occultation des enjeux réels de la

crise. Cette entreprise est menée selon lui par trois sortes de penseurs antimodernistes : (1) ceux qu'il appelle les néo-conservateurs à la tête desquels il place le sociologue américain Daniel Bell ; (2) les jeunes conservateurs , (« young conservatives ») « ... in France this line leads from Georges Bataille, via Michel Foucault to Jacques Derrida... » (Habermas, 1983, p. 14) ; et (3) ceux qu'il appelle finalement les vieux conservateurs (« old conservatives ») et parmi ces derniers il situe Leo Strauss, Hans Jonas et Robert Spaemann (Habermas, 1983).

POSSIBLES
Il y a
un futur

Cette conférence historique marque un temps fort dans la querelle des modernes et des postmodernes qui sévit toujours. Premièrement, il est évident que ce texte a provoqué, et à juste titre, des réactions très fortes dans les milieux intellectuels français outragés par le procès profanateur et iconoclaste intenté à trois des plus illustres représentants de la pensée française contemporaine. Peu de temps après, Habermas tentera de rectifier légèrement la portée de son geste en publiant un texte dans la revue *New German Critique*, intitulé : « The French Path to Post-Modernity : Bataille Between Eroticism and General Economics » (Habermas, 1984). Habermas fait preuve dans ce texte d'une meilleure connaissance de l'oeuvre de Georges Bataille, il est toutefois loin de révoquer ses jugements antérieurs sur Derrida et Foucault ainsi que sur la postmodernité (Habermas, 1981). Par ailleurs, les positions anti-postmodernistes de Habermas alimentent les nombreux adversaires de la thèse postmoderniste, notamment dans les milieux gauchisants de l'intelligentsia américaine. Tenants d'une perspective théorique fortement influencée aussi bien par les thèses habermassiennes que par les écrits des membres fondateurs de l'École de Francfort, notamment, Adorno, Benjamin et Horkheimer, ces auteurs formulent une série de critiques peut-être plus documentées mais aussi sévères et radicales

que celles d'Habermas à l'égard de l'idée de la postmodernité (Benhabib, 1981 ; Bürger, 1981 ; Jameson 1984a ; 1984b ; Wolin, 1984).

Les critiques de gauche de la thèse postmoderne se résument aux cinq points suivants : (a) Elles rejettent le rôle central que la thèse postmoderniste accorde à la dimension culturelle ; (b) elles reprochent aux tenants du postmodernisme de nier la différenciation traditionnelle et hiérarchisée entre la culture savante et la culture de masse : à ce sujet les termes de « camp », de « kitsch » et de « pastiche » servent à dénigrer les emprunts massifs que la trame postmoderne fait dans le réservoir symbolique de la culture populaire (Pop-Art, op-art, graffiti-art, cartoon-art ; (c) elles récusent les thèses néo-nietzschéennes sous-tendant les écrits de plusieurs adeptes du postmodernisme (surtout ceux « de réaction » comme nous l'indiquerons plus loin) ; (d) elles éprouvent un profond sentiment de scepticisme par rapport à l'avenir et à l'impact à long terme du phénomène de la postmodernité qui apparaît comme n'étant rien de plus qu'une mode régressive et passagère ; (e) elles estiment la crise actuelle, éphémère, dépassable comme toute autre crise que la modernité a rencontrée dans son développement, alors que pour les tenants de la postmodernité, nous avons affaire à la *Crise* finale de la modernité, annonciatrice de la fin de cette forme historique particulière de la civilisation occidentale.

Les critiques de droite

Il va sans dire que, les critiques adressées à la postmodernité par la droite, nouvelle ou traditionnelle, sont aussi très nombreuses. Elles portent surtout sur l'aspect déstabilisateur, anarchique et hétérogène de la Culture postmoderne (Graff,

1983). Elle est vue par les partisans de l'ordre moral établi comme un mouvement décadent, régressif et amoral, dont les effets sur la société et surtout sur les jeunes, sont hautement nocifs et démobilisateurs. Nous ne nous attarderons pas davantage sur ces critiques, car l'analyse du phénomène de la montée de la droite et des mouvements néo-conservateurs en Europe, et aux États-Unis mériterait une recherche à part.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Nous tenons seulement à souligner que le constat de l'émergence de la condition postmoderne semble troubler considérablement les traditionnels camps idéologiques de droite et de gauche, qui restent assez perplexes et inquiets face au scénario socio-culturel qui prend forme dans les années 1980.

Les postmodernes et les paramètres de la postmodernité

Dans la préface du livre *The Anti-Aesthetic : Essays on Postmodern Culture*, Hal Foster introduit une typologie qui classe les adeptes de la thèse postmoderniste selon la connotation qu'ils accordent à cette thèse, en deux catégories : les « postmodernistes de réaction » et les « postmodernistes de résistance » (Foster, 1983).

Nous empruntons donc provisoirement cette typologie qui, selon nous, synthétise l'autre versant du débat sur la postmodernité.

Le postmodernisme de réaction

La querelle interne entre les postmodernistes est aussi enflammée que celle qui les oppose aux modernes. En effet, ceux-là interprètent la crise contemporaine de façon diamétralement oppo-

sée, selon qu'ils sont de réaction ou de résistance. Toutefois ces deux écoles reconnaissent à peu près dans les mêmes termes la déconstruction de l'éthos moderne, propre à notre époque, incarné notamment par : (1) le rejet du projet scientifique et rationaliste moderne, (2) la remise en cause de la croyance dans l'idée du progrès, (3) la remise en question et la dénonciation aussi des grandes utopies émancipatrices du XIX^e et XX^e siècle. Tout en reconnaissant l'apparition d'une situation socio-historique inédite, elles ne lui donnent, cependant, pas le même sens. Pour les « postmodernistes de réaction », fortement inspirés par les thèses de Jean Baudrillard sur l'effondrement de la socialité contemporaine, poussées d'ailleurs à leurs ultimes conséquences (Baudrillard, 1981 ; 1982 ; 1983b), les phénomènes dont nous sommes témoins aujourd'hui sont les signes avant-coureurs, non seulement de la fin d'une époque, mais de la fin des temps.

On reconnaît également chez eux une forte influence du surréalisme, et du nihilisme nietzschéen. Plusieurs des critiques formulées contre l'idée de postmodernité par des modernistes ont été adressées plus particulièrement à cette tendance fortement pessimiste.

Exaltant quelques-unes des caractéristiques de notre époque, telles le cynisme, l'hyperconsommation, le scepticisme par rapport à l'avenir et l'apathie politique qui en découle, ils recouvrent la condition postmoderne du voile crépusculaire du millénaire. Inconsciemment ou consciemment nostalgiques des périodes historiques précédentes, plus particulièrement des années 1960, où la machine de l'espérance dans les lendemains qui chantent et le désir de révolution étaient encore en marche, ces penseurs désenchantés, meurtris dans leurs aspirations et dans leurs espoirs par l'histoire des trente dernières années, se

donnent comme seul objectif de combattre les chi-
mères politiques et d'aiguiser la lucidité du
monde sur l'horreur et l'irréversibilité de la situa-
tion actuelle.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Pour ces auteurs, la scénarisation lugubre et cynique du moment postmoderne est occultée par la séduction perverse du processus de l'hyperconsommation dont la logique est régie par la fausseté et la simulation et dont le rythme est celui de l'affolement et de la panique.

Cette situation se résume, selon eux, au spectacle horrifiant et repoussant de la décomposition du corps mutilé de la civilisation occidentale (Le SIDA leur apparaît être le post-scriptum de l'effondrement généralisé du tissu social). Le slogan « D.O.A. », mis de l'avant par les punk-rockers britanniques, est érigé en métaphysique, car ils font le constat cynique de la « *Death On Arrival* », d'une civilisation phagocytaire, vouée à l'échec et à la destruction et ceci dès les premiers moments de son institutionnalisation.

La postmodernité perd dans cette perspective son côté paradoxal et ambivalent pour être clairement définie comme étant le dernier spasme d'agonie d'un monde faux, obscène, schizophrène, mis en place par les dispositifs culturels de la modernité. La situation actuelle devient ainsi pour les « postmodernistes de réaction » le miroir parfaitement inversé de cette société coupable qui, au nom du progrès, a dénaturé l'humain, l'a privé de sa dignité, l'a découpé de son environnement naturel, l'a dépossédé de son corps et a transformé ses désirs en besoins, ses symboles en signes, ses rêves conquérants en réalité cauchemardesque.

Le postmodernisme de résistance

Tout d'un coup, il m'est devenu indifférent de ne pas être moderne.

Roland Barthes

Le point de vue des « postmodernistes de réaction » est important, surtout en tant que symptôme de l'acuité de la crise actuelle, cependant nous ne nous sentons pas en mesure de le cautionner intégralement, parce qu'il reste, dans l'essentiel de son pessimisme, inscrit dans la logique même de la modernité, en réaction justement aux prémisses de cette mise en situation socio-historique, bien trop antithétique pour être convaincant. Par contre nous nous sentons plus en accord avec ce que Hal Foster appelle le « postmodernisme de résistance » dont les perspectives rendent mieux compte, selon nous, du climat social de notre époque.

Parmi les nombreux auteurs associés au postmodernisme de résistance, trois en particulier l'expriment d'une façon rigoureuse et cohérente : Jean-François Lyotard, Andreas Huyssen et Guy Scarpetta (Huyssen, 1981 ; Lyotard, 1979 ; Scarpetta, 1985).

Nous allons nous baser sur les analyses de ces trois penseurs pour brosser finalement le tableau de la postmodernité tel que nous le visualisons et que nous avons volontairement reporté jusqu'à la fin de ce texte, afin de permettre une saisie préalable des paramètres du débat autour du concept.

La condition postmoderne : le refus et l'ambivalence

Aussi bien pour Lyotard que pour Scarpetta et pour Huyssen, la postmodernité constitue la crise

ultime de la modernité aussi bien en tant que système éthico-philosophique qu'en tant que projet socio-politique. Sous la forme d'un refus catégorique, l'événement postmoderne défie la modernité dans son essence, même, c'est-à-dire d'une façon historiquement inédite et bien plus incisive que toutes ces critiques antérieures.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Ce refus, (car il s'agit bel et bien de refus et non pas de réforme, ou encore moins de révolution dans le sens moderne du terme), porte sur l'ensemble des mythes et des utopies sur lesquelles repose la rationalité du monde occidental moderne.

Le nouvel imaginaire de la condition postmoderne éprouve un vaste sentiment de doute face au progrès inéluctable et est particulièrement sensible aux enjeux réels de cette fin de siècle. D'où le double côté de cette époque, écartelée entre le sentiment tragique de l'effondrement d'un édifice social et la volonté d'investir le présent d'un sens viable.

Notre période reflète et vit fort péniblement cette ambivalence. Signifiant imprécis, flottant, sans ligne de conduite distincte, la socialité postmoderne se présente et se représente sous les signes du déchirement en étant en même temps angoissée et apathique, innocente et désenchantée, ironique et tragique, nonchalante et désespérée, désérotisée et pornographique, en d'autres mots, « impure », comme dirait Scarpetta. De Watergate à Irangate, de Hiroshima à Chernobyl, de Bhopal aux pluies acides, de Treblinka à l'Apartheid, du Vietnam au Nicaragua, tout nous indique que la période actuelle dite postmoderne a cessé de croire au « progressisme », à la promesse de la continuité historique, inhérents au projet moderne (Huysen, 1981 ; Scarpetta, 1985). À la lumière du passé récent, le futur ne peut avoir un sens positif certain.

L'héritage des luttes du XX^e siècle et la fin d'une utopie

Les contre-utopies émancipatrices, égalitaristes et progressistes qui orchestrèrent entre les années vingt et les années soixante, le procès du système capitaliste ne réussissent plus à mobiliser les passions de nos sociétés mêmes si elles ont anticipé la situation actuelle. Aux prises aussi bien avec la mémoire d'un passé lourd de défaites, de mensonges et d'erreurs et la représentation d'un futur incertain, nos sociétés se fixent donc dans le présent et essayent de gérer tant bien que mal un réel chaotique. Comme nous le soulignons ci-haut, le nouvel éthos de masse de la condition postmoderne prend ses racines dans le jugement porté sur le système établi par les « mouvements sociaux » des années soixante. Néanmoins, les deux phénomènes se situent à l'intérieur de deux contextes différents. Les mouvements des années soixante qui s'attaquaient à ce que Gramsci et d'autres penseurs avant lui ont appelé la « société civile », tels que le mouvement étudiant, le « civil rights movement » américain, les mouvements féministe, écologiste et pacifiste, nous apparaissent maintenant, comme étant inscrits dans la logique des avant-gardes, des ruptures, et du changement à tout prix et de la marche linéaire vers le progrès, propres à l'éthique socio-politique du projet moderne. Nous n'en sommes plus là, notre réalité s'inscrit désormais dans cet espace « postmoderne » où sous l'aspect baroque et paradoxal de cette ère, le processus d'autonomisation face à l'institution sociale moderne se parachève. Le processus de démythification de ce système a atteint son objectif ultime. L'hétéronomie, entretenue par la société moderne qui a assuré son hégémonie et son pouvoir en s'appuyant sur la raison scientifique s'estompe, perd son aura de crédibilité et sa légitimité.

Le réaménagement du présent

POSSIBLES
Il y a
un futur

L'être postmoderne s'approprie des symboles de base sur lesquels se construit la société et oeuvre à leur redéfinition. En tant que femmes et en tant qu'hommes, nous ne nous reconnaissons plus dans l'« étant » moderne. En tant qu'entités sociales, nous nous désolidarisons du rôle que nous avons été appelé(e)s à jouer dans notre habitat naturel et sociologique de base.

Une série de rapports qui étaient codés en accord avec la Weltanschauung occidentale moderne sont redéfinis (Owens, 1983). Les rapports : homme-femme, adulte-enfant, homme-nature, individu-société, privé-public, profane-sacré, perdent totalement leur sens habituel et sont investis différemment.

Comprendre la condition postmoderne implique, selon nous, la saisie du Zeitgeist d'une époque en mutation qui se réapproprie son Imaginaire social en le remodelant à partir de critères autres, conformes à ces attentes, à ces aspirations. Nous devons donc mettre notre sensibilité intellectuelle et politique au diapason de cette vaste entreprise de création social-historique et tenter de circonscrire le sens et l'impact potentiel de cette recherche de nouveaux points de repères qui se déploie devant nous.

Conclusion

Dans ce premier texte sur la condition postmoderne nous avons surtout voulu faire état du versant théorique global de la question.

Nous avons ainsi centré notre analyse sur la controverse épistémologique et politique qui entoure le concept de postmodernité pour arriver à la conclusion que le débat conflictuel qui oppose modernes et postmodernes n'est qu'une des

expressions partielles d'un phénomène beaucoup plus vaste et plus englobant. Les questions posées par la thématique postmoderne nous obligent à réévaluer nos perspectives globales non seulement sur le sens de nos pratiques politiques mais aussi sur l'avenir de nos sociétés.

Le concept de postmodernité, la réalité qu'il essaye, maladroitement, parfois, de recouvrir, ainsi que les débats qui l'entourent, doivent selon nous être saisis en même temps comme : un nouveau catalyseur politique ; l'expression d'une nouvelle sensibilité socio-historique ; ainsi qu'une façon inédite de lire/dire le social.

De fait, c'est uniquement dans cette triple perspective que le concept de postmodernité acquiert son intérêt maximal, car (a) il permet de réactualiser le débat autour de la pensée critique et de son adéquation avec les faits socio-politiques des temps présents ; (b) il nous donne la possibilité de saisir et de préciser le sens, tragique peut-être, d'une période historique que plusieurs considèrent caractérisée par le vide de sens, la confusion, le paradoxe et l'ambivalence ; (c) d'aiguiser notre approche sociologique en nous rendant perméables à l'air du temps postmoderne saturé de contrastes, inscrit dans la logique du clair-obscur et des nuances. Nous ne pouvons pas anticiper ce qui restera de ce débat dans quelques années, peut-être peu de choses. Nous restons cependant convaincus que ce qu'il évoque en termes de transformations de l'imaginaire social ne peut que s'amplifier nous amenant ainsi au seuil d'un tournant historique puissant.

Ne pouvant pas embrasser le futur indéterminable, mouvant et incertain, nous nous contenterons de poursuivre la piste « postmoderne », afin de saisir les « possibles » qui se projettent de notre réalité vers des futurs espaces sociaux aux contours encore imprécis. Cette démarche malgré sa maladresse, nous permettra de raviver ne

serait-ce que pour l'espace d'un instant le pathos pour la question politique qui nous a paru à jamais éteint en même temps que les foyers de plus en plus épars de l'éthos révolutionnaire moderne.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Bibliographie sélective

Baudrillard, J., *À l'ombre des majorités silencieuses : ou la fin du social*, Paris, Denoël-Gonthier, 1982.

Baudrillard, J., « The Ecstasy of Communication », in Hal Foster, ed., *The Anti-Aesthetic : Essays on Postmodern Culture*, Bay Press, Washington, 1983a, pp. 126-134.

Baudrillard, J., *Simulacres et simulation*, Éditions Galilée, Paris, 1981.

Benhabib, S., « Epistemologies of Postmodernism : Rejoinder to Jean-François Lyotard », in *New German Critique*, 1981, pp. 103-126.

Bürger, Ch., « The Disappearance of Art : The Postmodernism Debate in the U.S. », in *Telos*, No. 78, Summer 1980, pp. 93-106.

Bürger, P., « The significance of Avant-Garde for Contemporary Aesthetics », in *New German Critique*, No. 22, Winter 1981, pp. 19-21.

Crimp, D., « On the Museum Ruins », in *The Anti-Aesthetic : Essays on Postmodern Culture*, Hal Foster, ed., Bay Press, Washington, 1983, pp. 43-56.

Foster, H., ed., *The Anti-Aesthetic Essays on Postmodern Culture*, Bay Press, Washington, 1983.

Giddens, A., « Modernism and Postmodernism », in *New German Critique*, No. 22, Winter 1981, pp. 15-18.

Graff, G., « The Myth of the Postmodernist Breakthrough », in *Tri Quarterly*, No. 26, 1983, pp. 383-417.

BLES
ir

La querelle
des modernes
et des
postmodernes

Habermas, J., « Modernity — An Incomplete Project », in *The Anti-Aesthetic, Essays on Postmodern Culture*, Hal Foster, ed., Bay Press, Washington, 1983, pp. 3-15.

Habermas, J., « Modernity versus Post-Modernity », in *New German Critique*, No. 72, Winter 1981.

Habermas, J., « The French Path to Postmodernity : Bataille between Eroticism and General Economics », in *New German Critique*, No. 33, 1984, pp. 82-102.

Howe, I., « Mass Society and Postmodern Fiction », in *Partisan Review*, No.26, 1959, pp. 420-436.

Huysen, A., « Mapping the Postmodern », in *New German Critique*, No. 33, 1984, pp. 5-52.

Huysen, A., « The Search for Tradition : Avant-Garde and Postmodernism in the 1970's », in *New German Critique*, No. 22, Winter 1981, pp. 23-40.

Huysen, A., « The Cultural Politics of Pop », in *New German Critique*, No. 4, Winter 1975, pp. 77-98.

Inglehart, R., « Post-materialism in an Environment of Insecurity », in *American Political Science Review*, Vol. 75, 1981, pp. 880-900.

Jameson, F., « Postmodernism and Consumer Society » in Hal Foster, ed., *The Anti-Aesthetic : Essays on Postmodern Culture*, Bay Press, Washington, 1983, pp. 111-125.

Jameson, F., « Postmodernism, or the Culture of Late Capitalism », in *New Left Review*, No. 140, 1984a, pp. 87-102.

Jameson, F., « The Politics of Theory : Ideological Positions in the Postmodernism Debate », in *New German Critique*, No. 33, 1984b, pp. 53-65.

Jacoby, R., « Narcissism and the Crisis of Capitalism » in *Telos*, No. 44, Summer 1980, pp. 58-65.

Jencks, Ch., *Le langage de l'architecture post-moderne*, Denoël, Paris, 1984.

Kavolis, V., « Postmodern Man : Psychocultural Responses to Social Trends », in *Social Problems*, Spring, 1970, Vol. 17, No. 4, pp. 435-448.

Krauss, R., « Sculpture in the Expanded Field » in Hal Foster, ed., *The Anti-Aesthetic : Essays on Postmodern Culture*, Bay Press, Washington, 1983, pp. 31-42.

Kroker, A., David Cook, *The Postmodern Scene : Excremental Culture and Hyper-Aesthetics*, New World Perspectives, Montreal, 1986.

Levin, H., « What was Modernism », in *Refractions*, New York, 1966, p. 271-282.

Lipovetsky, G., *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*, Gallimard, Paris, 1983.

Lyotard, J.F., *La condition postmoderne*, Éd. Minit, Paris, 1979.

Newman, Ch., *The Postmodern Aura : The Act of Fiction in the Age of Inflation*, Evanston, 1985.

Owens, C., « The Discourse of Others » in Hal Foster ed., *The Anti-Aesthetic : Essays on Postmodern Culture*, Bay Press, Washington, 1983, pp. 57-82.

Raulet, G., « From Modernity as One-Way Street to Postmodernity as Dead End », in *New German Critique*, No. 33, Fall 1983, pp. 157-176.

Raulet, G., « Marxisme et condition post-moderne » in *Philosophiques*, vol. X, n° 2, octobre 1983, pp. 289-395.

Raulet, G., « Modernes et post-modernes » in *Weïmar ou l'explosion de la modernité*, Éditions Anthropos, 1984, pp. 303-323.

Rioux, M., *Le besoin et le désir ou le code et le symbole*, l'Hexagone, Montréal, 1984.

La querelle
des modernes
et des
postmodernes

Scarpetta, G., *L'impureté*, Grasset, Paris, 1985.

Wolin, R., « Modernism vs. Postmodernism », in *Telos*,
No. 62, Winter 1984, pp. 9-31.

Ulmer, G.L., « The Object of Post-Criticism » in *The
Anti-Aesthetic Essays on Postmodern Culture*, Hal
Foster, ed., Bay Press, Washington, 1983, pp. 83-
110.

Zylberberg, S., ed., *Masses et postmodernité*, Les
presses de l'Université Laval, Québec, 1986.

Faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the page.

FRANÇOIS DUMONT

Pas d'histoire et autres récits

Pas d'histoire

Tu t'étais dit : pas d'histoire. La paix. Tu te le répétais souvent. Tu te disais : ça devrait être possible. Pourquoi ne serait-ce pas possible ? Un peu de paix. Un peu d'absence. Ça devrait être possible de ne pas être là au mauvais moment, au moment où tu casses, inévitablement. Pas d'histoire. Faire de ta vie un équilibre qui repose. Mais voilà, ton absence est inquiète. Tu n'en peux plus de regarder la neige. Son silence est insupportable. Alors tu cries, attentif à ne rien provoquer. Mais ton cri porte. Tu voudrais faire ; tu cherches un silence, une absence à faire. Tu cherches à ne pas être là. Ton cri te porte à faire. Ton cri est contre toi. Tu le ravales, tu te cherches pour l'exterminer. Et ton désir de taire te fait parler de toi.

Véritable récit

Je te réciterai ma mort (je la connais par coeur).
Je parlerai de moi (à quoi d'autre t'attendre ?) —
Et alors, si tu veux l'essentiel, le véritable, je parlerai de tout ce que je dis, et que je n'ai pas fait.

*

Avant d'attaquer la montée

En route, sur un chemin chaud et facile, elle regarda son fils, avant d'attaquer la montée. Il lui parut le renoncement même. Elle se disait : comment pourra-t-il ? Lui ne répondait pas, sinon par un labeur désordonné et serein. Comment pouvait-il être serein ? Il écoutait la mer, qui lui chantait l'irrécouvrable.

Inexplicablement réduit

Inexplicablement réduit à contempler des ombres, il s'apprête à se lever, pour agir et connaître. Il en est là lorsque, soudainement, il est saisi d'effroi : nous sommes plusieurs, comme moi, à tapoter des doigts, à savoir précisément quoi faire, mais sans que ne se révèle le moindre contexte. Où donc se lever, agir, connaître ? Question éventuelle quand on regarde au loin. Question inévitable quand on considère ma chambre, et mon corps dans cette chambre.

*

Topographie

C'est ici le nord parfumé de minuit. C'est ici l'aboïement téméraire, le cri aux reins brisés. C'est ici la blancheur allumée, délicatement stérile. Ici l'abondance est un comble. Ici les rites n'ont pas de fonction, les oiseaux n'ont pas de mamelles. Ici, la chaleur est posthume. Ici est un lieu exact de déchirure. Ici est un verbe jeté, un jour qui tombe. C'est ici que s'entend couler le givre. Ici le froid se réintègre, naturellement.

Volte-face

Sans aucune forme de procès, sans égard au passé, on le porta au front. Là, il fut dévisagé et laissé à lui-même. Il se souvenait, pourtant, et le sol où il se trouvait lui était familier. Il entendait sa misère, déplacée, hors d'atteinte. Il respirait l'air de la totale nudité. Il redressa le tête et mira. L'horizon lui confirma que rien n'aurait lieu en sa présence. C'est alors qu'il se retourna, et fit feu.

*

Point de départ

Un jour où l'évidence elle-même était un astre mort, tout apparut léger. Cela fit un point de départ. La légèreté se rabattit bientôt sur lui. C'est donc léger qu'il fit face à l'évidence : la mort fait du passé une vaste insignifiance. Ainsi la mort n'est pas venue, elle se révèle : elle a toujours été, jusqu'au moment même de la mort. La mort crée à rebours la mort. Fort de cette certitude et de sa légèreté, il se mit à aimer l'audace, pour la première fois de sa vie.

BLES
ur

**Pas
d'histoire
et autres
récits**

Que ferons-nous de moi ?

Mes ancêtres, mes parents, moi-même, que ferons-nous de moi ? Il avait été dit que nous serions ici dans le silence effervescent. Ma main pourtant ne tient rien et j'écoute humblement mon enfant dormir.

*

L'histoire

L'histoire pose, inéluctablement. Que répondre à cela, sinon que je réponde de moi ?

Dénouement

Et puis, soudain, derrière lui, la fenêtre ne recelait pas ; les branchages ne parlaient pas : ils s'engendraient ; la musique était variation, lointaine, ultime. L'événement n'était qu'un épisode.

SIBLES
tur

JEAN-H. GUAY

L'incohérence : enquête et réflexion

Dès que l'on aborde le problème des opinions, des mentalités ou des valeurs, la question suivante se pose : les éléments de l'univers mental sont-ils organisés logiquement ? Y retrouve-t-on une certaine rigueur ? Les éléments s'emboîtent-ils adéquatement ? Pour travailler cette question rappelons d'abord quelques chiffres qui soulignent l'ampleur et l'aspect polymorphe du problème.

Des chiffres d'abord

Selon un sondage CREATEC ¹, la majorité des Québécois francophones sont favorables à la loi 101 et cependant presque les deux tiers des francophones souhaitent l'application du bilinguisme dans l'affichage commercial... pourtant contraire à l'esprit et à la lettre de la loi 101. Doit-on ne voir dans cette incohérence qu'une exception ? Pas selon nous.

Les trois quarts des Canadiens ont une perception fortement négative des partis politiques et des politiciens et pourtant 84 % des Canadiens estiment que les élections, telles qu'elles se dérou-

¹ *Le Devoir*, 22 juin 1988.

lent, sont importantes... même si les principaux acteurs ont perdu, à leurs yeux, toute crédibilité.² Quel autre paradoxe !

POSSIBLES
Il y a
un futur

Mais il y a plus. Des données travaillées par les chercheurs de la Commission MacDonald révèlent que la majorité des Canadiens sont pour la « compétition économique commerciale » mais seulement abstraitement ; car aussitôt qu'on les interroge sur des points précis, à partir de problèmes concrets, ils deviennent majoritairement protectionnistes.³ Et les paradoxes ne se limitent pas aux questions politiques.

Une enquête effectuée pour le compte du *Devoir* en 1984⁴ indiquait que la majorité des Québécois catholiques considèrent le Pape Jean-Paul II comme le chef spirituel et moral, même si sur les grandes questions morales de l'heure ils sont en désaccord avec lui : 68 % ne partagent pas ses positions sur le problème de la contraception ; 59 % sont en désaccord avec lui sur l'accès des femmes à la prêtrise ; 66 % sur le remariage des divorcés ; et 72 % sur le célibat des prêtres. Au milieu de ces multiples désaccords moraux, où diable retrouve-t-on la direction spirituelle ? Plus curieux encore, une enquête effectuée par le Centre des sondages de l'Université de Montréal, quelques mois après la visite du Pape indiquait que « la religion a plus d'influence... même si on va moins à la messe. »⁵ Bref, on y perd son latin.

2/ Données citées par Monière, Denis, *Le discours électoral, les politiciens sont-ils fiables ?* Montréal, Québec-Amérique, 1988, page 191.

3/ Johnston, Richard, *L'opinion publique et la politique d'État au Canada, Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada, Volume 35, Approvisionnements et services*, 1986, page 184 et suivantes.

4/ *Le Devoir*, 8 septembre 1984.

5/ *Le Devoir*, 12 décembre 1984.

Langue, démocratie, économie et religion... dans tous ces domaines, l'incohérence semble régner dans l'enchevêtrement des valeurs.

L'incohérence dans la réflexion

Afin de mieux saisir la dynamique de l'incohérence nous avons mené à notre tour une enquête. Avec des moyens réduits nous avons interrogé des étudiants de trois institutions différentes, soit le Collège Jean-de-Brébeuf, le cégep du Vieux-Montréal et l'Université de Montréal, au cours du mois de septembre 88. Notre objectif : évaluer l'incohérence non pas à l'échelle du groupe mais à l'échelle des individus, par rapport à eux-mêmes. Il s'agissait en fait de voir jusqu'à quel point des individus peuvent soutenir diverses idées contradictoires entre elles.

Sur les 290 questionnaires distribués à des groupes-cours, 244 furent retenus. Le questionnaire était composé d'une série d'énoncés très simples à teneur morale, sociale et politique. Les sujets devaient indiquer s'ils les considéraient « vrai » ou « faux ». De par son mode d'échantillonnage, cette enquête ne peut se prétendre représentative de la population en général. Toutefois, dans la mesure où il s'agit ici de réfléchir sur la logique des individus eux-mêmes, ces résultats permettent d'analyser la dynamique de l'incohérence. Nous ne retiendrons pour les fins du présent exposé que quatre thèmes : la guerre, l'économie, la démocratie et la responsabilité des individus.

Premier thème : Les guerres sont-elles justifiées ? Deux énoncés très simples mais contradictoires ont été présentés : 1) « Toutes les guerres sont absurdes... Aucune ne se justifie. » ; 2) « Si notre pays est attaqué, il est du devoir de chacun de participer à sa défense. »

Le premier énoncé, anti-militariste, a reçu l'appui de 43 % des répondants tandis que le second a reçu l'appui de 64 % des individus. Il serait pour le moins incongru de se dire d'accord avec les deux énoncés, or 24 % des sujets ont « commis » cette incohérence. Selon eux, la guerre est absurde et injustifiable, et pourtant ils se rendront défendre leur pays si celui-ci est attaqué !

POSSIBLES
Il y a
un futur

Deuxième thème : Le deuxième thème renvoie à la question suivante : Quel est le principal responsable de la situation économique ? Le gouvernement, les syndicats, ou la situation internationale ? Trois énoncés opposés dans leur prise de position ont été dispensés au fil du questionnaire : 1) « Le gouvernement est fondamentalement responsable de l'économie. Si la conjoncture est mauvaise, il doit être considéré comme le grand responsable des problèmes. » ; 2) « Les syndicats, sans être les seuls, sont les plus grands responsables des problèmes économiques avec leurs revendications exagérées. » ; 3) « La crise économique origine surtout de la situation internationale. »

Le premier énoncé a recueilli l'appui de 34 % des sujets, le second de 27 % et le dernier de 80 % des répondants. La situation internationale est donc perçue comme le premier déterminant de la situation économique nationale. Un individu « cohérent » est placé devant le choix suivant : ou bien il répond faux à tous les énoncés — refusant de se prononcer sur un quelconque « grand responsable — ou il répond vrai mais à un seul de ceux-ci et faux aux autres puisque chaque énoncé se présente comme exclusif. Or 25 % des gens ont entériné à la fois le premier et le deuxième énoncé ; 11 % l'ont fait pour le premier et le troisième, et 19 % ont appuyé simultanément le deuxième et le troisième. Comme on le voit, l'incohérence n'est pas un fait marginal ici non plus.

Troisième thème : Nos concitoyens font-ils des choix éclairés ? Quelle en est la perception de nos répondants ? Deux énoncés étaient proposés : 1) « La plupart des citoyens ne suivent pas l'actualité. » ; 2) « La plupart des gens votent sans réfléchir. » Le premier énoncé a reçu l'appui de 66 % des sujets et le second de 69 % d'entre eux. L'incohérence serait évidemment de répondre d'une manière discordante, vrai à l'un et faux à l'autre, car on ne peut faire un choix électoral réfléchi sans par ailleurs suivre l'actualité. Or 28 % des sujets ont répondu ici d'une manière incohérente.

Quatrième thème : Les individus sont-ils responsables de leur situation ? Quel rôle la volonté joue-t-elle dans l'existence ? Deux énoncés très simples furent proposés, calqués sur des leitmotifs du sens commun : 1) « Si on veut vraiment réussir on réussit inévitablement. C'est la volonté qui fait la différence. » ; 2) « Le plus souvent, dans la vie on ne fait pas ce qu'on veut mais ce qu'on peut. »

Ces deux maximes ont chacune reçu, paradoxalement, un fort appui : 70 % dans le premier cas et 65 % dans le second. Or 42 % des individus se sont dits d'accord avec les deux énoncés. L'incohérence est ici plus que manifeste : si on veut vraiment, on peut mais, semble-t-il... on ne veut que ce qu'on peut !

Sur ces quatre thèmes, on trouve donc une bonne proportion de répondants qui émettent des opinions manquant clairement de cohérence entre elles. Si l'on répertorie les individus selon le nombre d'incohérences commises, le résultat est particulièrement frappant : 185 individus sur 244 ont affiché au moins une incohérence. Ce nombre représente 76 % des sujets interrogés. Bien plus, sur les quatre thèmes, 108 répondants, soit 44 % d'entre eux ont commis deux incohérences ou plus. Enfin 44 individus — soit 18 % — ont énon-

cé trois incohérences ou plus. Une conclusion s'impose donc suite à notre petite enquête : à l'échelle des individus les valeurs ne sont pas organisées d'une manière très structurée. Bien au contraire. Ici donc notre enquête rejoint les résultats précédemment avancés. Mais comment « expliquer » et « juger » pareilles incohérences ?

POSSIBLES
Il y a
un futur

Des chiffres aux mots

D'abord un essai d'explication. Les valeurs, la culture sont des phénomènes qui nécessitent inévitablement une organisation mentale. Il faut jongler avec des idées pour les soupeser. Or jongler avec un problème d'arithmétique ou de logique et poser un problème de société ne sont pas des équivalents. Discuter et résoudre une difficulté en coordonnant les positions constitue un exercice possible dans le premier cas ; dans le second la raison parvient guère à régler toutes les difficultés. Même Piaget, le spécialiste du développement cognitif écrivait : « ... s'il est encore relativement facile de coordonner les points de vue des individus dans une question de pure intelligence... s'il est encore relativement aisé de les coordonner à l'occasion d'un conflit moral, la réciprocité et l'objectivité semblent être d'une difficulté insurmontable sur le plan des sentiments nationaux et de la vie internationale. »⁶ La cause réside peut-être dans l'incapacité du citoyen d'expérimenter la vie politique, dans la distance qui prévaut inévitablement entre les dirigés et la gouverne et dans l'aspect désordonné des informations reçues.

Les individus semblent avoir élaboré un réseau de connections entre des événements et des idées, entre des principes et des symboles et finalement

⁶ Piaget, Jean, *Où va l'éducation ?*, *Comprendre c'est inventer*, Paris, Denoël-Gonthier, page 123.

entre des symboles et des institutions. Mais cette organisation mentale est remplie de trous, de mailles étrangement tricotées, de non-dits, d'idées, de principes et de symboles contradictoires. Il faut donc, croyons-nous, abandonner les visions où le corps social est défini comme monolithique au plan de l'idéologie d'autant plus que chaque idéologie, lorsqu'elle est saisie à l'échelle des individus, ne forme même pas un tout organisé. Au contraire. Les volte-face, les écarts, les contradictions risquent de ce point de vue de devenir plus intelligibles. Du reste il ne faut pas se surprendre si 15 % des Québécois⁷ ignorent le nom du premier ministre du... Québec ou s'étonner que 60 % des Montréalais ignorent le nom de la formation politique que dirige Jean Doré⁸. En fait l'incohérence semble faire partie de l'opinion publique tout autant que cette dernière est liée au corps social. La boutade d'Yvon Deschamps à savoir que les Québécois souhaitent un « Québec indépendant dans un Canada fort » est peut-être très près, trop près de la réalité. Dans un tel contexte, la volatilité des appuis électoraux cesse d'être une énigme pour devenir simplement le symptôme d'une réalité plus profonde. À la limite, il n'y a peut-être pas d'idéologie au sens strict — définie en tant que système d'idées — mais plutôt un ensemble d'idées relativement hétéroclites dont la consistance, la cohérence est très faible.

Cette incohérence manifeste peut susciter diverses réactions dont l'adhésion et le rejet.

Primo l'adhésion. Cette incohérence systémique — malgré les apparences — peut être interprétée comme une libération. Emprisonnée dans un réseau d'idées attachées rigoureusement les

71 Sondage Léger et Léger, *Journal de Montréal*, 4 et 5 septembre 1988.

81 *La Presse*, le 6 novembre 1988.

unes aux autres, la pensée est moins libre. L'incohérence au contraire est libertaire. Elle ne respecte pas la « Raison » ; elle s'impose à la « Raison » ; elle bouscule la « Raison ». L'incohérence devient révolte pourrions-nous dire. Les Québécois ont habité si longtemps dans un univers mental fermé où le moindre geste dissonant du crédo religieux était interprété, jugé pour devenir élément de culpabilité que l'on ne peut qu'être favorable, aujourd'hui à ce que l'on vêto comme individu et comme collectivité un tricot plus lâche, dans lequel le corps social peut davantage respirer et transpirer. Cette incohérence est peut-être aussi la rébellion la plus profonde des individus contre les tribunes, les orateurs, les manuels, et les catéchismes de tous les establishments y compris ceux du nationalisme et du syndicalisme. Vu de cet angle, se commettre dans l'incohérence se conjugue avec la liberté, la fuite, l'éclatement des carcans.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Secundo, le rejet. Par ailleurs l'incohérence peut devenir synonyme d'une pensée de deuxième ordre. Lorsqu'on l'oppose à la raison, elle glisse vers la paresse intellectuelle... elle ne rime plus alors avec la rébellion mais plutôt avec l'indifférence. Et l'indifférence ne conduit pas à la révolte ni à la liberté, bien au contraire. Elle ne réfléchit plus, elle souhaite la sécurité, la tranquillité, l'apaisement des débats publics ; bref elle adore l'ordre, bien davantage que la liberté.

Deux lectures différentes peuvent donc s'affronter. Or ici les résultats de notre petite enquête tendent à confirmer le scénario pessimiste, le second. Revenons à nos chiffres.

Parallèlement aux propositions visant à vérifier l'incohérence des répondants nous avons construit des propositions relatives à l'autorité. Ainsi à l'idée suivante : « Ce qui manque au pays, c'est une direction forte, efficace et éclairée qui

nous permettra d'aller de l'avant. », 56 % des individus n'ayant exprimé aucune incohérence ont répondu « Non » ; ceux qui ont été très incohérents ont répondu par la négative dans une proportion moindre soit 44 %. La majorité des incohérents recherche davantage l'autorité. À la proposition « Toutes les lois doivent être respectées... sinon c'est l'anarchie. », 64 % des plus cohérents ont répondu négativement tandis que 61 % des individus ayant manifesté plus de trois incohérences ont répondu positivement. Les proportions s'inversent donc. L'incohérence conduit-elle au rejet de l'autorité ? Les analyses de notre enquête nous conduisent à l'idée contraire... bien qu'une fois de plus il faille souligner l'aspect exploratoire de notre recherche quantitative.

À la limite, l'incohérence, le rejet des anciens paradigmes et idéologies est peut-être le prélude à l'établissement de nouvelles autorités. Hannah Arendt s'interrogeant sur les mouvements totalitaires du milieu du siècle n'écrivait-elle pas : « L'atomisation sociale et l'individualisation extrême précèdent les mouvements de masse, qui attirèrent les gens complètement inorganisés, les individualistes acharnés qui avaient toujours refusé de reconnaître les attaches... Les mouvements totalitaires sont des organisations massives d'individus atomisés et isolés. »⁹ L'incohérence ne semble ainsi point annonciatrice d'un avenir libertaire. La crise des valeurs, le culte du moi, l'individualisation, et l'incohérence semblent ainsi être liés à un scénario d'autrefois.

En bout de piste, au niveau des valeurs, il vaut peut-être mieux ne rien rejeter en bloc, éviter les révolutions qui risqueraient, une fois de plus, de manger leurs propres enfants. Et cela vaut tout autant pour les intellectuels. Nous pouvons juger

⁹ Arendt, Hannah, *Le système totalitaire*, Paris, Seuil, pages 39 et 47.

cette pensée paradoxale et poser un regard hautain sur les incohérents eux-mêmes... mais il suffit de s'interroger lucidement et sans ménagement sur notre propre pensée pour y repérer des paradoxes. « De te fabula narratur... » L'expression « C'est de toi qu'il s'agit dans cette histoire... » pourrait être amendée pour « C'est de nous qu'il s'agit dans cette histoire. »

POSSIBLES
Il y a
un futur

SIBLES
tur

GISÈLE BOURRET

À contre-jour et à contretemps...

Quand on songe aux années 90 ou lorsque l'on examine ce qui se passe actuellement, il est rare que l'on pense spontanément au travail domestique. Qu'en est-il, en effet, de ce travail « qui n'en est pas tout à fait un », dont la responsabilité, encore aujourd'hui, incombe aux femmes et qui semble rester à l'écart de toutes les révolutions ou changements sociaux importants ? N'est-il qu'un vestige d'une autre époque ? Est-il en train de disparaître sous la panoplie des appareils qui sont censés l'alléger ou en raccourcir la durée ? Faudrait-il viser à ce qu'il soit rémunéré ? socialisé ? mieux partagé ? exécuté par de flegmatiques robots ?...

Ce travail n'a jamais été — ou presque — pris en compte par les « sérieux » analystes de la conjoncture sociale et politique. À la fois parce qu'il n'est pas considéré comme du « vrai » travail et qu'il est profondément identifié au « destin » des femmes ou au « genre féminin » — ce dernier élément expliquant d'ailleurs le premier. Il y a bien eu, à partir surtout des années soixante, un certain nombre d'économistes américains et euro-

péens qui ont effectué des études de budget — temps¹ pour estimer la valeur monétaire de ce travail, mais les résultats de ces études, comme l'a souligné abondamment Louise Vandelac et son équipe², restent partiels, imprécis ou même ambigus si l'on considère aussi bien les activités retenues et les méthodes de calcul utilisées que les objectifs visés au plan social. Ces recherches ont néanmoins contribué à faire sortir de l'ombre du foyer le travail domestique et à étayer certaines revendications féministes pour la reconnaissance de ce travail. Toutefois, l'analyse de la condition des femmes à partir de l'extorsion de leur travail dans la sphère domestique n'a pas grand'chose à voir avec ce genre d'approche « comptabilisante ». Ainsi, la revendication pour le salaire au travail ménager, soutenue par certains groupes féministes au cours des années 70, s'inscrivait dans une stratégie de remise en question du travail ménager comme activité d'amour et, plus largement, de la division sexuelle du travail ainsi que du pouvoir à l'intérieur de la famille et de la société.

Dans une conjoncture où les revendications sociales attirent peu d'attention ou de sympathie, où l'État consacre des millions à l'organisation du bénévolat et où le mouvement des femmes se manifeste moins publiquement, cela peut sembler un anachronisme que de parler du travail domestique. Le « repli » sur la vie individuelle — dont on

1/ Les premières études de ce type remontent en réalité aux années 20, mais elles se sont multipliées entre les années 60 et 80. Tenant compte des différentes méthodes de calcul employées, du type d'activités retenues ainsi que de l'emploi salarié ou non des femmes, la valeur monétaire du travail domestique peut fluctuer entre 32 et 77 % du produit intérieur brut et le temps de travail peut osciller entre 48 et 105 heures par semaine. Les dernières données ont été recueillies, à notre connaissance, il y a une dizaine d'années.

2/ Louise Vandelac, Diane Bélisle, Anne Gauthier et Yolande Pinard, *Du travail et de l'amour*, Montréal, éd. Saint-Martin, 1985, p. 183-256.

POSSIBLES
Il y a
un futur

parle si volontiers — devrait au moins nous inciter à regarder à nouveau et de plus près cette réalité toujours problématique en interrogeant celles qui doivent encore l'assumer, soit comme occupation principale ou en « surtemps ». Comment les femmes d'ici perçoivent-elles ce travail ainsi que la technologie qui lui est reliée ? Quelles sont leurs attitudes à l'égard des attentes ou normes traditionnelles ? Voilà quelques-unes des questions que nous avons en tête lorsque nous avons entrepris notre recherche à l'automne 1986.³

Les frontières du travail domestique

Nous avons défini le travail domestique comme étant un travail non payé, effectué dans le cadre du ménage ou de la famille, pouvant impliquer des rapports privés de sexe et de génération et pouvant comporter, de ce fait, des liens physiques et affectifs qui ne se retrouvent pas dans d'autres lieux ou institutions de la société. Nous avons donc choisi d'inclure, dans la notion de travail domestique, non seulement les diverses tâches d'entretien et de production de biens ou de services, mais aussi les activités de gestion (planification, courses, etc.) et celles concernant la restauration des énergies humaines (support affectif au conjoint et/ou aux enfants, etc.). Nous avons voulu vérifier auprès des femmes ce qu'elles-mêmes considéraient comme étant du travail en leur proposant une liste de 22 activités qui touchaient aux différentes dimensions du travail domestique (ménage, lavage, présence aux

3/ Raymonde Savard a déjà fait état de cette recherche dans *Possibles*, n481, vol. 12, hiver 1988, p. 19-25. Rappelons qu'elle a comme objet *l'impact des technologies sur le travail domestique des femmes*, a été subventionnée par ACSAIR et est sous la responsabilité de Gisèle Bourret et Raymonde Savard. La cueillette des données s'est faite au moyen de deux instruments, questionnaire et journal de bord, qui ont été complétés par plus de 730 femmes de la région du Montréal métropolitain.

autres, etc.). Fait un peu surprenant : neuf pour-cent des répondantes ont été d'accord pour qualifier de travail toutes les activités mentionnées, même celles que l'on serait porté spontanément à ranger du côté des loisirs. Et si l'on détaille un peu plus ces résultats, on s'aperçoit que c'est « faire du ménage » qui est la tâche *la plus* identifiée au travail (91 % la considèrent ainsi) tandis que « faire une sortie avec les enfants ou petits-enfants » est perçu par 85 % des femmes comme l'activité *la moins* laborieuse. Par ailleurs, 35 % des répondantes considèrent que « décorer ou bricoler » est un travail pendant que 22 % d'entre elles placent aussi de ce côté le fait de « rendre service au conjoint ».

Ces quelques résultats nous donnent à penser que, dans l'univers domestique, les frontières entre travail et loisir ne sont pas rigidement déterminées comme elles le sont dans la sphère de la production marchande et que la disponibilité ou présence aux autres, même si elle peut être agréable et imprégnée d'amour, peut aussi représenter un certain fardeau.

Ce qu'elles en pensent

Différentes caractéristiques ont été traditionnellement attribuées au travail ménager (indispensable, sans limite, souple, valorisant, créateur...) tandis que d'autres ont été surtout mises en évidence par les analyses féministes (subi, préoccupant, stressant, déprécié, insatisfaisant...). Nous avons donc demandé à nos répondantes de se prononcer par rapport à 16 de ces caractéristiques. Comme résultat global, nous constatons que les femmes ont une perception très mitigée du travail domestique : elles le voient à peine plus positivement que négativement. Autant elles sont d'accord pour dire que ce travail est indispensable, exigeant et sans limite autant elles

POSSIBLES
Il y a
un futur

refusent de lui accorder les qualités de créateur, valorisant et agréable. De plus, elles reconnaissent, dans une proportion de 58 %, que ce travail est subi (non choisi), à 55 % qu'il est déprécié et à 53 % qu'il reste quand même satisfaisant. Enfin, le degré le plus faible d'accord (34 %) concerne le caractère stressant des tâches domestiques. Une analyse de l'ensemble de ces données nous a permis de réaliser notamment que plus le revenu du ménage est élevé plus le travail semble « subi » et « désagréable » et plus les répondantes sont jeunes moins elles le perçoivent comme étant « sans limite » et plus elles le disent « partagé ».

Images d'elles

Devant réagir à une trentaine de phrases qui formulaient des attentes, préoccupations ou attitudes, les femmes expriment d'abord, dans une proportion de 86 % et plus, qu'elles sont préoccupées par certains aspects de la vie domestique (préoccupées qu'il y ait toujours quelque chose dans le réfrigérateur, que le linge soit toujours frais lavé et soucieuse de l'état de santé des membres de la famille comme du climat familial). Dans une proportion à peu près semblable, elles manifestent également leur accord avec diverses exigences d'ordre et de perfection (elles ne peuvent tolérer le désordre, les traîneries et mettent beaucoup d'énergie à créer un décor agréable). Enfin, elles paraissent d'accord avec ces « nouvelles » normes de vie saine que représentent la recherche d'une alimentation équilibrée et la valorisation du « home-made ». Toutefois, nos répondantes semblent prendre *un peu* de distance à l'égard des responsabilités et pressions qui s'exercent sur elles à travers l'ensemble des tâches domestiques : 74 % affirment, en effet, que prendre soin d'elles-mêmes constitue une priorité même si elles sont encore 56 % à se sentir obligées d'être tou-

jours disponibles aux gens avec qui elles vivent et 60 % à dire qu'elles sont entièrement responsables du travail domestique. Il en est ainsi pour l'obligation de performer : pendant que 52 % expriment qu'elles préfèrent tout faire elles-mêmes, 32 % seulement craignent encore le jugement d'autrui, en disant avoir peur que les autres pensent qu'elles n'en font pas assez.

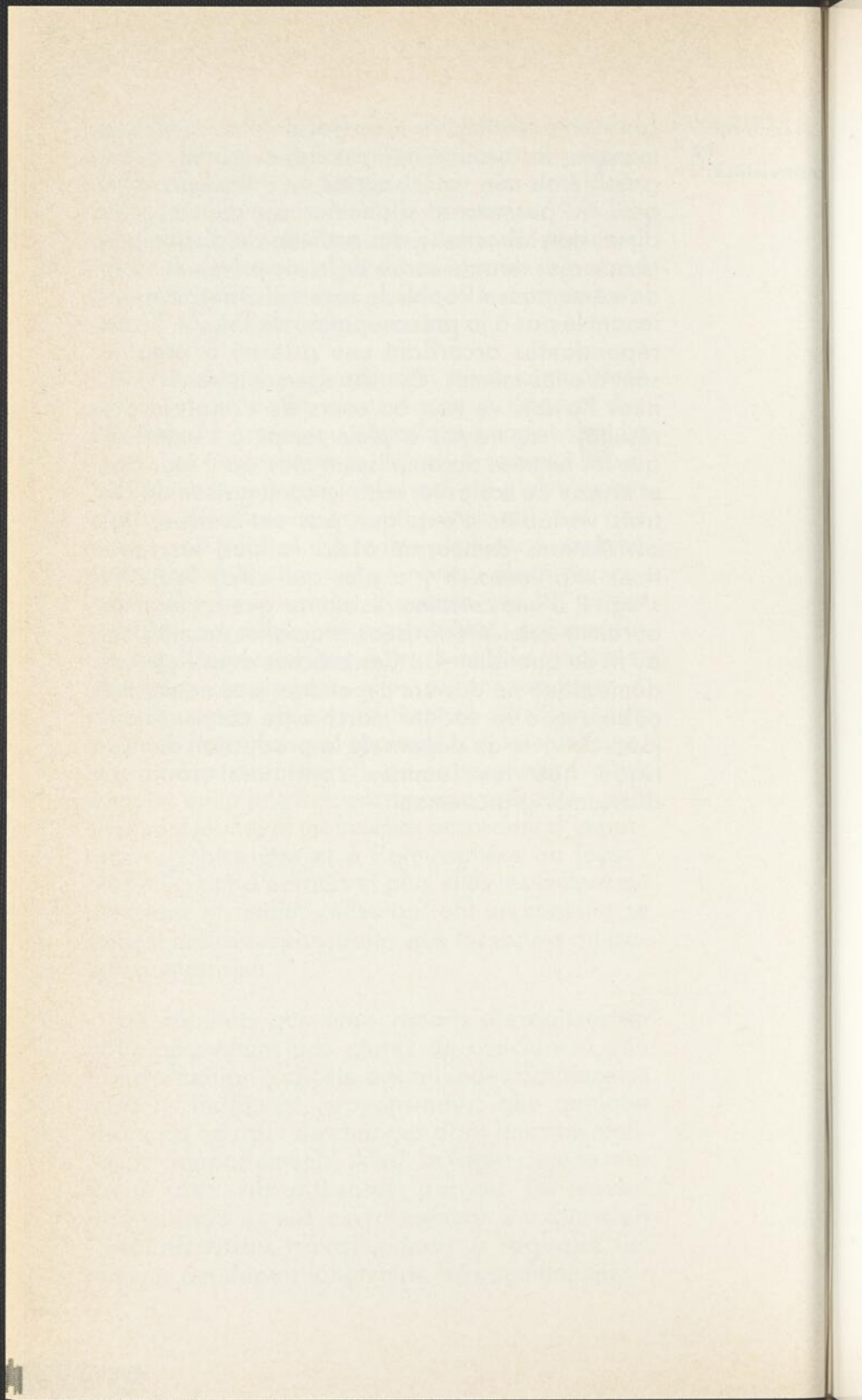
L'ensemble des répondantes ne se comportent pas bien sûr de la même façon à l'égard des différentes normes ou situations proposées. Le niveau de scolarité et le travail à temps plein à l'extérieur sont les variables qui ont globalement le plus d'influence sur le comportement des femmes : si elles sont à temps plein sur le marché du travail et si elles ont un niveau élevé de scolarité elles seront moins d'accord que les autres avec les exigences, responsabilités, préoccupations et pressions reliées à l'activité domestique et plus, par conséquent, elles auront tendance à s'éloigner du rôle traditionnel attribué aux femmes. Dans trois cas cependant c'est soit l'âge, le nombre d'enfant(s) ou la présence d'un conjoint qui a une influence prépondérante : plus elles sont jeunes et moins elles accordent d'importance au bien-être et à l'atmosphère au foyer ; plus elles ont d'enfants et plus elles ressentent de pressions et, enfin, celles qui ont un conjoint se sentent moins responsables que les autres du travail domestique.

Les résultats que nous venons d'esquisser ne nous permettent pas certes de conclure à une transformation radicale des attitudes des femmes mais ils indiquent, croyons-nous, que quelque chose est en train de changer dans leurs mentalités ou comportements. Ainsi, la façon dont la majorité des répondantes perçoit le travail domestique remet certainement en question l'identification travail-amour à laquelle les femmes ont depuis longtemps été conditionnées :

POSSIBLES
Il y a
un futur

À contre-jour
et à
contretemps...

ce « noble sentiment » n'arriverait plus, en effet, à masquer les aspects obligatoire, exigeant, désagréable ou non valorisant de ce travail pas plus qu'il ne permettrait d'annuler complètement la dimension laborieuse des activités de disponibilité assurées dans le cadre de la vie privée. Il en va de même pour « l'oubli de soi » qui céderait maintenant le pas à la préoccupation de soi, 74 % des répondantes accordant une priorité à prendre soin d'elles-mêmes. Ces changements sont reliés, nous l'avons vu tout au cours de l'analyse des résultats, au travail à plein temps à l'extérieur que les femmes accomplissent ainsi qu'à leur âge et niveau de scolarité, mais la conjugaison de ces trois variables n'explique pas entièrement (les corrélations demeurant assez faibles) les réactions exprimées. Il y a plus que cela. Peut-être s'agit-il d'une certaine résistance que les femmes auraient aussi intériorisées et qu'elles manifestent au fil du quotidien ?... Ces brèches dans l'univers domestique ne doivent cependant pas nous faire oublier que la société marchande continue toujours de vivre au dépens de la production domestique que les femmes continuent toujours d'assumer gratuitement.



RAYMONDE SAVARD

Le postféminisme... ?

Un enquête sociologique récente, quelques regards autour de soi sur des femmes ayant charge d'enfants, l'actualité, conduisent à se demander ce qui a été vraiment conquis par cette révolution féministe tant ce qui reste encore à accomplir est immense. Les acquis sont là, c'est certain. Mais on voit poindre aussi à l'horizon quelques-uns de ce que l'on appelle les effets pervers d'une révolution et qui risquent de faire faire des reculs. Le moindre de ces effets n'est pas cette difficulté qu'ont les femmes et les hommes à entretenir de nouveaux rapports. Les unes font leur chemin. Les uns ont peur. De plus en plus d'hommes se trouvent mieux seuls ou, entre hommes. Il en est ainsi des femmes. L'« autre », la « différence », serait-ce si difficile à supporter dans le quotidien quand chacun-e veut occuper son espace ?

Le rapport à l'enfant n'est pas simple non plus. Des femmes désirant des enfants n'ont ni amoureux ni gagne-pain. L'amoureux peut toujours être remplacé, mais le gagne pain... D'autre ayant et amoureux et emploi ne veulent pas d'enfants. Il y a des hommes qui voudraient des enfants, mais, comme pour ce faire, il doivent encore, pour un certain temps du moins, passer par une femme, alors...

Une enquête sur le quotidien des femmes nous a permis de rejoindre 750 montréalaises ayant entre 18 et 80 ans. Elles ont 41 ans d'âge moyen et, leurs compagnons, 42 ans. Elles sont plus scolarisées que la moyenne des femmes ne l'est et viennent d'un milieu socio-économique plus élevé. Elles ont rempli un journal de bord de toutes les activités domestiques d'une journée. Certaines de ces femmes, vivant avec un conjoint et ayant des enfants, disent effectuer 40-50 et même 60 heures de tâches domestiques par semaine. Pourtant, elles possèdent tout l'équipement électroménager possible. C'est que ce travail consiste en grande partie, à écouter, parler, donner des soins, négocier, comprendre, ce qu'aucune technologie, même sophistiquée, ne peut accomplir. Puisqu'il est question de disponibilité du coeur et de l'esprit, seule compte alors la qualité de la présence humaine. Ce travail exigeant dépendant encore quasi exclusivement des femmes, on comprend que la natalité soit en perte de vitesse. Celles-ci ne veulent plus faire, seules, les frais du remplacement des générations.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Quand les femmes du baby-boom disent faire jusqu'à 60 heures de travail domestique par semaine, il est bien difficile de voir là un quelconque partage des tâches. Celles de la génération des idées et pratiques nouvelles, que l'on dit gagnantes de toutes les conquêtes des vingt-cinq dernières années, seraient-elles aussi piégées que leurs mères et leurs grand'mères l'ont été ?

Rien n'est donc jamais acquis ? Non, quand il s'agit d'aller à l'encontre de générations de conditionnements. Pour plusieurs cependant, les femmes auraient tout obtenu : parole, maîtrise du corps, argent, postes, pouvoir. Il serait donc grand temps de passer à autre chose. D'autres, plus optimistes, estiment que, de tous les groupes revendicateurs des années 70, seules les femmes peuvent faire quelques percées. On peut aussi

apercevoir, ici et là, quelques unes des retombées positives de ces années de luttes, même si elles ne sont pas toutes visibles.

Parlons des retombées

Le fameux partage des tâches, dont il est tellement question dans certains milieux, en ferait partie. Les militantes de jadis auraient déplacé leur terrain de combat de la rue à la maison. Elles et leur compagnon militeraient désormais pour un partage égalitaire de la préparation des repas, de l'entretien des vêtements et de la maison et surtout, pour la responsabilité partagée du quotidien de l'enfant. Ces quelques gains, non négligeables, ne sont sans doute pas assez importants pour faire basculer les statistiques en les rapprochant d'un partage 50-50 entre femmes et hommes.

Ce sont quand même des gains. Plusieurs nostalgiques des années 70 vont parler du repli sur la vie privée, repli signifiant en langage militaire et dans leur esprit, retrait temporaire par rapport à des positions occupées. En fait, il ne s'agit pas de retraite, bien au contraire ! La vie privée n'est-elle pas le lieu privilégié de nos fragilités, là où les compromis sont tentants puisqu'ils peuvent s'échanger contre un peu de confort affectif. Revendiquer et prendre sa place face à un homme aimé, à des enfants qui peuvent si facilement tout accaparer, n'est pas une solution de facilité. C'est même un peu plus difficile que face à l'État bourgeois surtout si l'on est quelques centaines dans la rue, les coudes bien serrés.

Tout comme cela est le cas pour la vie privée, des milieux de travail se transforment également. Certains, plus progressistes, ont des politiques d'accès à l'égalité, des politiques contre le harcèlement sexuel. Chez les jeunes femmes, l'idée

d'autonomie financière permettant de mener ses propres projets est aussi une idée acquise. Comment réaliseront-elles ces projets ? Surmonteront-elles les obstacles ? C'est là une autre question et, il faut leur faire confiance. À elles comme aux femmes d'âge mûr.

Un sondage récent, réalisé par la Corporation des médecins du Québec, nous apprenait que le groupe de femmes ayant 45-54 ans, se percevait plutôt en bonne santé et faisait une consommation modérée de médicaments. Elles se percevaient gagnantes comme des dames de coeur... Plusieurs ont été surpris des résultats de cette recherche tant est fortement ancrée l'image de la femme de cet âge « neurasthénique et finie », ne réussissant à survivre que grâce à toute une panoplie de pilules. Des conditions sociales et culturelles différentes entraînent des rapports différents aux autres, à la vie et surtout à soi-même. Il y a une cinquantaine d'années, l'anthropologue Margaret Mead n'avait-elle pas démontré empiriquement que la crise de l'adolescence aussi bien que les stéréotypes féminins ou masculins avaient une origine plus sociale que biologique ? De toutes les mythologies qui entourent dans notre société, les passages d'un âge à un autre, celles reliées à la ménopause restent certainement parmi les plus détestables. D'apprendre que ces québécoises sont plutôt bien dans leur peau, est une autre des retombées de ce qui secoua si fortement les anciennes conceptions du monde et que l'on nomma le féminisme. L'image, la prise en charge de soi, de son corps en étaient des dimensions privilégiées.

Deux pans d'une même réalité

Pour que chacune puisse réaliser ses potentialités, il y eut ces mesures à caractère universel qui prirent la forme de politiques sociales, fiscales

Le
féminisme... ?

qui, bien que nettement insuffisantes, demeurent des acquis de civilisation. Dans le discours des années 70, promotion individuelle et promotion collective étaient comme les deux pans d'une même réalité, le féminisme. La réalisation personnelle passait nécessairement par des mesures de rattrapage, d'accessibilité aux études, de soutien à la maternité, de modifications au code civil, de reconnaissance du travail de la femme collaboratrice du mari dans l'entreprise.

C'est ainsi que les femmes ont pris publiquement la parole, elles qui avaient de tout temps initié la parole privée. Elles sont devenues sujets parlant de leur réalité à elles. Progressivement, elles ont eu accès aux études supérieures et, très récemment, à ces chasses gardées du pouvoir masculin que sont la médecine et les sciences de l'administration. Quand elles arrivent en nombre important à l'intérieur de l'un de ces fiefs, elles peuvent en changer les règles du jeu. On voit les femmes médecins développer une pratique professionnelle différente de celle de leurs confrères : elles préfèrent des horaires laissant place à une vie privée, consacrent plus de temps à qui les consulte, misent davantage sur la prévention. Tout ceci se traduit, évidemment, au bout du compte, par des revenus moins élevés. Les femmes, massivement au pouvoir par le biais d'un parti social-démocrate comme c'est le cas en Norvège, petit pays de quatre millions et demi d'habitants, ont réussi à consacrer plus d'argent aux garderies, à l'éducation, à l'environnement et moins à l'armement. Si l'enfant constitue la principale ressource d'un pays, c'est dans sa prise en charge collective qu'il faut d'abord investir. Éducation ou armement ? Quantité de biens ou qualité de la vie ? Ce sont là des choix de société.

C'est cette conjonction de préoccupations sociales et d'aspirations individuelles qui fit la force du mouvement féministe.

Les reculs

POSSIBLES
Il y a
un futur

Aujourd'hui, on ne parle plus guère que de réussite personnelle. Les acquis macro-sociaux sont même menacés, stagnent ou reculent. Les congés de maternité avec plein salaire n'existent que pour une travailleuse sur cinq. Pour toutes les autres, il n'y a qu'une garantie d'emploi advenant une maternité et quelques semaines d'assurance-chômage lors de la naissance de l'enfant. Et encore, il se trouve quelques employeurs, comme ceux d'un magasin Zeller's, pour remercier de ses services une travailleuse enceinte. Il y a bien des garderies mais en nombre insuffisant, si bien que si l'enfant est malade, il ne reste encore que maman qui laissera tomber cours, travail pour demeurer à la maison. On a d'ailleurs vu récemment, le gouvernement conservateur, à Ottawa, se laisser empêtrer par les niveaux de juridiction entre la Chambre des Communes et le Sénat pour remettre aux calendes grecques l'important projet de loi sur les garderies. Sur la question de l'avortement, on a pu constater aussi la lâcheté des députés libéraux ou conservateurs masculins, toujours prêts par ailleurs à se porter à la défense des droits et libertés. Quand il s'agit de la liberté de choix et de conscience de la femme enceinte, cela ne pèse pas lourd à côté de bulletins de vote à ménager. Seules les femmes députées et les néodémocrates ont manifestement opté pour le libre choix de la femme en matière d'avortement.

L'an dernier, la CSN mettait de l'avant une politique de rattrapage salarial pour celles qui travaillaient à l'intérieur des ghettos d'emplois féminins, traditionnellement sous payés. Il s'agissait de faire admettre que, à des niveaux identiques de scolarité, d'expérience, de responsabilités devait correspondre un même niveau de rémunération. Les porte-parole de la Centrale firent peut-être la gaffe d'en avertir les médias

Le
féminisme... ?

avant les membres, car, chez ceux-ci, la réaction ne fut pas loin de l'état de choc. Tout comme pour le Conseil du Trésor qui n'y vit que les millions impliqués par le rattrapage. Le syndiqué de la base, quant à lui, voyait déjà les quelques centaines ou milliers de dollars que l'on allait certainement, encore une fois, venir chercher dans sa poche. Puisque c'est le principe des vases communicants qui prévaut depuis la crise des années 82-83, une masse monétaire est soit immuable, soit rétrécissable, jamais extensible. La crise ralentie, c'est toujours la même logique de coupures chez les uns et, chez les autres, la menace et l'insécurité qu'elle a permises. Pourtant, il ne s'agissait que de faire reconnaître dans les faits ce qui, au fond, n'était que l'évidence : à travail égal, salaire égal.

Présentement toute mesure nécessitant quelque somme d'argent que ce soit, a peu de chance de recevoir un appui collectif. Alors que l'histoire nous montre que ces appuis sont essentiels pour que bougent les pouvoirs publics. Quand on nage à contre-courant, même un temps d'arrêt fait reculer.

Si les mesures collectives sont remises trop longtemps et que le féminisme ne soit fait que de gains individuels glanés ici et là, il y a le danger de renforcement des valeurs d'élitisme, de compétition, de sélection qui reprennent à l'heure actuelle, un peu partout, de la vigueur. Mettre l'accent sur la promotion individuelle, c'est bien beau. Mais s'il n'est jamais question des conditions qui la permettent, il y a le risque de voir pervertir les idées aussi généreuses que celles d'épanouissement personnel, de recherche de l'excellence et même d'accès à l'égalité.

Les dames de coeur

POSSIBLES
Il y a
un futur

Moi qui n'aime pas les téléromans, je ne manquerais pas une émission de mon programme préféré. S'il arrive qu'une réunion de la revue POSSIBLES ou quelque autre activité tombe un lundi soir, mon vidéo programmé me renvoie en fin de soirée les destins de Lucie, Évelyne, Claire ou Véronique. Ceux également de Roger, Jean-Paul, Ginette, etc. J'aime voir ces dames évoluer avec leur compagnon ou leurs enfants pour tenter de se sortir de ce qui les a enfermées si étroitement dans des rôles révolus. Quand, à la suite d'un laborieux cheminement, l'une d'elles y parvient, quel soulagement ! Dans cette dynamique où je crois entendre parfois mes propres paroles ou celles que l'on m'a un jour tenues, tout est toujours en mouvement. Une oeuvre qui vient ainsi nous chercher dans nos émotions, nos pensées, nos sourires est certes l'oeuvre d'une auteure sensible et perspicace.

Cependant si les problèmes montrés sont réels, les façons de les solutionner tiennent davantage de l'irréel. « Il n'y a qu'à vouloir pour pouvoir ! » Les conditionnements, l'âge, etc., ne seraient que des obstacles facilement franchissables grâce à l'ingéniosité, aux longues heures de travail et à l'amitié de quelques copines.

Toute notre mythologie de la promotion sociale, pouvant tourner à la mystification, se retrouve dans cette émission populaire : la réussite personnelle de quelques-unes dans un monde d'hommes. C'est un féminisme purement individuel. Aucune référence, de près ou de loin, à ce qui marqua si profondément le féminisme en Occident, à savoir la solidarité collective pour l'égalité des chances. On n'y voit jamais une femme dans une salle de cours ou dans une cour d'école, responsable de trente marmots. Quand le zoom s'arrête sur une femme soignante, c'est comme

Le
féminisme... ?

objet du désir d'un homme qu'elle est montrée et non comme remplissant une fonction de travail.

Une oeuvre littéraire n'est pas un manifeste, bien sûr ! Sauf exception. Mais ici, l'oeuvre se veut explicitement message : les femmes doivent se voir réussir là où cela était impensable autrefois, dans le monde des affaires et de l'entrepreneurship, en plein coeur de la métropole. Il ne s'agit pas de la cantonner encore une fois dans des tâches de service aux autres lesquelles sont toujours les moins valorisées socialement.

On explique la popularité d'un téléroman par le fait que les gens aiment s'y voir comme dans un miroir. Ne serait-ce pas plutôt parce qu'il fait miroiter devant eux, un tableau idéal de la réalité ?

Ce que l'on tend à rendre visible présentement, partout où il y a des images, c'est la réussite de quelques-unes. D'une part, le carriérisme, pas plus intéressant s'il est féminin que s'il est masculin, n'est pas très éloigné de la réussite à tout prix. Dans cet univers hystérique de la compétition, il y avait dans le temps une minorité d'hommes. Il y aurait maintenant quelques femmes et quelques hommes. Est-ce vraiment un progrès ? D'autre part, le focus mis sur quelques gagnantes peut très bien faire écran cachant la réalité quotidienne de toutes les autres.

Car la pauvreté est plutôt féminine, on le sait. Ainsi que le travail précaire. Comme l'est toujours la charge du quotidien de l'enfant. Au moment d'un divorce, le niveau de vie des femmes et des enfants diminue tandis que celui de l'homme augmente.

Que signifie l'autonomie financière quand son destin dépend des maigres et toujours menacées subventions de l'État ? Si l'on est peu scolarisée ? Si l'on a été scolarisée un jour mais qu'entre-

temps, on a élevé cinq ou six enfants ? Sans avoir droit au Régime de Rentes du Québec ? Pour toutes ces femmes, dont le nombre n'est peut-être pas très éloigné de la majorité, la situation actuelle est sans doute pire qu'auparavant. Quand existaient les soutiens traditionnels à la famille. Quand l'idée de réussite restait accolée au monde des hommes. Pourquoi pas moi, doivent-elles se dire maintenant ?

POSSIBLES
Il y a
un futur

Toutes les femmes n'ont pas profité également de la nouvelle morale ou de quelques portes qui s'entr'ouvraient. Les plus jeunes et les plus scolarisées en ont profité. Celles n'ayant pas d'enfants.

Pendant une génération, on a vendu aux femmes, soi disant pour les libérer, toute la technologie dont les cuisines sont équipées. Effectivement, cela a libéré du temps et des énergies. Mais cela a surtout permis à la roue de la société de consommation de tourner à plein. Aujourd'hui, on leur vend des rêves : des RÉAS, la vie de château dans un condo de luxe, des REERS pour une retraite dorée à 55 ans, sous les palmiers des mers du Sud.

Il n'y a pas de postféminisme. La féminité est et sera. Mais à l'aube des années 90, qui parlera encore des congés de maternité, des garderies, de l'équité salariale, d'horaires de travail assouplis ? Qui parlera de politiques d'emplois pour des groupes particuliers de femmes, moins scolarisées, moins jeunes, immigrantes ? Qui parlera de l'éducation au partage du travail domestique ? De la reconnaissance sociale de ce dernier, ce qui signifie : droit au salaire, à des vacances, à la retraite ? Qui parlera de modifier le code civil pour apporter aux femmes une véritable égalité juridique sur tous les plans ?

Le
féminisme... ?

Qui en parlera ? Un parti politique ? Les Centrales syndicales ? Des groupes organisés de femmes ? Lesquels ? Comment ?

Ce sont là pourtant les prérequis à la réalisation de soi, dans un travail, mais aussi dans des rapports femmes/hommes et adultes/enfants renouvelés.

Faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the page.

MICHEL GABOURY



**De Malevitch
à Constable**

J'ai vaincu la doublure bleue du ciel, je
l'ai arrachée, j'ai placé la couleur à
l'intérieur de la poche ainsi formée et j'ai
fait un nœud. Voguez ! Devant nous
s'étend l'abîme blanc et libre.

K. Malevitch

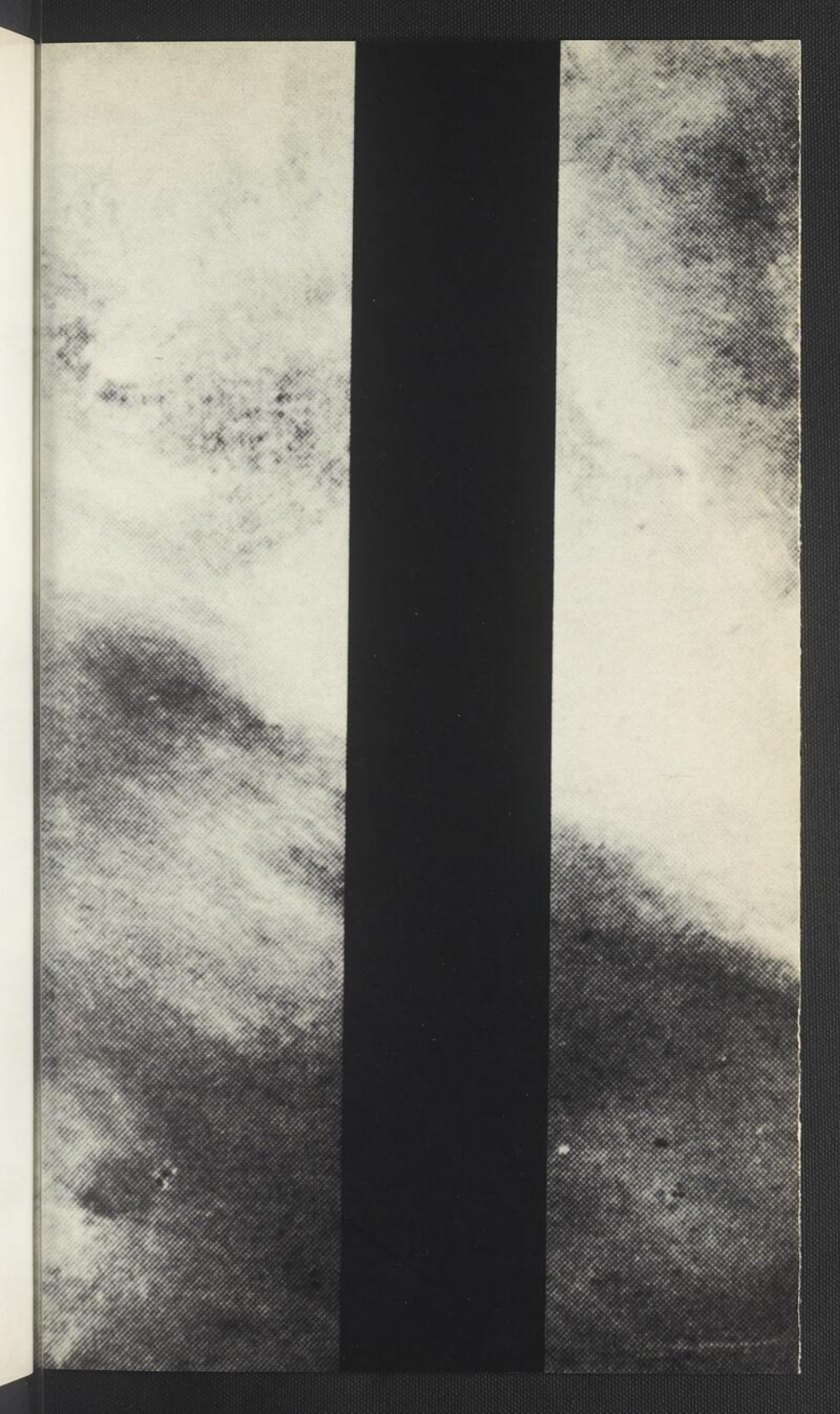
De Malevitch à Constable, 1988, 40'' x 70''

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

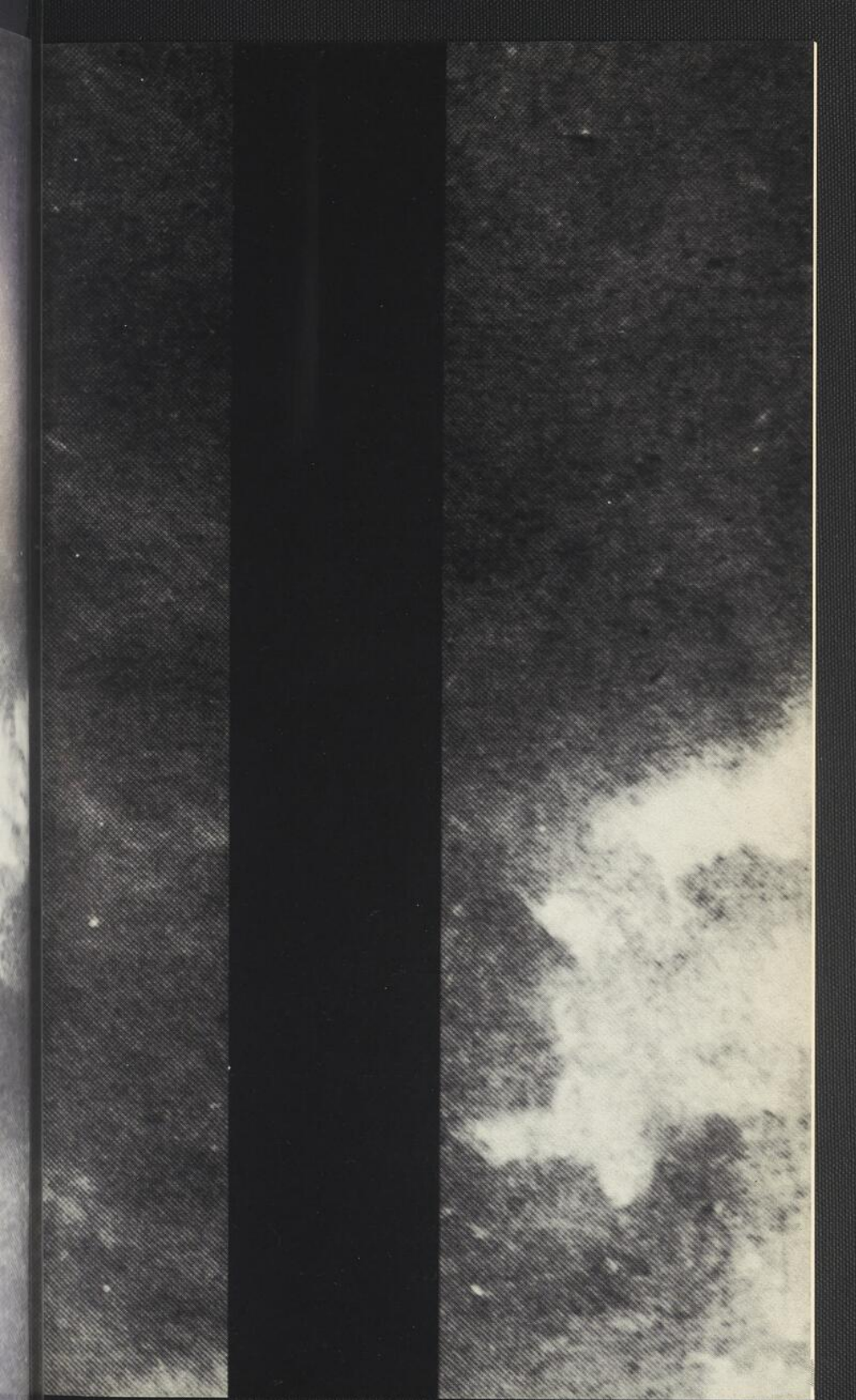
De Alouy
à Constant

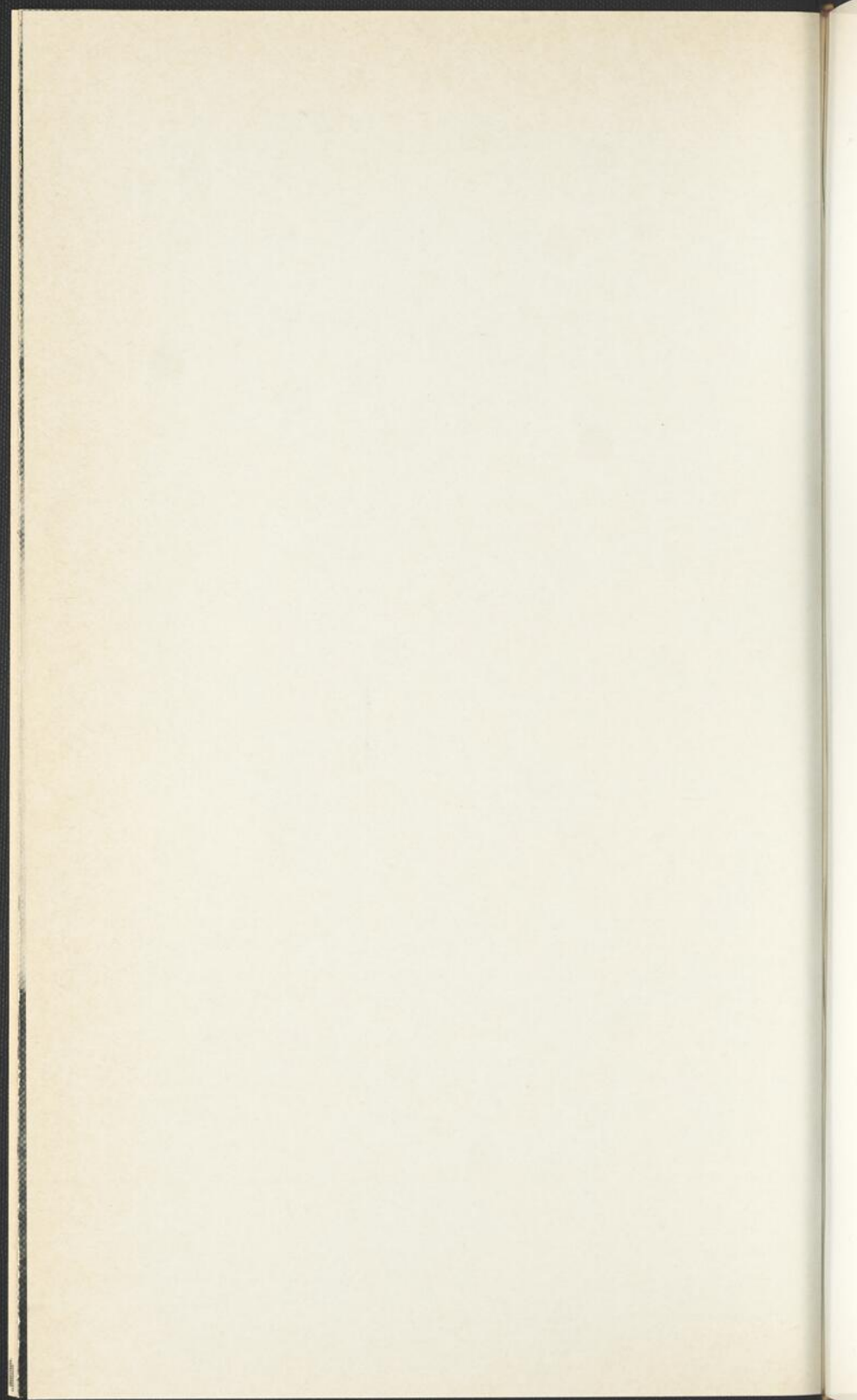
Le 10 Mars 1848
Monsieur le Ministre
J'ai l'honneur de vous adresser
ci-joint le rapport que vous m'avez
demandé par votre lettre du 27
Janvier dernier.

Très humblement votre dévoué









ÉRIC ALSÈNE

Complexité de la société et postmodernisme

Bien des choses ont changé au cours des années quatre-vingt par rapport à la décennie précédente, voire à celle des années soixante.

La plupart des mouvements sociaux progressistes se sont éteints, tels le féminisme, l'écologisme, le mouvement populaire dans les quartiers urbains défavorisés, le mouvement coopératif en habitation. Nombre des organismes sans but lucratif que ces mouvements avaient engendrés et qui avaient consolidé en retour ces mouvements ont fermé leurs portes, au fur et à mesure que les militants se faisaient rares et que les subventions gouvernementales rétrécissaient (maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence, maisons de jeunes, groupes de ressources techniques en habitation, radios communautaires, etc.). Ou alors, ils continuent de vivre, éventuellement de se développer, complètement sous l'emprise des procédures et des programmes de la bureaucratie gouvernementale (garderies, coops d'habitation, etc.). Par ailleurs, certaines des forces progressistes plus politiques ont atteint le pouvoir, ne faisant guère mieux que leurs prédécesseurs, montrant par là-même qu'il ne fallait pas trop espérer dans ce processus pour que la vie change — ou que le Québec devienne indépen-

dant : c'est l'expérience actuelle du RCM à Montréal, après celle du PQ à la barre du Québec (1976-1985).

POSSIBLES
Il y a
un futur

En somme, la tendance n'est plus ni aux grands ni aux petits projets de changement social, aux mobilisations populaires, aux polémiques idéologiques de la part des forces progressistes. Pire, de nos jours (octobre 1988), le paysage socio-politique semble s'enfoncer toujours plus dans le néo-conservatisme : Mulroney-le-beau-riche va probablement être réélu, le mouvement Pro-Vie continue de marquer des points, l'affairisme s'affirme comme l'horizon indépassable — ailleurs, c'est Bush qui va sans doute poursuivre l'oeuvre de Reagan, Le Pen qui se permet de plus en plus d'égarements, etc.

Cela dit, le tableau n'est pas si simple. Il apparaît même déconcertant à plus d'un titre. Au niveau de la vie quotidienne, des situations originales fleurissent en effet un peu partout. Par exemple, dans des condominiums ou dans des immeubles à logements locatifs classiques, des relations de voisinage s'établissent sous des formes qui pourraient faire pâlir bien des tenants des coopératives d'habitation (entraide, échanges, fêtes, etc.). Les nouveaux réseaux familiaux (remariages ou reconcubinages avec nouveaux enfants et/ou enfants d'autres mariages et concubinages) contiennent d'autre part plus souvent qu'on ne pense une richesse extraordinaire de vécu, de socialisation, de tolérance, d'imagination. Au niveau de la sphère du travail, ce sont toutes sortes d'expériences de management participatif et de responsabilisation du personnel (gestion participative, programmes de qualité de vie au travail, rétrécissement de l'échelle hiérarchique, groupes semi-autonomes, cercles de qualité, redesign qualitatif des postes de travail, etc.) qui se développent dans les entreprises — certes encore timidement : les formules

de participation aux bénéfices se rencontrent davantage que les formules de participation aux décisions. Comment, par ailleurs, ne pas parler de tous ces yuppies, qui aiment à tenir un volant de BMW, s'enlisent dans la consommation ostentatoire, vivent au rythme de la bourse, se pâment devant les nouvelles technologies, et qui, en même temps, partagent les tâches ménagères avec leur conjoint-e, se préoccupent de la qualité de leur alimentation (plusieurs sont végétarien-ne-s), apportent leurs journaux au recyclage, maintiennent des rapports relativement égalitaires avec leur entourage dans leur milieu de travail, votent RCM ?

Tout n'a donc pas été perdu de ces folles années soixante et soixante-dix. Dans le bulletin *Transmerge* d'octobre 1988, alors qu'elle annonce la fin de ses activités et l'arrêt de publication du bulletin, l'équipe de rédaction écrit significativement : « Se pourrait-il que /.../ l'on soit devenu-e des pantouflards écolo-féministo-pacífico-anarcho-tiers-mondo-sociaux, préférant construire au quotidien une qualité de vie sans bruit ni fureur ? ».

Au total, ne peut-on avancer que c'est là une espèce de « centre néo-progressiste » qui se constitue ? Un centre néo-progressiste, qu'ont très bien senti certains artistes et producteurs américains, celles et ceux-là par exemple qui ont concocté les séries télévisées « L.A. Law » (« La loi de Los Angeles ») et « Thirtysomething » (« La trentaine »). Un centre néo-progressiste, qu'aurait voulu incarner un Gary Hart aux États-Unis, qu'incarne un Michel Rocard en France et que ne parvient pas à incarner un Ed Broadbent au Canada, trop enfermé dans une vision révolue de la social-démocratie.

L'ensemble du tableau qui vient d'être dressé fait indéniablement penser au phénomène de

société que l'on retrouve dans maints pays occidentaux et que d'aucuns ont qualifié de « postmoderne ». Grosso modo, le postmoderne rend compte de la rupture qui s'est opérée à partir de la fin des années cinquante, tant dans les référents culturels que dans les pratiques sociales. L'idéal moderne, celui des Lumières, « qui a pu nous apparaître comme un fol et merveilleux espoir, a pris fin pour nous » (Lyotard). Contrairement à auparavant, on ne sait plus trop où l'on s'en va, on ne croit plus beaucoup en quoi que ce soit : « les anciens pôles d'attraction formés par les États-nations, les partis, les professions, les institutions et les traditions historiques perdent de leur attrait. /.../ Chacun est renvoyé à soi. Et chacun sait que ce soi est peu » (Lyotard). Aussi précisément fait-on davantage attention à soi ; le culte de l'individualité, le développement de la personne remplacent la tendance à l'individualisme. On se replie en outre sur ses réseaux familiaux et amicaux. On a intégré certaines des revendications des années de contestation précédentes, mais il n'est plus question de s'engager dans quoi que ce soit qui viendrait remettre en cause ou ne pas promouvoir son épanouissement personnel. Pour la génération actuelle post-moderne, selon Agnès Heller, « tout fait l'affaire », ce qui revient à dire : « vous pouvez vous rebeller contre ce que vous voudrez, mais laissez-moi me rebeller contre ce que je juge digne de rébellion » — sauf que « je ne me rebellerai contre rien parce que tout me convient ».

Si la constitution d'un centre néo-progressiste, entre autres, semble assez bien participer du postmodernisme, il peut toutefois paraître des plus salutaires de ne pas se satisfaire de cette étiquette, qui devient de plus en plus problématique.

En effet, il y a une difficulté que génèrent beaucoup d'analyses de la postmodernité. Constatant

POSSIBLES
Il y a
un futur

l'éclatement des pratiques sociales et culturelles, elles et ils ont tendance dans le même élan à démontrer la désuétude des concepts et des théories des sciences sociales, issus bien évidemment pour la plupart de l'époque moderne. Malheureusement, ils/elles n'en forgent pas pour autant de nouveaux, qui permettraient d'appréhender plus décisivement les phénomènes sociaux actuels. Au mieux, elles/ils nous montrent comment les acteurs sociaux s'y prennent localement pour construire leur univers social. En bout de ligne, on ne sait plus trop ce qu'est cet univers, quelle est sa structuration, quels sont ses patterns de fonctionnement. Si on leur reproche la méconnaissance du social à laquelle leur perspective nous conduit — ou dans laquelle elle nous maintient —, ils et elles nous rétorquent que le social étant une construction, seul le processus de cette construction est digne d'intérêt ; quant au résultat du processus, il est, de par son caractère aléatoire, quasi sans importance — sans compter qu'il relève d'une fausse question.

Là est encore plus le problème : c'est peut-être aller un peu vite en besogne que d'être à l'aise dans le vide de théorisation du social, sous prétexte que les pratiques sociales ne répondent plus à aucun garant méta-social, et surtout que le social est un construit permanent. Il est même à se demander si les analystes en question ne cherchent pas, tout bonnement, à masquer leur propre impuissance à comprendre et à expliquer les phénomènes « postmodernes » : ils/elles semblent seulement capables de les décrire, pour bien montrer que rien ne tient plus de l'époque moderne. Ici, on pourrait être provisoirement d'accord avec Jacques T. Godbout, quant il critique les intellectuels et les technocrates qui se drapent dans la « complexité » du réel pour ne pas livrer une marchandise analytique simple et efficace — sauf que ce serait moins parce que ceux-ci cherchent à protéger leur statut d'experts en

maintenant dans l'ignorance le bon peuple des usagers, que parce qu'ils sont eux-mêmes passablement ignorants de ce qui est en train de se passer, de se construire...

POSSIBLES
Il y a
un futur

Incidemment, on pourrait préciser que la référence à la complexité de la société par un peu toutes sortes d'auteurs a tendance à banaliser, sinon occulter, le travail théorique et analytique mené par certains sur cette complexité de la société. Car en effet, il existe quelques rares intellectuels qui tentent depuis plusieurs années d'affronter le problème théorique que pose une société complexe — au-delà du fait que leur projet respectif n'est pas toujours directement de cet ordre. Jean-Pierre Dupuy est un de ceux et celles-là. Par exemple, selon lui, on peut comprendre des phénomènes paradoxaux, non pas en essayant de répondre à des questions qui demeurent indécidables, mais en clarifiant la logique, le sens des paradoxes ; pour ce faire, il faut se placer à un méta-niveau, et saisir les éléments de la hiérarchie enchevêtrée qui apparaît alors. Reprenons pour illustration son analyse de *L'étranger* de Camus :

« Meursault est un personnage falot, en rien remarquable : ses seuls plaisirs, le café au lait du matin, les longues après-midi des dimanches passées à regarder le spectacle de la rue derrière les persiennes. Inexplicablement, au milieu du roman, Meursault tue un Arabe. Il finit sur l'échafaud. Camus et les critiques l'ont dit : ce n'est pas pour ce meurtre que les juges envoient notre anti-héros à l'échafaud ; c'est pour son étrangeté, sa distance, sa marginalité, le fait qu'il ne pleure pas à l'enterrement de sa mère. Mais alors pourquoi le crime ? Les critiques répondent : le hasard, le destin, un accident, une erreur. Mais alors le roman ne prouve pas que tout homme qui ne pleure pas à l'enterrement de sa mère risque d'être condamné à mort. Tout ce que le roman prouve, c'est que cet homme sera condamné à mort *s'il lui arrive aussi* de commettre un homicide

involontaire : on conviendra que c'est là une restriction importante. La théorie de l'accident réduit le cas de Meursault aux dimensions d'un fait divers pathétique mais de signification limitée. Mais d'un autre côté, il est trop évident que sans ce crime et la responsabilité qui en incombe à Meursault, celui-ci n'aurait jamais fini sur l'échafaud : on n'y envoie pas un personnage aussi insignifiant, ne pleurerait-il pas à l'enterrement de sa mère. Alors : *le crime de Meursault est-il un acte responsable, oui ou non ?* INDÉCIDABLE.

Pour comprendre cela, il faut voir que le roman de Camus souffre d'un défaut de construction qui, lui, n'est pas l'effet du hasard ou d'une erreur : ce défaut a une logique, et cette logique est celle d'un mensonge. Camus ne fait que reprendre à son compte la stratégie mensongère du *boudeur*. Quelle est-elle ? Le boudeur souffre de l'indifférence de la société, sa solitude au milieu de l'anonymat général lui est insupportable. Or il se fait croire à lui-même qu'il désire être seul et que c'est la société, jalouse de sa « différence », qui vient le persécuter jusque dans son retranchement. Pour que cette représentation inversée de la réalité ait quelque chance de stabilité, encore faut-il que la société la partage. Le boudeur veut bien être seul et marginal, mais à condition que les Autres le sachent. *Il lui faut donc communiquer sa rupture de communication*. Paradoxe étrange qui ne peut se résoudre que dans un acte incompréhensible. Meursault tire sur l'Arabe avec un détachement extrême, c'est négligemment et comme par inadvertance que l'enfant met le feu aux rideaux ou que le délinquant dévalise la pharmacie. Ce geste ne devrait en principe avoir aucune importance, car il ne devrait rien ajouter à la situation de départ : c'est sa marginalisation et sa différence qui valent « en réalité » au « héros » le châtiment qui fond sur lui, et non le geste en question. C'est pourquoi il le commet comme s'il ne le commettait pas. Il ne s'en sent pas plus responsable que d'un hasard ou d'une manifestation du destin. Sans ce « *non-acte* », cependant, jamais la représentation ne se serait faite réalité.

Communiquer que l'on ne communique pas. C'est aussi l'écrivain qui écrit pour dire qu'il n'a rien à dire aux hommes, le misanthrope qui a besoin des hommes pour qu'ils sachent bien qu'il n'a pas besoin d'eux. » (J.P. Dupuy, « Paradoxes de l'erreur créatrice », in J. Oudot et al., *L'erreur*, Presses Universitaires de Lyon, 1982, pp. 170-173)

POSSIBLES
Il y a
un futur

* * *

Aussi, en définitive, ne serait-il pas judicieux, pour analyser des phénomènes quelque peu déconcertants comme ceux mentionnés en introduction, de davantage utiliser des lunettes comme celles de Dupuy et consorts (reliés au paradigme de l'auto-organisation), plutôt que de s'en tenir aux analyses postmodernes qui ont tendance à prendre pour explication l'accumulation qu'elles font des éléments qui apparaissent en rupture avec ce qui se passait « auparavant », du temps de la modernité ?

Probablement que l'on aurait alors des choses plus intéressantes à dire sur ces phénomènes, notamment sur cette constitution d'un centre néo-progressiste, qui voit la cohabitation d'une démobilisation générale avec un souci constant d'amélioration individuelle de la qualité de la vie, au travers d'une conscience sociale et politique relativement aiguisée.

On serait aussi alors peut-être moins tenté soit d'ignorer l'existence de ce centre néo-progressiste, soit de n'y voir qu'un épiphénomène entretenu temporairement par une « soft-idéologie » (Huyghe et Barbès), soit de se gargariser des micro-expérimentations qui s'y produisent comme si nos sociétés étaient encore parcourues de mouvements sociaux émancipatoires.

ANDRÉ THIBAUT

Endormissement

Le monde a sommeil. Des luttes, des réformes, des projets, des mutations de toutes natures, l'ont épuisé. Du point de vue des rythmes naturels de l'activité humaine, il a bien mérité de s'arrêter pour goûter un peu aux douceurs toutes simples de l'endormissement. Mais l'insomnie provoquée par l'angoisse du futur vient gâter son plaisir. Il n'est pas toujours facile, le soir venu, de consentir à s'abandonner au sommeil quand on ne dispose d'aucun indice qui puisse dissiper sérieusement l'incertitude de l'avenir. Il faut au moins espérer qu'au réveil on jouira d'un regain de lucidité, d'un surcroît d'informations, qui nous donneront la force de reprendre la route avec l'espoir qu'elle mène quelque part.

Or les prévisions à la mode du jour nous claironnent qu'il n'y a rien à prévoir... ! Je prétends que la nouvelle est quelque peu exagérée. Le monde peut encore espérer prévoir le nouveau... plus tôt que prévu (mais pas ce soir peut-être). Il a d'abord besoin d'un moment de sommeil réparateur. C'est dans le sommeil que l'ensemble de l'organisme prend le temps d'assimiler ce qu'il a absorbé dans les heures qui précèdent. Alors et alors seulement, l'inconscient redevient disponible pour explorer dans le rêve des associations inédites d'images et de concepts, qui se traduiront

le lendemain en désirs et en projets. Le zèle des insomniaques les prive de cette nécessaire hibernation, démontrant encore une fois que « le mieux est souvent l'ennemi du bien ».

POSSIBLES
Il y a
un futur

Je veux m'attarder à deux exemples particuliers, qui me paraissent chargés de signification. Au début d'avril 1988, la Cour d'appel de l'Ontario a accru sensiblement la sévérité de la sentence imposée pour viol à un sportif connu, en rejetant les circonstances atténuantes invoquées par le tribunal de première instance. Dans les termes du second jugement, le viol conserve son caractère de « crime odieux » indépendamment de l'allure « provocante » de la victime et la « bonne réputation » de l'agresseur. Ce tournant radical de la jurisprudence se produit au moment même où on entend dire et répéter que la cause du féminisme est en régression. Mais il est moins visible que certaines régressions.

Il est exact qu'il y a moins de bonnes femmes aux manifs et moins de bonshommes qui affichent à tous les balcons leurs bannières d'hommes nouveaux. Je vais plus loin : il est même indéniable que les machos ont recommencé à faire la roue, étalant leur plumage à coup de films, de vidéoclips et de téléromans. Plusieurs femmes essouffées ont déposé les armes dans nombres de situations concrètes touchant le partage des tâches à la maison, l'accès égal à certains postes, la tolérance du sex-appeal publicitaire de pacotille ou des insipides plaisanteries à caractère sexuel, et j'en passe ; et on ne peut prétendre que leurs filles semblent oppressées de prendre la relève des mêmes luttes.

Les personnes qui s'ennuient de l'odeur des mousquets et de l'esthétique des barricades...

n'ont donc jamais mal dans le dos pour n'avoir pas besoin d'repos ? (Félix Leclerc).

L'appareil judiciaire est un peu comme le système digestif d'une société. Lentement et en retard, il assimile. Ces acquis s'intègrent ensuite à l'ensemble de l'organisme, qui les reçoit passivement selon sa paresseuse habitude. Si la bouffe compulsive se poursuit au moment où l'estomac n'arrive déjà pas à traiter ce qu'on vient de lui refiler, il risque de nous infliger un rejet spectaculaire et mémorable. Généralement la fatigue et l'écoeurement surgissent avant. Ils nous enjoignent de relaxer tout doucement et de laisser au tube digestif la paix qu'il exige pour accomplir son boulot : à son âge, on a ses petites manies !

Par ailleurs, l'art de l'endormissement ne s'oppose pas à ce qu'on laisse musarder l'esprit autour de ce qui s'est passé durant la journée et que l'estomac s'apprête à digérer. Je reviens à mon exemple.

Dans les deux dernières décennies, notre boulimie nous a fait souvent avaler des « combinaisons alimentaires » incompatibles. Pauvre estomac, pris pour démêler tout ça ! Ainsi à l'origine, la révolution sexuelle et la révolution féministe ont découlé des mêmes révoltes et ont visé les mêmes objectifs. On pourrait tout autant reconnaître des sources convergentes aux utopies libérale et socialiste. Chacune de ces mixtures s'est révélée explosive à l'usage.

Le couple tel que le modèle nous en était transmis était une institution patriarcale. D'ailleurs, c'est bien connu, l'obligation de fidélité qu'il comportait était largement à sens unique ! La frustration en était souvent même intégrée dans le système, comme chez la mère du personnage principal dans un roman autobiographique : « S'il plaît aussi aux autres, ça veut dire qu'il est beau, ce n'est certainement pas à ton mari que

ces choses-là arrivent »¹. La libération de la femme impliquait que s'effondrent les murs de la prison du couple.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Effondrement accompli ! Le partenaire sexuel unique pour toute la vie ne sera plus jamais le modèle universel, mais un des choix possibles à condition qu'il convienne aux deux parties. L'expérimentation de modèles alternatifs n'est cependant pas allée sans problèmes. Elle suppose la possibilité concrète de choisir de nouveaux partenaires, occasionnels ou durables, et d'entretenir des rapports positifs de nature et de degré variable avec diverses personnes. D'où la nécessité de pouvoir entrer en contact, plaire et séduire !

Catastrophe ! les femmes se heurtent alors non seulement à la persistance d'anciennes mentalités et valeurs, mais aussi à la folie de certaines nouveautés. Le modèle qui considère souhaitable la relation sexuelle avec tous les partenaires suscitant le désir aura eu une légitimité très courte ; mais il a eu le temps de fournir excuses et encouragements à un nouveau type de violeur, le prosélyte musclé de la révolution sexuelle. Sans parler de la légion de violeurs traditionnels ragaillardis par l'accroissement du nombre de femmes atterayantes sur la place publique.

L'estomac n'était vraiment pas en mesure de réagir adéquatement à tant d'invasions et aussi chaotiques. Voilà une flopée de juges, parfaite incarnation d'une culture traditionnelle souvent rétro (bien secondés par un corps policier qui n'incarne pas l'avant-garde de la lutte aux stéréotypes), pris pour démêler tout cela. Pendant longtemps, ils mêlent au lieu de démêler. Toute femme qui est en train de faire autre chose que de préparer la petite popote de son petit mari et de

¹ Aldo Busi, *Séminaire sur la jeunesse*, traduction Monique Ay-mard, Paris : Presses de la Renaissance, 1988, p. 258.

réparer les chaussettes de sa marmaille chérie, est présumément une émancipée, donc une dévergondée, à plus forte raison si elle vit seule ; s'il faut en plus qu'elle ait plus d'un partenaire, la cour estime qu'elle les accepte tous, le comble de la déchéance étant clairement d'arborer une allure physique le moins sexy. Dans tous ces cas le déterminisme mécanique du désir masculin ne pouvait évidemment qu'exploser ; déjà tout excusé par les impératifs de sa nature ainsi perturbée, le monsieur l'était doublement s'il était au demeurant un brave père de famille et/ou un professionnel respecté.

La libération sexuelle s'est donc transformée en cauchemar devant les tribunaux, si libération veut dire libre choix du partenaire pour les gens des deux sexes. Oui, des femmes militantes et parfois des hommes luttèrent sur plusieurs fronts pour changer les systèmes et les mentalités. Il y avait une recherche incertaine et tâtonnante d'intégrer la sexualité dans une nouvelle dynamique de vie. Mais tout cela bloquait rendu à l'estomac. C'est peut-être à son tour de travailler ! Il était temps.

Mon second exemple passe du viol au vol : la « privatisation » d'Air Canada. La création et le développement des sociétés d'État ont mobilisé les énergies de beaucoup d'agents de changement au cours des dernières décennies, recrutés cette fois chez les gens ayant des compétences en technique et en gestion. Les authentiques pionniers y furent nombreux. Des services furent ainsi assurés au public qui ne l'auraient pas été autrement, en tous cas pas au même niveau d'accessibilité. L'exploitation de la main-d'oeuvre et de la clientèle y ont été moindres que là où de tels projets ont été laissés au bon vouloir du capitalisme sauvage. L'image d'un patrimoine collectif, fer de lance de la justice sociale et du développement, reste pour longtemps gravée dans l'esprit du public. Aux yeux de plusieurs, la vente au public

d'un pourcentage substantiel des parts de la compagnie revient à livrer aux vautours « les bijoux de la couronne » (un auditeur de *Présent à l'écoute*).

POSSIBLES
Il y a
un futur

Mais sur le terrain des réalités concrètes, ces héros-là aussi sont fatigués. Beaucoup de *locomotives de développement* sont devenues avec les années des entreprises ordinaires, et si un trait particulier les caractérise, il se peut bien que ce soit la lourdeur. En garder l'entière propriété, pour le gouvernement, cela signifie principalement comme l'écrit Alain Dubuc, « se payer le luxe de posséder une énorme compagnie qui emploie 22 000 personnes »². Est-ce bien cela que nous attendons de l'État, qu'il gère des entreprises-mastodontes ayant atteint un état de stabilité ?

Vu de l'extérieur et de loin, avec la lunette de la cohérence des concepts, on pourrait au moins supposer que les décisions prises au sein d'une entreprise publique, penchent spontanément en faveur des intérêts collectifs plutôt que particuliers. L'herbe se révèle moins verte lorsqu'on l'examine de l'intérieur de la clôture. Pour financer leurs investissements, les entreprises d'État ne peuvent refiler la facture à leur clientèle actuelle, elles doivent trouver des fonds. « À l'heure actuelle, Air Canada dispose de deux sources de fonds, emprunter, et donc s'endetter, ou aller quêter auprès du gouvernement fédéral » (Dubuc, *ibid*). La droite et la gauche se ligueraient contre la deuxième solution : la droite en raison de son hostilité habituelle à l'endroit des dépenses de l'État, — la gauche pour ne pas immobiliser dans de la tôle les budgets déjà insuffisants de l'éducation, des affaires sociales et de la culture.

² *Air Canada : une privatisation d'opérette*, La Presse, 14 avril 1988.

Emprunter ? Les sources pour des montants de cet ordre ne se trouvent que du côté des grands consortiums financiers. Ces derniers sont bien curieux des orientations et de la gestion de leurs débiteurs ; meilleures sont les conditions de financement qu'ils offrent, et plus ils interfèrent dans les processus de décision internes. J'ai travaillé 15 ans à l'Hydro Québec, et le pouvoir de ces messieurs bailleurs de fonds (je dis bien ces messieurs, ça manquait singulièrement de mixité) n'y était un secret pour personne. La chose en offusquait bien peu. Quand j'ai quitté en 1978, je résumais mes perceptions comme suit : « Face au monde extérieur, surtout le monde des affaires nord-américain, l'Hydro n'a cessé d'essayer de se faire pardonner la nationalisation en charriant continuellement une culpabilité et un complexe d'infériorité face à l'entreprise privée, citée continuellement comme le modèle parfait du fonctionnement efficace ».

Comme bien d'autres entrés là pour participer à un grand projet sociétal, j'ai retiré ma mise quand la partie s'est transformée, quand l'heure de la digestion financière et managériale a succédé à celle des projets de développement collectif. On a quitté un à un, individuellement. Et peu à peu, la place s'est remplie d'employés et de gestionnaires en tous points semblables à ce qu'on trouve dans toute entreprise comparable, quel que soit son statut juridique. C'était logiquement devenu leur place plutôt que la nôtre. Toute une catégorie de bâtisseurs d'État et d'une économie socialement responsable, a besoin de laisser la société assimiler toutes ces créations, ce qui ne peut se faire sans les banaliser. Et il faut souffler, récupérer, prendre un bon somme. On ne retrouvera pas sans cela la disponibilité et l'imagination nécessaires pour penser et entreprendre des innovations autres, encore largement imprévisibles. Ce confort provisoire ne mène pas nécessai-

rement à l'indifférence... moins que l'épuisement en tous cas.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Déjà certaines rêveries du demi-sommeil annoncent les rêves prochains. Dans ce cas-ci, compte tenu qu'en demeurant le plus important actionnaire, « le gouvernement fédéral conserve le contrôle de son transporteur aérien » et que « les partisans du rôle de l'État n'ont pas à s'inquiéter » (Dubuc, *ibid*), certaines questions d'après-demain commencent à s'esquisser : un État qui tend à diversifier, à élargir sa présence dans l'économie, en partenariat et à coup d'investissements plus légers, à quoi va-t-il faire servir cette extension de ses possibilités de contrôle, cette multiplication des lieux où il est codécisionnaire avec d'autres grands agents sociaux ? Ainsi, pour Dubuc, nonobstant les avantages du changement en cours, « Air Canada est un outil de développement, un service essentiel dans certaines régions, un trait d'union » (*ibid*). Ainsi, « pour ces liaisons vers des points éloignés, pourquoi l'État ne subventionnerait-il pas directement les transporteurs, sur une base contractuelle, liaison par liaison » ?

Ça n'a l'air de rien, mais on est en train de connaître une *coupure épistémologique*, comme on disait dans le bon vieux temps de grand-papa Althusser. Le monde de l'intervention ad hoc, de l'analyse des besoins, de l'évaluation. Beaucoup moins exigeant que les politiques globales en investissements matériels et administratifs, beaucoup plus exigeant pour la tête ! et en plus, toujours négocié, toujours argumenté ! Ça va demander qu'on ait l'esprit dispos, si vous voyez où je veux en venir... Car la liste des problèmes que l'on peut traiter de cette façon est sans limite. N'avons-nous pas crié après la participation et la décentralisation ? Souvent, avec davantage de bonne volonté que de savoir-faire, nous les avons institutionnalisées et la gangrène de la structuration procédurale inflammatoire leur a bien endomma-

gé le portrait. Et si la conjoncture nous ramenait à la case de départ ?

On peut sombrer sans trop de scrupules dans les voluptés — oh ! combien passagères — de l'endormissement. Sans qu'on sache clairement lesquelles, les tâches ne vont sûrement pas manquer au réveil.

Dire « derechef »

La première tâche qui nous attend, immédiate et urgente, est de *dire* dès le petit matin la vie qui reprend, les manches qui se retroussent, les élans qui rejaillissent. Derechef insatisfaits et critiques... derechef motivés... derechef engagés... cela fait bien des derechef à dire.

J'aborde à ce propos un troisième exemple, celui de l'incroyable question nationale. On peut ne pas partager l'opinion du nouveau fédéraliste Lucien Bouchard que « le Québec peut se développer dans la fédération canadienne »³. Mais au-delà de ce choix stratégique personnel, je crois qu'il rejoint un mouvement collectif profond lorsqu'il commente : « Je me retrouve dans la continuité pour défendre les intérêts politiques du Québec. (...) J'inscris ma démarche comme un cheminement pour l'épanouissement du Québec et la reconnaissance de son identité » (*ibid*).

D'autres nationalistes avant lui, y compris Henri Bourassa, ont à diverses étapes de notre histoire bifurqué vers l'arène fédérale. Sur le terrain, l'hypothèse autonomie/indépendance et l'hypothèse affirmation-dans-le-Canada s'affrontent comme les deux termes contradictoires d'une alternative. Mais, si on essaie de lire plutôt le sens d'un mouvement historique, il apparaît avec une remarquable cohérence que le Québec a toujours

³ Lucien Bouchard veut exorciser le Québec de ses vieux fantômes. La Presse, 4 mai 1988.

joué alternativement sur l'un et l'autre tableau pour consolider tantôt sa marge d'autodétermination, tantôt son influence dans cette abstraction politique qu'est le Canada. Les gains enregistrés sur l'un et l'autre front s'accumulent. Quand on a tenté de le forcer à choisir définitivement l'un aux dépens de l'autre, il a toujours reculé.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Y aura-t-il un dosage stable de souveraineté interne et de participation volontaire à une association canadienne qui finira par en découler, et quel sera-t-il ? Je laisse cette prévision aux successeurs de Nostradamus. Mais qu'on n'aille pas décréter la fin de ci, la mort de ça, le néopasséisme ou le postfuturisme, quand derechef, une équipe prend une enième fois le relai de l'équipe rivale dans la longue course pour « l'épanouissement du Québec et la reconnaissance de son identité » ! Ces changements de quart sont les ondulations permanentes de la dynamique émancipatoire du Québec. Quand de surcroît on retrouve parfois les mêmes joueurs successivement dans les deux équipes, le scénario en devient presque diaphane. Mais il faut le *dire* ! Car le chœur de prophètes de malheur, prompts à entermer les élans de liberté qui prennent un petit somme, se fait aller les cordes vocales de son côté. Et le moral d'une collectivité est sensible et fragile. Si elle entend seulement des gens qui lui racontent qu'elle a l'air moribonde, il va lui falloir plus de temps pour se remettre derechef à prendre ses vitamines et ses petites marches de santé.

Et puis une population qui n'espère plus rien, cela s'embarque parfois dans des aventures qui ne sont pas drôles du tout. Si les germes de l'intervention progressiste ne sont pas morts, ceux du fascisme non plus. Un semblable vent de folie peut derechef balayer la planète, et cela aussi il faut le dire.

Il peut sembler futile ou revanchard de trainer en cour pour propagande haineuse des gens qui écrivent que l'holocauste n'a pas eu lieu. Au contraire, la tâche d'empêcher le refoulement de la mémoire répond à une nécessité tout à fait actuelle. Il faut rester conscient que la part de barbarie dans la psyché individuelle et la culture collective demeure dangereusement grande, que l'appétit du pouvoir tombe vite dans la grossièreté, que la fascination des chefs charismatiques et des théories simplistes fait facilement chavirer l'esprit des foules, que les facilités du conformisme et de l'obéissance ont tendance à se dégrader dans les formes de capitulation les plus lâches. Les premiers partisans d'Hitler donnaient une image aussi folklorique que ceux de LePen et de Khomeiny.

Nous voilà rendus loin de la douce et voluptueuse transition vers le sommeil évoquée au début ? Justement pas ! Les heures de distanciation d'avec le labeur du présent permettent justement la remontée de la mémoire autant que celle des désirs. D'une nuit réparatrice, on émerge ressourcé, sachant mieux et surtout sentant avec plus d'acuité pourquoi on va ce matin encore se remettre à l'ouvrage, pourquoi... et contre quoi ! La fébrilité des périodes actives de lutte et de production enterre cette intériorité sous les tâchettes et les tactiques, et beaucoup qui s'épuisent alors ne se relèvent plus. Bonne nuit, les ami(e)s !

Faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the page. The text is arranged in approximately 15-20 horizontal lines across the page.

CAROLE FORGUES

Valse complexe à deux personnages

le cherché

Rendue à cette heure là de la nuit, la rue n'en peut plus : elle se calme. Il y a bien quelques stridents taxis, transportant leurs amours chauves-souris. Dérangement donc, négligeable. De loin en loin, le vrombissement d'un poids lourd en marche distend, mais très succinctement, la trame du silence, de plus en plus compacte.

Il fait jaune et désert sous les réverbères lointains. Dessous ce halo, un viaduc court et aboutit, fatigué et aplati, à l'intersection de ma rue, tout près de chez moi.

Sur l'unique passage piétonnier de cette construction, j'aperçois le marcheur avec, pour unique bagage, une curieuse boîte noire. Elle a l'air particulièrement lourde, mais n'empêche cependant pas le promeneur solitaire d'avancer régulièrement.

Lui, me semble avoir été expulsé de nulle part. Autrement, comment expliquer qu'il n'emprunte pas la voiture comme tout le monde ?

Finit-on, dans quelque société, de travailler à cette heure-là ?

POSSIBLES
Il y a
un futur

Plus que tout, je me demande ce qu'il y a en deçà du viaduc.

Et lui au moins, pourrait satisfaire ma toute personnelle curiosité.

J'aimerais bien, aussi, connaître son circuit, et, peut-être ses étranges habitudes.

Rien encore dans son comportement n'a pu éclairer mon questionnement.

C'est pourquoi je suis toujours là, à heures fixes, à guetter son passage.

Souvent, j'ai dû espérer jusqu'à deux semaines, pour le voir enfin apparaître. Puis, trois jours plus tard, il ressurgissait.

Jamais de régularité, de prévisibilité... Et toujours ce même aspect, déroutant...

Seulement, ce soir est un bon soir. Il est là. Tantôt, j'ai vu poindre le sommet de son crâne puis, pareille au soleil levant, toute sa tête est apparue ; ensuite son corps au complet. Maintenant, je peux le voir grossir à chaque avancée.

Mais ce sont ses yeux auxquels je m'attache. De loin, je perçois qu'il regarde dans ma direction. Je crois qu'il me voit. Tout au long du reste de son parcours sur le viaduc, il pourra m'observer à son tour. Pour lui, j'apparaîtrai à contre-jour, dans l'embrasement de la fenêtre. Je mets toujours de la lumière. C'est pour faire un signe. Et je me tiens droit, pour qu'il me voie, bien immobile... Ensuite, j'espère qu'il me fasse un signal à son tour.

Alors seulement, je pourrais y répondre, l'inviter peut-être, le faire asseoir, parler avec lui longue-

SSIBLES
a
futur

Valse
complexe
à deux
personnages

ment pour qu'à la fin, il me révèle de lui-même tout ce que je veux savoir.

Jusqu'à présent, je n'ai pu faire autre chose que ce que je viens de vous relater. Voyez-vous, je sais si peu de lui. Je ne sais comment l'aborder. Je n'ose pas et j'espère...

* * *

le chercheur

Avant, je visitais. Le G.O. de service nous proposait, toujours très gentiment : « À votre gauche ceci, à votre droite, cela ». C'était intéressant souvent, mais à la longue, ennuyeux.

Maintenant, je voyage. Car j'ai eu un jour l'effronterie de mon propre itinéraire. De tous, c'est le plus grand attrait qui s'exerce encore sur moi. Puisque c'est peut-être aussi le seul qu'il me reste ici-bas. Voyez-vous, je n'ai plus d'ami, plus de famille (eux ont tous une nette tendance à l'absence), plus d'espoir ni d'envie de retrouver ma maison.

J'avance donc, et je consigne au mieux du possible ce que je puis apercevoir.

Mais voilà, la valise que je transporte est de plus en plus lourde et encombrante. C'est là une contrainte qui me cause bien des soucis : à chaque étape, j'élague, je sélectionne, trie, compulse au plus serré, mais peu y fait. Évidemment, je me déplace de moins en moins vite et plus péniblement, à cause du poids de ce fournement. Il en résulte que je visite de moins en moins de sites. Et si cela n'était suffisant (ni même nécessaire du tout), je n'ai quasi plus de place pour déposer mes nouveaux souvenirs. Croyez-moi, réorganiser tout ce fourbi pour trouver un espace conven-

ble, n'est pas mince affaire. Heureusement que je sais y faire et que j'ai pris l'habitude de ne sélectionner que les possibilités hautement caractéristiques, très typiques, bref, essentielles.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Ma méthode est simple et s'est constituée au fil de l'aventure. J'évalue toujours le compromis à faire entre la place qui reste dans la valise et les objets convoités. Celui qui répond au critère de s'emboîter le mieux, sans trop prendre de place dans le précieux équipement, cependant qu'il diffère en nature des objets que je connais déjà, l'emporte sur les autres.

Je sais, on me dira que je risque de passer à côté de beaucoup de souvenirs fort intéressants. J'en conviens déjà, mais je n'ai que deux bras, deux jambes et je voyage toujours seul. L'important c'est que je réussis toujours à tout emboîter dans mon étroite malle. Sans fausse modestie, j'en suis assez fier.

Et voici que sur cette destination, maintes fois renouvelée, celle que j'ai appelée la zone AJ 33 (je quadrille toujours mes paysages de façon rationnelle), je ne puis me faire d'idée sur ce que je devrais rapporter ; je ne comprend rien à rien à ce paysage-ci !

D'habitude cela me sautait aux yeux : il existait toujours au moins une caractéristique plus ou moins régulière chez les spécimens, c'est-à-dire une constance statistique, et celle-ci différait de celle des autres régions. Voilà comment il m'était possible de typer mon essentiel, mon représentatif. Ensuite je n'avais qu'à cueillir l'exemplaire le plus joli. (Sans oublier, bien sûr, la malle maîtresse.)

Mais pour l'AJ 33, me voilà dérouté. J'avais bien essayé de cerner un peu mieux mon objet. J'avais multiplié les observations au hasard, en repassant systématiquement à n'importe quel moment,

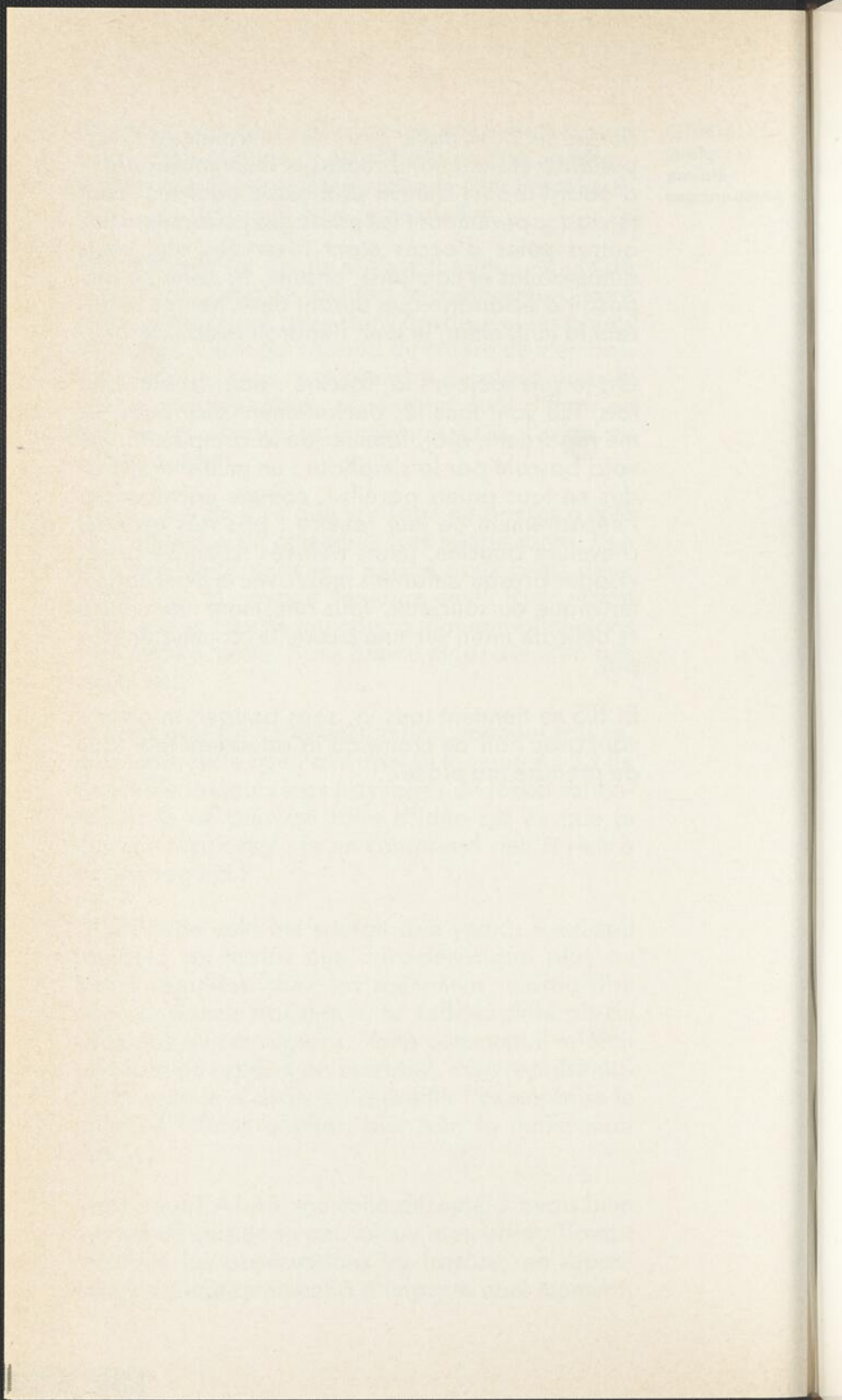
POSSIBLES
ca
ntur

Valse
complexe
à deux
personnages

durant six bons mois. Mais les contraintes de l'expérience étaient nombreuses et incontournables : d'abord le seul chemin praticable pour moi était le viaduc permettant les passages piétonniers (les autres voies d'accès étant réservées aux seuls automobiles et camions), ensuite, la zone ne disposait d'éclairage que durant deux heures et durant la nuit, enfin, le jour, l'endroit restait désert.

Or, je suis toujours là, fasciné : pour la enième fois, ILS sont tous là, parfaitement distribués, ils me regardent. Moi, familier de la complexité, me voici basculé par la simplicité : un millier d'individus en tous points pareils !, comme enchâssés à l'encadrement de leur fenêtre : pas très grands, chevelure bouclée, jeans délavés, chemise grise, visages presque enfantins mais avec le front caractéristique du soucieux. Tous referment une courte et délicate main sur une bouteille, comme un ap-pât.

Et ILS se tiennent tous là, sans bouger, m'observant avec l'air de croire qu'ils attendent leur tour de prendre ma place...



PATRICE LEBLANC

Question de transcendance

Au musée, Dieu, avec les deux guerres mondiales, les ceintures fléchées, l'exaltation collective, les Iroquois, la solidarité, la charité, le LSD, le zen, la Poutine, le pape et ses suppôts, John Wayne, Jules Verne, Picasso, Bach, la crise d'octobre et tout ce bataclan qui avait en son temps soulevé des masses et des clameurs.

Christian Mistral, *Vamp*

Souvenez-vous, au début des années 80 le mot crise était sur toutes les lèvres. Crise économique pour plusieurs, crise de société ou crise culturelle pour d'autres. Les sociétés semblaient alors perdre pied. À la veille des années 90, il en va maintenant tout autrement. L'économie s'est remise en marche et les anciennes valeurs traditionnelles dont on croyait pourtant s'être débarrassés durant les années 60 et 70 refont surface, voire même s'imposent de plus en plus comme normes dominantes. Observez les jeunes vouloir le plus rapidement possible être mariés et avoir un job payant, une automobile, une maison, un ou deux enfants. La crise est résorbée — si ce n'est de l'accident de parcours qu'a été le krach d'octobre 1987. Pourtant, à qui sait observer un peu, on s'aperçoit qu'il subsiste un certain malaise dans la société québécoise. On dirait qu'elle s'est mise au neutre ou encore emmitouflée pour l'hiver, cette société. La fougue qui la caractérisait encore

il y a peine 8 ou 9 ans (qu'est-ce que c'est 10 ans dans la vie d'une société ?) est disparue. Les rêves, les espoirs, les luttes qui rythmaient son quotidien, tous, envolés en fumée.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Ce refroidissement est bien sûr relié à l'histoire particulière de cette société en mal de liberté. L'après-référendum a été dur. Les poètes se sont tus. Les politiciens sont devenus gestionnaires. Le calme social est revenu. Plus de grève, plus de manifestation. Même les fêtes, les grandes fêtes, sont choses du passé. Le quotidien est devenu affaire de routine.

Mais plus fondamentalement, le malaise qui frappe aujourd'hui la société québécoise est le même que celui qui frappe bien d'autres sociétés industrielles avancées. Ici, comme ailleurs, la société a perdu son sens. Tous les garants métasociaux qui lui fournissaient des réponses aux différentes questions existentielles qu'une société se pose de par le fait même d'exister foutent le camp. Cette société se cherche, ne sait plus ce qu'elle est, pourquoi elle est et où elle va. Les dernières trente années ont été le théâtre de tellement de changements rapides et d'espoirs brisés qu'elle ne sait plus très bien où elle en est. La société québécoise est en perte et à la recherche de transcendance. Comme de nombreuses autres sociétés industrielles avancées, elle semble être dans un état où il n'existe plus pour elle d'image globale de ce qu'elle est.

* * *

Toute société a besoin pour vivre et exister d'une image, d'une représentation de ce qu'elle est et du pourquoi elle est. D'aucuns en parleront en terme d'imaginaire social, d'autres en terme de sens social, d'autres encore en terme de transcendance. Mais tous disent la même chose : une société ne peut exister sans instituer une source de

référents, plus ou moins extérieure à elle, à partir de laquelle elle se définit et qui lui permet de donner forme à ses projets. En un mot, il faut que le monde fasse sens pour toutes les sociétés.

Chaque société se donne donc un cadre de référence collectif sur lequel repose son ordre, sa cohésion sociale, et sa persistance. Ce cadre de référence collectif fournit à une société un certain nombre de points fixes, de garants sociaux ou méta-sociaux — selon qu'ils sont placés par la société à l'intérieur ou à l'extérieur d'elle —, auxquels celle-ci peut se rattacher à la fois pour se comprendre elle-même et pour comprendre le monde qui l'entoure. Ce sens social que produit toute société est en quelque sorte le ciment de la société et le miroir dans lequel elle peut se voir et se comprendre.

Mais ce cadre de référence s'il assure bien la cohésion sociale, permet également à une société d'avoir des désirs. Le sens social sert ainsi de guide à l'action. Les rêves et les espoirs que peut avoir une société quant à son présent et son avenir ainsi que les possibilités de dépassement de l'univers qu'elle connaît sont inscrits dans ce cadre de référence que se forge toute société. C'est le sens social qui indique à une société le chemin de ses possibles ; mais c'est ce même sens qui en indique tout autant les limites.

Ainsi, tout à la fois le lien social et les possibilités de développement d'une société reposent sur le sens social que celle-ci se crée. Cependant, cette création de sens n'est pas une action consciente de la société. Elle ne sait pas que c'est elle-même qui crée ce sens social qui la définit. Plus souvent qu'autrement, une société attribue son système de référence à une force extérieure et supérieure à elle. La société pose alors sa propre légitimité à partir d'un système de référence qui

lui semble provenir d'un ailleurs extérieur. Dans ce cas, le sens social est affaire de transcendance.

POSSIBLES
Il y a
un futur

* * *

Si l'on observe l'histoire des sociétés humaines, on constate que le sens social a surtout été de nature religieuse. Pendant longtemps, pour la plupart des sociétés, le monde a été peuplé de Dieux, et c'était eux qui, dans leur grande sagesse, dirigeaient le monde et la société. Par conséquent, les sociétés attribuaient leur légitimité à une force supérieure de nature divine. Ce qu'elles étaient et ce qu'elles deviendraient, leurs malheurs et leurs réussites, reposaient sur la bonne volonté des Dieux.

L'organisation sociale reflétait bien sûr cette prépondérance du religieux. Le présent et l'avenir des sociétés reposant sur les Dieux, il était sans doute préférable de les consulter avant d'agir. Ainsi, le clergé et l'État, le Religieux et le Politique étaient-ils très fortement imbriqués l'un dans l'autre.

Le XVII^e siècle voit s'effriter tranquillement la force explicative du religieux. Ce siècle est celui des Lumières, celui où la Raison devient la reine de l'univers humain. Durant ce siècle, le monde apparaît subitement compréhensible et explicable. Ce ne sont plus les Dieux qui guident le monde selon leur bon vouloir mais des lois universelles que la Science peut et doit découvrir. Dieu quitte ainsi le monde et les Forces naturelles prennent la relève. La science, remplaçant la théologie, devient toute puissante.

Dès lors, des efforts considérables sont déployés par les sociétés pour comprendre le monde qui les entoure et, puisqu'il est compréhensible, pour le modifier, pour le façonner à leur

main. La science s'autonomise, devient un élément central des sociétés, et se penche avec objectivité sur le monde.

Une des lois universelles que la Science découvre est que le temps a un sens, que le temps s'écoule dans une direction. C'est la flèche du temps. La thermodynamique, la science du feu si importante dans le développement des sociétés industrielles, parle d'entropie, parle d'une dégradation irréversible de l'énergie, tandis que Darwin postule, avec l'évolution des espèces, un développement plus positif du monde. Les sociétés allaient dès lors se percevoir sur le mode évolutionniste. Les sociétés allaient être marquées au fer du progrès : le monde pouvait être mieux, le monde pouvait être plus. Il n'en tenait en fait qu'aux sociétés elles-mêmes et à leur compréhension des lois naturelles du monde.

* * *

Il faut constater que le sens social qui a régné en maître du XVII^e au XIX^e siècle perd de sa force à partir du XX^e siècle. Ce siècle semble en fait être celui des désillusions. La Raison commence à foutre le camp. On se rend compte que le monde n'est peut-être pas aussi simplement explicable que l'on le croyait. Les lois ne sont peut-être pas si universelles qu'elles le semblaient au départ et le monde n'obéit pas si facilement au schéma déterministe des siècles précédents. Le causalisme et le réductionnisme ne fonctionnent plus aussi facilement. La Raison cartésienne n'est plus en mesure de décrire et d'expliquer le monde complexe que le XX^e siècle découvre.

La Science, la Science avec un grand S, n'est plus le pilier sur lequel une société pouvait aveuglément s'appuyer. En cette fin de XX^e siècle on s'aperçoit que la Science n'a pas simplement lé-

gué plus de connaissances mais qu'elle a légué également bon nombre de problèmes. Et la Bombe ainsi que les manipulations génétiques ne sont sans doute pas les moindres de ceux-là. La Science n'est plus le remède à tous les maux de la société ; elle est même parfois elle-même porteuse d'un mal nouveau.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Le Progrès sans borne a lui aussi été remis en question durant le XX^e siècle. Le Club de Rome a tiré la sonnette d'alarme au début des années 70. La nature, comme on l'avait longtemps cru, n'appartient pas, comme on peut posséder un simple objet, aux sociétés. Au contraire, les sociétés font partie de cette nature, elles en sont tributaires et responsables. Le progrès ne peut plus être sourd et aveugle, il ne peut plus être illimité. La Terre est notre seule vaisseau, il faut en prendre grand soin.

Ainsi, la Raison, la Science, le Progrès, en tant que leitmotiv sociaux, en tant que piliers d'une civilisation, meurent tranquillement.

* * *

La société québécoise, comme bon nombre de sociétés industrielles avancées, a mis à la poule Dieu, la Raison universelle, la sacro-sainte Science et le Progrès. Du revers de la main elle a aussi écarté les rêves et les espoirs qu'elle s'était forgés au cours des années 60 et 70. La crise des années 80, la culturelle celle-là, était sans doute plus profonde que l'on se l'imaginait et que l'on se l' imagine encore de nos jours. La société québécoise est en perte de transcendance. Ayant rejeté un à un tous ces anciens garants méta-sociaux, elle fait face à une situation de vide social. Le Religieux, la Raison, le Progrès et les grandes Idéologies de toutes sortes ne sont plus des sources de sens social suffisamment puissant

pour, à la fois, lui renvoyer une image de ce qu'elle est et de ce qu'elle pourrait devenir. Cette société n'a plus de sens, cette société se cherche.

Une situation de vide social ne peut cependant durer éternellement. Sans doute comme la nature, la société a-t-elle horreur du vide et c'est pourquoi elle cherche constamment à le remplir. De nos jours, il semble se profiler deux alternatives à cette perte de transcendance. D'un côté, l'ancienne forme de transcendance s'accroche à la vie, tente de survivre malgré mers et marées. L'idéologie néo-libérale et le libre échange en sont de bons exemples. On postule ici que le monde social est régi par des lois naturelles, les lois du marché, et qu'il faut donc intervenir le moins possible sur le social afin de ne pas mettre les pieds dans les plats en faisant des actions qui pourraient entraver le bon fonctionnement de la nature. Lors de crises, les sociétés sont promptes à se rattacher à cet ancien modèle si rassurant d'un monde qui fonctionne comme une horloge. Il est rassurant de savoir que des lois qui nous sont supérieures et qui existent sans doute depuis que le monde est monde peuvent garantir nos actions.

D'un autre côté, les sociétés se sentent de plus en plus responsables d'elles-mêmes. Ce qu'elles sont et ce qu'elles deviendront ne peuvent plus être imputables à des forces naturelles supérieures à elles. Ce qu'elles sont et ce qu'elles deviendront ne dépendent que d'elles-mêmes. L'importance que revêt le thème de l'environnement ces temps-ci illustre bien ce phénomène. Que l'on parle de la protection de la couche d'ozone, de la pollution du Saint-Laurent, de la sauvegarde des bélugas, de l'élimination des déchets dangereux, du refus du nucléaire, etc., on parle toujours de l'insertion des sociétés dans ce monde et de leur responsabilité face à celui-ci. Les sociétés industrielles avancées, et partant la société québécoise, savent qu'elles sont dans un univers

sur lequel leurs actions peuvent avoir des conséquences catastrophiques. Elles doivent donc prendre en main leur développement et faire des choix quant au type d'avenir qu'elles désirent, choix qui ne peuvent être guidés en aucun temps par un quelconque Dieu ou par une quelconque loi supra-sociale. Les seuls garants qui peuvent exister doivent être sociaux, non plus méta-sociaux.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Les anciens garants méta-sociaux et la transcendance sont donc tranquillement en train de mourir. De nouveaux garants, sociaux cette fois-ci, émergent remplaçant alors la transcendance par un sens social immanent, par un sens social placé par les sociétés en leur sein et non plus à l'extérieur. L'heure n'est plus maintenant pour les sociétés à la transcendance mais plutôt à l'auto-référence. Cette nouvelle situation est peut-être grosse de l'auto-institution d'une société qui serait maître d'elle-même et des institutions qu'elle créerait. La disparition de la transcendance est peut-être porteuse d'une société auto-gestionnaire. À condition que d'ici cette auto-institution les sociétés ne s'autoanéantissent pas d'un immense champignon nucléaire ou d'un nouveau gène, d'une nouvelle vie. La responsabilité leur en incombe. Rien à part elles-mêmes ne peut plus maintenant les sauver.

BIBLIOGRAPHIE

Barel, Yves, *La quête du sens. Comment l'esprit vient à la cité*, Seuil, Paris, 1987.

Barel, Yves, *La société du vide*, Seuil, Paris, 1984.

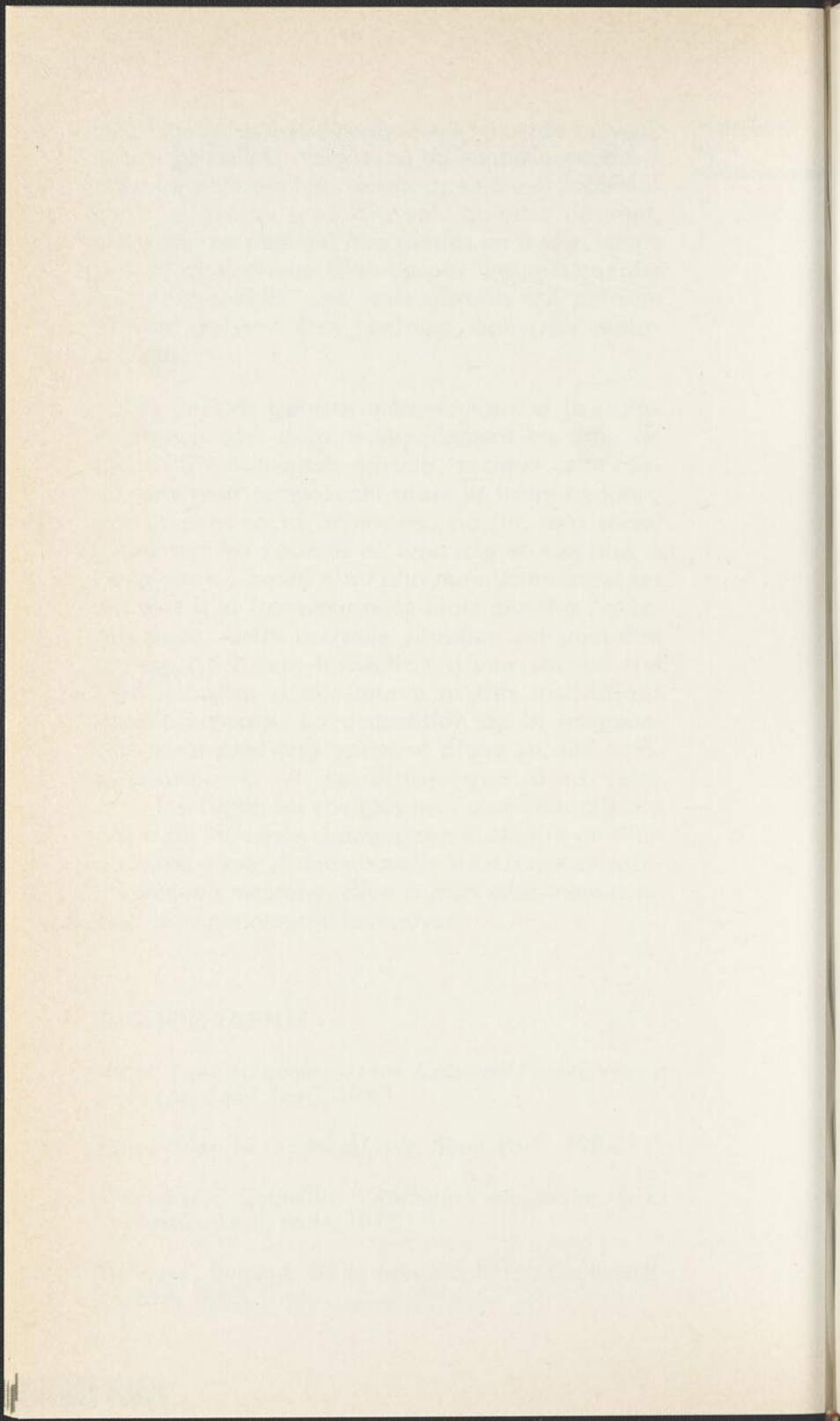
Castoriadis, Cornélius, *L'institution imaginaire de la société*, Seuil, Paris, 1975.

Enriquez, Eugène, *De la horde à l'État*, Gallimard, Paris, 1983.

SSIBLES
ya
futur

Question
de
transcendance

Gauchet, Marcel, *Le désenchantement du monde. Une
histoire politique de la religion*, Gallimard, Paris,
1985.



Qui suivre ?

Il est des questions qui ne finissent d'être posées. Celles concernant le pouvoir, tant dans son appropriation en amont que dans sa désappropriation en aval, demeurent au centre des réflexions entourant le devenir social. Dans cette période dite de « postmodernisme » nous connaissons un effacement inquiétant de l'idéologique et du politique. Paradoxalement, l'économie n'a jamais autant fait l'unanimité au sein des forces vives des sociétés du centre.

Par le biais d'une interrogation sur l'évolution de la pensée anarchiste, nous posons un regard sur la réalité des années 80 pour comprendre ce qu'il est advenu des deux grandes questions qui ont marqué et qui continuent à marquer l'histoire : qui suivre et que faire ?

Qui suivre ?

De son lointain passé, Étienne de La Boétie lance, aux générations futures, la question de l'obéissance et de la domination. Reprise par Wilhelm Reich, dans son étude du fascisme, cette question de l'obéissance, de la carte blanche, de l'absence de révolte, devant le tyran, la tyrannie,

l'exploitation ou la domination, permet de révéler l'irrationnel des conduites collectives. Si, d'un côté, l'obéissance tient à l'aliénation du pouvoir, du savoir et de l'avoir, on ne peut guère expliquer les luttes d'émancipation des deux derniers siècles (particulièrement celles qui précèdent l'instauration du nazisme en Allemagne). Si, d'un autre côté, l'obéissance n'est pas le produit d'une oppression mais un choix délibéré de nommer des représentant-e-s qui garantissent le mieux l'expression des désirs et des besoins des masses, on ne peut guère expliquer les choix politiques qui mettent au pouvoir des tyrans (Hitler...).

POSSIBLES
Il y a
un futur

L'obéissance porte l'ambivalence de l'oppression et de la libération. D'une part, un cadre social est accepté, d'autre part, des luttes complexes sont posées, par l'intermédiaire de formes de résistance très diversifiées, pour en arriver à une modification de ce dernier.

Que faire ?

Sur un terrain voisin à celui du « politique intellectuelisé » du qui suivre, on retrouve, au lendemain de la révolution bourgeoise de la fin du 18^e siècle, une autre interrogation. Confrontés à la dure réalité de la révolution industrielle, les anarchistes du 19^e siècle vont répondre de diverses façons au que faire lancé par Tcherny-chewski. De 1850 à la crise des années 30, ils vont définir les bases d'un néo-militantisme : l'action directe. Par le biais de nouvelles institutions comme la banque populaire, les coopératives, le syndicalisme et l'université populaire, ils pensent, expérimentent et diffusent des éléments propres à la mise en place d'une organisation sociale qui respecte une juste répartition du savoir, du pouvoir et de l'avoir.

Qui suivre ?

Curieusement, cette pratique et critique sociale ne remettent pas en question, dans le que faire, les objectifs matérialistes des sociétés modernes. L'Europe, et le fruit de son « évolution », l'Amérique, peuvent faire n'importe quoi, ou presque, en terme de production, mais ils ne peuvent pas le faire n'importe comment ; abolition de l'esclavage, restriction sur l'embauche des femmes et des enfants en usine...

La critique sociale ne s'attaque qu'en partie à cette question de la production. D'une part, on explore peu l'avenue des coopératives de travail. D'autre part, on ne remet pas en question la logique de production de marchandises à partir d'une technologie qui, par les contraintes liées aux rapports sociaux qu'elle nécessite pour assurer son existence et son développement, implique une réduction à la fois de l'espace (éclatement du communal pour le national) et du temps (accélération de l'histoire).

Jusqu'à un certain point, la critique sociale est « ankylosée » dans et par une alliance minimale. On ferme les yeux sur des révoltes profondes, celles de paysans européens ou japonais chassés de leur terre par les ravages causés par la pollution industrielle. À titre d'exemple, le cas du village d'Ashio (Japon), dévasté par les résidus d'une mine de cuivre en 1900, connu par les écrits de Tanaka, est un événement catalyseur qui est désamorcé, par les forces vives de la société japonaise (tant à droite qu'à gauche), parce qu'il remettait en question la logique d'une société axée sur la production de marchandises. De la même façon, le mouvement des « Diggers » (auto-gestion et collectivisme des terres), de l'Angleterre du 17^e siècle, connu par les écrits de Winstanley, est marginalement reconnu et analysé comme une expérience propice à une réflexion sur l'alternative sociale à la fin du 19^e siècle.

La décomposition du tissu social féodal, au 18^e siècle, a donné lieu à des formes d'organisation autour de productions non capitalistes, artisanat et petits propriétaires terriens, qui n'ont pas été retenues comme des voies possibles au que faire en définition pendant la révolution industrielle. L'imaginaire produit autour des expériences « utopistes », comme celle du Phalanstère de Fourier, a été perçu comme une voie non intéressante d'organisation des sociétés.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Liberté individuelle et contrainte sociale

Malgré l'existence d'une critique sociale dominée par une conception « progréiste » de l'histoire, il ressort que, de ces deux questions, QUI SUIVRE ? et QUE FAIRE ?, vont émerger, au fil des enjeux et contraintes du développement des sociétés étatisées, des interprétations prônant la liberté individuelle ou la nécessaire contrainte du social. Le 19^e siècle rend compte de ce tiraillement au sein de la pensée sociale :

— Pour les tenants de la contrainte du social, toute forme d'autorité limitée à l'expression du pouvoir de l'être est une négation profonde du droit collectif (Hegel).

— Pour les tenants de la liberté individuelle, toute forme d'autorité supérieure à celle de l'individu est une négation profonde du droit d'être (Stirner).

— Pour les tenants du droit individuel et du droit collectif, il existe deux courants de pensée ;

— Le libéralisme privilégie la liberté individuelle et l'encadrement social dans l'État. Sous le thème de l'économie politique on situe les libertés individuelles au niveau du marché et les

Qui suivre ? contraintes sociales au niveau de l'État, seule institution garante d'une cohésion minimale (Mill).

— L'associationnisme reconnaît la liberté individuelle et la nécessité d'un encadrement social minimal. Sous le thème de l'économie sociale on situe les libertés individuelles dans le travail et le hors travail tout en reconnaissant des niveaux organisationnels par champ d'intérêt : associations... fédérations (Fourier, Bakounine, Gide).

Si ces deux formules représentent une position mitoyenne entre les absolutismes de l'individualisme et de l'étatisme, elles ne permettent pas nécessairement les mêmes devenir au niveau de l'individu et des collectivités. Pour le libéralisme, la liberté individuelle reste une liberté fortement attachée à des préjugés et des valeurs moralisatrices (racisme, sexisme). Quant aux devenir des collectivités on doit penser ces derniers en terme de structures formelles étatiques.

Pour l'associationnisme le devenir de l'individu est intimement lié à sa capacité d'être à partir de valeurs qu'il peut minimalement partager avec d'autres personnes, sans pour autant subir le poids d'une pression sociale institutionalisée dans la reproduction de modèles standardisés. De la même façon, le devenir social est présenté en terme de devenir collectifs, c'est-à-dire d'arrangements sociaux qui n'ont pas à s'inscrire dans une société délimitée par un espace géographique et une structure politique figée.

Droits de la personne et communauté d'États

Du libéralisme et de l'associationnisme, le premier est privilégié par les forces vives et passives des sociétés du centre. Il se traduit en différents systèmes politiques. L'autre s'inscrit comme une

voie d'évitement du premier. Laquelle voie est perçue à la fois comme une zone soupape et comme une zone exploratoire d'un imaginaire considéré comme nécessaire mais à surveiller de très près (organismes à vocation sociale, mouvements sociaux de toutes sortes...).

POSSIBLES
Il y a
un futur

Dans ce cadre de travail, les forces vives, qui marquent la pensée critique du 20^e siècle, sont issues à la fois du besoin d'affirmer le droit de l'individu (expression et valorisation de soi) et de la découverte de la force du médium associatif, du collectif, comme outil de revendication efficace en système démocratique pluraliste. À la suite des succès du mouvement ouvrier, par le biais d'une action anarcho-syndicale puis syndicale, les luttes s'organisent autour de revendications qui poursuivent l'amenuisement de l'espace et du temps social. En fait d'espace, les rapports sociaux sont réorganisés autour d'une reconnaissance des droits de la personne, d'une accélération de la sexualisation et de l'ethnisation dans la division du travail. Les divisions socio-géographiques se réduisent au profit du regroupement d'États : d'une part l'État-Nation rend compte d'une première forme de concentration du politique, entre les grandes puissances ; d'autre part, au sein de ces grandes puissances, un autre niveau de concentration se fait par le biais de Communautés d'États (CEE au niveau continental, OTAN au niveau des pays de l'ouest, ONU au niveau international), lesquelles fusionnent des fonctions relevant traditionnellement de chaque État. Quant à l'accélération du temps social, il se poursuit au rythme continuellement accéléré des révolutions technologiques.

Qui suivre ?

L'anarchie version « post-moderne » : une recherche d'intersubjectivité dans la production individuelle et la revendication associative

La taylorisation du travail et le compromis fordiste sont au coeur des facteurs qui ont favorisé le mouvement international de conscientisation des années 50-60. Sous l'appellation de Révolution Tranquille, que l'on a modestement identifié à des transformations en profondeur de la société québécoise, l'ensemble de la planète connaît les répercussions liées à la démocratisation de l'éducation et à la mobilité sociale rattachée au renforcement de la classe moyenne. Le mouvement anarchiste des années soixante s'inspire et est profondément influencé par cette Révolution Tranquille qui marque la fin des années 50 et le début des années 60. Il connaît une phase spontanéiste puis sombre dans l'organisationnel de structures rigides groupusculaires. La confrontation entre les forces vives de la société marque la fin de la tranquillité, du libertarisme avenant et radicalise les interventions. Les événements autour de la répression étudiante, tant aux États-Unis, en Europe qu'au Japon favorise l'émergence de structures extrêmes de revendication : l'action directe du type terroriste refait surface.

Les années soixante-dix voient lentement s'effriter l'anarchisme organisationnel. Par contre, un néo-individualisme s'implante et laisse entrevoir une période où le mouvement social se détache des grandes idéologies pour s'enfermer dans un pragmatisme qualifié de « conservatisme généralisé ».

Qu'en est-il vraiment de cette nouvelle période ? Elle reflète une ambivalence qui surprend à bien des égards. La crise économique stoppe tout le processus de mobilité sociale. On aurait pu s'attendre à une effervescence sociale.

Au contraire, les forces vives se replient sur la protection des acquis. Les organisations syndicales voient leur membership fondre, elles envisagent de participer à la relance économique en réduisant les demandes salariales et en développant de nouvelles approches de travail (fonds d'investissement, développement de coopératives de travail...). Des entreprises développent des structures de travail qui favorisent une gestion participative. Le mouvement communautaire envisage des interventions dans l'économie.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Une lecture purement conservatrice de cette période laisserait sous couvert le néo-militantisme qu'on y observe. Les luttes se déplacent des grandes questions de niveau macro-social à des préoccupations de niveau micro-social. Les pratiques quotidiennes se transforment et penchent pour un militantisme individuel et associatif lié aux conditions de vie : luttes pour du logement coopératif, luttes pour une égalité à l'emploi, luttes pour le droit à l'avortement, valorisation du hors travail... Les revendications autour de questions d'identité, du développement local, d'un travail décent, d'un revenu minimum garanti ne sont pas de même nature que celles tournant autour de la mise sur pied d'une internationale, d'un mouvement ouvrier, de questions nationales. De la même façon, on lutte pour la langue française sans en faire une question nationale.

Le pragmatisme actuel fait état d'une forme de conquête de la production des pouvoirs à la portée de l'individu. Il s'inscrit dans la consommation de masse : loisirs, culture... Il se politise autour des droits de la personne (Amnistie Internationale), des questions environnementales (Les Verts), du désarmement. Il se manifeste en terme d'une approche globale par laquelle l'individu se sent valorisé par des activités liées au travail et au hors travail. Cette approche, on la perçoit concrètement par des changements dans la façon dont

Qui suivre ? les nouvelles générations définissent le rapport à l'autre (rapport homme-femme, inter-culturel, inter-ethnique...)

Dans cet anarchisme de l'unicité, à la Stirner, où le collectif en terme de projet social, est plus ou moins délaissé pour l'immédiat, le prêt à porter et le savoir de masse, la pensée anarchiste semble de tout bord et de tout côté inexistante. Et pourtant il n'en est rien ! On la retrouve au niveau des pratiques sociales dans des formes diverses et non homogènes. Elle n'est pas canalisée autour d'une école de pensée, d'organisations porte-parole ou d'individus charismatiques. Elle se vit au quotidien, diluée dans une certaine forme de démocratisation de la pensée libertaire.

De l'anarcho-syndicalisme à l'anarcho-capitalisme ?

Par contre, à la façon des innovations sociales portées par le patronat, avec la gestion participative, des penseurs renouent avec le mythe de l'idéal libéral. On voit même certains d'entre eux (Lemieux) explorer le champ de la critique anarchiste pour déclarer l'heureux mariage entre la tradition libertaire et la tradition libérale. Se faisant fort de se débarrasser de l'État, en s'inspirant du discours associationniste, on a vite fait d'éliminer le lieu le plus important de redistribution des richesses, à la faveur d'une société aux mains des entrepreneurs privés !

Pierre Lemieux est le partisan de cette ligne de pensée. Il présente un discours inquiétant, non pas par la véracité de sa démonstration, que par la légèreté avec laquelle il se permet de vanter les prouesses de l'entreprise privée, la noblesse de la propriété privée et le bien fondé des inégalités matérielles (pour ne pas dire naturelles !).

Il y a certes une réflexion à engager sur l'anarchisme. Il y a place pour une relecture critique des grands « maîtres-à-penser » qui ont marqué l'histoire. Il y a aussi place à une lecture des penseurs subalternes, ceux de l'ombre, qui par leur minuscule travail, tant dans les pays de l'ouest que de l'est, développés qu'en voie de développement, ont posé d'importantes réflexions sur la morale, le féminisme, l'économie et l'écologie. Il est aussi important de soulever les contradictions dans le langage de penseurs qui, malgré leur volonté de poser des bases solides, pour l'avènement d'une nouvelle organisation sociale, justifiaient, pour certains d'entre eux, le bien fondé de la technologie sous-jacente au postmodernisme d'une post-humanité en devenir.

Mais cette relecture ne peut en aucune façon se faire dans les termes définis par l'auteur de *L'Anarcho-Capitalisme*.

Qui suivre ?

Qui suivre demeure notre interrogation finale. Plusieurs pistes sont tracées.

La plus importante est celle représentée par une action directe ramenée à la simplicité du quotidien. Comme toutes les autres formes elle connaît ses limites et porte ses contradictions. De l'appropriation du pouvoir individuel, lié au pragmatisme de besoins quotidiens, se construit une réflexion sociale qui analyse les manques à gagner.

La multitude des sous-cultures au sein de la jeunesse indique une effervescence incroyable. Les graffiti qui colorent l'environnement urbain montréalais, toujours renouvelés, en forme et en contenu, font état d'un ras le bol évident. La continuité dans les publications d'une littérature anar-

SIBLES
tur

Qui suivre ?

chiste rend compte d'un certain intérêt pour cette pensée. Le refus de se laisser embarquer par des discours idéologiques porteurs de projets sociaux présage d'un discours critique à l'égard des méga-utopies. Le besoin d'humour et la croissance rapide de ce marché témoignent d'un désir de renouvellement, d'un appel à la satire.

Faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the page.

Arts « engagés » (1) : la disparition de l'image héroïque de l'art

C'est devenu d'usage courant de dire que nous avons assisté durant ces dernières années à la mort des avant-gardes ou à la disparition de l'image héroïque de l'art à laquelle les artistes du début du siècle s'étaient identifiés. Cette image avait pris la forme d'une opposition à la culture de la majorité, d'une critique des valeurs de productivité et de rentabilité, et d'une dénonciation de la séparation entre l'art et la vie d'un souhait que la vie devienne oeuvre d'art ou que l'art disparaisse dans la vie.

Par ailleurs, plusieurs écrits récemment publiés constatent que l'intégration sociale de l'art actuel va à l'encontre de ce que les artistes d'avant-garde et modernistes avaient désiré. Suzi Gablik¹ en s'appuyant sur une observation du milieu artistique new-yorkais, constate que la pratique artistique est maintenant sur-administrée, que l'artiste est de plus en plus dépendant de cette complexe machine bureaucratique qui organise la consommation de l'art et de la culture.

¹ Suzi Gablik, *Has modernism failed?* New York, Thames and Hudson, 1987.

Dans le milieu des arts visuels, par exemple, elle mentionne qu'on pense de plus en plus qu'un artiste ne peut exercer sa pratique que s'il est guidé par un marchand ou par un conservateur de musée qui exercent de plus en plus un contrôle sur l'art qui doit se faire. Le verdict que prononce Suzi Gablik sur cette situation de la culture est très sévère : nous assistons actuellement à la banalisation de la pratique artistique, écrit-elle, à la disparition de l'exercice de la fonction critique de l'art ou à la fin de l'attitude iconoclaste de l'art et de l'artiste. L'art ne se présente plus comme l'expression d'une alternative aux valeurs de la majorité. La pratique artistique et maintenant vécue par les artistes comme l'accomplissement d'une carrière dont la réussite dépend de la promotion et des relations publiques. L'oeuvre d'art est de plus en plus reconnue socialement comme une marchandise et non plus comme un véhicule de sens ou comme traduisant un point de vue sur la réalité.

Il est difficile de partager cette vision pessimiste de Suzi Gablik peut-être parce que le développement du milieu de l'art au Québec n'a pas encore atteint celui de New York où, écrit-elle, les oeuvres de 90,000 artistes circulent dans les différents lieux de diffusion des arts visuels. Nous pouvons aussi lui reprocher ne pas avoir assez interrogé les attitudes d'artistes qui, confrontés à cette vision bureaucratique de la culture sont le plus souvent soucieux de conserver leur indépendance et d'opposer une résistance aux règles du marché.

L'art comme une industrie culturelle

Le livre de Suzi Gablik nous amène par contre à interroger notre propre situation culturelle et à constater qu'ici comme ailleurs la reconnaissance

POSSIBLES
Il y a
un futur

de la dimension collective de l'art passe actuellement par sa définition comme industrie culturelle. Cette définition de l'art qui est celle que favorise le discours dominant sur la culture privilégie la réalité économique de l'art et semble considérer comme secondaire que l'art soit aussi producteur de sens. Ne lisions-nous pas récemment dans un document² qui visait à convaincre les chefs d'entreprise de l'importance sociale de l'expression artistique que l'activité culturelle d'une société constitue un des premiers moteurs de son développement économique, qu'elle a un effet d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie et qu'elle est un important générateur d'emplois, de produits et de services ? N'observe-t-on pas également à l'occasion, dans le discours sur l'art, la présence de termes qui appartiennent au discours de la gestion. On parle maintenant d'art coaching » pour désigner un service d'expertise offert aux artistes et qui se définit à la fois comme l'exercice des activités du critique d'art et du gestionnaire : « analyse critique de la pratique artistique et planification et développement » lisons dans un dépliant publicitaire récemment distribué.

Il est vrai qu'au Québec la pratique artistique s'exerce dans un cadre où les règles professionnelles sont de plus en plus définies. Il existe un plus grand nombre d'intermédiaires ou de professionnels de l'art entre le public et l'artiste, résultat de l'expansion du milieu des arts visuels où circulent un grand nombre de diplômés universitaires qui doivent créer leur propre petite entreprise. L'artiste peut maintenant établir des relations avec un marchand, un conservateur de musée et un critique d'art, mais aussi avec des agents qui

21 *L'industrie culturelle et le rayonnement international de Montréal*, Rapport du Groupe de travail sur les industries culturelles, La Chambre de commerce de Montréal et le Bureau de Commerce de Montréal.

lui offrent de faire la liaison entre ces différents professionnels de l'art.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Des efforts sont aussi faits par plusieurs intervenants du milieu de l'art pour transformer les conditions sociales de l'art contemporain qui, depuis les années 60, était surtout supporté par le mécénat d'État. Par exemple, la problématique de la diffusion des oeuvres d'art est surtout définie par les termes du marché de l'art. Les marchands de l'art contemporain tentent de développer un véritable marché de l'art qui devra dorénavant recevoir le support non seulement des institutions publiques et des corporations mais aussi de collectionneurs privés. Les musées tentent aussi de sortir l'art contemporain d'une marginalité qui l'a toujours un peu caractérisé en organisant, par exemple, des rétrospectives d'oeuvres d'artistes québécois qui ont été reconnus comme artistes d'avant-garde ou novateurs. Les expositions Borduas, Mc Ewen et Lemoyne, tenues respectivement au Musée des Beaux-Arts de Montréal et au Musée du Québec, ont comme effet de faire connaître à un grand public des moments importants de l'histoire de l'art du Québec et par conséquent de favoriser l'intégration de l'oeuvre de ces artistes dans l'histoire culturelle de la société québécoise. On ne peut donc que se réjouir de ce type d'initiative qui favorise auprès du grand public la reconnaissance de l'art contemporain comme une pratique expérimentale, risquée, même s'il faut, comme ce fut le cas pour l'exposition Borduas, séduire ce public par la représentation de la signature de l'artiste par un néon rose qui lui fait oublier, pour un moment, l'austérité de sa démarche.

Qu'est-ce que l'art contemporain ?

Ces nouvelles conditions sociales de l'art contemporain ont comme effet de provoquer une réflexion sur ce qu'est l'art contemporain afin de

pouvoir l'expliquer aux possibles acheteurs d'oeuvres d'art qui ne sont pas nécessairement issus du milieu des professionnels de l'art. Il ne faudrait pas oublier que l'absence de consensus sur ce qu'est l'art contemporain témoigne de la diversité des points de vue sur la réalité qui existent aussi dans la société et garantit une indépendance pour les artistes devant les possibles propriétaires de leurs oeuvres.

Plusieurs intervenants du milieu des arts visuels et également des autres modes d'expression artistique³ commencent à exprimer leur malaise à propos de ces nouvelles conditions sociales de l'art actuel. Certains artistes se définissent comme les défenseurs de l'intégrité de l'art et adoptent une position radicale en souhaitant que l'artiste se retire de la « vie publique » afin d'éviter tout compromis et toute appropriation de ses oeuvres par le milieu du marché de l'art. Lors d'un récent colloque sur le thème du marché de l'art, par exemple⁴, un tract anonyme a été distribué. Ses auteurs expriment dans ces termes leur désaccord à propos du mode d'intégration sociale de l'art actuel : « ...au lieu de se poser en créateur de nouvelle situation, l'artiste de la jeune génération pratique une restauration et accepte une intégration sociale dans des appareils économiques et d'administration qui règlent et étouffent nos sociétés. Ainsi loin de perpétuer une vocation subversive de la société, l'art et son artiste se fonctionnarisent. Cela constitue une mauvaise nouvelle... L'artiste croit qu'il doit faire partie du décor. Il pense faire aussi vite que possible, ensuite vendre. Il emploie des analystes, des promoteurs, des statisticiens. Il s'agit de déverser le produit ; il y a un marché. Il s'ensuit qu'il y a trop

3/ « Artistes ou manager ? » *Possibles*, vol. 12, no. 4, automne 1988.

4/ *Entrée libre à l'art contemporain*, du 7 au 15 octobre 1988, organisé par l'Association des galeries d'art contemporain.

d'art et peu de valeur... » Les auteurs de ce tract, par ailleurs, ne proposent aucun autre mode de visibilité publique de l'art. Dans un autre colloque sur le statut de l'artiste⁵ le sculpteur Pierre Granche, par contre, a exprimé un point de vue plus constructif sur la situation actuelle de l'art en mentionnant qu'actuellement on est en train d'oublier que l'artiste n'est pas qu'un producteur d'objets pouvant circuler sur un marché mais qu'il est surtout un chercheur engagé dans une réflexion sur le réel et qu'il participe à la vie intellectuelle de la société.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Cette mise au point nous amène à penser que le marché de l'art n'est pas le seul mode de médiation possible entre l'art actuel et un public qui soit plus large que celui des spécialistes. Sans mettre en question, pour l'art contemporain, la nécessité de l'existence d'un marché qui fournit à l'artiste un public qui le soutient financièrement et culturellement, on ne peut que déplorer actuellement le peu de support économique accordé à des événements qui explorent d'autres modes de diffusion.

« Forêts dans la ville, Répétition pour une écologie »

Je pense au récent événement réalisé par Lise-Hélène Larin qui a eu lieu en octobre dernier dans l'ancien cinéma Elysée à Montréal et qui était intitulé « Forêts dans la ville, Répétition pour une Écologie »⁶ et qui n'a reçu aucun support financier. L'artiste a dû faire un emprunt personnel à la banque pour réaliser son projet.

L'événement « Forêts dans la ville, Répétition pour une Écologie », est un événement d'art et de

51 *Relance 88 Le statut de l'artiste en art visuels*, organisé par la Société des arts visuels de Laval, 30 sept.-2oct. 88.

61 Du 14 octobre au 27 novembre 1988, Théâtre Élysée, Montréal.

vie multidisciplinaire⁷. On pouvait y voir deux installations réalisées par Lise-Hélène Larin et participer à un événement artistique et écologique. La première installation était une oeuvre environnementale montrant une forêt de papier qui a été réalisée entre 1981 et 1988 dans le contexte d'une de production collective puisque que quatre cents personnes y ont participé, animées par Lise-Hélène Larin. Ensemble, ils ont fabriqué une forêt d'arbres formés de journaux ; chacun des arbres était fait à partir d'une édition complète des journaux de fin de semaine, *La Presse* et *The Gazette*, et sa dimension dépendait de la quantité de papier utilisé pour fabriquer le journal. Afin de bien faire comprendre au public l'effet de l'exploitation de la forêt par l'industrie du papier, chaque arbre portait une étiquette indiquant le titre et la date de parution du journal. Lise-Hélène Larin a également réalisé une série d'empreintes en latex de ces arbres et qui étaient placées à côté des fragments de la forêt de papier. Ces empreintes qui évoquent les masques mortuaires et qui constituent des signes d'une vie disparue étaient suspendues dans l'espace en cercle dont le spectateur pouvait faire le tour. Mais le point de vue de Lise-Hélène Larin sur la qualité de l'environnement n'est pas pessimiste pour autant ; elle a voulu poursuivre cette expérience artistique et écologique en invitant, à l'automne dernier, des gens à réaliser ensemble leur propre arbre à partir des journaux qu'ils avaient apportés. L'artiste s'était faite encore animatrice en expliquant aux participants de l'événement comment ils pouvaient faire subir à leur matériau une transformation artistique. Au moment de l'expérience, le participant se voyait sur un écran géant en train de faire ce « geste créateur et récupérateur »⁸

71 Dépliant qui l'accompagne, *Forêts dans la ville*.

81 Ibid.

Cet événement qui fait valoir la dimension collective de l'art met en jeu ses fonctions critique et didactique, des fonctions sociales de l'art dont on parle peu aujourd'hui. Il convoque le spectateur à une expérience qui se réalise sur le terrain de l'art, sur celui de la fiction et de l'imaginaire. Mais il est aussi une sorte de rituel ou une répétition comme le dit son titre, un lieu de solidarité préparant à une action qui concerne la protection de l'environnement. Cet événement intègre l'art aux préoccupations de la vie quotidienne et nous rappelle que l'art peut ainsi exercer un effet émancipatoire. Lise-Hélène Larin n'est pas seule à explorer cette vision de l'art puisqu'elle a regroupé dans un diaporama des oeuvres d'autres artistes⁹ qui, comme elle, expriment sur le plan de l'imaginaire leur expérience de l'environnement.

POSSIBLES
Il y a
un futur

9/ Francine Larrivée, Lise Nantel, Bill Vazan, Nathalie Caron, John Hunting, Jean-Jules Soucy, Johanne Plourde.

ROSE MARIE ARBOUR

Arts « engagés » (2) : Nicole Jolicoeur et Barbara Steinman

Si un des effets de la condition postmoderne est une méfiance face aux prétentions des discours, il n'en reste pas moins que l'authenticité politique et la responsabilité intellectuelle sont constamment en train d'être redéfinis relativement aux codes d'opposition et de marginalité (Jon Bird, « On Newness, Art & History », *The New Art History*, 1986)

Le politique en art tend à être catégorisé dans un « art politique » conçu comme genre sinon comme style défini. Il fait généralement, au Canada et au Québec, l'objet d'une diffusion dans les réseaux de galeries subventionnées par l'État et gérées par des groupes d'artistes (par exemple les galeries Articule, Oboro, Dazibao, Powerhouse à Montréal). Ou bien on l'accueille dans un de ces projets spéciaux tel « Lumières », exposition de groupes organisée par le Centre international d'art contemporain (Montréal, été 1987) qui incluait *Cenotaph* (1985), une oeuvre de Barbara Steinman, tel « Sans démarcation », exposition qui consistait en un échange culturel entre le Québec et l'Ontario en regroupant des artistes (dont Nicole Jolicoeur) dans des sites à l'intérieur et à l'extérieur de la ville de Sault Ste-Marie (été 1987).

On convient qu'une galerie commerciale, de par sa nature même, peut difficilement introduire dans son espace un propos nommément politique et critique à moins que ce propos ait déjà été assimilé par le milieu artistique par l'intermédiaire d'autres instances de diffusion malgré, on en convient aussi, qu'il y ait des exceptions qui confirment la règle.

* * *

Que l'oeuvre soit un objet, un *environnement* ou encore une *installation*, le travail avec et sur les images médiatisées telles la photographie et la vidéo permet — et a permis — à de nombreux artistes l'insertion d'un contenu critique et politique en art. La représentation s'y dévoile comme construction et non comme reflet d'une réalité pré-existante et en dehors de l'image qui l'a produite.

Dévoiler les modes d'élaboration des images médiatisées permet entre autres d'avancer qu'il n'y a pas de vérité ni même de réalité hors la *représentation* qui en est faite et que, plus généralement, les réalités sont construites à partir du moment même où elles sont perçues puis représentées.

La perception de l'artiste comme celle du spectateur, est un processus déterminé historiquement : les notions de vrai, de faux, de beau sont obsolètes car il n'y a pas de réalité absolue qui les garantisse telles.

Ces propos sur l'image et la représentation sous-tendent le travail de Nicole Jolicoeur et de Barbara Steinman qui interrogent des formes de représentation dites objectives transmises par les médias et en démontent les mises en scène.

Nicole
Jolicoeur
et
Barbara
Steinman

Nicole Jolicoeur

Les leçons de Charcot (été 1987)

Décrire cette installation c'est décrire quelque chose qui n'existe plus comme *objet*. Hors son contexte spatial et temporel propre, il est difficile de reprendre contact visuellement avec ce qui a déjà été une oeuvre. Cette oeuvre s'est construite pour signifier quelque chose qui ne pouvait se dire qu'à travers son éphémérité même et sa disposition spatiale dans un lieu public, en l'occurrence cette *Public Library* de Sault Ste-Marie où l'artiste a réalisé son oeuvre au cours de l'été 87. Plutôt que de se superposer au lieu actuel d'exposition en le masquant, Nicole Jolicoeur a élaboré son installation en fonction de ce lieu réel, connu et fréquenté par les gens de la ville où il se situait. Elle s'est donc concrétisée dans un espace public ayant une fonction et un rôle définis. Et c'est en tenant compte de ce contexte matériel et culturel préexistant que Nicole Jolicoeur y a repensé son thème tiré, élaboré à partir du tableau d'un peintre académique¹ dont la partie centrale avait fait l'objet d'une affiche en couleurs que l'artiste reprit et compléta au crayon².

Son intervention a consisté à faire dire autre chose à ce lieu à partir de ses distinctions propres. Une bibliothèque publique est un édifice entièrement voué et destiné à la conservation et à la diffusion du savoir. La façade de celle-ci était entièrement vitrée (72' x 15' approximativement) et donnait sur un hall d'entrée dont la hauteur équivalait à la hauteur totale de l'édifice. Selon les heures du jour, le soleil traversait cette façade et éclairait le mur de fond du hall d'entrée. Profitant de cette disposition matérielle, l'artiste a in-

1/ André Brouillet, *Une leçon à la Salpêtrière*, (1887)

2/ Agrandissement couleur et dessin au crayon gras blanc sur masonite noir, 5' x 6'

séré ses images peintes sur toute la largeur et la hauteur de la façade vitrée, utilisant un vernis facilement amovible après l'avoir blanchi pour qu'il devienne partiellement opaque. Le dessin des figures peintes était laissé en réserve sur la vitre de sorte que lorsque le soleil la traversait, les figures étaient *projetées* en quelque sorte sur le mur de fond du hall d'entrée, comme fait la lumière quand elle traverse le négatif d'une photographie.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Le contenu, la structure

Le processus photographique se trouvait ainsi repris sinon reproduit dans cette installation : y était d'abord mise en cause la croyance que le procédé photographique assure la vérité des figures ainsi reproduites du seul fait de sa capacité à fixer la *réalité*. Sur la façade vitrée, les images de corps de femmes contorsionnés étaient en réserve, laissant passer la lumière. Elles étaient faites à partir des relevés que J.-M. Charcot, neurologue français du XIX^e siècle, avait lui-même réalisés à partir de tableaux du XVI^e au XIX^e siècle dans lesquels il avait visuellement repéré les traits de ce qu'il considérait déjà *l'hystérie* ; il détermina la *représentation* synthèse de cette maladie, spécifiquement féminine d'après lui, à partir d'images tirées de l'histoire de la peinture européenne et publia ces reproductions sous le titre : *Les Démoniaques dans l'art* (1887).

Fascinée par ces images, Nicole Jolicoeur a travaillé avec et à partir d'elles depuis 1980, comme partie d'une démarche créatrice où elle pose et repose la question de l'identité féminine.

Dans le hall d'une bibliothèque publique, lieu par excellence du savoir, c'était ce type de savoir, tel qu'élaboré par Charcot qui *mit au jour* la maladie de l'hystérie, qui se trouvait mis en question. Ce type de savoir mais aussi des savoirs

Nicole
Jolicoeur
et
Barbara
Steinman

actuels que recèle la bibliothèque publique. Tout savoir étant construit, ses prétentions à l'objectivité et à l'éternité étaient dénoncées par cette installation. Le savoir n'est pas neutre non plus car il participe nommément des idéologies dont il est le contemporain. Cette « histoire » de l'hystérie ainsi dessinée sur la façade vitrée et *projetée* sur le mur de la bibliothèque montrait des personnages regroupés par deux (celui qui regarde et guérit, celle qui est regardée et qui est guérie). Cette histoire pouvait se lire comme une analogie de l'Histoire elle aussi construite de toutes pièces et *projetée* dans les esprits par l'éducation et l'apprentissage. Cette Histoire, fondée sur l'existence d'une nature essentielle (celle de l'homme), rencontre le préjugé plus général et étrangement tenace que le pouvoir est inné et que, dans le même ordre d'idées, l'hystérie est bien une maladie féminine comme Charcot s'est appliqué à la démontrer. « Le corps humain constitue, par droit de nature, l'espace d'origine et de répartition de la maladie » écrit Michel Foucault réfléchissant sur la constitution des maladies et comment on la cherchait dans le corps et non dans le contexte physique et social des corps. La photographie, dont on a longtemps prétendu qu'elle reflétait la *réalité* (sans tenir compte du cadrage, du lieu et du temps de la photographie), Nicole Jolicoeur en a parodié le processus et, par ricochet, a mis en cause la nature de ce qui paraît *objectif*.

Le soleil, traversant régulièrement la façade vitrée et projetant sur le mur intérieur les dessins de corps d'hystériques, pouvait être interprété comme une analogie de la *nature* déterminant pour toujours le corps des femmes ; le soleil-nature, regard suprême qui fixe les corps serait à son tour métaphore de l'oeil savant, regard qui ordonne et crée le corps de l'autre, le corps féminin. Le regard de Charcot crée en la nommant la maladie qui affecte les femmes. Que ce dernier ait fixé grâce à la photographie des figures de

femmes en crise et s'en soit servi pour fixer artificiellement les phases du déroulement de cette crise pointe un usage autoritaire de la photographie dont Nicole Jolicoeur a pris le contrepied : ses images à elle sont floues, éphémères, mouvantes, elles disparaissent selon que la lumière les traverse ou pas. L'artiste n'a pas conçu *La leçon de Charcot* comme objet d'art dans le sens traditionnel : oeuvre ponctuelle et éphémère, autant par la fragilité du médium utilisé (vernis latex) que par la destination de l'édifice qui ne peut la conserver longtemps, elle était de plus difficilement photographiable puisqu'elle se déployait dans l'espace et dans le temps d'un lieu dit. En cela, elle se posait contre le processus de fixation de la maladie de J.-M. Charcot même.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Si devant cette installation, le « plaisir visuel » était important — la mouvance lumineuse de la façade vitrée captait le public — la distanciation jouait grâce entre autres à l'inscription du mot *cheese* dans la partie inférieure de la façade vitrée : note d'humour ayant trait à l'injonction de sourire habituellement adressée au personnage s'appêtant à être photographié en prononçant le mot *cheese* en feignant de regarder la vie plutôt que l'objectif photographique. De même J.-M. Charcot avait incité ses patientes à prendre les poses de ce qu'il considérait l'hystérie lorsqu'il les photographiait.

Le plaisir se situait également dans le processus d'une découverte et d'une prise de conscience face à des images ayant prétendu, au siècle dernier, rendre compte d'attitudes *naturelles* de corps de femme en crise mais qui, mises en scène selon la visée d'un savant, devinrent signes et preuves de l'hystérie.

La dimension esthétique de cette oeuvre est en partie fondée sur l'adéquation entre les procédés et les moyens matériels et conceptuels mis en

Nicole
Jolicoeur
et
Barbara
Steinman

oeuvre par l'artiste (lieu public, surface vitrée, soleil...) et son projet de dévoiler, à propos de J.-M. Charcot et sa maladie, les mécanismes d'imbrication entre l'art, la science, la religion, la sexualité et le politique.

Barbara Steinman

Chambres à louer (1980-84)

Depuis 1980, cette artiste construit des installations avec des images vidéo, des projections de diapositives. La vidéo permet de créer l'illusion d'une fenêtre à travers laquelle on croit apercevoir la réalité : c'est en fait l'écran d'un appareil vidéo camouflé. Dans cette installation intitulée *Chambres à louer*, d'abord présentée en 1980 à la galerie Powerhouse (Montréal) et ensuite, modifiée, à l'exposition de groupe *Vidéo 84, Installations* au Musée d'art contemporain de Montréal, cette artiste a mis en scène une réalité à la fois intime, quotidienne et anonyme : la solitude des démunis (les malades, les *bénéficiaires* de salaire minimum, les non intégrés de toutes sortes).

Dans *Chambres à louer*, l'emploi de l'image vidéo comme illusion de la réalité extérieure produisait un redoublement de l'éloignement, de l'isolement des individus par rapport au monde extérieur sur lequel ils n'ont aucune prise : les choses se passent en dehors d'eux, ils en sont les spectateurs impuissants mais obligés ; ils sont en quelque sorte les voyeurs de leur propre absence du monde. Les chambres étaient inhabitées ; les fauteuils recouverts de drap blanc, étaient placés en biais des fenêtres devant lesquelles des stores vénitiens laissaient entrevoir soit une rue, soit un paysage bucolique. Le public pouvait regarder chacune de ces chambres et voir à la fois le vide intérieur et ce qui se passait aux fenêtres. Après avoir distingué la présence de l'écran vidéo, on

évoquait l'écran de télévision, considéré communément comme porte ouverte sur le *monde extérieur*. Monde plus illusoire que réel, la vie quotidienne s'y fait voir comme naturelle et non *construite*. La réalité de celui ou celle qui regarde ce qui se passe dans la rue, depuis son point de vue, depuis sa fenêtre, n'en est une qu'à titre d'expérience, qu'à titre de réalité à la mesure de chacun-e. L'écran télévisuel, instrument de communication unidirectionnelle où sont prélevées des portions de réalité, ne transmet pas la *réalité*.

POSSIBLES
Il y a
un futur

S'asseoir dans un de ces fauteuils inoccupés et en attente, c'est endosser des points de vue : celui de qui regarderait s'il-elle était là mais aussi celui de qui transmet l'image médiatisée, substitut de la réalité. Ce qui était mis là en scène étaient des simulacres de réalité qui tiennent lieu d'expérience du réel pour ceux et celles privés de leur expérience propre.

Cenotaph (1985)

Cette oeuvre visait les questions de tolérance et de domination. Elle n'était liée ni à un lieu ni à un temps déterminés. L'oeuvre fut exposée à « Lumières », exposition collective à la Place de la Cité (1987). Située à l'intérieur d'une pièce aux murs peints en noir mat, l'oeuvre consistait en une colonne triangulaire dont chaque côté était recouvert d'une plaque de granit où se lisait (en anglais) cette phrase d'Hannah Arendt : « Le radicalisme des mesures qui traitent les personnes comme si elles n'avaient jamais existé et qui les font disparaître, est souvent non apparent à première vue » (traduction libre). Au sommet de la colonne, une pyramide de plexiglass reflétait l'image vidéo d'une flamme éternelle qui brûle : ce symbole était ainsi « refroidi » en tant qu'image médiatisée qui ne véhicule plus le sens originel, celui qui a trait à la mémoire et à la vie.

Nicole
Jolicoeur
et
Barbara
Steinman

Des arcades pratiquées dans les murs de chaque côté du cénotaphe, laissaient apercevoir des images de diapositives, images floues de gens tous disparus et oubliés et que le public n'avait d'ailleurs pas le temps d'identifier. Les diapositives évoquaient le passage, l'évanescence, l'oubli. L'image vidéo, substitut de la vraie flamme (du souvenir, du soldat inconnu), évoquait ce qui d'éternel est devenu figé, glacé, sans vie, l'image médiatisée ayant évacué la dimension de *souvenir* de la flamme. Ces images concrétisaient la présence de l'oubli, l'absence de mémoire, annulant les distinctions entre le vrai et le faux, l'expérience et les images médiatisées de réalité.

L'évidence photographique ou vidéographique ne se révélait d'aucun poids pour témoigner de ce qui avait été et pour contribuer à en prévenir la réédition. Au contraire, elle devenait dans cette oeuvre un instrument vouant les choses et les gens à la disparition.

Cenotaph était un monument à tout ce qui a été laissé pour compte par les images médiatisées, les *nouvelles* télévisées et autres, recentrant toute l'attention sur l'expérience des gens et leur histoire individuelle dont la somme n'arrive encore pas à se comprimer dans l'histoire officielle.

Le contenu politique de cette oeuvre se déployait grâce à une mise en scène dont les éléments étaient fortement chargés symboliquement : la pyramide, à connotation d'éternité, l'éclairage réglé sur certains points seulement, laissant dans l'ombre le reste de l'espace occupé, le surgissement glacial et impersonnel des images vidéo et des diapositives, la phrase d'Hannah Arendt. Le public entrait dans cet espace avec gêne et même avec un sentiment d'oppression : ce monument à l'oubli médiatisé produisait un effet immédiat de distanciation amenant le public à comprendre une situation plutôt qu'à se faire

prendre par l'oeuvre. Barbara Steinman a su, dans cette oeuvre, intégrer au concept de *Lumières* — thème de l'exposition du Centre international d'arts contemporains — son envers saisissant et toujours présent : l'ombre de la désinformation.

POSSIBLES

Il y a
un futur

Dans une exposition qu'elle présente au cours de l'hiver à la Galerie René Blouin l'artiste met des mots en scène et les déplie les uns en regard des autres pour qu'ils se voient et se parlent, comme on déplie un vêtement dont on a toujours cru qu'il n'était que surface et objet d'usage, négligeant son pouvoir de structuration de l'apparence de qui le porte, du sens qu'il établit de soi à l'autre.

Les mots. Les images. Faire taire les premiers, les voir comme formes d'images autrement inaperçues. Dépouiller les secondes, un souffle, un murmure, une phrase les traversent et les font parler.

MARCEL FOURNIER

Mai 1968 et après

En mai 68 le Québec ne connaît pas le vaste mouvement de contestation étudiante qui en France fait « trembler » le pouvoir. Ici, tout se passe quelques mois plus tard, en octobre. Personne n'échappe alors au mimétisme. Même si la contestation n'a pas l'ampleur qu'elle a en France, la signification que l'on lui donne n'est pas très différente d'un bord ou l'autre de l'Atlantique : « (À l'automne 1968) la rentrée se fait dans un climat électrisant. Le public a été alarmé par les journaux et certains dirigeants politiques qui affirment que les événements français vont se reproduire ici, que « le sang va couler dans les rues ». Les rumeurs les plus fantaisistes se propagent. Finalement, l'année commence dans le calme. À l'Université de Montréal une tentative de boycotter le discours de bienvenue du recteur échoue »¹.

¹ Doré, Michel, *Situation institutionnelle de la connaissance au Québec et action étudiante*. Mémoire de maîtrise, Département de sociologie, Université de Montréal, 1972.

Les événements

POSSIBLES
Il y a
un futur

Contrairement aux attentes, la contestation démarre non pas dans les universités mais dans des institutions d'enseignement de niveau collégial : d'abord au cégep Lionel Groulx à Sainte-Thérèse en banlieue nord de Montréal et ensuite, rapidement, dans plus de quinze (sur vingt-trois) cégeps sur tout le territoire du Québec. Les grèves et les occupations paralysent les enseignements pendant plus de deux semaines. À l'École des Beaux-Arts de Montréal, l'occupation est plus longue et plus radicale : à la fois plus déterminés et plus imaginatifs, avec des fêtes, des chants, etc., les étudiants demandent l'autogestion et une véritable démocratisation des arts. Dans l'ensemble, le mouvement étudiant apparaît réformiste : outre un changement dans les services pédagogiques, les revendications incluent l'amélioration du système de prêts-bourses, la création d'une nouvelle université de langue française à Montréal et une rationalisation du système d'enseignement en fonction du marché du travail et des besoins sociaux du Québec. La lutte porte donc globalement sur le manque de débouchés des étudiants des cégeps, soit en termes d'ouverture du niveau universitaire, soit en termes d'accessibilité pour les techniciens au marché du travail².

Les milieux étudiants demeurent divisés : il y a ceux qui veulent négocier avec le gouvernement et ceux qui entendent politiser le débat et radicaliser les demandes. L'on parle de « fractionnement du mouvement étudiant » entre diverses tendances. Certains analystes identifient deux tendances (tendance « plus ou moins utopiste de l'École nouvelle, représentant la ligne dure » ;

2/ Maheu, L. et P.R. Bélanger, (en collaboration avec F. Béland et M. Doré) « Pratique politique étudiante au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. XIII, no. 3, septembre-décembre 1972, p. 311-342.

Mai 1968
et après

tendance « réformiste, plus pragmatique »), d'autres trois : une tendance nationaliste, une tendance bourgeoise et une tendance « classe ouvrière ». Quant aux organisations syndicales étudiantes, elles ne semblent pas en mesure d'assurer la direction de la contestation.

Créée en 1964, l'Union générale des étudiants québécois (UGEQ) est une organisation fragile, avec des ressources limitées, une structure décentralisée et une faible unité idéologique. À l'été et à l'automne 1968, l'UGEQ organise des réunions de représentants des cégeps et des universités et sans beaucoup de succès, elle envoie des animateurs pour politiser les débats là où il y a occupation des locaux. Sa principale initiative est d'organiser à la fin de l'année scolaire une grande manifestation qui regroupe plus de 10 000 étudiants et qui se termine par une suite de discours plus ou moins lénifiants au Centre sportif de l'Université de Montréal. Vice-président de l'Union (et futur député péquiste et ministre), Claude Charron prononce un discours important, des « plus démagogiques », diront certains, et il invite les étudiants « à retourner en classe ». L'UGEQ sera dissoute l'été suivant ; les militants étudiants se tourneront alors soit vers les comités de citoyens soit vers des groupements politiques de gauche — par exemple le Mouvement syndical politique ou le Mouvement de libération des travailleurs — et ils participeront à des campagnes d'agitation et à l'organisation de manifestations, par exemple celle de McGill français qui réunit plus de 15 000 personnes dans les rues de Montréal à l'automne 1969.

Les milieux universitaires ne sont pas insensibles à toute cette agitation, même si ceux qui analysent le mouvement de contestation ne font que très rarement référence à ce qui se passe dans les universités. Le mouvement de contestation touche l'Université dès février 1968, avec une grève au

Département de sociologie de l'Université de Montréal. Les étudiants rédigent un manifeste « Université ou fabrique de ronds-de-cuir ? » dans lequel ils critiquent la pédagogie « passive » et « compétitive », ils s'attaquent au « mandarinat professoral » et ils dénoncent le rôle et les fonctions de l'Université. Et au mois de mars, l'Association des étudiants en sciences sociales organise un colloque sur le thème. « Le rôle des sciences sociales au Québec ». La mobilisation demeure limitée. La situation changera à l'automne, suite au mouvement d'occupation des cégeps, au moment où l'UGEQ invite ses membres à tenir des journées d'étude pour exprimer leur solidarité avec les étudiants des cegeps.

POSSIBLES
Il y a
un futur

À l'Université de Montréal, les étudiants du Département de sciences politiques sont les premiers à se mettre en grève et ils sont aussitôt suivis par ceux du Département de sociologie. Pour sa part, l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM) lance le mot d'ordre d'une journée d'étude qui est tenue dans la majorité des départements et des facultés. Alors que les étudiants des autres facultés retournent en classe, ceux de la faculté des Sciences sociales s'engagent plus en avant et occupent les locaux (bibliothèque, cafétéria, bureaux de l'administration, etc.) de la faculté : ils entendent, par la mise sur pied de comités, poursuivre leur réflexion sur les fonctions de l'université et donner à leur action une meilleure organisation. Le lundi 21 octobre, l'on tient une assemblée à laquelle assistent plus de 800 personnes, dont un certain nombre de professeurs : les principales revendications concernent la gestion de l'université (démocratie, cogestion), la pédagogie universitaire (interdisciplinarité, promotion par matière, autoformation) et la situation globale du Québec (débouchés pour les diplômés, planification socio-économique, contrôle de l'économie). Mais

Mai 1968
et après

préférant la négociation à l'affrontement avec l'administration, les étudiants décident quelques jours plus tard de cesser l'occupation. C'est l'échec : les « particularismes » et l'autonomie de chaque département empêchent une généralisation de la contestation à l'ensemble du campus.

L'impact sur les sciences sociales

La contestation étudiante a sur les sciences sociales un impact qui dépasse largement les « conséquences immédiates » (participation des étudiants, modification des programmes et de la pédagogie, etc.), qu'elle entraîne dans chacun des départements directement concernés. Comme tout mouvement social, le mouvement étudiant est une énigme, il constitue un nouvel objet de réflexion et de recherche ; son action oblige chaque discipline à une auto-critique. La conjoncture invite donc intellectuels et professeurs à une remise en question et à un renouvellement des perspectives.

En raison même de son caractère éphémère et de son échec, le mouvement étudiant québécois fait naître très peu de vocations d'idéologue, sauf évidemment chez les quelques militants étudiants engagés dans l'action. Par exemple, Louise Harel et Richard Brunelle, tous deux membres de l'exécutif de l'UGEQ et étudiants en sciences sociales résumant, dans un texte intitulé « L'UGEQ après l'occupation des cégeps », « les options principales du mouvement étudiant » ; ils tentent de démontrer qu'Octobre 1968 est non pas une simple « rébellion, un psycho-drame collectif sans avenir » mais bien « le signe d'une rupture avec le fonctionnement antérieur et l'amorce d'un projet collectif nouveau »³. À la rentrée scolaire, Le

3/ Harel, Louise et Richard Brunelle, « L'UGEQ après l'occupation des CEGEP », *Rouge et Noir*, no. 1, été 1969, p. 44.

Quartier latin, journal de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal se transforme en un magazine d'information étudiant et espère élargir le débat : au fonctionnalisme, à la production-consommation et à l'idéologie, l'on oppose la spontanéité, l'utopie et la vie libertaire. Dans un éditorial intitulé « L'école qu'ossa donne ? », le rédacteur en chef Roméo Bouchard esquisse une critique radicale de l'ensemble du système d'enseignement :

POSSIBLES
Il y a
un futur

« L'école est-elle condamnée, ainsi que le type de société et de civilisation dont elle est devenue la plaque tournante ? La Boîte à livres succède à la Boîte à lunch et elle est le symbole d'un asservissement encore plus total de la personne humaine, l'asservissement de l'esprit »⁴.

Comparativement à leurs collègues européens, les intellectuels québécois écrivent peu d'articles et de livres sur le mouvement étudiant lui-même. D'ailleurs dans les ouvrages d'histoire contemporaine du Québec, les références à la contestation étudiante d'octobre 1968 sont rares et brèves. L'un des rares ouvrages consacrés entièrement à la contestation étudiante est écrit par le psychosociologue français Georges Lapassade pendant son séjour en 1969 à titre d'« analyseur institutionnel » engagé par le recteur Dorais de la toute jeune Université du Québec à Montréal. Cet ouvrage retient l'attention avec un titre fort révélateur du *Livre fou* et une mise en page fantaisiste ; il s'agit d'un collage de textes et de photographies qui permettent d'illustrer les diverses facettes de la « nouvelle contestation » (critique de l'école, drop out, libération sexuelle, contre-culture, indépendantisme) dont l'idée principale ou le slogan est : « l'avenir de la liberté réside d'abord chez les jeunes qui se marginalisent ».

41 Bouchard, Roméo, « L'école, qu'ossa donne ? », *Le Quartier latin*, vol 52, no. 1, 17 septembre 1969, p. 34.

Mai 1968
et après

Lapassade accorde évidemment une place centrale à l'action du mouvement étudiant :

« Dans le monde entier, l'année 1968 a été le temps de la contestation libertaire. Au Québec le moment culminant, c'est octobre 68 (...). Les jeunes ont contesté directement les institutions de la vie et de la culture, la société technologique et bureaucratique, la répression hiérarchisée de la liberté. À Montréal comme ailleurs, les jeunes ont opposé à cette société l'utopie d'une société auto-gérée, le projet d'une culture neuve. Ils ont proclamé leur volonté de changer la vie »⁵.

Cette « volonté de changer la vie » est aussi présente chez les intellectuels et les universitaires qui observent, souvent sans cacher leur passion et leur engagement, l'effritement de l'« ancien monde ». D'ailleurs, lorsqu'ils abordent la « question étudiante », les analystes l'inscrivent habituellement dans le contexte plus large de la fin des années 1960 marquée par le développement d'un mouvement contre-culturel, par la crise du système d'enseignement et par la radicalisation du nationalisme. Les diverses réflexions, analyses et recherches que suscitent au tournant de la décennie la contestation étudiante se regroupent en trois grandes catégories : les réflexions générales, à caractère prophétique, sur la jeunesse dans les sociétés industrielles avancées ; les analyses critiques, habituellement marxistes, du mouvement étudiant lui-même accusé de spontanéisme et d'utopisme ; enfin une série de recherches empiriques sur le système d'enseignement et la population étudiante (caractéristiques socio-économiques, attitudes, itinéraires).

5/ Lapassade, Georges, *Le livre fou*, Paris, Épi éditeurs, 1971, p. 133.

La jeunesse : catégorie ou acteur social

POSSIBLES
Il y a
un futur

Sous l'action conjuguée de la contestation étudiante et de la contre-culture, les conflits de valeurs apparaissent, à plusieurs observateurs, soit comme le produit des écarts entre générations soit comme le signe d'une crise profonde de la société. Lors de sa promotion au titre de professeur titulaire au département de Sociologie de l'Université de Montréal, Marcel Rioux fait figure de visionnaire avec la présentation d'une leçon inaugurale consacrée au thème « Jeunesse et société contemporaine » ; adoptant une démarche « prospective », il se demande si les comportements déviants des jeunes ne sont pas annonciateurs d'une nouvelle étape de l'évolution socioculturelle ». Articulée à l'hypothèse d'une « néoténie socioculturelle » (prolongation de l'adolescence et conservation des traits juvéniles), son analyse de l'évolution sociale le conduit à affirmer, sur un ton provocateur, que les conflits de générations sont à la société contemporaine ce que les conflits de classes étaient au début de la révolution industrielle. Rioux se fait ici le défenseur de la culture adolescente et il présente la jeunesse à la fois comme un groupe social (avec son « métier » d'étudiant, sa capacité juridique, son autonomie financière, sa vie sexuelle légitime et sa propre sous-culture) et comme une véritable force politique. Enfin de la jeunesse québécoise, il dira qu'elle est « une des plus dynamiques des sociétés industrielles » et qu'elle « constitue un pôle d'entraînement vers le changement »⁶.

Cette préoccupation pour la jeunesse n'est pas nouvelle chez Marcel Rioux qui avec son collègue Robert Sévigny termine alors une enquête réalisée auprès des « nouveaux citoyens » pour la société Radio-Canada. Et peu avant les évène-

⁶ Rioux, Marcel, *Jeunesse et société contemporaine* (1965), Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1969.

Mai 1968
et après

ments d'octobre 1968, Marcel Rioux coordonne, avec K.N. Walker de l'Université de Toronto, une recherche qui, subventionnée par le Conseil des Arts du Canada et réalisée avec l'assistance de R. Sabourin, porte sur « l'identité de l'étudiant universitaire ». Dans la contestation étudiante, il voit « l'indice que la jeunesse et en particulier les étudiants universitaires sont le moteur du changement social non seulement aux États-Unis mais aussi dans la plupart des pays industrialisés de l'occident »⁷. Et pour la première fois, Rioux utilise la notion de « révolution culturelle » et donne aux jeunes le statut de la « nouvelle classe révolutionnaire ».

Familier avec les travaux de Rioux, Jacques Lazure, professeur à l'Université du Québec à Montréal entreprend, quelques années plus tard, la publication d'une série d'ouvrages sur « la révolution de la jeunesse du Québec ». Le caractère révolutionnaire de la jeunesse se manifeste dans sa volonté de « rompre radicalement, même brutalement, avec une société qui ne l'intéresse plus, dont elle aperçoit et dénonce les nombreuses turpitudes »⁸. À la fois théologien et sociologue de formation, Lazure entreprend de donner sens aux diverses modifications de comportement et de pensée qu'il observe chez les jeunes et qui se manifestent principalement dans les domaines socio-politique, scolaire et sexuel. L'éclairage « freudien » (revu par Erich Fromm) qu'il adopte lui permet de mettre en relation chacune des trois révolutions avec l'un ou l'autre aspect de la personnalité (le ça, le moi et le sur-moi) : la révolution socio-politique et le sur-moi indépendantiste (et ses variantes radicale, libertaire et réformiste) ; la révolution scolaire et la recherche d'identité mar-

7/ Rioux, Marcel, « Commentary », *Our Generation*, vol. 6, nos. 1-2, May-June 1968, p. 190.

8/ Lazure, Jacques, *La jeunesse en révolution au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1971, p. 10.

quée par la contestation des professeurs et des administrateurs et par la tentation du drop out ; enfin la révolution sexuelle et l'ouverture à une « sexualité libre, libérée, en pleine énergie disponible, en construction de soi-même et de ses normes ». L'impact de ces trois révolutions est d'autant plus grand qu'elles s'unifient pour donner ce que Jacques Lazure, à la suite de Rioux, appelle une « révolution culturelle » en raison de « son caractère global, totalisant ».

POSSIBLES
Il y a
un futur

Lorsqu'il analyse la « révolte étudiante qui fait rage depuis six ou sept ans », Lazure ne cache pas sa déception : à l'automne 1968, la « bataille fut traumatisante » et « elle se solda, en gros, en un échec de la contestation radicale, devant la force de résistance du pouvoir administratif, à l'échelon scolaire ou politique »⁹. Cet échec s'explique aussi par le rôle que joue, au Québec, dans la transformation de la mentalités des jeunes québécois, le sur-moi indépendantiste et la recherche politique collective.

Lazure écrit ses lignes peu après Octobre 1970. Les actions terroristes du Front de Libération du Québec (FLQ) mobilisent alors toute l'attention et elles font rapidement oublier Octobre 1968 : avant d'être scolaire ou sexuelle, la révolution de la jeunesse du Québec aura donc été d'abord politique.

Les étudiants vus et corrigés par la gauche

Les années 1960 et en particulier la fin de la décennie sont marquées par l'introduction d'un enseignement marxiste en sciences sociales et par l'utilisation beaucoup plus fréquente de la pro-

9/ Ibid., p. 86-87.

Mai 1968
et après

blématique marxiste dans les travaux et les écrits sur le Québec. Le marxisme est plus qu'une théorie ou une idéologie ; elle devient une « spécialité universitaire » pour une nouvelle génération d'intellectuels dont plusieurs se retrouvent à l'Uqam au moment de sa fondation en 1969. Les ouvrages d'Althusser et de Poulantzas non seulement invitent à une (re)lecture de Marx mais aussi fournissent l'armature intellectuelle à plusieurs analyses de la « formation sociale » québécoise et de plusieurs « questions » spécifiques (nationale, scolaire, urbaine, etc.). Cette influence est aussi très visible dans les revues politiques, par exemple dans *Socialisme 69* où Céline Saint-Pierre et Dorval Brunelle, tous deux professeurs de sociologie à l'Uqam signent un éditorial qu'ils intitulent pompeusement : « Pour un socialisme scientifique québécois ». Quelques années plus tard des professeurs en sciences sociales de l'Uqam se réunissent autour d'une nouvelle revue, *Chroniques* (1975) pour « couvrir les activités culturelles et politiques dans une perspective marxiste » et combattre la « tendance nationaliste réactionnaire » (du Parti Québécois) et la « tendance contre-culturelle ». Au même moment, se développe un plus grand intérêt pour des recherches sur le mouvement ouvrier et les classes populaires. En sociologie à l'Université de Montréal, des étudiants consacrent leur thèse de maîtrise à l'un ou l'autre aspect de l'histoire contemporaine du mouvement ouvrier et adoptent la problématique marxiste.

En l'absence d'une gauche solidement organisée au Québec, le mouvement étudiant peut s'épargner les frais d'un débat avec les leaders et les membres des partis politiques, mais les étudiants contestataires ne peuvent éviter le regard de leurs professeurs (de gauche) qui les observent, le plus souvent avec sympathie et les interpellent par l'intermédiaire de revues politico-intellectuelles.

Dès le printemps 1968, Gabriel Gagnon, professeur d'anthropologie à l'Université de Montréal, écrit dans la revue *Parti pris* un texte sur les événements de Mai 68 en France : « Le mouvement étudiant et la révolution culturelle ». Dans le numéro suivant, le directeur, Philippe Bernard, politicologue de formation, consacre son éditorial à la « contestation étudiante ». Pour *Parti pris*, la contestation étudiante ne s'explique ni par l'action d'une « minorité agissante sous l'influence d'éléments extrémistes ou subversifs » ni par la « crise de croissance de la société accompagnée d'une mutation brusque des générations montantes » ; parce que les « structures universitaires reflètent les rapports socio-économiques d'une société bourgeoise et capitaliste » ; elle peut contribuer à « la contestation globale de la société » mais à la condition que les étudiants portent leur action « au-delà des attaques contre certains professeurs ou les directions »¹⁰.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Pour sa part, la revue *Socialisme*, fondée en 1964 et animée par des professeurs en sciences sociales, organise en novembre 1968 une table-ronde dans le but d'analyser les objectifs et les moyens d'action du mouvement étudiant... et de tenter d'en prédire les conséquences sur la conscience étudiante »¹¹. Et *Our Generation*, revue anarchiste de langue anglaise dirigée par Dimitri Roussopoulos publie un long texte de deux politicologues américains, John et Margaret Rowntree, « The Political Economy of Youth » et, en éditorial au numéro de l'été 1968, réaffirme leur conviction qu'il y a « quelque chose de profondément révolutionnaire dans la situation de la

10/ Bernard, Philippe, « Éditorial. La contestation étudiante », *Parti pris*, vol. 5, no. 6, été 1968, p. 3.

11/ « Qu'est-ce que la contestation a contesté ? ». Table ronde sur l'occupation étudiante », *Socialisme* 69, no. 16, janvier-mars 1969, p. 85.

Mai 1968
et après

jeunesse ». Mais l'appui de la revue au mouvement étudiant est conditionnel : « Revolutionary violence » is no substitute for militancy. Such a strategy cannot be the main thrust of revolution in technological societies »¹². Animée d'un même idéal libertaire et communautaire, les rédacteurs de la revue *Rouge et Noir* consacrent leur premier numéro (été 1969) à la révolte étudiante » et ils publient des textes de militants étudiants. Et se référant explicitement à la Commune de Paris, la revue lance une idée concrète qui puisse mobiliser les étudiants : la création de « communes étudiantes ».

Dans leurs analyses du mouvement de mai, les professeurs — intellectuels de gauche — sont souvent très sévères : ceux-ci voient la contestation étudiante comme Lénine voyait (et craignait) le gauchisme. Dans leur étude de la « conjoncture politique québécoise depuis 1960 », L. Racine et R. Denis parlent, lorsqu'ils décrivent le mouvement étudiant à la fin des années 60, du « manque d'organisation et de stratégie » ; ils reprochent aux étudiants des milieux petit-bourgeois « d'avoir versé dans une vision politique utopiste et assez confuse » et aux étudiants des milieux ouvriers, d'être demeurés « sous la coupe idéologique bourgeoise d'éducation-enrichissement et de compétition sur le marché du travail » ; enfin, ils considèrent le journal des étudiants de l'Université de Montréal, *Le Quartier latin*, comme « apolitique et d'un utopisme petit-bourgeois prononcé » et l'associent à « la diffusion de vagues idées plus ou moins hippies sur la révolution culturelle »¹³.

12/ « Editorial Notes : Struggle is freedom. It's just beginnings », *Our Generation*, vol. 6, nos 1-2, May-July 1968, p.5.

13/ Racine, L. et R. Denis, « La conjoncture politique québécoise depuis 1960 », *Socialisme québécois*, 21-22, avril 1970 (Québec 70), p. 44-46.

Plus nuancés dans leurs propos, L. Maheu et P.R. Bélanger reprennent une grille d'analyse similaire : refusant toute autonomie aux luttes étudiantes, ils les assimilent « à celles de la couche sociale à laquelle ils appartiennent par détermination structurelle ». Leur constat en est d'échec : « Sans organisation, ni idéologie, ni politique commune, le mouvement étudiant est désormais dépendant des initiatives spontanées et locales »¹⁴.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Ces remarques critiques à l'égard du mouvement étudiant, les militants maoïstes (marxistes-léninistes) les reprennent dans un numéro de la revue *Mobilisation* consacré à l'histoire du mouvement étudiant (1964-1972) : absence d'objectifs et de stratégie d'ensemble, aucun appui du mouvement ouvrier, idéologie petite-bourgeoise, utopiste et libertaire, etc. L'on reconnaît que le mouvement d'occupation d'octobre 1968 marque une rupture d'avec le syndicalisme étudiant (mise en places de « pratiques nouvelles » telles la préférence pour les actions de masse et la démocratie directe), mais une fois les leçons tirées de la période 68-69-70 (limites du populisme et du spontanéisme, etc.), il faut passer aux « choses sérieuses » (de la lutte des classes et de la révolution)¹⁵.

Et après ?

La contestation étudiante d'octobre 1968 marque plus les intellectuels et les universitaires que les étudiants eux-mêmes : alors que les étudiants ne rêvent plus de la contestation globale et qu'ils se perçoivent comme une catégorie sociale, les professeurs ne cessent de s'interroger et ils les

14/ L. Maheu et P.R. Bélanger, « Pratique politique étudiante au Québec », op. cit. p. 341.

15/ « Le mouvement étudiant au Québec, 1964-1972, *Mobilisation*, vol. 4, no. 2, octobre 1974, p. 1-25.

Mai 1968
et après

définissent comme un acteur social. Pour quelques professeurs, cette préoccupation se transforme en objet de recherche : L. Maheu et P.R. Bélanger réalisent une étude sur le mouvement étudiant et le système universitaire québécois ; G. Rocher et P.W. Bélanger obtiennent d'importantes subventions du Ministère de l'éducation et entreprennent une étude longitudinale des Aspirations sociales et des orientations professionnelles des étudiants québécois ; dix ans plus tard, après une brève période de conflit au Département de sociologie de l'Université de Montréal, Robert Sévigny élabore un cadre psychosociologique d'analyse qui permettrait éventuellement des études monographiques du phénomène de contestation étudiante en milieu universitaire. Et comme en France, la question de l'origine sociale des étudiants retient l'attention des chercheurs, mais seulement une fois la contestation terminée : C. Escande (1973) pour le niveau collégial, P. Dandurand et M. Fournier (1978) pour le niveau universitaire. Enfin, à l'Université de Montréal, l'éducation et en particulier les inégalités socioéconomiques deviennent, entre 1968 et 1977, les thèmes d'un grand nombre des mémoires en sociologie.

L'on connaît assez bien, même si les monographies sont rares, les conditions qui ont rendu possible la contestation étudiante d'octobre 1968 : développement rapide de l'enseignement postsecondaire, présence d'étudiants dont les itinéraires sociaux sont différents, conflits de valeurs entre générations, etc. Mais pourquoi le mouvement a-t-il été limité ? Que deviennent les militants étudiants lorsque tombe l'effervescence de la contestation ? Les voies d'action qui s'offrent aux étudiants au tournant de la décennie sont triples et chacune renvoie à une ou l'autre des caractéristiques principales de la contestation étudiante elle-même : d'abord, les revendications réformistes et la volonté de mobilité sociale de la majo-

rité des étudiants rejoignent celles du mouvement nationaliste à un moment où celui-ci acquiert, avec la création du Parti québécois en 1968, une dimension politique ; ensuite, l'affirmation d'une « culture jeune » conduit certains étudiants vers la contre-culture et les invite à prendre la défense d'un « nouveau » mode de vie et de « nouvelles » valeurs (drop out, drogue, communes, sexualité libre) que véhiculent leur propre journal, *Le Quartier latin*, et le magazine *Main mise* ; enfin, la contestation globale de la société se traduit par un militantisme dans des organismes populaire et dans des groupes politiques d'extrême-gauche (maoïstes : En Lutte, la Forge), avec la recherche désespérée d'une alliance entre la jeunesse étudiante et la classe ouvrière. Coïncé entre ces trois perspectives, le mouvement étudiant perd son autonomie et sa force de mobilisation, principalement en faveur du nationalisme que les actions du FLQ et la réaction du Gouvernement fédéral (Octobre 1970) ont exacerbé : parmi les partis politiques provinciaux, le P.Q. est celui qui apparaît comme le parti des jeunes.

Les intellectuels et les universitaires eux-mêmes suivent des trajectoires politiques similaires à celles de leurs étudiants, tantôt comme guide-idéologue, tantôt comme compagnon de route. Dans chaque université, des professeurs entendent les sifflements de la contre-culture, certains abandonnent même leur emploi permanent et rémunérateur, d'autres font des compromis (travail à la ville vie à la campagne ; fins de semaine et vacances en commune, etc.). Comme dans la fable, personne n'est épargné : non seulement des modes de vie, mais aussi des modes de pensée changent. De véritables conversions s'opèrent : en sciences sociales, des professeurs et des chercheurs refusent tout effort d'objectivation et abandonnent la méthodologie quantitative pour privilégier la méthodologie qualitative et de nouvelles techniques de collecte et d'analyse des

POSSIBLES
Il y a
un futur

Mai 1968
et après

données (vidéo, etc.) ; poète-anthropologue, Luc Racine délaisse la problématique marxiste, quitte *Parti pris* et devient un « sociologue stoned »¹⁶.

Aujourd'hui, l'effervescence de la fin des années 1960 nous apparaît très lointaine. Certains s'y réfèrent avec nostalgie : c'étaient des « années de rêve », de grands projets et d'espoir fou. D'autres regardent cette période d'agitation comme une curiosité, une bizarrerie difficile à comprendre. Quel que soit le point de vue privilégié, une conclusion s'impose : vingt ans plus tard, personne ne parle du mai 1968 québécois, comme s'il ne s'était rien passé. Les médias se tournent vers la France où l'impact du mouvement étudiant a été plus grand... assez pour préparer l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement socialiste.

Toute mémoire joue des tours, surtout lorsqu'elle est collective ! En eux-mêmes, les événements de mai-octobre 1968 n'ont qu'un poids relativement faible dans l'histoire québécoise contemporaine ; beaucoup plus importante, beaucoup plus déterminante est la conjoncture de l'ensemble des années 1960-1970, avec l'arrivée de nouvelles générations sur le marché scolaire et sur le marché du travail. Ce sont des années d'expérimentation : vie en commune, coopérative d'habitation, revalorisation du travail artisanal, retour à la terre, autogestion d'entreprise, etc. Des trajectoires personnelles sont complètement, parfois dramatiquement bouleversées ; il y a des échecs individuels et collectifs (le Référendum ?). Certes ni la ville ni l'école ni la société ne sont fondamentalement changées mais beaucoup de choses ont changé dans les modes

16/ Racine, Luc et Guy Sabourin, *Pour changer la vie*, Montréal, Éditions du Jour, 1973, p. 7.

de vie et de pensée : relations homme-femme dans le couple, relations élèves-professeur à l'école, relations employés-employeur à l'usine ou dans les bureaux, nouveaux savoirs et nouvelles thérapies, etc. Et il y a quelques victoires, dont celle du RCM à Montréal.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Que, de ces belles années, reste-t-il ? La tentation est grande de faire le procès de ces générations contestatrices en identifiant ceux et celles qui sont « parvenus » et qui sont « assis » à des postes de pouvoir. Il serait facile de dire que les jeunes progressistes d'hier sont avec l'âge devenus un peu plus conservateurs : ce sont, au sens strict du terme, des « progressistes-conservateurs » ! Ce serait oublier que de nouvelles démarches individuelles et collectives ont été entreprises, que des relations sociales différentes se sont tissées, que de nouveaux rapports au monde et à la vie se sont élaborés, bref qu'une incertitude s'est installée.

SIBLES
r
ur

GABRIEL LANDRY



Poète voile au vent

on ne me trouve plus chez moi
j'ai refait le chemin
de ma grande difficulté
muette au milieu de vous

ce temps m'a laissé baigné d'absence
parmi les pas perdus du grand Saint-Denys
ma tête enfouie aux mauvaises lunaisons
tous mes oiseaux échappés
à recoudre au-dessus de moi
la grande défroque de Nuit

enfonçons la porte du silence
de même la voûte de l'ennui
bâillons aussi au jour neuf qui voudrait rutiler
nouons l'instant dans l'oeuf
étalons froidement notre cri
comme une encre aux étals du jour

*

on se gaspille à la gueule du soir
le vent nous pousse à dieu va
le silence est peu probable
la pluie se roule dans ses flaques
où je marche la rue se défonce
et je m'entiche de la dernière passante

IBLES
ur

Poète voile
au vent

le corps se mêle à une aube de plus
pour un droit de cité aux ruelles
je titube ou vacille c'est selon
m'affaisserai m'affaisserai pas
par-dessous l'aile une encre fuit
et le poète perd son sang

*

poète voile aux vents
traîne son aile de maraud
tire sa mine à la gueule du jour
et roule dans le soir et roule
n'amasse pas mousse

l'enthousiasme n'est plus de mise
la poésie quelle poésie
on rêve plutôt aux routes infinies
du Texas et d'Oklahoma j'arrive
camionneur aventurier
j'ai laissé mes poèmes
sur la table du temps

*

petite mort
tes yeux signent nos échéances
pendant qu'un soleil fauve
abrège nos sommeils

Il n'est pourtant pas tard

Poète voile
au vent

le temps braille bouts de pluie
les rues battent leur blessure
le vent afflue en hautes coulées
tout paysage courbe l'échine
le coeur flanche tout bas

rien
il me pousse une fleur de mal

il neige
au nord

*

nuit qui se love dans son encre
on ne trouve plus son nid
c'est la cueillette de ténèbres
le jour viendra

peut-être

délégué corps et âme
je me cherche en vrac
d'un pavé à l'autre nous
voici bien écartés

moi je rime à rien
par-devant l'existence
contre une fuite de courage
une perte d'eau

rien n'est potable
et chaque jour suffit à peine

*

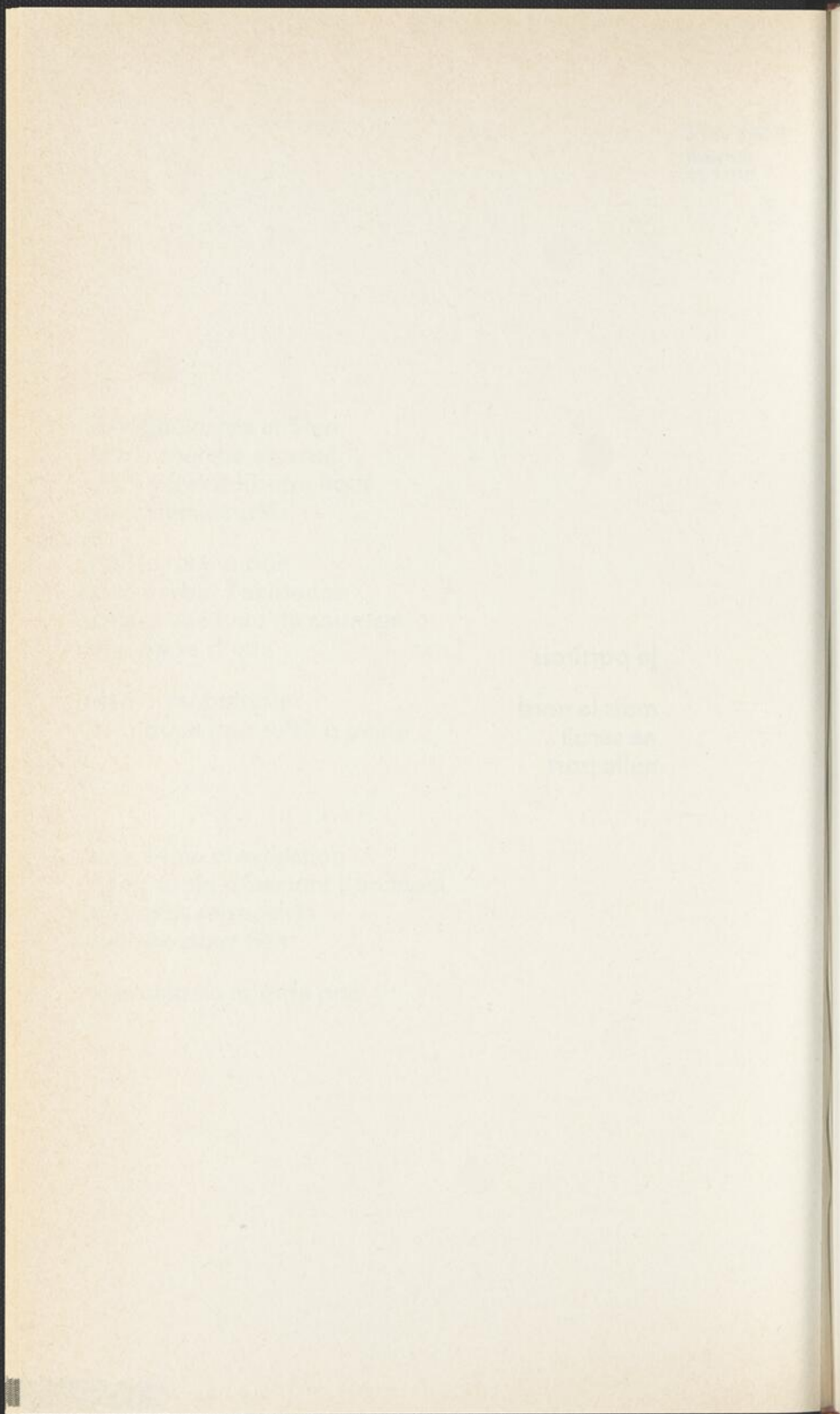
un poème d'extinction
une parole désertant l'archipel
des mots retranchés
la lèvres pour rien

tout cela ne m'aide pas

VIBLES
tur

Poète voile
au vent

je partirais
mais le nord
ne serait
nulle part



MARC-HENRY SOULET

Intellectuels et sciences sociales : des frères ennemis à la recherche d'un avenir

Silence des intellectuels, crise des sciences sociales ; démission des uns, bavardage des autres. Nombreuses ont été les prises de position, médiatiques et essayistes la plupart du temps, qui, chacune de leur côté, ont véhémentement fustigé les premiers ou froidement disséqué les seconds. En cette revue même, il n'y a pas si longtemps, le constat était analogue et le réquisitoire aussi sévère, même si l'on recherchait quelques raisons de ne pas désespérer. Mais jamais, ou quasiment jamais, les analyses n'ont mis en rapport les deux phénomènes dans leur singularité. Soit, ils ont été décrits séparément ; soit ils ont été fondus dans un magma où intellectuels et sciences sociales se dissolvaient l'un dans l'autre. Comme s'ils étaient radicalement différents et oeuvraient dans des registres réciproquement hermétiques ou comme s'ils étaient profondément similaires ou, tout au moins, comme si la confusion ne prêtait pas à conséquence.

Intellectuels et sciences sociales : une mise en question concordante

POSSIBLES
Il y a
un futur

Or, ne convient-il pas de considérer que cette simultanéité des constats sur le silence des intellectuels et sur la crise des sciences sociales n'est pas fortuite et qu'elle présente même quelque concordance logique ? Il s'agit, me semble-t-il, des deux faces d'un même phénomène plus profond : celui de la modification du statut de la fonction intellectuelle. Encore faut-il expliciter ce que recouvre cette dernière et exposer en quoi les deux constats pré-cités en relèvent. Il faut pour ce faire dissocier la fonction intellectuelle des dépositaires de celle-ci, distinguer la mission des agents qui la remplissent. Il importe en effet de concevoir que la fonction sociale des intellectuels s'inscrit en deçà et au-delà de la catégorie sociale des intellectuels et que ces derniers sont, au même titre que d'autres ont pu l'être (chamans, scribes, sophistes, clercs...) détenteurs d'une fonction symbolique : celle qui permet l'identification et la représentation du corps social, celle qui le rend intelligible en expliquant et en légitimant les distinctions et les divisions entre ses membres, celle qui remplit une oeuvre de médiation entre les hommes en fondant un dénominateur commun dépassant leurs intérêts individuels. Cette fonction intellectuelle ne s'effectue pas d'elle-même. Elle présuppose toujours un corps d'agents qui en soit le dépositaire et ait un devoir de parole envers la collectivité pour réaffirmer l'être-ensemble. Ce corps connaît donc une double caractéristique, une condition génétique (il est un produit social) et une dimension générique (il exerce une oeuvre de transcendance).

Mais, détermination socio-historique et vocation transcendante ne suffisent pas tout à fait pour caractériser les dépositaires de la fonction intellectuelle. Il convient, et c'est là que nous retrouvons notre dichotomie de départ, de mobiliser

Intellectuels
et sciences
sociales :
des frères
ennemis
à la recherche
d'un avenir

une troisième caractéristique : l'auto-réflexivité, i.e. le fait que ces dépositaires doivent s'inclure dans la représentation de la collectivité qu'ils ont contribué à forger et à diffuser, alors même qu'ils sont socialement produits par la collectivité pour remplir cette tâche. « Cela revient à dire que la conscience qu'ont ces agents de la contradiction entre détermination et essence influe sur la manière dont ils tiennent le rôle (au sens quasiment de composition théâtrale). »¹ Soit, en effet, ils participent à produire et à entretenir une homogénéité de la société, soit ils s'efforcent de dénoncer cette production d'universalité comme illusoire.

Les premiers, les techniciens du savoir pratique, comme les appelle Sartre, en tant que détenteurs exclusifs d'un savoir que la société considère comme vital, se voient conférer une autorité à orienter la société. Dépositaires des Lumières (ou de la science), ils sont investis de la mission de transmission de cette forme de connaissance à l'ensemble de la collectivité. Il leur est donc assigné une oeuvre culturelle de généralisation de certains savoirs et valeurs en même temps qu'un travail d'affaiblissement et d'invalidation des autres savoirs et valeurs. Cette conception positive de l'interprétation du rôle renvoie ainsi à l'idée d'éducation positive basée sur des contenus à transmettre et sur l'accomplissement prochain de l'état positif comtien. Les sciences sociales caractérisent dans la société moderne la figure positive de ces dépositaires, particulièrement au Québec d'ailleurs en raison de la nature de construit collectif volontaire que la modernisation y a prise.

Les seconds estiment que la pédagogie et la diffusion forment l'antithèse de leur mission. Ils se

¹ Soulet M.H., *Le silence des intellectuels*, radioscopie de l'intellectuel québécois, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1987, p. 37.

placent dans la négativité, dans le refus de toute activité d'homogénéisation culturelle. Ils se veulent à la manière de Sartre reflétant au monde les abus de toute universalisation ou de Benda sommant le clerc de rappeler l'impraticabilité des valeurs centrales sur lesquelles repose l'humanité. Cette idée de négativité traduit le décalage d'une société avec ses propres présupposés. Ce devoir d'ingérence ne réside plus dans un travail de transmission des savoirs mais dans l'exercice d'une raison critique. Les intellectuels, stricto sensu, caractérisent ainsi dans la société moderne le privilège d'une conscience morale dans son rapport au monde.

Toutefois, ces deux interprétations du rôle ne sont pas divergentes ; elles expriment dans la société moderne le dualisme de la fonction intellectuelle. Intellectuels et sciences sociales ne s'excluent donc pas, pas plus qu'ils ne se recouvrent. Ils se présupposent mutuellement au contraire et impliquent une même condition antécédente : une totalisation (de la société, de l'homme, du progrès, d'une classe, de la connaissance...). Car, si l'on examine les causes invoquées pour rendre compte de cette double crise des sciences sociales et des intellectuels, les arguments partent de ou débouchent toujours sur une crise de totalisation. Pour les unes, épuisement des grandes théories, marxistes et structuralistes notamment, et redécouverte des capacités d'action des agents sociaux accompagnée d'une mise en avant de l'autonomie de l'individu face au poids des contraintes sociales ; discrédit des modèles quantitatifs au profit de perspectives dites compréhensives ; émiettement des problématiques et renoncement à une appréhension globale au profit d'une approche privilégiant des aspects sectoriels... Pour les autres, fin d'une représentation politique de la société et déflation idéologique au profit d'une culture narcissique, fin du tout État et mise en avant des solutions négociées, éloigne-

POSSIBLES
Il y a
un futur

ment irrémédiable du Grand Soir (nationaliste ou prolétarien)... Et dans les deux cas, crise du sens. Sens de la vérité scientifique et sens de la vie collective, sens du progrès et sens du devenir.

La défaillance de la fonction intellectuelle

Ainsi, plus fondamentalement, ce qui fait converger cette double mise en question est à chercher dans une crise de totalisation. D'une part, les sciences sociales, dans leur interprétation positive de la fonction intellectuelle, se heurtent à une impossibilité de donner une lecture globale de la société et de produire une oeuvre d'homogénéisation du corps social. Elles s'époumonnent en des analyses parcellaires et ponctuelles. D'autre part, les intellectuels, dans leur volonté de tenir le pôle de négativité de la fonction intellectuelle, butent sur l'absence d'une totalisation à déconstruire. Comment montrer la dimension fallacieuse et illusoire de l'universel quand celui-ci ne peut plus être posé ? Comment développer une oeuvre de démystification quand la mythification n'a plus la possibilité d'être produite ?

Mais si la crise de la fonction intellectuelle, qu'expérimentent et traduisent ses dépositaires, est crise de totalisation, comment rendre compte de cette dernière ? Probablement, et très simplement, par un décalage progressif entre l'évolution des rapports sociaux et la conception de la fonction intellectuelle sur laquelle reposait la modernité. Cette dernière s'appuyait prioritairement sur l'idée d'un objet à représenter. La logique du pédagogisme ou des Lumières prend source dans le postulat que les détenteurs (positifs) de la fonction intellectuelle peuvent avoir une connaissance de l'expérience concrète vécue par le peuple, la classe ouvrière, les dominés... qui, eux, vivant

cette expérience concrète ne peuvent accéder immédiatement à la connaissance de celle-ci. Ce postulat vaut tout autant pour les sciences sociales et leur positivisme, que pour les éclaireurs du peuple et leur mobilisation. En sciences sociales, il repose de manière analogue sur l'impossibilité que soit donnée à la conscience de ceux qui participent à la vie sociale la possibilité d'une explication rationnelle de leur action, de ses tenants et de ses aboutissants. Si cette explication était identique à l'interprétation que ces agents font de leur action, l'existence même des sciences sociales ne serait plus fondée.

Ce postulat présuppose ainsi un « sujet victime universelle » à libérer, une classe « porteur du mouvement historique » à conduire, une réalité indéniabie à révéler dans ses lois structurelles. L'interprétation positive de la fonction intellectuelle s'érige toujours sur cet objet à représenter et c'est à partir de lui que la totalisation s'effectue. Mais quand celui-ci s'estompe à l'horizon (quand l'acteur social retrouve des capacités d'autonomie, quand le populicide est consommé, quand la réalité se diffracte), le devoir de parole de ces dépositaires devient caduc et le contenu de cette parole insensé, à tout le moins, impertinent.

Ce délitement de la fonction intellectuelle au sein de la société moderne a d'autant plus de prégnance qu'il trouve un écho dans une modification de la représentation que la société a d'elle-même. Cette dernière ne se pense plus essentiellement aujourd'hui à partir de catégories collectives comme les classes, les groupes indentaires... mais à partir de monades. Les lectures de la société s'inscrivent dans un modèle épistémique ayant pour centre l'individu, ce qui invalide d'autant la possibilité d'une forme organique de dépositaires. Sur quelle base en effet penser la représentation quand le représenté se dissout ?

POSSIBLES
Il y a
un futur

La question est là, brutale. Le peuple a-t-il vraiment existé ? N'a-t-il été qu'une fiction de la modernité ? Le peuple a-t-il une quelconque consistance en dehors des moments où il est dépouillé de sa souveraineté au profit de son mandataire ? Le peuple n'était-il qu'une idée ? Et s'il n'y a plus cette forme particulière d'universel, comment peut-il y avoir quelqu'un qui se présente comme son représentant, qui se prévale d'en être le conducteur ou l'éclaireur ? Il serait facile de faire le même constat sur la réalité sociale et les sciences sociales ; il suffirait quasiment de remplacer terme à terme le peuple par la réalité sociale. Existe-t-elle vraiment en dehors des constructions qu'en donnent les sciences sociales ?...²

Sans objet universel, plus de totalisation possible ; sans totalisation, plus de sens à livrer, plus d'avenir radieux (politique ou scientifique) à dessiner ; sans avenir radieux, plus de déconstruction au nom d'un abus de totalisation, plus de devoir d'ingérence... La boucle est ainsi bouclée et s'estompe cet « intellectuel organique » qui s'érigait sur et à partir du peuple ou d'une classe pour homogénéiser ses intérêts et ses valeurs et lui faire prendre conscience de son identité et de ses potentialités ou bien qui se fondait dans une révélation des lois rationnelles censées structurer la réalité sociale par la mise en oeuvre d'une procédure méthodique et rationnelle. Et si cet intellectuel organique s'efface, comment son frère ennemi, cette conscience écorchée seule face au monde avec pour unique arme son exigence morale, pourrait-il trouver quelque motif à exister ? Cette raison négative a en effet paradoxalement besoin de positivité comme butoir ou repoussoir pour s'exercer.

2/ Cf. à titre d'exemple la remarquable analyse d'Alain Médam, « Des grilles et des vies » in *Revue Internationale d'Action Communautaire*, n° 15/55, 1985

Partant, comment donc les sciences sociales pourraient-elles encore poursuivre leur travail d'homogénéisation et d'identitarisation quand le monde commun qu'elles participaient à dessiner ne concorde plus avec la concrétude des situations quotidiennes ? Comment les intellectuels pourraient-ils mobiliser leur conscience devant l'insupportable si ce dernier ne prend pas sa source dans une totalisation du sens, dans un projet, dans une volonté, s'il n'est plus que conjoncturel, qu'accident, qu'éphémère ?

POSSIBLES
Il y a
un futur

Si défaillance de la fonction intellectuelle il y a, si crise des intellectuels et crise des sciences sociales il y a, n'est-ce donc pas en raison du fait que la production du sens sur la société, sur son devenir et sur les formes de son être-ensemble, n'est plus assurée ou, tout au moins, ne semble plus être assurée comme elle l'était antérieurement ? Face à ce constat, comment réasseoir une fonction intellectuelle ?

Une fausse piste ?

La première alternative qui vienne immédiatement à l'expérience³ emboîte peu ou prou les pas de Michel Foucault et fait son deuil de l'universel. Elle pose un détenteur immanent de la fonction intellectuelle, spécifique à des champs sociaux concrets, sectoriels et locaux. Celui-ci ne peut imaginer tirer sa légitimité d'une représentation, d'une parole au nom de, d'une mise à la

3/ À l'expérience et non à l'esprit, car en ce domaine fréquentes sont les tentations de faire renaître contre la modernité le droit naturel classique comme soubassement de l'universalité de l'homme ou d'opposer aux cultures la Culture, au culturel le cultivé, manière élégante mais rapide de jeter avec l'eau du bain de la modernité, le bébé, les parents et toute la famille avec, afin de mieux retrouver cet universel intemporel qu'est la Pensée, comme nous y invite par exemple ce best-seller médiatique (et donc « populaire ») qu'est le récent ouvrage de A. Finkelkraut, *La défaite de la pensée*, Paris, Gallimard, 1987, 165 p.

place de et affirmer vouloir pour. Il renonce à être porte-parole de quiconque et, *a fortiori*, de la vérité. Il n'oeuvre alors qu'au repérage des moments et des lieux où des effets locaux de vérité exercent une domination et empêchent une libre expression. Ce qu'il prend comme objet (de dénonciation), ce sont les formes de pouvoir qui obstruent, interdisent et invalident, de manière différente dans chaque domaine particulier de la société, toute possibilité d'épanouissement (des potentialités autogestionnaires ou de la vitalité du quotidien, pour reprendre les deux illustrations les plus nettes).

Cette figure repose sur la volonté de laisser le social s'exprimer dans son effervescence et sa richesse en se gardant bien d'induire un quelconque devoir-être. Les masses savent, le quotidien détient la profondeur de la vie, mais l'un comme l'autre sont barrés par des savoirs et des pratiques sédimentées et instituées. Cette forme de dépositaire repose encore sur l'exercice d'une interprétation négative de la fonction intellectuelle, sur la mise en oeuvre d'une raison critique, mais elle se refuse à déconstruire une totalisation de front qui serait alors issue du pouvoir comme volonté émanant d'une centralité rationnelle. Elle vise à faire éclater des assemblages locaux et spécifiques de domination. Ce refus traduit en fait l'idée selon laquelle, s'il en était autrement, le travail de ce dépositaire participerait à retotaliser quelque chose, ne pourrait que substituer une totalisation à une autre et l'on retomberait alors dans le travers classique d'un combat de légitimité entre universels. Ce qu'il convient en ce sens d'effectuer, ce sont des liaisons latérales, ce sont des tentatives de transversalisation pour faire peser socialement. Autrement dit, inscrire, dans la multiplicité de ses formes et de ses lieux, ce travail comme acte politique sans pour autant lui faire perdre son ancrage dans l'immanence du social.

Si le dépositaire peut encore parler, ce n'est plus pour exprimer ce dont personne n'avait conscience, mais pour « abuser d'un droit de parole ». Il « n'est plus dès lors la condition de la représentation mais *l'occasion de l'expression* »⁴. Mais il ne trouve cette possibilité d'expression qu'en raison du fait qu'il se redécouvre simple acteur social, qu'en raison de la banalité de sa position. En reprenant pied dans la concrétude du monde, il peut être le site à partir duquel se réfléchit le social.

Cette posture n'est possible qu'à la condition d'une translation de l'objet pris pour cible par ce dépositaire, comme l'exposait d'ailleurs Foucault. « Du moment qu'on lutte contre l'exploitation, c'est le prolétariat qui non seulement mène la lutte, mais définit les cibles, les méthodes, les lieux et les instruments de la lutte ; s'allier au prolétariat, c'est le rejoindre sur ses positions, sur son idéologie, c'est reprendre les motifs de son combat. C'est se fondre. Mais si c'est contre le pouvoir qu'on lutte, alors tous ceux sur qui s'exerce le pouvoir comme abus, tous ceux qui le reconnaissent comme intolérable, peuvent engager la lutte là où ils se trouvent et à partir de leur activité (passivité) propre. »⁵.

Reste que ce dépositaire « spécifique » qui tire sa possibilité de parole de son inscription concrète (i.e. par ses conditions de vie et par ses conditions de travail) dans des secteurs déterminés et en des points particuliers de la société pose problème. Notamment celui de la légitimité de sa parole. Qu'est-ce qui le différencie de l'acteur social ordinaire, si justement c'est au nom de l'ordinaire de sa position qu'il est en droit de pa-

4/ Soulet M.H., op. cit., p. 185.

5/ Deleuze G. et M. Foucault, « Entretien : les intellectuels et le pouvoir » in *L'Arc*, n°49, 1980, p. 9.

BLES
v

Intellectuels
et sciences
sociales :
des frères
ennemis
à la recherche
d'un avenir

role ? En quoi est-il mieux à même que quiconque de livrer socialement à vue ce qui travaille le social dont, comme n'importe quel sujet social, il a l'expérience ? En quoi son expérience pratique, analogue à celle d'autres acteurs sociaux, lui permet de tenir une parole légitime que ne pourraient pas tenir ces autres acteurs ?

Cela n'est théoriquement possible qu'au prix de l'un ou l'autre des postulats suivants.

Soit, il faut alors considérer que de dépositaires formels il n'y a plus, que chaque acteur social est potentiellement dépositaire et donc que ce sont des positions ponctuelles et momentanées qui créent des occasions de parole (sauf à retrouver les chantres de l'autogestion ou les gourous du quotidien, mais cela reviendrait à une annulation pure et simple de cette piste de réécriture du rôle car ce serait un retour à la représentation). Mais alors il faut concevoir que cette collectivisation de la fonction intellectuelle n'est admissible qu'à la condition de reposer sur, à nouveau, une totalisation : celle d'un fond commun présent au sein de tout agent social, d'un vivre-ensemble partagé inscrit dans la quotidienneté des pratiques et des émotions, celle d'une culture organique souterraine secrètement unificatrice. La transversalité des pratiques et des vécus est alors immédiate et s'impose tout naturellement comme lieu de réunification du singulier et de l'universel. Ce postulat me semble intenable car il suppose que la médiation symbolique entre les hommes tire son essence de l'immédiateté du rapport social, car, sous couvert d'un refus de toute forme de totalisation explicite et donc minimalement volontairement instituée, il pose que l'existence sociale est néanmoins totalisée ailleurs, naturellement (ou plutôt organiquement), dans un lieu où la possibilité d'une auto-institution des normes par les acteurs sociaux est inimaginable.

Soit, il faut considérer que la parole de ce dépositaire se rabat sur une expression stratégique, qu'il a dû passer sous les fourches caudines d'un travail politique pour accéder à la légitimité. Autrement dit que cette parole n'est pas d'emblée légitime. Elle nécessite un travail spécifique. Cela induit ainsi le fait que des habiletés particulières sont mobilisées, des compétences développées. En conséquence, force nous est alors d'admettre que ce que ce travail fait gagner en efficacité pratique (en termes de production de légitimité sociale de la prise de parole), il le fait perdre en efficacité symbolique et obère en grande partie l'oeuvre d'homogénéisation et d'identitarisation au centre de la fonction intellectuelle. En outre, il tend à réintroduire la logique de la représentation, sur la base cette fois-ci d'une délégation *a posteriori*.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Réécrire le rôle

La voie n'est-elle pas à chercher ailleurs ? Notamment dans une piste qui partirait du fait que les recompositions du rôle ne se feront pas sur la base d'une divergence d'interprétation d'un même rôle. Si le scénario ne semble dorénavant plus pouvoir être le même, il faut réécrire le rôle en sa totalité. Mais comment en augurer les traits si l'on renonce, par défaut, à ce qui formait les piliers de la modernité ?

Peut-être en allant chercher la solution au sein des sciences sociales elles-mêmes, et ce à la condition toutefois de considérer qu'il faut renoncer à l'opposition classique et stérilisante du *social scientist* écartelé entre deux postures : l'intellectuel organique reposant sur une capacité à produire une vision commune du monde, d'un côté, et l'expert fondé sur sa compétence, de l'autre. À la condition d'échapper en somme à ces interrogations lancinantes : les sciences sociales

Intellectuels
et sciences
sociales :
des frères
ennemis
à la recherche
d'un avenir

ont-elles à dire le sens de l'être-ensemble ? Doivent-elles au contraire se limiter à la production de connaissances empiriques ? Cette dualité déforme en fait le problème en le posant. Il faut *a contrario* tenter de penser la compossibilité de ces deux antennes et de cerner le lieu possible de leur convergence et de leur synergie.

La question est simple en somme, si la réponse ne l'est pas, elle. Comment les sciences sociales peuvent-elles participer à l'élaboration d'un sens communément partagé, sans toutefois préjuger du contenu de celui-ci, et ce en s'appuyant sur leur capacité empirique ?

Esquissons une réponse. À notre sens, il importe que les sciences sociales centrent et limitent leur effort à produire des connaissances factuelles (et non cherchent à produire des connaissances normatives⁶¹). Des connaissances factuelles qui, toutefois, ne se penseraient pas comme des vérités positives visant à dégager progressivement les lois structurelles de la réalité sociale, mais comme des éclairages sur des formes momentanées d'agencement des rapports sociaux et du sens que celles-ci prennent au plan pratique. Une telle perspective présuppose que l'on ne considère plus la réalité sociale comme une donnée, ni le social comme le résultat d'un projet formalisable et lié à une volonté explicite, mais comme des réceptacles « d'attentions momentanées et d'interrogations diverses émanant de logiques irréductibles entre elles, qui néanmoins s'assemblent par des pontages toujours incertains et improbables pour donner

61 À ce titre, je ne partage pas la solution avancée par Alain Caillé qui appelle à une ré-éthicismation des sciences sociales, à un retour à des sciences morales. « Ce qui est vital, écrit-il, c'est qu'elles ne se déroberont pas face à ce qui constitue, qu'on le veuille ou non, leur objet véritable, à savoir la réflexion sur les finalités de l'action humaine. » Caillé A., *Splendeurs et misères des sciences sociales*, Genève, Droz, 1986, p. 19.

forme et donner sens à une préoccupation collective et donc à un enjeu social »⁷¹.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Parce que la forme dans laquelle se condense cette articulation de logiques plurielles n'est que conjoncturelle et provisoire, elle impose une mise en vue collective qui ne soit pas seulement description de ce qu'elle est, mais surtout généalogie de ce qui l'a produite et l'a rendue possible.

On trouve ici satisfaction au premier terme des prémisses posées : les sciences sociales nous livrent bien un sens mais un sens qui n'est pas un devoir-être, qui ne se pose pas comme vérité devant informer l'être-ensemble. Elles révèlent simplement une forme d'agencement des rapports sociaux et le sens que celle-ci prend pratiquement, sans les imposer, sans les rendre plus souhaitables, sans les présenter comme plus justes ou meilleurs. Si elles font apparaître une forme et un sens, elles ne les totalisent pas comme devoir-être, car elles les font apparaître comme une forme et un sens empiriques, c'est-à-dire comme une forme et un sens existant parmi d'autres possibles.

Toutefois, et c'est là que nous retrouvons le deuxième terme des prémisses, en produisant des reflets d'assemblages empiriques de logiques plurielles, elles permettent une mise en vue autorisant et conditionnant une réflexion collective. En donnant forme à des enjeux sociaux, elles induisent une préoccupation collective et appellent au début.

Dès lors, s'il y a une interprétation du rôle que les sciences sociales peuvent tenir à l'endroit de la fonction intellectuelle, n'est-ce pas celle d'une exigence de production et de circulation d'élé-

⁷¹ Le Gall D. et M.H. Soulet, « Le social comme champ virtuel » in *Revue Internationale d'Action Communautaire*, n°20/60, 1988.

Intellectuels
et sciences
sociales :
des frères
ennemis
à la recherche
d'un avenir

ments de factualité et de généalogie sur les formes variables que prend l'agencement des rapports sociaux, sans prédétermination normative du bien-fondé ou de la validité de l'une ou l'autre ? Ce faisant, elles participent bien évidemment à la construction sociale d'un devoir-être, mais celui-ci s'élabore ailleurs (dans la société civile et dans les rapports que cette dernière entretient avec l'État), se légitime autrement (sans le soutien de la compétence scientifique) et ne peut plus prétendre à la vérité (simplement à la validité sociale puisque soumis constamment au débat et donc à la révision). En d'autres termes, les sciences sociales, dans cette interprétation du rôle, ne se totalisent pas en dépositaire de la fonction intellectuelle. Le dépositaire, *stricto sensu*, ne se matérialise plus ; il a éclaté et s'est collectivisé à l'ensemble du corps social.

Une telle piste de réécriture pose donc une dissociation entre les sciences sociales productrices de factualité non positive et amorces de débat collectif, d'une part, et le corps social en son entier élaborateur de formes d'identitarisation et de transversalité entre les singularités individuelles sur la base d'une discussion délibérative, d'autre part. Le monde commun ne résulte plus d'une oeuvre d'homogénéisation mais d'une confrontation des normes et des valeurs qui, par l'exigence d'explicitation et la procédure délibérative, produit à son tour des formes contingentes de devoir-être, des configurations de sens en équilibre quasi-stationnaire, i.e. problématisables et révisables.

Cette piste ne saurait bien sûr échapper à son tour à la formulation d'un universel, ne saurait éviter une totalisation. Celle-ci n'est plus toutefois à chercher dans une irénie sociétale à venir, par plus que dans une naturalité de l'homme inscrite dans ses droits ou dans l'organicité de la société. Elle se love dans le principe même de l'argumen-

tation et de la délibération, dans la validité de principes logiques (raison suffisante, contradiction...) et éthiques (intérêt commun à trouver une solution, respect des règles argumentatives) qui lui sont liés.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Mais, peut-être, cette raison communicationnelle, cette délibération rationnelle par argumentation ne sont-elles à nouveau rien d'autre que des utopies normatives, que des formes éthiques de structuration médiate d'un devoir-être ? Peut-être effectivement, mais pour le savoir, discutons-en.

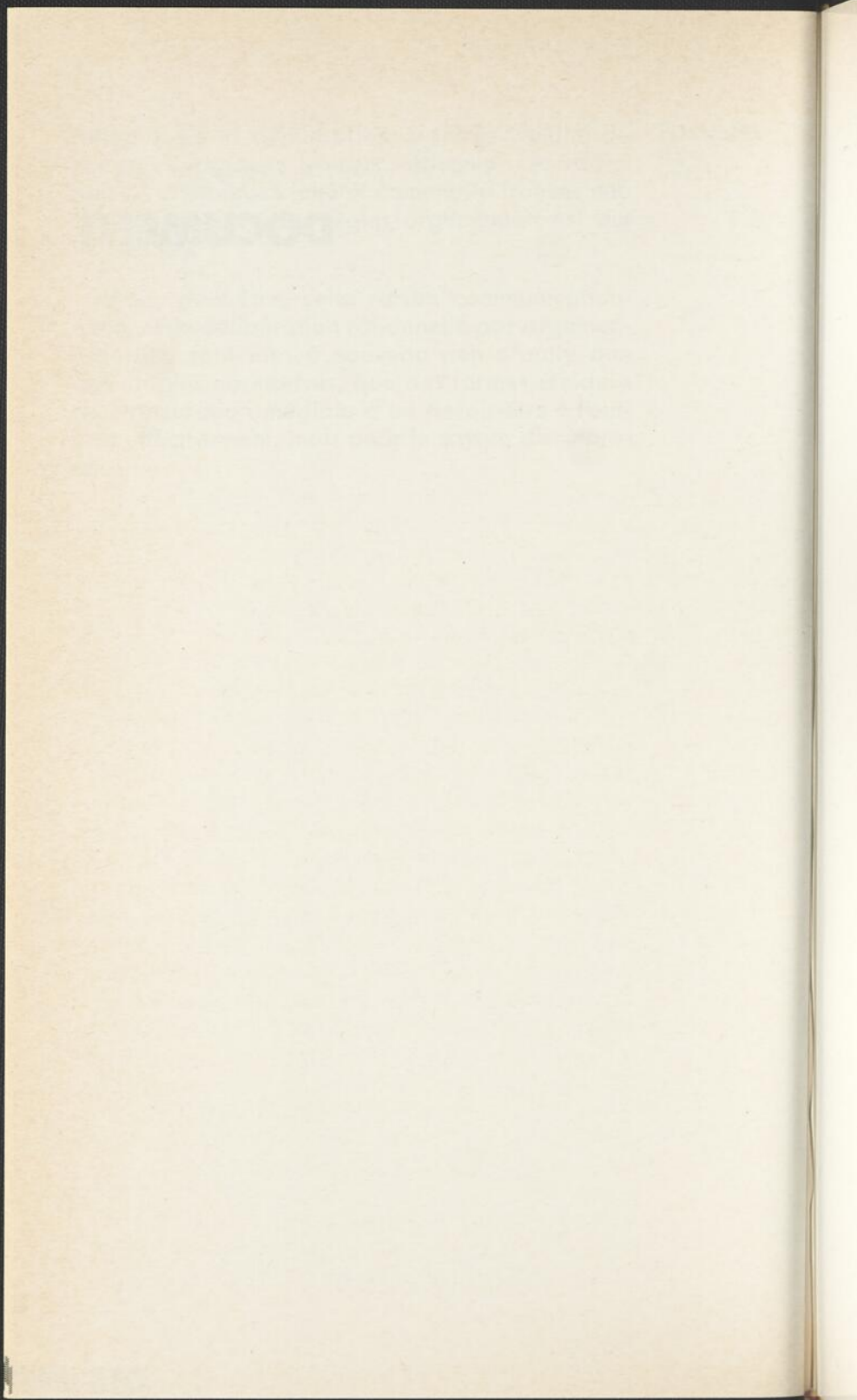
LES

DOCUMENT

1950

1950

The following information is being furnished to you for your information and is not to be used for any other purpose. It is the property of the Government and is loaned to you for your use only. It is to be returned to the Government when you are no longer using it. It is to be kept confidential and not to be disclosed to any other person. It is to be kept in a secure place and not to be loaned to any other person. It is to be destroyed when it is no longer needed. It is to be kept for a period of 10 years from the date of its creation. It is to be kept in a secure place and not to be loaned to any other person. It is to be destroyed when it is no longer needed. It is to be kept for a period of 10 years from the date of its creation.



ROSE MARIE ARBOUR

La Chine, c'est à côté

La ville

Voyager là-bas, dans les villes chinoises, c'est se laisser aller dans l'étrangeté de voies qui d'abord semblent familières : les rues achalandées au mouvement régulier et ordonné, les édifices modernes du centre et de la périphérie grandissante des villes. Les parcs. C'est marcher du matin au soir d'un quartier à un autre, silencieux ou bruyant et achalandé ; c'est suivre le flux lent et régulier des centaines de vélos qui cliquent dans les rues de l'aube à la nuit, dans toutes les directions et dont le flux semble n'avoir ni début ni fin ; l'étrangeté est là, dans cette absence de début et de fin, dans ce flot intarissable de gens, de vélos, de pousse-pousse, dans ces présences dont on croirait qu'elles sont infiniment interchangeable. La nuit ralentit les mouvements de foule mais un bruit de fond continue telle une rumeur : c'est celui des chantiers de construction à peine éclairés par des fanals oranges qui crépitent dans le noir, où se projettent les ombres démesurées et mouvantes des ouvriers pieds nus qui portent les briques, coulent le ciment, montent les structures d'immeubles construits par milliers à travers la Chine. Partout il y a des chantiers, il me semble qu'il n'y avait aucune ville qui ne ressemblât à une ruche en transformation continue.

Les immeubles à peine ébauchés avaient déjà l'air vieux, abîmés, usagés, comme si on construisait des taudis instantanés ; ceux-ci constitueront le visage de plus en plus évident des villes chinoises qui, peut-être, finiront par ressembler à ces villes russes si tristes en béton *drabe* aperçues du Transsibérien qui les traverse et ne s'y attarde que le temps de faire le plein de charbon, le plein d'eau.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Piétons & vélos

Cette irruption d'un modernisme à bon marché n'arrive pas à camoufler la vie intense et dense des quartiers plus anciens, aux maisons basses et grandes ouvertes sur la rue. Le soir, dans l'ancre de ces maisons exigües, une ampoule se balance aléatoirement au gré du passage de la mère, de l'enfant, des vieux ; là s'entassent lits, table et chaises, quelques meubles. Au-delà, s'ouvre une courette en plein air, lumineuse le jour et privée semble-t-il. Mais la vie quotidienne se passe dehors, dans ces rues étroites qu'encadrent ces maisons basses, avec ces gens qui s'y faufilent sans interruption, ces flots serrés et sans fin des déambulateurs, ces boutiques achalandées, ces gens qui se tiennent par la main, parents et enfants, adolescents, femmes entre elles, hommes entre eux. Cette foule si dense n'est pas pressée, comme si elle était sans projet, en perpétuelle vacance, comme si rien ne la sollicitait que le moment présent, que le fait d'aller ici ou là, sans aucune urgence. Les hommes qui tirent à la main des charges énormes installées sur des chariots à deux roues s'y glissent sans heurt. Leur vie est entièrement absorbée par cette charge comme une fourmi tirant cent fois son poids : la vie se joue alors dans un pur immédiat qui consiste à s'extraire, dans un trajet que l'on sent régulier, des embûches de la rue — amener une charge au prochain carrefour, le franchir, tirer encore, se

La Chine,
c'est à côté

tenir à la queue leu leu, cheminer comme des bêtes de somme, anonymes. Sans impatience, sans sursaut.

Il arrive que quelques vélos s'embrochent mutuellement à un carrefour où un camion les a happés. Comme des limailles de fer attirées par l'aimant, des lambeaux de foules se dirigent vers l'accident et se dissocient un moment du reste de la foule, s'agglutinent un moment autour des victimes puis se refondent dans le flot régulier. Ces flots urbains sont homogènes : ils représentaient pour moi le *désordre ordonné*. L'entrechoquement toujours imminent mais presque toujours évité des vélos entre eux témoigne d'une dextérité miraculeuse, d'un ordre fragile mais réel et constamment en train de se refaire.

Les arbres

Quittant les grandes artères pour les rues étroites aux maisons basses, l'oeil de l'étranger est attiré par les objets de toutes sortes dont on affuble les arbres qui bordent les maisons : chaussettes, sous-vêtements, pantalons et *combinaisons*, casseroles et instruments domestiques, écheveaux de laine sèchent au grand air. On entre de plein pied dans l'intimité des habitants. Il semble bien que cette intimité n'aie pas ce caractère *individuel* qui la spécifie en Occident et y constitue un des fondements sacro-saints de la *qualité de la vie*. L'intimité de tous et de toutes est ici étalée au vu et au su de tous : les toilettes publiques sont situées au carrefour de chaque quartier, la fontaine publique — qui se réduit souvent à un simple robinet placé à quelques pieds au-dessus du sol — attire qui veut laver son linge, qui veut rincer ses casseroles, qui veut remplir son bidon d'eau. Une intimité inusitée flotte si l'on peut dire dans l'air des quartiers : elle n'a pas pour synonyme l'isolement mais elle est plutôt

partagée par un clan, un groupe de voisins, quelques familles. L'intimité est davantage un espace partagé — bon gré mal gré — qu'une barrière entre chacun-e et il semblerait que les hauts murs qui bordent les quartiers résidentiels sont là davantage pour assurer l'intimité d'un groupe que d'isoler chacun-e des autres.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Les parcs

La vie quotidienne se joue dans les parcs, où les gens circulent en silence ou bien dans une rumeur qui atteint un diapason aigü dans certains où des attractions les sollicitent. Là, malgré les va-et-vient incessants, il y a le temps qui s'arrête comme à volonté. Là où des lecteurs, absorbés par un livre, sont immobiles pendant des heures : seul le mouvement de tourner la page les fait bouger imperceptiblement. Cette capacité d'absorption m'a fascinée, comme si le temps n'existait pas, comme si rien ne les sollicitait plus que ces pages qui les isolent, les extirpent de leur contexte particulier pour un ailleurs provisoire et imaginaire. La nuit, en plein coeur de Beijing, parmi les grands hôtels tape-à-l'oeil et réservés aux étrangers et à certains dirigeants, en marge de cette Cité interdite rutilante, le lecteur s'appuie à un lampadaire dans le cercle de lumière jaune, statue surgie de la nuit et piégée dans ce cercle magique, courbé sur son livre.

Les parcs s'animent le matin à l'aube par des hommes et des femmes dans la quarantaine et plus. Ils pratiquent le *tai-chi* par petits groupes : la lumière du matin les fait surgir de la brume mais aussi d'un âge que les jeunes commencent à considérer comme autre, eux qui pratiquent leur jogging, en T-shirt et en short comme on le ferait à Central Park.

Les vêtements

Les habits *mao*, gris ou bleu foncés, costumes d'une période dont la révolution se termine dans une traînée silencieuse comme des comètes en allées, marquent l'âge de ceux et celles qui les portent mais aussi un attachement et un engagement envers le Parti, une conception nationale et singulière de la Chine. Les habits *mao* distinguent ces générations de celles vêtues de tissus synthétiques aux couleurs chimiques et souvent criardes ; de même les chaussures de toile, aux bouts ronds si caractéristiques, sont de plus en plus remplacées par le claquement strident des souliers en cuir ou en synthétique aux talons élevés, portés autant par les femmes que par les hommes qui ont curieusement adopté ces derniers dont on chercherait en vain l'équivalent dans le monde occidental si ce n'est dans certains lieux ambigus.

Les générations vêtues à la *mao* ont quelque chose de particulier, d'un peu suranné : est-ce leur habit, est-ce la fonction qu'ils-elles occupent ? Ils-elles sont ces *officiels-les* qu'on croise dans les trains et les avions, dans les gares, par petits groupes, et qui, munis d'un seul petit sac, pondérés et calmes, circulent interminablement dans ce pays aux distances énormes et se distinguent de la foule mouvante et rude en ce qu'ils-elles se dirigent plutôt que d'être dirigé-e-s. Il semble que la *force des choses* ne les motive pas ou à un degré moindre par rapport aux autres, ceux des foules anonymes et innombrables. Comme si la quantité s'était muée en qualité.

Art occidental à la chinoise

Parcours traînants de ces musées où certaines sections étaient consacrées à des expositions d'étudiants ou bien d'artistes patentés en art dit *occidental*.

La copie s'exhibait à l'état pur dans ce qu'elle a de plus ennuyant mais aussi de gênant. Ce qu'il y avait là contredisait ce qui se voyait et se vivait dans les rues, les quartiers, les marchés, les lieux publics, dans l'organisation du temps et de l'espace, celle entre les gens et les choses.

POSSIBLES
Il y a
un futur

C'était comme regarder quelqu'un manipuler un objet dont il ne sait ni l'usage ni la fonction : le sens et l'usage lui en échappent malgré une bonne volonté indiscutable de bien faire et qui en fait n'arrive qu'à transformer des procédés et techniques en vains instruments et formes vides. Une pratique moderne de la peinture semble consister à la recherche des marques plastiques de la modernité à l'occidental. Ironiquement, ces marques perdent totalement leur sens d'origine et d'originalité dès qu'elles sont copiées — la *modernité* se définissant en regard justement du rejet des traditions et l'importance de la nouveauté. Les effets de modernité recherchés par ces artistes pratiquant l'*art occidental* tout en ignorant l'expérience de l'individualité propre aux sociétés occidentales industrialisées, ne sont pas atteints ou plutôt exhibent, dans leur maladresse même, la feinte. Ces tableaux usés avant même d'être vus, avant même d'être peints, me rappellent ces immeubles en chantier qui donnent l'impression d'être en déconstruction perpétuelle. L'individualité artistique étant inimitable si on ne saisit pas le fondement d'une telle conduite, ces artistes chinois en copient des effets extérieurs sans plus, oubliant qu'elle a ses assises et sa légitimité dans une culture, un mode de vie, des désirs et un imaginaire propres. Dans leur volonté d'accéder au monde de l'art occidental, ils ont négligé de voir en cet art un lieu de relations de l'artiste et de sa pratique en mutations et modifications constantes face au monde où il vit, plutôt qu'un objet en quelque sorte *naturel*, fixé une fois pour toutes dans ses règles et ses codes et dont on n'aurait plus qu'à apprendre le fonctionnement.

La Chine,
c'est à côté

Les Russes leur ont appris à faire du *réalisme social* aux yeux bridés : scènes de chantiers, de travail, de combats, d'héroïsmes dans les champs, figures de généraux majestueux. À l'huile. L'art occidental, c'est la peinture à l'huile. C'est la toile, c'est la signature, c'est le cadre, c'est la touche que l'huile permet, l'empâtement, le trituration de la matière. Puis, plus rien. La technique, privée de ses assises, dévoile la copie dans la gratuité même de son emploi et de son usage.

Calligraphie

Dans une autre section consacrée à l'art actuel, il y a la catégorie *art chinois* où les calligraphies sont exposées. Je sais que depuis des millénaires le geste du calligraphe endosse et reproduit les innombrables gestes antérieurs et semblables d'autres artistes travaillant sur le même motif, la même écriture. Le geste, comme un grain de sable dans la plage immense de la tradition : l'anonymat est une figure qui prend forme dans la répétition, là où la variation perce sans cesse.

Je feuillette à l'envers un livre de calligraphie, on me le fait remarquer en riant. Sans la signification littéraire des mots, des caractères, je saisis la minutie dans l'exécution des signes, la rapidité et la dextérité souple du geste qui dirige le pinceau, l'onctuosité de l'encre, le souffle du calligraphe. Le calligraphe est absorbé à peindre : penché sur sa feuille, il performe, il exécute pour la millième fois le même geste, le même caractère. Il lui redonne sens. Une lumière légère et poudreuse l'entoure comme d'un halo, elle le font légèrement trembler. Le temps passe en silence.

Le geste, à la fois monumental et raffiné, sûr et subtil, performe : il évoque dans la forme qui est écriture cette tradition même — écriture que je ne

peux lire mais voir seulement comme trace d'un geste dans son ampleur et sa précision, dans son apparente spontanéité qui semble-t-il n'est possible qu'aux artistes de longue expérience. L'individualité à l'oeuvre n'est pas ici le sens de l'oeuvre ni son contenu, ni sa qualité première : ces calligraphies ne m'amènent pas sur le terrain du *sujet*, ni dans le champ des valeurs personnelles et intimes et pourtant elles me parlent de l'*intérieur* avec leurs codes, leurs conventions, comme un chant venu de très loin qui rejoue constamment sa magie. Au-delà de ces conventions et ces règles, ces codes et ces lois dont j'ignore le fonctionnement, il y a une sorte de légèreté du corps du calligraphe qui les trace et les retrace, comme si, à mesure de les répéter, le poids du temps disparaissait et le laissait dans un présent immédiat.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Les mots, les signes

Chaque jour me suspendait dans le flot des paroles, des attitudes, des silences, des gestes dont je ne saisisais pas le sens. Je jonglais avec, tête en bas, en perspective renversée et souvent sans perspective du tout. Comme dans une eau trouble où le nageur tente de se repérer, je saisisais telle nuance, je m'accrochais à telle *évidence*. Puis elles me lâchaient. Pourtant, cette intonation de voix, cette expression familière du visage, ce rire déclenché en même temps... Le fil du sens se cassait sans cesse, je le renouais, le déroulais jusqu'à ce qu'il s'effiloche à nouveau. Cherchant l'air à la surface comme un mammifère marin, la rencontre hasardeuse du sens me mettait en émoi. Je suivais les pistes dans leurs détours imperceptibles, dans les inflexions de voix ténues et, l'espace d'un moment, je comprenais et me faisais comprendre. *Étrangère*, j'étais privée de conventions qui me guident et me rattachent aux autres, je flottais comme un papier léger, poussée par le

La Chine,
c'est à côté

vent et les courants d'air, tantôt virevoltant, tantôt plaquée contre une surface qui obstruait et m'arrêtait. Espaces flous et imprévisibles où j'étais étrangement libre.

Dans une cantine, sur ce que je devine être des menus écrits sur panneaux muraux, je pointe du doigt un caractère puis un autre et un autre encore. Puis j'attends. On m'apporte un à un des plats simples et étranges dont le goût m'est inconnu, d'autres où je reconnais visuellement tel légume mais dont j'identifie mal le goût. Dans les *Chop Suey* et les haricots verts de mon enfance, je goûte des parfums subtils qui me les rendent étrangers eux aussi et, dans cette perte de sens, je les redécouvre en les regoûtant, coincés entre les baguettes. Les objets familiers perdent leur sens, débarrassés de leurs carcans, les sens s'aiguisent à ne plus les reconnaître et les goûtent à nouveau : c'est de l'exotisme à rebours.

Les affiches

Une image vaut mille mots. Les images occidentales envahissent la Chine, nous ignorons ce que disent leurs mots.

Un Donald Duck bavard et un gros Panda silencieux encadrent une affiche publicitaire ; figures emblématiques, ils incarnent aux yeux de tous le paradoxe de deux mondes que le commerce rapproche. D'un côté le joyeux canard habillé en matelot comme il se doit pour un être aventureux, rigolo et bien embouché, vous sollicite d'un geste large à acheter sa camelote. « You need me » semble-t-il dire aux passants.

De l'autre, un Panda muet, assis et embourbé dans sa fourrure blanche et noire semble n'avoir rien à dire ni à faire. Il lui manque une physionomie anthropomorphique comparable à celle de Donald Duck — Walt Disney n'est pas passé par

là. Dans ce vis-a-vis inégal du Panda rarissime et du vulgaire canard américain, il y a une tension renversée ; Goliath est devenu un gros nounours, David s'incarne dans ce Donald Duck gueulard, sorte d'équivalent du modèle fourni par Dale Carnegie dont on trouve un peu partout les traductions à vendre — comme on vend ici des Vénus de Milo de trois pouces faites à Taiwan à côté de la grosse *Presse* et du *Journal de Montréal* sur le comptoir d'un *dépanneur*.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Des affiches géantes commencent à ponctuer les grandes artères des villes, énormes panneaux publicitaires sur lesquels se déploient seulement les lèvres d'un rouge violent d'une femme blonde dont on devine qu'elle contemple une montre bijou, sujet de la publicité.

Les publicités télévisuelles s'importent de Hong Kong : l'écran se remplit de l'image d'un bateau *hors bord* conduit lestement par un couple à l'américaine aux yeux bridés, comme si on mous-sait sur les ondes de notre Canal 10 les mérites d'un *jet privé* à l'usage du commun des mortels.

Privés de leur contexte d'origine, ces objets, de même que ceux et celles qui les consomment à l'écran, sont pure illusion : pourtant ils apparaissent réels par leur exposition même. Ces images me sont apparues comme autant de barils de poudre en attente...

La Chine, c'est à côté

L'autobus Greyhound en provenance de l'aéroport dépose ses passagers au Reine Elizabeth, boulevard René-Lévesque. J'ajuste machinalement mon sac à dos comme si je devais me remettre en route. Il est 8 heures du soir, le soleil décline et le ciel rougeoyant fait scintiller les gratte-ciels de la Place Ville-Marie et, plus au fond, les toits et la végétation du Mont-Royal.

ES
La Chine,
c'est à côté

Quelques voitures démarrent dans un silence quasi parfait. Comme un canyon traversé d'ouest en est d'une brise légère et régulière, le boulevard aspire la sienne jusqu'au pied du pont Champlain où elle ira se disperser. Tout cela m'apparaît soudain si familier, ce vide et ce silence de grande ville nord-américaine après les heures de pointe.

Dans le songe d'une nuit agitée, ils dévalèrent par milliers ce boulevard qui tente de se redonner une histoire, avec leurs ballots de linge, leurs provisions, leurs vieux et leurs enfants. Ils se répandirent comme de l'eau, à l'affût de tout et de la moindre opportunité, sachant patienter comme ils le font dans les gares chinoises pendant des jours entiers, assis ou couchés sur le sol des gares, agglutinés par groupes et familles pour aller ailleurs, aiguillonnés par des nécessités incontrôlables. Comme un énorme boursoufflure secrétée à partir du quartier chinois d'à côté, ils firent irruption dans l'ordre glacé du boulevard, le bordant de milliers d'échoppes précaires de tous métiers et de tout acabit, remplissant d'odeurs de nourriture et d'une rumeur tenace ce boulevard qu'il fallait rebaptiser encore et dont les feux de circulation, le jour comme la nuit, se perdaient dans le roulement continu des voitures et des gens.

Le *no future* à l'occidentale n'a pas encore cours chez eux, le prix en est trop élevé. Quant au rêve...

[The page contains extremely faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the document. The text is too light to transcribe accurately.]

**PRIX OFQJ
(nouvelles)**

À l'occasion de son 20^{ième} anniversaire, l'Office franco-québécois pour la jeunesse a lancé un concours de nouvelles d'anticipation, sur le thème de *Demain, la francophonie*. Ce concours s'adressait aux jeunes de 18 à 35 ans. Près de 70 manuscrits ont été reçus, en provenance de France et du Québec.

Le jury, présidé par Tahar Ben Jelloun, était composé d'écrivains québécois et français : Gilles Archambault, Andrée Chédid, Madeleine Gagnon, Alain Gerber et Pierre Lepape.

Les gagnants ont été annoncés lors des 24 heures du Livre du Mans, le 15 octobre dernier.

Le premier prix, accompagné d'une bourse de 3 000 dollars, a été attribué à Gilles Pellerin, jeune écrivain de Québec, pour la nouvelle intitulée *Le Songe*.

Le second prix, doté d'une bourse de 1 000 dollars a récompensé le talent d'un jeune Parisien, Patrick Klein, qui en est à ses premiers pas en littérature, pour sa nouvelle *La Réserve*.

La revue *Possibles* remercie l'OFQJ de l'avoir choisie pour publier ces deux nouvelles.

GILLES PELLERIN

Le songe (premier prix)

Comme cette histoire risque fort de n'avoir ni début ni fin, il importe que je me la raconte. Elle ne saurait exister, et moi donc, que par les vertus du rêve et de la mémoire. Quel rôle y tiens-je ? Il ne m'appartient sans doute pas de le déterminer quoique je me sente capable de tout, de rêver des circonstances et de leur assigner des mots, circonstances ordinaires autant que grandioses dont rien ne prouve que je les invente vraiment puisqu'elles me viennent sans que je sache dire comment, non plus que d'où et depuis quand.

Il en a toujours été ainsi, à ce qu'il me semble. Je ne me rappelle pas le début. J'élabore donc des préhistoires, j'esquisse des chaos à seule fin d'éprouver la sensation de vertige. Si je dis *toujours*, c'est par commodité ; *jamais*, pour le plaisir du frisson. Je m'enivre de la simultanéité, de toutes les simultanéités. J'abolis les frontières, je ne les abolis pas : elles n'existent pas. Aussitôt — car je brise à dessein le charme dès lors que je dis *aussitôt* — je m'adonne à la rupture, je confonds singulier et pluriel, je me dissocie du tout et de l'unicité. Et après ? *Avant* et *après* pourraient bien n'appartenir qu'à la catégorie du superflu, soit, mais j'en fais une vue possible de l'esprit. Je ne jurerais de rien ; alors je crois à tout. Comme s'il en allait de mon salut ainsi que de celui de tout ce dont je suis l'émanation et qui émane de moi.

J'appartiens à la caste des rêveurs d'univers. Je n'ai jamais rencontré mes semblables, à supposer qu'ils existent. Parfois oui, il le faut puisque je rêve qu'on m'investit de ma mission : il est dit que je dois imaginer tous les autres rêveurs. En contrepartie — mais il ne saurait y avoir de contrepartie, de dette ou de privilège —, les autres me prêteront existence par le moyen de leurs rêves.

POSSIBLES

Il y a
un futur

Du fait que je ne peux me déterminer d'origine, et à toutes choses, j'ai considéré qu'il pût y avoir un point ultime. Juste avant que tout ne s'anéantisse, quelqu'un est envahi par la vision, la certitude d'un monde qui n'existe que si on le rêve. Il commence par imaginer d'autres rêveurs, et eux d'autres rêveurs, si bien que les rêts tendus de leur pensée, de relais en relais, gardent l'univers de sa destruction.

J'apparais quelque part dans ce scénario. Cela signifie-t-il qu'à un moment donné il n'y a rien et que, tout de suite après, je prends forme et charge du rêve, qu'une pensée m'habite, un plan dont je ne prendrai connaissance qu'au fur et à mesure de son déroulement ? N'y aurait-il pas plutôt un tracé discontinu, un brise-néant erratique qui deviendrait imperceptiblement le ruban continu grâce auquel il est possible de se souvenir ?

Je n'attends pas de ces questions qu'elles soient résolues. Qu'elles continuent de m'occuper me suffit. Je ne me rappelle pas ne pas me les être posées. En arriverais-je à la conviction que l'Histoire est unique, qu'à l'infinitésimal moment qui précède sa dissolution quelqu'un a réellement et définitivement choisi d'en remonter le cours, et que pour cela il a créé notre caste, tout de suite je l'innocenterais de sa volonté, je la ferais mienne, authentique dans le doute, j'induirais que j'ai moi-même rêvé le prime rêveur et ourdi son plan

pour le meilleur et pour le pire, alors qu'au fond peut-être ai-je pour seule fonction de rapporter les faits, de leur donner la substance du verbe.

Peut-être aussi ressortit-il à ma condition d'interpréter l'absence de réponse comme la preuve infaillible de la grandeur de la tâche qui m'est conférée ? Je ne serais en définitive qu'un scribe, médiocre mais heureux, tenu dans l'illusion que ses paroles sont des gestes, ses gestes des actes, le sérieux que j'y mets m'ayant fait perdre toute mesure. Cette avenue n'est pas moins agréable : imaginer qu'on m'ait confié la mémoire du monde et que pour son service je dispose de dictionnaires infinis dans lesquels je m'é gare, je rêve.

Je crois tout ce que mes songes me disent, y compris qu'il m'incombe de maintenir l'extrême tangibilité. Un mot apparaît, n'importe lequel, je suis avide, *loup*. Alors, comme les grands rêveurs, je vois, oui, une grande bête des bois, son museau pointu, des silhouettes aux oreilles dressées comme des hurlements un soir d'été à l'orée de la forêt, j'entends des récits affolants dans lesquels les forêts existent encore, comme des temples de l'ombre dont l'orée est un parvis aimé et redouté. On y mange les mères-grands, ces clones sacrificiels des grands-mères dont la race, pour stérile qu'elle paraisse, se perpétue au prix de ce rite afin de raconter les mystères du Gévaudan, les courses à la queue leu leu des hordes dans la neige, la douleur poignante des loups-garous au regard hématoporphyrrique. Les grands-mères montrent la flamme des bougies pour parler de l'oeil jaune de la louve gravide, de son amour intact pour Remus et de la férocité incertaine des êtres, car n'est-il pas vrai que l'homme est un loup pour l'homme mais que les loups ne se mangent pas entre eux ?

Je vois encore des loups de mer, un capitaine hirsute qui s'émeut devant le Loch Lomond, je vois

des chromos qu'on vend dans des boutiques de souvenirs près des ports et loin des ports, je vois des phoques dont on n'aperçoit pas les oreilles, pour un enfant je crée une autre sorte de souvenir, inaltérable, il va à la mer pour la première fois, les vieux s'étonnent de la gelée sur l'herbe au beau milieu de l'été, ils allument des cigarettes dans l'ancre de leurs mains repliées, ils exhalent des ectoplasmes, il y est question de travail, des étés qu'on n'a plus, puis l'un deux pointe la mer, « Des loups-marins ! », l'enfant ne comprend pas qu'on puisse trouver des loups dans la mer et d'ailleurs il n'en voit aucun, et pas même les phoques.

POSSIBLES
Il y a
un futur

S'il ne voit rien, il retient tout. Cette mer n'était pas la mer — le fleuve. Pour lui, je me laisse envahir par des images de froid, je rêve que sur ces terres, pendant longtemps, les glaces ne fondent pas. Par fantaisie, j'envoie les glaciers au sud puis les ramène au nord. Je me love dans mon rêve de toundra, de caribous. Il y a des mastodontes, puis non. Pour que l'enfant, devenu autre, célèbre encore les loups, c'est soirée de carnaval. Il se masque, se prend pour Fantômas, Lupin prénom Arsène, Anubis conducteur des âmes.

Comme cette histoire risque de n'avoir ni début ni fin, je devrais ne m'inquiéter de rien. Le seul fait pourtant d'émettre l'hypothèse des temps ultimes me convainc de sa gravité. Qu'on me l'ait insufflée ou qu'elle ait été conçue dans mes replis secrets, elle n'en existerait pas moins par le fait de la puissance onirique, la mienne, une autre.

Je me persuade parfois que le prime rêveur relève de l'ordre de la fable et que je ne me suis créé ce leurre qu'afin de me soustraire à une trop accablante culpabilité. J'aurai fait un cauchemar, des images de destruction me seront venues sans que j'arrive à les endiguer, les contrôler ou même à les distinguer de celles de la création. Pire :

j'aurai consenti à l'anéantissement, mais pas tout à fait, la décision pas plus que la persuasion ne pouvant chez moi s'implanter durablement. Au dernier moment, le remords se sera emparé de moi, suscitant cette intention circulaire par laquelle le prime rêveur et moi nous nous créons mutuellement. Depuis lors, j'erre dans la phase avant-dernière des choses, l'esprit paralysé par l'indécision et chichement satisfait par la confluence des incertitudes.

J'accuse ma nature velléitaire, l'indolence d'un art qui s'est complu dans le doute, la litote et le paradoxe. J'ai cru que la fragilité même d'une trame s'appuyant sur des impulsions contraires me garantissait de tout dérèglement. Que n'ai-je plutôt prévu des mécanismes salvateurs ? Mais je déraisonne, il s'agit plutôt du contraire, de tous les contraires que j'appose en appentis à tout ce que j'édifie : pour chaque action, il me semble parfois que j'ai forgé l'interférence idéale. Mon imagination alors n'a pas de bornes, il n'y a pas de théâtre trop beau pour que des plaideurs me régalent de leurs arguties et allitérations. Je les aiguillonne s'ils viennent à se lasser ; pour ma joie amère, ils se dressent dans l'émulation et les défis outreucidants. Le tumulte de leur philosophie est tel que je ne pense plus que par contagion. J'ai si bien réussi le rêve qu'à son tour il me transforme. Quelqu'un sans doute se sera persuadé de m'avoir rêvé et prêté existence.

Je supplie la caste des rêveurs de m'accorder malgré tout son soutien ou du moins de ne pas prendre trop grand déplaisir et désintérêt à mes présomptueuses chimères. Je reconnâtrai sa mansuétude dans ce qu'elle me consentira encore d'imaginer sa lointaine existence et son éventuel pardon. C'est à elle que je rends grâce de mes rêves d'adoubement. J'arrive dans une vaste enceinte au terme d'un long voyage. Je ne connais rien de ma mission sinon que je dois m'investir de

sa nécessité. La situation est telle que de partout monte le sentiment de la proche perdition. Le scénario stipule qu'on doit d'abord tenter de me faire perdre contenance : « Quelle rivière coule donc au pied du château ? » m'est-il demandé. — La Vienne.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Je suis jeune, ma réponse est claire : la Vienne, l'avenir. Le prime rêveur s'est dissimulé dans la foule, allant jusqu'à confier ses attributs à un clone. Je ne suis pas dupe, m'avance timidement vers la personne qui me paraît le plus en proie au doute. Je la désigne. Une rumeur de stupéfaction se fait entendre. On me demande d'imaginer la suite : la scène se transporte dans une salle capitulaire, à un aréopage je réponds naïvement. Je ressens alors un immense bien-être à si bien tenir le rôle, et cela devient aux yeux de tous les rêveurs le signe manifeste de ma légitimité. Le prime rêveur s'est entretemps retiré, bientôt suivi par la caste. Je sais alors que je pourrai souffrir mille maux, l'isolement, l'abandon, la perte du sens même de ma mission et d'ailleurs c'est ce qui arrive tout de suite. J'élève un bûcher sur lequel la populace brûle un de mes clones et je me reconforte à l'idée de ma survie.

Mon imagination hélas ne dresse pas des embûches qu'aux fins de ma jouissance. En des songes atroces, des galaxies complètes sont englouties, des trous noirs voraces se répandent comme la peste. Parfois, je choisis un point que je me surprends à torturer. J'invente des espèces, des genres, des sous-genres, des familles, des sous-ordres, des ordres, des super-ordres, des classes, des embranchements. À tous je donne des caractéristiques propres. Je m'assure qu'ils paissent et s'entre-dévorent puis je les raye du monde où ils ont mis des milliers d'années à se constituer. Comme si ce n'était pas assez, j'induis la biologie et la passion de la taxonomie en ne laissant à

leurs adeptes que la maigre pâture des espèces survivantes.

Ma fureur ne s'arrête pas là. La conviction que je conspire contre moi-même est si grande qu'il m'arrive de croire qu'elle fonde chacun de mes actes. Je découvre l'Amérique et m'y reprends à plusieurs fois pour que mon affliction soit totale. Car le déroulement du songe est d'abord harmonieux, je ne me méfie pas de ce qui se présente sous un jour invraisemblable : des peuples épuisés perçoivent l'Amérique comme la terre dernière des Aléoutiennes et la traversent de part en part sans même inventer la roue ; je fais camper des Phéniciens près de New York comme s'ils y étaient venus transiger l'or brun de Sidon ; dans un élan non moins fou, je lance des Norois du Dalsfjord et du Rogaland sur la mer des glaces, d'abord jusqu'aux Shetland, puis aux Féroé, puis en Islande, puis à Gardar et Brattahlid du Groenland, puis dans l'Helluland — je m'enfièvre ! —, le Markland et Leifsbudir du Vinland. Mais je me repens, j'efface tout. Est-ce que je ne donne donc que pour ensuite tout retirer ? Est-ce que je ne crée les loups que pour les réduire à la condition de chiens ?

Je crois avoir tout effacé parce que l'aventure a tourné court et mal. Illusion. Pareillement, j'ai conçu la littérature comme une figure d'obsession. Les mots pourraient bien ne vouloir rien dire et pourtant on leur confierait tout. Je m'y emploie sans cesse. Je ne me satisfais d'aucune phrase, j'efface les pages au fur et à mesure qu'elles me viennent, tout en ne cessant de me répéter que cette histoire n'a probablement ni début ni fin mais qu'il m'importe de me la raconter.

De ce que je crois avoir ainsi détruit, il reste toujours quelque chose. Sans doute la même pulsion qui m'entraîne à tendre des embuscades aux entreprises les plus innocentes les protège-t-elle

à la fin des rigueurs ultimes de ma déception punitive : si j'ai englouti des civilisations, si j'ai rayé de ma mémoire ce que j'avais d'abord voué au grand oeuvre — et cela, je l'ai fait avec l'Atlantide, avec *Is la miroitante*, avec la langue et les usages des Béothuks —, je n'ai pas toujours atteint, dans mon désarroi funeste, à l'éradication complète. Du songe des esquifs à cous de dragons, j'ai sauvé les noms d'Ari Marsson, marin de Reykjanes, de Bjorn Asbrandsson, capitaine de Breidavik, de Gudleif Gudlaugsson de Borgarholt parti de Dublin, du magnifique Erik le Rouge, des valeureux Leif et Thorvald Eriksson. Je redis aussi les noms de Bjarni Herjolfsson, Thorfinn Karlsefni et Freydis Eiriksdottir.

L'expérience aidant, j'aurais dû m'arrêter là. Non, encore a-t-il fallu que je mette des terres au bout des pérégrinations des Basques, des Français, des Portugais et des Anglais comme j'avais donné asile et forêts aux Béothuks, aux Micmacs, aux Pesmocodys et aux Malécites — les mêmes terres. Les créatures du songe ont proliféré, souvent les unes en butte aux autres.

Comme je crois parfois comprendre que je ne survis à la pénultième vérité qu'en réécrivant sans cesse le vaste rêve, je recommence inlassablement mon récit. J'ai fini par me plaire dans ce chaos, à y chercher la sensation du vertige. Je confonds singulier et pluriel. Si je dis *Il était une fois*, c'est par fantaisie. Je n'arrive pas toujours à distinguer ce qui a été plusieurs fois dans ces versions trouées que j'accumule.

J'ai vu exterminer les Acadiens de ce que je dois me résigner à appeler l'Île de Quelque Part, comme l'avaient été les Béothuks de la grande Terre-Neuve. J'ai voulu apporter des correctifs qui n'ont servi en définitive qu'à m'abuser. L'île a disparu, j'ai caché les Acadiens, les mêmes, d'autres, dans les marais. Puis j'ai repris complète-

ment le récit. Des immigrants s'établissaient à Port-Royal. Leurs enfants ne mouraient pas, mon songe y pourvoyait. Ils s'employaient à dessaler les terres basses de la rivière au Dauphin, là où la Baie Française roule des marées si hautes qu'il semble que la rivière reflue vers sa source. On les y a néanmoins trouvés, harcelés puis on les en a chassés. Une fois fini le cauchemar erratique, j'en ai retrouvé, certains avaient cette fois survécu, à Saint-Domingue, en Louisiane, en Angleterre, à Belle-Isle-en-mer, à Boston, à Yamachiche, au Cap Breton, à l'Île Saint-Jean, à Miramichi, et même chez eux.

C'est un moindre mal que la dispersion des Acadiens quand je la compare à tout ce que l'imagination du pire a engendré, un souci bien raisonnable que la survie des peuples frères et du français américain quand me vient en tête le nom de la fabuleuse ville d'Albacran. Ses murs plongeaient dans un golfe que les géologues appelleront un jour la mer de Champlain, et de si haut qu'on aurait pu la croire indestructible. Pour le négoce des pierres, pour les chapeaux à tête de loup, pour les dramatans ciselés dans les dents de bélugas, pour le culte de la déesse au harpon, on venait de partout. Ses haruspices feignaient de lire l'avenir dans le crottin de caribou alors que leur science venait de la manducation des lichens sombres. Ils ont vu en même temps que moi approcher les grands glaciers comme des dieux punitifs. Ils ont prêché la soumission et le jeûne. Pendant que les animaux fuyaient vers le sud, pendant que certaines espèces ne survivaient pas à la rigueur de l'exode, mastodontes, chevreuils nains, pendant que le petit peuple des herbes et des mousses migrait, eux sont restés prostrés dans les collines sévères d'Albacran, inconscients de leur disparition ou peut-être fascinés jusqu'à l'extase par elle, car de leur ville et de leur gloire il n'est rien resté, moins encore que d'Is, d'Atlantide et de l'Hyperborée, pas même la réminis-

cence d'un chamane ou d'un trouveur, à peine la mienne.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Si je m'effraie de la violence de mon involontaire courroux et de ma faculté égale de générer miroirs aux alouettes et trous noirs, m'opprime bien davantage l'inutilité de mes tentatives, pourtant sans cesse réitérées, de modifier les rêves en cours. Jamais sans doute ne conspiré-je autant contre moi-même que dans ces phases où, prévoyant le pire, je voudrais annuler la mécanique fatale, reprendre la trame, feignant qu'elle n'ait jamais existé que dans sa dernière version, obsédé en même temps par le sentiment de ma tricherie.

Je cède pourtant à cette pulsion comme à toutes les autres, me résignant mal à l'anéantissement de quoi que ce soit. Le récit alors s'emmêle. Christophe Colomb découvre les Indes dans un endroit invraisemblable ; Jacques Cartier confond l'or et le mica, les treilles de l'Île de Bacchus et les raisins amers de l'Île aux Sorciers ; *Canada* en vient à désigner variablement un village en amont de Sainte-Croix, un lieu en amont de l'Île d'Orléans, la rive nord du Saint-Laurent jusqu'au Saguenay, la région des Grands Lacs, la Nouvelle-France de l'Amérique Septentrionale puis un pays d'où sont exclus presque tous les précédents. La toponymie se dérègle. Les mêmes noms apparaissent en des lieux simultanés, le totem du loup règne sur une rivière et un village en amont du Bic là où Jacques Cartier aurait aperçu des loups-marins, Champlain rencontré la nation des Loups, les Mahingans, là aussi où aurait été contraint à l'hibernation le vaisseau *Le Loup*. En même temps — et je ne sais plus si c'est l'effet de la superposition d'une strate de remplacement dans le récit — l'appellation désigne une rivière et un village des bords du Lac Saint-Pierre qu'auparavant on appelait « Mahigan Sipi », la rivière du loup, et que plus tard les Abénakis continueront

de désigner sous le nom de Môlestekw, la rivière du loup. Puis le totem disparaît d'un lieu en aval de l'archipel de Mingan et d'une anse du détroit de Belle-Isle avant de réapparaître sur des falaises de grès rouge des Iles de la Madeleine et dans le bassin de la Gatineau.

J'assiste un temps à la multiplication délicieuse des lieuxdits puis à leur résorption. Des événements appartenant à des époques différentes se heurtent, des fils de la trame ancienne subsistent çà et là, ce qui étonne fort ceux qui, faisant office de penseurs, ont cru trouver un sens à l'Histoire. Ils voudraient avoir fait la guerre pour la dernière fois, leur réelle détresse devant l'inéluctable m'émeut tellement elle ressemble à la mienne. Certains d'entre eux consignent des faits devenus impossibles, ils réjouissent diversement leur société, le souvenir d'Is, de Laputa et de l'Île aux Voix, la *Description de l'Isle des Hermaphrodites nouvellement découverte, contenant les Moeurs, les Coutumes et les Ordonnances des Habitants de cette Isle, comme aussi le Discours de Jacophile à Linne, avec quelques autres pièces curieuses pour servir de supplément au Journal de Henri II* sont des baumes sur mon tourment. Il arrive aussi que des écrits échappent à mes ponctions et rapportent des événements survenus dans des chapitres ultérieurement modifiés. Des chevaliers s'affrontent dans la lice ; une pièce curieuse s'ajoute soudain au Journal de Henri II : le roi meurt dans le tournoi, l'oeil transpercé par un éclat de bois. L'on découvre que cela pourrait bien avoir été déjà consigné par un médecin, quoique les termes s'appliquent à plusieurs incidents et qu'il ne soit pas démontré que le livre ait vraiment existé puisqu'il semble avoir paru sous des formes différentes en trois lieux distincts. L'Histoire et les textes eux-mêmes ont été si souvent altérés que je ne sais plus si je dois m'étonner de leur concordance ou de l'inverse.

Parce que, dans ma folie, il m'arrive de m'acharner vertigineusement contre les objets chéris de mon vouloir, j'ai des bienveillances pointilleuses dont je redoute évidemment qu'elles ne causent plus de torts que de bienfaits à ceux qui en sont redevables. Les bélugas ont disparu, l'harmonie des mers froides s'est disloquée, faute de leur chant. J'ai voulu obvier à cette circonstance inconvenante, j'ai remonté le cours de leur destinée jusqu'au point où il me semblait possible d'envisager leur survie et d'enclencher le récit de remplacement. J'ai d'abord vu les chasseurs prendre la mer et parler de la bête dans sa grandeur comme d'un *marsouin*. J'ai pris plaisir à entendre cet avatar de l'ancienne langue scandinave et eu la naïveté de croire qu'en changeant de nom l'espèce se dotait d'une histoire différente, qu'avec sa destinée nouvelle toutes destinées étaient altérées. Mais la funeste pulsion n'avait pas été éradiquée : si l'élimination des marsouins blancs a été différée — et peut-être même enrayée du fait de ma manoeuvre — tout ce qui se trouvait en son contact a été contaminé comme pour justifier atrocement mon vœu symbiotique. Je n'aurais pas cru possible de voir les germes de la mort attaquer des substances aussi diverses hors de l'eau, au-delà de l'entendement biologique.

C'est ainsi que j'ai craint pour toutes les bêtes de l'estuaire du Saint-Laurent et que je me suis rappelé Albacran, son peuple et sa langue, de même que le peuple et la langue des Béothuks. Je tremble à l'idée que ce pourrait être le sort du peuple et de la langue des bords du Saint-Laurent. Je repense aux hordes de Béringie, terre ancienne des grands loups, et je me reconforte : elles se croyaient au terme de leur fuite alors que commençait tout juste leur histoire. Peut-être en ira-t-il ainsi de ce peuple épars qui n'a jamais eu qu'une conception disproportionnée de son territoire, refaisant en sens inverse la longue marche

POSSIBLES
Il y a
un futur

des Attikamègues, des Montagnais, des Algonquins, des Hurons, des Pétuns, des Agniers, des Tsonnontouans et, bien au-delà, des Nopémingues, des Sioux, des Assiniboines et des Illinois.

Je voudrais me pénétrer de cet espoir mais j'ai découvert l'Amérique si souvent que l'idée du massacre m'obsède. J'ai vu les couvertures souillées de vérole conquérir le Nord, j'ai vu le blé réduire les céréales anciennes, j'ai vu mourir Carcajou, mais j'ai aussi vu la torpeur d'Albacran et la prostration de Moctezuma à Tenochtitlán comme je vois chaque jour la disparition simple des mots, massacre inaudible.

Suis-je donc si faible que pour se soustraire à ma connaissance il suffise de se taire, si stupide que je crois pouvoir insuffler aux francophones la conduite qu'il convient d'adopter, moi qui pense simultanément dans toutes les langues que mon imprudence n'a pas détruites ? Qui suis-je pour tenir pareil langage ? Que penserait la caste de ma conduite puérile si elle venait à l'apprendre ?

Suis-je victime d'une maladie qui me porterait au délire ? J'ai depuis longtemps admis que le rêve était devenu mon mode de pensée, si longtemps qu'il m'a plu d'imaginer des théories du rêve, contradictoires à dessein. Il m'amusait même de donner au mot *théorie* tous ses sens, de faire de la *théorie du rêve* le défilé, la procession heureuse des créatures imaginées.

Quel plaisir ai-je pris au spectacle des oniro-manciens cherchant à interpréter les symboles de la nuit, des psychanalystes adonnés à d'obscurs travaux de traduction et des haruspices ouvrant le ventre des bêtes car le rêve est viscéral, le rêve est substance ! Comment pourrais-je leur donner tort à tous ?

Je me suis réservé une place dans ces théories, incertaine. Peut-être qu'une pensée m'habite, que

rien ne permet de distinguer du rêve, un plan circulaire dont je ne peux prendre connaissance que partiellement et périodiquement. Je ne serais de ce fait que ce scribe médiocre, tenu dans l'illusion que son rêve mérite d'être appelé pensée et que sa pensée vaut d'être nommée rêve, le sérieux que je mets à concevoir d'exactes réciprocités m'ayant fait perdre toute intelligence. Car je crois toutes les théories dans leurs oppositions, que les rêves des êtres humains leur parlent de la vie diurne de la même manière qu'ils posent les gestes que les songes leur ont dictés à leur insu.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Je crois tout ce que les miens me disent, y compris que je dois tenir ma place dans la caste. Peut-être m'inquiète-je du sort incertain des francophones parce qu'il reproduit le mien ? Peut-être d'autres rêveurs ont-ils mis en place des rêves concurrents par lesquels la langue française disparaîtrait sous la poussée invincible d'une autre langue ?

J'apparaîtrais quelque part dans ce scénario, il m'appartiendrait d'imaginer toutes les combinaisons de la survie. Mais je vois la traînée des liqueurs pestilentielles qui pourraient à nouveau réduire les bélugas, je me pénètre de la stupeur qu'elles causent car la mort est contagieuse, et je redoute l'inanition comme le plus grand des fléaux, la soumission du français comme avant lui du cimbre de l'Adige, du polabe du Haut-Hanovre, de l'akuri-tura du Surinam. Parfois, je doute qu'il ait même existé ailleurs que dans le bassin du Congo et dans quelques enclaves de ferveur.

Alors j'ai la sagesse de l'obsession, la minutie avide tient lieu chez moi de pensée et guide le rêve dans des détails labyrinthiques. J'accuse tout, indistinctement, la technologie, le rock, la chaleur moite dont la terre des anciens glaciers est privée, moi. Ce peuple est une erreur de la

culture, mon erreur. Quel rêve a donc présidé à sa naissance ? Quelle ténacité m'incite donc à aimer le français comme si je devais parler une langue et que ce fût celle-là ; comme si je la parlais depuis des siècles et me retrouvais avec une histoire de loup à oeil jaune à transmettre de génération en génération en ne sachant pas s'il faut penser *chandelle* ou *bougie* en montrant du doigt la lueur terrible pour faire de l'effet auprès des petits, et pas davantage quand il convient de ne plus dire *leu* ? Le récit s'emmêle, Ysengrin, Chaperon rouge, Gévaudan, Croc-Blanc, Mahigan, comme s'il ne m'avait été donné de l'apprendre que tard : je m'accrocherais au français comme à une planche de salut, il n'y aurait pas prosélyte plus ardent que moi pour peu qu'on sache me persuader de sa faculté à raconter des histoires et du bonheur d'avoir des souvenirs tissés dans ses mots.

C'est ainsi que je me crée des souvenirs qu'en fixant avec des mots je souhaite inaltérables. J'en retire une joie telle que je me dissocie de la caste, insensible aux nécessités du rêve. Je me satisfais de consigner l'Histoire de l'univers, sans autre visée que la modestie salvatrice de ma tâche. Comme je n'ai pas dans cet état davantage de contacts avec les rêveurs, j'ai vite épuisé la matière de ma relation. Je truque les rapports, j'invente à loisir les circonstances, banales et grandioses. Le français a-t-il disparu à la même époque que les bélugas ? Je l'ignore. Donc je n'en dis rien, je préfère transcrire dans les annales une histoire de survie que j'agrémente de périls. Toute chose parvient à être exprimée dans cette langue-là, de la même manière qu'en Islande on désigne les ordinateurs avec les mots et les images de Bjorn Asbrandsson et des sagas de Snorri Sturluson, *la fée derrière la fenêtre*.

Je ne redoute pas la panne d'inspiration. La page reste-t-elle trop longtemps sourde à ma dic-

tée, j'imagine que je sors et marche par les rues comme le ferait l'écrivain. Je suis à Lubumbashi, à Mons, à Avranches, mes pas me ramènent à Québec et il me semble que les voix qui sortent des cours et des maisons constituent en soi un récit suffisant. Il me prend la frénésie de tout nommer pour leur faire écho et je juge alors que j'appartiens à nouveau à la caste des rêveurs car la conviction m'habite qu'en agissant ainsi je prête existence à ce que je désigne par la voix et l'encre...

POSSIBLES
Il y a
un futur

...et peut-être à toi aussi, mon petit loup, mon loupicot, petit être né du rêve, le même sans doute qui m'anime en toutes choses, pas encore né puisque je t'imagine quelque part en moi.

Pour l'enfant, je me laisse envahir par tous les souvenirs à transmettre, les gelées d'été lors même qu'Albacran n'existe plus, que les glaciers ont reflué vers le pôle et que des bêtes sans oreille semblent aboyer au milieu du fleuve. Je me réclame de toutes les ascendances, par les vertus du rêve et de la mémoire, j'étais à Chinon, à Rouen, à Leifsbudir, j'étais dans les marais, dans le pré salé de Fundy, dans les cales des navires qui ont mené les Acadiens à Boston, j'étais dans les voitures tirées par des boeufs qui en sont remontées jusqu'à Yamachiche près de Mahigan Sipi, j'étais à l'Île de Ré quand la France menaçait d'éclater, à Armagh quand la famine a lancé tout un peuple sur les traces anciennes de Gudleif Gudlaugsson, j'ai pris le bateau sans papiers à Valparaiso, Gonaïves et Colombo, j'ai vu les eaux s'engouffrer avec fracas à Askawenekam afin de te raconter la grandeur de la caste rêveuse, prodigieuse en dissimulation. Je te montrerai les dictionnaires infinis dans lesquels je m'é gare pour son service. Tu découvriras l'exquise douceur des subjonctifs, la patience des langues, leur fragilité, leur hantise de ne plus arriver un jour à séduire ceux qu'on a chassés de Valparaiso, Gonaïves,

ES

Le songe Colombo et Port-Royal d'Acadie, à tout nommer,
la sinueuse moraine abandonnée par les glaciers
épuisés avant les grandes migrations comme la
chose, le machin, le truc, le cossin qui demain
surgira en même temps que toi, mon petit loup,
car il t'appartient, autant qu'à moi et à nous tous,
qui que nous soyons, de rêver le monde.

Dominique

[The page contains extremely faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the document. The text is too light to transcribe accurately.]

PATRICK KLEIN

La réserve (deuxième prix)

Pour Pauline

1

— Regarde comme les mots sont beaux, mon amour.

L'homme scande et sépare les syllabes. Il énonce avec conviction. Il voudrait que son oeil brille, et joindre le geste à la parole. Il parle avec douceur, aussi. Il est joyeux. Il a éteint les lumières et allumé trois chandelles aux flammes longues qui incendient les murs délavés de la chambre. Son regard va et vient entre l'épais livre posé sur la table de bois et la petite qui s'y accoude. Regarde mon amour, comme ils sont beaux, ces mots. Mon amour.

— Tu m'appelles toujours mon amour, oncle Max, j'aime bien ça.

Elle se penche plus avant pour répondre à sa demande. Les yeux près de la page, elle regarde les mots. De loin, ils ne forment qu'un halo, un tapis de pattes de mouches uniformément grises. Elle souffre de myopie. Elle prétend que c'est pour cela qu'elle ne lit jamais. Elle possède pourtant, il le lui dit souvent, d'adorables lunettes rondes cerclées de fer. Mais les mettre l'enlaidit, n'est-ce pas, elle serait moins jolie, il ne l'aimerait pas autant.

— Je t'appelle comme ça parce que tu es mon amour.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Il rougit un peu, assez pour qu'elle s'en rende compte. Il aime la vérité, mais voudrait qu'on la devina un peu. C'est nécessaire, oui c'est nécessaire, c'est la nature des mots qui en disent plus long qu'il ne paraît, davantage qu'ils ne le souhaiteraient. Il est toujours tiraillé entre le désir de se livrer et celui de se cacher. Il retirerait presque en un même mouvement ce qu'il vient de donner.

— Et surtout, parce que c'est le mot le plus beau.

— C'est un mot comme les autres, oncle Max.

Ah, ce froid soudain. Les flammes s'agitent sans faiblir dans la cheminée, pourtant. Elle est en âge de comprendre. Elle comprend, il en est sûr. Pauline lui fait penser à sa mère. Elle aussi possédait sur le bout des doigts cette façon de répondre, d'une voix empreinte d'une feinte innocence, à côté de la conversation. Ce refus obstiné, souriant et dur, cette ironie qui déboutait tout abandon. Elle avait ordonné toute sa vie à la préservation de la langue, cette bataille patiente. La pensée que celle-ci pût se perdre la soulevait, la projetant hors du cercle des effusions petites. Dans les joutes oratoires dont elle sortait le plus souvent vainqueur faute de combattants, non qu'elle eût toujours raison, mais parce que sa maîtrise de la langue était totale, le choix des mots se faisait plus précis et celui des images employées ne souffrait pas l'erreur. Une parfaite utilisation de la langue à la survivance de laquelle elle dédiait sa volonté constituait le plus bel hommage qu'elle pût lui rendre. Au faite de la réussite, alors qu'elle avait constitué le petit groupe d'érudits qui devait se consacrer à l'élaboration du nouveau dictionnaire des bons usages de la langue française, la maladie l'avait surprise. Elle

avait entrepris ce nouveau combat avec la même ardente conviction qui lui faisait refuser la dégénérescence de la langue. Elle était partie. Qu'était-il devenu, sans elle, sans sa fougue ? Un homme de lettres plutôt que de combat. Était-ce ce dont on avait besoin de nos jours ? Ton truc, c'est les bouquins, dirait Pauline. Tu ne devrais pas parler ainsi, ta mère n'aimerait pas ça. Pourquoi, ce n'est pas dans ton foutu dictionnaire ?

— Tous les mots ne sont pas également beaux, dit Max. Il faut bien qu'une hiérarchie s'établisse.

Cette fois Pauline le regarde droit dans les yeux.

— Pourquoi ?

Elle ne biaise plus. Le ton est direct, sec même. Dieu, comme il se sent faible. Pourquoi ? Il n'a aucune réponse formelle à lui apporter. Sa formation intellectuelle, son honnêteté lui interdisent d'éluder la question. Elle ne se contenterait pas de pareils procédés. Alors, pourquoi ne trouve-t-il pas de réponse ? Il sait que sa voie est la bonne, validée par les travaux de la Communauté, confirmée par la persistance d'une langue française autrefois promise à extinction. La laisser disparaître : il en a déjà ressenti la persistante tentation. Il en sait la raison. Les mots ne sont pas suffisants. Homme de lettres, et seulement cela, il aurait pu accepter d'être le dernier être capable de lire un livre en français. Ton truc, c'est les bouquins. Il regarde Pauline mais ne voit que sa mère. Comme elle était belle lorsqu'elle le secouait en le rappelant à la lutte, à la vraie vie, au bonheur infini de se sentir unis autour d'un but commun. Elle n'avait jamais semblé mépriser ni sa paresse qu'il nommait amour de l'art, ni sa lâcheté peut-être. Il peut se rappeler ses paroles dans leur moindre détail, reprendre ses arguments à son compte.

— Sais-tu combien nous sommes à parler le français aujourd'hui ? À peine quelques centaines. Passées les limites du village presque plus personne ne le parle, nulle part, dans le monde entier.

— En dehors de la réserve, oncle Max, s'insurge Pauline. Quel vilain mot. Est-ce que ma mère l'aimait ?

— Ta mère s'efforçait de préserver la langue. Après la guerre, son propre père avait été un des premiers à proposer d'instituer la réserve. Il disait que la langue c'est le peuple, son esprit. Il disait qu'une langue qui disparaît c'est un monde qui s'efface.

Il ne trouve plus les mots pour le dire. En un sens son point de vue est purement esthétique, et non pas combattant. L'habitude le pousse à cette exhortation de forme, à des sursauts lorsqu'il entend Pauline réfuter ses arguments. Mais que lui importe au fond ce qui se passera lorsqu'il aura refermé son ultime livre de chevet. L'esthétique peut se discuter, peut attendre, peut se dissoudre même.

Pauline se lève, s'approche de la fenêtre. Elle soulève le lourd rideau rouge et passe la main sur la vitre embuée. La neige tombe encore. L'hiver a enfoui le village. Au tamis de cette blancheur, il en revient plus pur, inconnu. Pauline aime voir les fenêtres éclairées frémir, au gré des flocons. Elles forment une haie lumineuse qui accompagne la course du val vers l'horizon.

— Je parcours si souvent la forêt. Personne ne m'accompagne jamais. Je n'ai jamais vu aucun d'entre nous aux frontières de la réserve. Le monde ne les intéresse-t-il donc pas ? Il y a tant de personnes à découvrir...

— Mais connais-tu Charpentier, l'imprimeur ? Et les membres de l'Académie, leur as-tu déjà parlé ? Et le boucher, tu connais ses filles, mais sais-tu seulement quel est son prénom ?

— Il s'appelle Louis. Je lui ai bien souvent parlé.

Déjà, elle regrette d'avoir cédé à la tentation de répondre. Elle ne connaît pas grand monde au village, mais n'en éprouve pas le besoin. Charpentier l'imprimeur est un petit homme triste. Les bottes des académiciens lui semblent toujours bien lourdes lorsqu'elle les aperçoit se rendant à leur réunion quotidienne. Elle a envie de légèreté, de sourire aux étoiles, d'être éblouie par le soleil dans les cristaux de neige, de connaître un monde qui ne tourne pas en rond. Elle se fiche pas mal de la langue française, puisqu'il n'y a plus personne, pardon oncle Max, avec qui elle souhaite partager ses conversations. Un monde borné, usé. Un monde réservé. Qui jouira de ce qui est réservé ? Elle regarde oncle Max avec tristesse.

— Viens. Viens sur mes genoux ma petite fille.

De plus en plus, il lui semble que Max réfléchit à contre-temps. Il y a belle lurette qu'elle ne se sent plus une petite fille. À peine une jeune fille. Elle est la seule femme à la maison. Elle lui sert son repas tous les soirs. Elle est bonne cuisinière. Elle obéit pour ne pas lui faire de peine, s'assied sur les genoux de l'homme, place sa tête au creux de son cou, comme il aime.

— Ces frontières, vois-tu, nous nous les sommes nous-mêmes données. Personne ne nous force à rester. Pourtant, la force d'une minorité réside dans sa cohésion. Autrefois des millions de personnes parlaient notre langue. Hormis quelques érudits de par le monde, il ne reste que nous. N'est-ce pas quelque chose qui mérite d'être pré-

servé ? Lève la tête, ma Pauline, regarde les mots. C'est si bon de lire avec toi...

POSSIBLES
Il y a
un futur

— Oncle Max, j'ai tant de choses à dire, à raconter, je ne veux plus lire du tout, je n'ai personne à qui parler...

Elle a perdu. Il sait si bien, sans la chercher, retrouver la petite fille qui sommeille en elle, mon amour, oncle Max, ma chérie, ma petite, ma Pauline.

— Qu'as-tu à raconter ? Tu peux me parler tu le sais...

Elle a les larmes aux yeux, à quoi sert tout ça, oncle Max, si nous ne sommes pas libres ?

— Mais nous le sommes, se défend-il. Nous pouvons sortir du village. Nous pourrions parcourir la terre, si nous le souhaitions. Mais nous avons choisi, ta mère a choisi une voie difficile et belle : nous sommes les gardiens de la langue, les défenseurs des mots. Si tu sortais du village, les mots se dilueraient, tu en emploierais d'autres pour te faire comprendre. Le Français perdrait une âme supplémentaire. Un peu de sa richesse disparaîtrait.

Ils se regardent. Elle n'ose plus l'affronter. Il sent qu'il n'a pas su la convaincre, mais n'en éprouve plus de détresse. Elle est tellement jeune, encore, tellement rebelle. Jamais il n'a ressenti cette révolte adolescente qu'il percevait. Il sait juste que cela passe. Il accepte cette fièvre passagère. D'elle, il accepterait n'importe quoi. Elle lui offre une image de la jeunesse, à défaut de la lui enseigner. Qu'elle conserve, s'il lui plaît, cette innocence farouche. Qu'elle combatte les idées qu'il n'a pas su communiquer. Un jour elle comprendra tout à la fois la beauté colorée de la langue, le désir de conserver les traditions, l'identité, les traces mélancoliques d'un passé révolu.

Les raquettes de Pauline s'enfoncent doucement dans la neige. Elle avance avec rapidité dans le brouillard dense du matin. Elle suit la ligne de crête. Les sapins se profilent, indistincts, dans la brume qui s'épaissit. C'est à peine si elle peut voir ses propres pieds, mais si le soleil vient à percer les nuages, l'horizon se fait tellement éblouissant qu'il lui ferme les yeux. Pauline affectionne cette blancheur enveloppante dans laquelle elle navigue au jugé en suivant, du plat de ses raquettes, le relief qui s'élève au-dessus du village.

Pauline est seule. Elle connaît le silence : c'est lui qui s'insinue dans la maison d'oncle Max au milieu de la nuit, lorsqu'il a quitté sa table et laissé son livre ouvert. Le village ne dit alors plus rien. Ce n'est pas le même silence qu'elle rencontre au creux des combes enneigées. Elle y croise le vent glacé qui lui siffle aux oreilles, son propre souffle, léger ou à la peine, le crissement des raquettes qui écrasent les cristaux, son coeur qui s'agite follement. Dans le silence de sa chambre, ses idées s'entrechoquent sans cesse. Durant ses longues randonnées, elle parvient par moments à interrompre le cours de ses pensées. Les mots se taisent et son corps tout entier entre en conversation avec le vent frais, la poudre qu'elle écarte du pied, les sapins dont elle frôle les branches.

Sous le soleil, les crêtes semblent se prolonger à l'infini, confondant leur blancheur déclinante avec le bleu du ciel en une uniforme pâleur. Elle rêve parfois du village, peut-être semblable au sien, dont elle apercevrait soudain les cheminées fumantes au creux du vallon. Elle descendrait de la montagne pour entrer dans le dédale de rues inconnues, ôterait ses raquettes, entrerait dans un café comme si de rien n'était, s'assiérait à une table, se sentirait chez elle. Il y aurait là d'autres

femmes, d'autres hommes. Ils seraient insouciant, heureux, accueillants, familiers. Oncle Max lui a dit que vivent dans le monde autant d'hommes qu'il y a d'étoiles dans le ciel. Quand la lune se cache derrière les montagnes, c'est à peine si elle parvient à les distinguer les unes des autres. Le dictionnaire de Français d'Oncle Max regorge de mots beaux et bariolés, peut-être, si on a l'usage, mais plats et tristes pour qui n'a personne avec qui les partager. Elle ne comprend pas cette fascination pour les feuilles jaunies.

— Tu pourras faire partie de l'Académie, un jour, il suffit de travailler pour cela. Lis sans cesse et découvre les mystères de la langue.

— Que fait-elle cette Académie ?

— Elle définit le bon usage du Français. Elle est le tamis qui en extirpe les tournures ou formules erronées. Le savoir de certains académiciens est immense. En face d'eux, je me sens presque un enfant.

— Toi même, tu as toujours été académicien, enfin, depuis que tu as quitté l'école ?

— Tu plaisantes, je pense. J'ai d'abord été chercheur... C'est un passage obligé. J'ai eu de la chance, je suppose, puisque certains d'entre nous le resteront toute leur vie. Ma thèse avait reçu à l'époque des échos sans aucun doute positifs. J'avais démontré que, contrairement à la pensée commune, et à certains dictionnaires de la fin du XX^e siècle qui faisaient figurer ces mots de façon éhontée dans leurs pages, les terminaisons en -ing se trouvaient directement héritées de l'Anglais. J'ai ainsi, je crois, apporté ma contribution à la pureté de la langue : tu ne les trouveras plus dans les dictionnaires contemporains.

Pauline hoche la tête. Il lui sourit. Le souvenir de la soutenance de cette thèse le remplit d'une fierté légitime.

— Les chercheurs travaillent à la reconstitution d'un vocabulaire exempt d'emprunts étrangers. Une tâche minutieuse mais pleine d'attraits et de récompenses, c'est cela la vie de chercheur.

Elle n'en veut pas. Elle marche dans la montagne à la recherche des seules ombres des arbres, et part à la rencontre du vent qui lui fait savoir que le pouvoir des mots ne s'exerce pas seulement dans les livres. Que lui importe le Français ? Elle ne siègera jamais à l'Académie, ne sera sans doute pas chercheuse. « Chercheur, Pauline. Chercheuse est d'un emploi plus que contestable. Ta mère se prendrait la tête dans les mains si elle t'entendait ». Chercheur mon oncle, comme la montagne est majestueuse maintenant que le brouillard se dissipe. Le soleil lui brûle la peau. Les mots se bousculent dans son esprit. Elle ne parvient pas à les arrêter. Elle voudrait tant que le silence s'installe à nouveau. Cette envie de pleurer qu'elle serre dans sa gorge comme un enfant, lourd, chaud, cette faiblesse qui s'épanouit et la libère. Il n'y a plus que les premières larmes, la course qu'elle reprend, le silence qui bat à l'aveuglette et le souffle désordonné.

Pauline est prête à courir, jusqu'au bout de ses forces, au bout du monde, jusqu'à cette colline, là-bas, prête à parler aux arbres une langue inconnue d'eux, à apprendre la leur et celle des bêtes, chantante, sifflante, selon leur humeur et celle du vent. Mais c'est le silence encore qui revient et avale le souffle, le modèle, le transforme, en chaleur au bout des doigts, en souffrance presque imperceptible, en larmes arrachées, encore. Le silence et les mots. La main de la fatigue qui la serre un peu plus à chaque enjambée. Au bout des crêtes, peut-être y a-t-il un océan brillant au

couchant, la mer dont parlent les livres d'images qu'elle descendait du haut de la bibliothèque. « Laisse ces photographies. Va au plus pressé. Les grands classiques, la syntaxe, la grammaire, la grammaire. Les mots de tous les dictionnaires, leur étymologie, la foison de leur sens, la beauté sonore, le bon usage. » L'épuisement l'abat comme un coup de fouet. Ils ne servent à rien, ces greniers de mots, ils ne savent pas dire la tristesse, la fatigue, l'abandon.

Pauline s'est étendue sur les aiguilles sèches d'un grand sapin, entre deux racines mâles. Déjà le sommeil disperse dans la nuit tombante le cortège des chagrins.

Le *sommeil* ? Mais on ne dort pas en lisière des forêts. Quiconque a un peu de jugement le sait bien. Elle serre un poing engourdi. Elle va se relever. Non, elle ne se relève pas. Le village s'est évanoui. Les mots sont dépourvus de pouvoir. Elle referme le col de sa veste, agrippe le tissu rugueux. Elle ne sent plus le froid. D'où vient ce sifflement qui traverse les branches du sapin ? Elle voudrait en reprendre la mélodie du bout des lèvres. Une si jolie siffloдие. Mon Dieu, siffloдие ! Cher oncle, savant de mon coeur lointain, tais-toi ! Elle perçoit le bruissement des branches que l'on écarte, les pas qui écrasent la neige, la siffloдие, si grave, si belle, puis c'est le silence, à nouveau. Je suis une petite fille, oncle Max.

3

Il flotte dans l'air une odeur de résine. Un feu crépite. Pauline étire un bras, entravé par une couverture moelleuse. La bouche est sèche, elle ouvre les yeux. La nuit rougeoie. Elle ne comprend plus. La neige, la neige et le froid. Et puis cette douceur à ne plus bouger, près des flammes, ce repos après les mains du froid.

Elle entrevoit la silhouette si proche qui se découpe sur la neige. Quelques branches qui brûlent éclairent un visage sombre encadré de cheveux mi-longs. C'est un homme, qui la regarde, qui s'approche, s'accroupit à ses côtés. Pauline peut le détailler, maintenant. Il est vêtu d'habits étranges, plus amples et plus colorés que ceux que portent les gens du village. Il a l'air doux et un peu inquiet, le sourire questionneur.

— Quelle heure est-il ?

Les mots sont sortis, tremblants, rapides, avides de la gorge de Pauline. Elle a entendu sa voix s'élever, aiguë comme un verre qui se brise. C'était sa voix, et déjà le sourire de l'homme s'est refermé en une muette interrogation.

Il plisse des yeux terriblement sérieux, s'assoit sur la plus proche racine et détourne la tête. Derrière les collines, le soleil qui s'approche blanchit déjà la nuit. Où se rendait-il, si tard dans le soir quand elle s'est endormie. Il était là. Il l'a enveloppée dans une couverture, a ramassé branches et brindilles, fait du feu et l'a entretenu. Il n'a pas dû dormir. Cette nuit, il l'a veillée. Sans doute a-t-il marché sans s'interrompre autour des flammes. Peut-être s'est-il fouetté les sangs au moyen d'une branche de sapin comme elle le fait parfois lorsque le brouillard trop dense arrête ses courses dans cet univers glacé. Pauline glisse hors de la couverture, frissonne un peu. C'est la mémoire de la glace qui la rattrape un instant.

Elle ramasse l'étoffe épaisse, en entoure les épaules de l'homme. Lui a-t-il souri ? Il ne bouge pas, se met à fredonner un air qu'elle connaît. Sa mère le chantait autrefois. Elle s'assoit près de lui en se frottant les jambes engourdies et fredonne à son tour. Il chante maintenant d'une voix basse, et Pauline se perd dans les paroles qui emplissent la forêt, dissipent la fatigue, libèrent le jour soudain.

Ce sont des mots qu'il prononce, inconnus comme ce soleil, semble-t-il, comme ces montagnes, comme tous ces jours à venir loin de l'habitude. Ces mots, cet homme, cette brèche. Un monde entier dans ces mots nouveaux, un monde à portée de regard. Cette brèche, cette promesse qu'elle tient près de ses mains.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Il s'interrompt, se tourne vers elle, la regarde, lui sourit. Il se met à parler. Les phrases sont longues, interminables. Elle tente d'isoler les mots, d'en comprendre des bribes, mais tout lui échappe encore. Elle se laisse guider par le rythme qu'il imprime et ponctuée de regards apaisants. Elle le comprend, pense-t-elle, il dit ne t'inquiète pas, le jour se lève, tu vas pouvoir rentrer chez toi, moi aussi je suis loin de chez moi, moi aussi je viens de quelque part, je suis un ami, ne t'inquiète pas. Un ami.

Alors les gestes. Alors la nourriture partagée, les regards. Le soleil va son train, le doigt tendu vers la ligne de lumière qui approche, vers le bleu qui emplit le ciel. Que tout semble étrange et facile lorsque les mots ont disparu.

— Je dois partir, dit Pauline.

Elle se sent maintenant reposée. Les premiers rayons du soleil traversent comme un éclair les branches des sapins, saisissent la neige bleutée qui devient mauve, puis rose. La chaleur du jour nouveau envahit Pauline. Elle tend alors le bras vers les cimes encore environnées de brumes.

— Je dois partir. Là-bas.

Elle fait quelques pas vers ses raquettes posées sur la neige, se retourne.

— Oncle Max doit s'inquiéter. Max. C'est mon oncle.

La réserve — Max, dit-il, l'air rêveur.

— Moi, je suis Pauline. Pauline.

Elle frappe sa poitrine de la main. Pauline, c'est bien mon prénom, non, pas tout-à-fait de la façon dont tu le prononces : Cela, c'est mon nom avec ta voix de jeune homme, tes intonations mystérieuses, personne ne l'a jamais prononcé ainsi. Tu t'y promènes différemment, empressé de faire tout d'abord éclater la première lettre, traînant en chemin, avalant la fin du mot.

Il sourit, s'accroupit. Il trace des signes dans la neige glacée. Elle se baisse à son tour. POLIN. Non, ce n'est pas ainsi que ça s'écrit. Je vais te montrer. Et toi ? Elle lui touche l'épaule. Il s'applique à dessiner des lettres bien lisible : JÉRÉMY.

Elle dit JÉRÉMY, un garçon se prénomme ainsi au village, mais l'orthographe est différente. Elle le regarde, lui demande des yeux. Lui demande quoi ?

— Je dois partir.

De nouveau, elle désigne les montagnes. Sans un mot, le jeune homme lui fait signe d'attendre. Est-ce cela qu'il a voulu dire ? Les gestes savent-ils dire la même chose chez elle et chez lui ? Il ramasse la couverture, la roule en boule, la fourre dans le sac. Un peu plus loin, il a laissé deux planches de bois. Ce sont des skis. Des skis comme dans les livres, oui, c'est cela. On n'en fait pas dans la réserve. Les raquettes sont pratiques dans la neige profonde. Il chausse les planches, met le sac sur le dos. Revient vers elle. Viens avec moi. Accompagne-moi. Tu ne parles pas ma langue, tu ne t'habilles pas comme nous. Tu as des skis. Tu fais le même geste que moi de la main quand tu veux dire « attend ». Tu ne me fatigues pas avec des mots inutiles. Viens avec moi.

Pauline marche avec rapidité. Le jeune homme glisse à ses côtés. Dans les descentes il lui échappe en de longues glissades. Elle le rattrape en courant dans les montées. Sans cesse elle tourne la tête vers lui. Il est un peu plus âgé qu'elle, vingt-deux ou vingt-trois ans. Il a l'air paisible. Il ne dit rien mais lui jette des coups d'oeil en souriant. Elle n'a qu'une crainte, qu'il s'arrête soudain et lui dise avec des mots étranges qu'elle comprendrait « Voilà, j'ai fait assez de chemin. Au revoir, je m'en vais ». Mais pas un mot ne sort de sa bouche. Elle aimerait pourtant l'entendre, cette voix grave, chantante et incompréhensible.

Ils marchent longtemps, sans s'arrêter. Il ne l'attend plus en bas des vallons pour qu'elle lui indique le chemin à suivre. C'est tout droit, toujours vers le Levant. Il l'a compris.

C'est la première fois qu'elle n'est pas seule dans la montagne, qu'elle trouve un souffle pour s'accorder au sien. C'est la première fois qu'elle rencontre un étranger à la réserve. Elle ne veut pas savoir. Il semble éprouver le même plaisir qu'elle à avancer sous le vent, à retrousser ses manches pour laisser sa peau libre, à jouer avec la neige en accélérant. Les mots, à quoi nous servent-ils ici ?

À quoi nous servent-ils ?

* * *

Il foule les rues gelées la peine au coeur, Max. La réunion quotidienne a duré plus que prévu. L'enthousiasme de ses collègues à achever le premier tome du dictionnaire a prolongé le jour plus qu'il ne l'aurait souhaité. Cette nuit, Pauline n'est pas rentrée. Elle est restée, sans doute, chez une de ses amies, à ressasser des désirs de départ, de

vadrouille, de bohème. Il l'a attendue jusque tard dans la nuit. Il a eu peur, s'est dit qu'il la perdrait un jour. Il s'est endormi, à l'aube, à sa table, en cherchant à entendre les bruits de pas qui ne venaient pas.

Il ne lui donne pas tort. Il peut maintenant comprendre ce qu'elle ressent. Il n'a pas participé aux débats passionnés, n'a pas suivi les autres académiciens dans leurs bienséants assauts de réflexion, de finesse, de savoir. Des artifices. Il a préféré suivre, par la fenêtre close, les métamorphoses de ce petit nuage blanc, immobile au-dessus du village, et les académiciens de monologues en discours, ont bourdonné au-dessus de sa tête. Le nuage était amical, presque vivant, contre toute évidence. Pauline pourra partir.

Elle s'en ira vivre la vie d'une autre communauté, apprendre les méandres d'une langue différente, et puis elle reviendra un jour, quand elle le souhaitera. Il chaussera ses raquettes, retrouvera la boussole, les vieilles cartes du pays, la conduira. Il l'amènera jusqu'au plus proche village, cette autre civilisation. Il y entrera peut-être avec elle. Il l'y laissera. Ce sera son cadeau, ce chemin parcouru ensemble, ce baiser d'au revoir. Bien sûr, il en référera à l'Académie. On désapprouvera, on menacera peut-être, on vivra quelques temps au village dans une effervescence épaisse, puis de palabre en harangue, les mots s'assoupiront sur les rivages calmes des livres.

Il pousse la porte, et c'est l'odeur du feu de cheminée qui l'accueille. Pauline, ma Pauline, mon enfant. Il accroche son manteau, retire ses bottes tachées de neige, étire l'excitation et calme le bonheur nouveau. Il redoute le moment où il la verra. Il a peur de faiblir encore, d'oublier l'instant de la décision, le sourire du nuage blanc. Comment trouver les phrases pour le dire ? Il trouvera.

Mais il ne dira rien.

POSSIBLES

Il y a
un futur

Le grand dictionnaire est ouvert sur la table, celui-là même qui ne la quitte ni de jour, ni de nuit. Pauline est assise, et tourne lentement les pages. C'est à peine s'il la voit.

Un jeune homme est debout derrière elle, les mains posées sur ses épaules. Ces habits curieux, cette coupe de cheveux d'un autre âge. Le jeune homme le regarde. Il a un mouvement de recul et retire une main. Pauline ne détourne pas les yeux des pages qui défilent. L'a-t-elle entendu rentrer ? Elle prend la main qui hésite maintenant sur l'épaule, l'attire, l'aspire, la dépose près des siennes sur le livre.

— Regarde, dit-elle. Regarde-les ces mots, comme ils sont beaux, mon amour.

Elle reviendra, pense-t-il, quand elle le souhaitera. Au-dessus du village, le nuage s'est dissout.

BLES

SUR LES CHEMINS DE L'AUTOGESTION

GUY BOURASSA

Le changement politique à Montréal

Le 9 novembre 1986, l'électorat montréalais opta pour le changement politique en portant au pouvoir une nouvelle administration. Jean Doré est élu Maire avec cinquante-cinq conseillers/ères sur cinquante-huit. Une victoire comme les aimait son prédécesseur.

Après plus de vingt-cinq ans de présence de l'administration Drapeau au pouvoir à l'Hôtel de Ville, ce changement à la gouverne de Montréal apparaissait comme inévitable.

S'il y a un message que le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) tenta de véhiculer c'est bien celui du changement politique.

Mais de quel changement s'agit-il ? Quel est le contenu du changement proposé ? Pendant ses douze ans d'existence, le RCM développa un vaste programme d'intervention dans des domaines aussi variés que l'habitation, le développement social et économique, le loisir, la culture, la sécurité publique, le transport en commun, etc. Mais plus fondamentalement, le discours politique du changement s'incarnait dans trois notions : le changement démocratique en favorisant une plus grande implication de la popu-

lation, le changement dans le mode de gestion de la chose publique et le changement dans les attitudes politiques (faire de la politique autrement).

POSSIBLES
Il y a
un futur

Nous examinerons ici certains aspects du bilan en ces domaines : pour le changement démocratique nous scruterons les modifications institutionnelles du système politique montréalais ; à propos du mode de gestion, nous évoquerons les grands thèmes de la réforme menée au cours des derniers mois ; enfin nous croyons qu'un examen des forces politiques présentes nous révélera comment le jeu des alliances politiques dévoile une façon de faire différemment de la politique.

Le changement dans le fonctionnement du système politique

Comment le changement s'est-il opéré dans la gouverne politique à l'Hôtel de Ville ? Les institutions comme le Conseil municipal, le Comité exécutif et l'appareil administratif ont-elles subi des transformations substantielles ? Qui détient véritablement le pouvoir ? Comment se joue les relations de pouvoir entre les divers intervenants ? Quels sont les outils administratifs que l'on a façonnés ?

Les institutions politiques

La Ville de Montréal est régie par une loi provinciale (la Charte). À son arrivée au pouvoir au début des années soixante, le Maire Drapeau procéda à une réforme majeure de la structure juridique et politique de la Ville. Il modela la Charte de Montréal sur ses ambitions politiques et sur sa conception centralisatrice de l'exercice du pouvoir. Plus de vingt-cinq ans plus tard, le R.C.M. à l'Hôtel de Ville se satisfait de cette même Charte. Cela lui permet d'asseoir son propre pouvoir, son autorité. Aucun changement sub-

stantiel n'a été entrepris pour modifier le texte juridique redéfinissant la structure du pouvoir vers une décentralisation institutionnelle et politique. C'est plutôt l'inverse qui se produit. Les quelques modifications apportées entraînent une déconcentration vers les services municipaux : accentuation des pouvoirs du secrétaire général et délégation de pouvoirs du Comité exécutif vers les services municipaux. La définition des orientations politiques demeure sous la juridiction du Comité exécutif.

Le Conseil municipal

Une des critiques importantes adressée par le RCM à l'administration précédente portait sur la dévalorisation du rôle du Conseil municipal. Cette dénonciation se transposait dans une proposition visant à revaloriser le rôle des élus(es) en accentuant leurs responsabilités comme LÉGISLATEURS, comme DÉFINISSEURS DE POLITIQUE et dans les fonctions de CONTRÔLE et de SURVEILLANCE.

Après deux ans au pouvoir, la création des cinq Commissions permanentes du Conseil en janvier 1987 constitue la seule innovation institutionnelle en la matière. Cette vieille revendication politique du R.C.M. se veut la première mesure d'un train de réformes démocratiques du Conseil municipal. Les autres wagons attendent d'être arimés à la locomotive.

Les Commissions — sur le plan règlementaire — relèvent du Conseil et ne reçoivent leurs mandats que de celui-ci. Elles ne sont donc pas des créations du Comité exécutif encore moins des instruments de celui-ci. Afin d'assurer leur autonomie (relative) et leur crédibilité les Commissions tentent de se maintenir dans leur champ propre : celui législatif comme proposeur de grandes politiques, de grandes orientations, etc.

La réalité politique s'avère plus complexe compte tenu de la très forte majorité parlementaire du R.C.M. au Conseil. Certaines interrogations, quoique tournées vers l'avenir et donc plutôt hypothétiques, ne peuvent pas être laissées de côté. Qu'advierait-il d'une confrontation entre les recommandations d'une Commission et les volontés politiques et administratives du Comité exécutif? Quel rôle serait appelé à jouer le caucus du R.C.M. dans l'arbitrage de tels conflits? Jusqu'à présent, le rapport des forces politiques a favorisé le Comité exécutif. De plus, les règles de fonctionnement du Conseil ne permettent pas un débat au Conseil sur les rapports des Commissions et sur la réponse du Comité exécutif à ces rapports. Cette mécanique accentue donc le déséquilibre possible entre le Comité exécutif et les Commissions.

Une autre innovation touchant le Conseil est l'insertion d'une période de questions réservée aux citoyens et citoyennes. Cette modification est tellement prisée par la population qu'il ne se passe pas une séance où le Conseil n'allonge pas le temps prévu pour la communication entre la population et les élus(es).

Depuis deux ans la ville de Montréal procède à de nombreuses consultations publiques. Après cette période d'expérimentation, le Comité exécutif a voulu systématiser une procédure à ce sujet. En juin dernier, il déposa un énoncé de politique-cadre en matière de consultation publique, ce qui pour plusieurs devait être le projet politique majeur du RCM en matière de démocratisation. Suivit une période de consultation sur ce sujet où de nombreux intervenants purent se faire entendre.

Un thème fut largement évoqué par plusieurs : le peu de place laissée à l'initiative de la population.

Le Comité exécutif

Ses structures formelles demeurent intactes et sa composition reste à sept membres y compris le Maire. Ses pouvoirs tels que définis par la Charte subiront quelques changements par le transfert de responsabilités vers les instances administratives (particulièrement le Secrétaire général).

Les modifications apportées portent surtout sur la structure d'appui au Comité exécutif : le cabinet politique.¹

Avec une seule structure d'appui politique, les conflits potentiels entre le cabinet politique du Maire et celui du Président du Comité exécutif sur des projets spécifiques ou sur des stratégies politiques seront évités.

Le cabinet politique du comité exécutif est composé du directeur de cabinet et de ses adjoints, d'un personnel politique et d'un personnel de soutien. Le directeur de cabinet est beaucoup plus le chef de cabinet du Maire que du Comité exécutif tout en ayant la responsabilité de l'ensemble. Chaque membre du Comité exécutif s'est vu confier un domaine d'activités. Il dispose d'un attaché politique et d'un conseiller municipal associé (adjoint parlementaire) pour l'assister dans ses fonctions.

L'objectif déclaré de cette structure est de favoriser le travail d'équipe mais il en résulte surtout une concentration auprès du Maire des principales activités politiques de l'exécutif.

La structure du cabinet politique du Comité exécutif tend à accentuer la prédominance politique du Maire. Nous pourrions comparer ce nou-

¹ Sous l'administration Drapeau-Lamarre cohabitaient deux cabinets : celui du Maire et celui du président du Comité exécutif.

veau mode de fonctionnement à celui du Conseil exécutif du gouvernement du Québec. Le Maire correspond au rôle du premier ministre et les autres membres du Comité exécutif à celui des ministres. Bien qu'ayant des titres différents (président, vice-président et membres), la pratique semble démontrer que chaque membre est sur un pied d'égalité. Cette égalité disparaît lorsqu'on parle du poids politique.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Le Maire assume une fonction de représentation politique de Montréal beaucoup plus diversifiée que son prédécesseur en raison principalement de sa plus grande présence et de son rôle au sein des organismes municipaux (U.M.Q., F.C.M.). Il en est de même concernant la visibilité internationale du Maire qui va régulièrement en « mission » à l'étranger.

Depuis deux ans toute la stratégie politique de la ville de Montréal fut axée sur des rapports de concertation avec les partenaires sur l'ensemble des dossiers majeurs pour Montréal. C'est le cas avec les villes de la C.U.M., avec les gouvernements d'Ottawa et de Québec.

Les récentes déclarations du vice-président du Comité exécutif affirmant que « Montréal a plus besoin de coups de main que de coups de pied de la part du gouvernement du Québec » montre que cette stratégie de concertation n'est pas toujours aisée. Est-ce l'annonce d'un changement de cap devant les résultats obtenus par Montréal sur le financement du transport en commun, sur la fiscalité, etc ? Le RCM durant ses années dans l'opposition interpella régulièrement les paliers de gouvernements supérieurs les rappelant à leur devoir à l'égard de la métropole. Jean Doré serait-il tenté de revenir à cette approche stratégique plus agressive ?

En plus de ses fonctions politiques, le Maire s'implique de façon significative dans la gestion

administrative. Les média ont souligné sa participation dans des dossiers comme la saga du Grand Prix de formule 1, la réforme administrative, sa querelle avec le ministre Rocheleau concernant le dédommagement des sinistrés du 14 juillet, etc. La population de Montréal attend de son Maire une participation à toutes les activités de la ville.

Le « parlementarisme municipal »

À une exception près, celle de 1970, l'électorat montréalais n'a jamais mis tous ses oeufs dans le même panier. Il a accordé entre 30 % et 50 % de ses votes à une opposition. Seul le mode de scrutin empêcha la redistribution équitable des résultats du vote dans la représentation des partis au Conseil municipal. La quasi absence actuelle d'une opposition officielle forte tient à l'absence d'un mécanisme de représentation proportionnelle.

Actuellement après deux ans d'administration R.C.M., l'action des membres de l'opposition au Conseil s'exerce dans des conditions difficiles. Leur petit nombre (3 sur 58) représente un handicap majeur. Leurs interventions se limitent à la période de questions où ils relèvent certaines incohérences de l'administration. Ils se préoccupent peu des dossiers à l'ordre du jour du Conseil.

Durant les premiers mois de l'administration actuelle, les média se sont investis de la mission de jouer le rôle d'opposition critique. À eux se sont ajoutés quelques élus du R.C.M. qui se sont objectés à certaines décisions administratives, à des orientations du Comité exécutif jugées non-conformes au programme du parti. Cette attitude des membres du parti au pouvoir utilisant leur prérogative du droit à la dissidence constitue une pratique parlementaire innovatrice. Cela ne va

pas sans susciter quelques remous et tensions dans les rangs des élus(es) du R.C.M. Confronté à la solidarité partisane, au respect des droits démocratiques des élus(es) et aux effets politiques des critiques sur l'administration au pouvoir, le R.C.M. sera-t-il en mesure de résister aux tentatives de vouloir s'en tenir à une pratique parlementaire plus classique et traditionnelle et ce, au détriment d'une innovation démocratique ?

POSSIBLES
Il y a
un futur

Il est difficile d'évaluer la portée réelle de cette nouvelle attitude des élus(es) du parti au pouvoir. Est-ce l'amorce d'une scission éventuelle, de la formation d'un courant politique au sein du R.C.M. ? Une partie de la réponse réside probablement dans la volonté politique du Maire de vouloir ou non s'assurer une représentativité réelle des diverses tendances politiques au sein des instances politiques. Historiquement, les gouvernants ont presque toujours eu tendance à s'assurer une homogénéité idéologique autour d'eux. Voilà donc un enjeu à suivre de près.

Un autre aspect majeur mérite une mention. La réforme administrative qui a suivi la prise du pouvoir par le RCM avait pour but « de faire de Montréal une véritable entreprise publique de services à la population ». Il n'y a guère de projets semblables dans l'histoire des enjeux politiques municipaux au Québec. Pour donner forme à cette réorganisation deux axes ont été privilégiés : accessibilité et consultation, restructuration de l'appareil administratif. Celle-ci a entraîné la suppression de plusieurs services municipaux, on est passé de 21 à 12 ; le réaménagement de la structure hiérarchique et la mise en oeuvre d'un effort plus important du côté de la planification. Autant de mutations qui ne sont pas terminées.

Ceci complète le premier tableau concernant le changement dans le fonctionnement du système politique montréalais. Passons en revue les forces

politiques présentes dans l'environnement du système politique institutionnel.

Les forces politiques

Examinons l'état des partis politiques. Nous commencerons notre étude par le rôle qu'a joué et joue le RCM pour ensuite nous attarder plus spécifiquement aux autres forces politiques que sont les groupes de pression.

C'est le propre de toute formation politique de rechercher l'appui de la majorité de l'électorat. La quête du pouvoir le suppose. Pour cela une des tactiques utilisées consiste à s'assurer le soutien des groupes de pression en préconisant ou en faisant siennes des politiques ajustées aux revendications de ces groupes.

Le premier travail consiste à enraciner le parti politique sur l'ensemble du territoire. La conquête du pouvoir s'obtient district électoral par district électoral. Ainsi entre 1982 et 1986, tout un travail d'organisation a dû se faire pour élargir les bases politiques du RCM. S'appuyant sur trois châteaux forts (Notre-Dame-de-Grâce, Snowdon-Côte-des-Neiges et le plateau Mont-Royal auxquels il faut ajouter le district de Jarry), et ayant l'objectif d'étendre l'organisation sur l'ensemble du territoire de Montréal, le RCM recherche l'appui des organismes locaux et municipaux. Cette stratégie « tout azimut » se reflétera dans la transformation du discours et du programme politique.

Pour obtenir l'adhésion politique de toutes les clientèles politiques, le discours a eu tendance à se niveler vers un dénominateur commun, lequel ne peut pas être toujours le plus élevé.

Les résultats de cette opération se font attendre jusqu'en 1985 où le membership atteint les 15 000 adhésions, une hausse de 300 % par rapport à 1982, et ira jusqu'à 20 000 lors de l'élection.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Avec l'élection à l'automne de 1986 le RCM dévoile une nouvelle image politique. La composition socio-économique du membership se reflétera dans celle des candidatures. La majorité des candidats et candidates ont adhéré au RCM au cours des deux dernières années avant les élections. Dans un article au journal *Le Devoir*, les politologues Léveillé et Léonard constateront la grande similarité du profil socio-économique des candidatures entre le RCM et le PC. Les militants « historiques » du RCM se noieront dans la masse des nouveaux venus au risque de ne pas toujours s'y reconnaître.

Qu'advient-il du RCM comme formation politique depuis l'accession au pouvoir ? Avec la prise du pouvoir une bonne partie des militants et militantes actifs ont été élus comme conseillers, les membres de la permanence se retrouvent dans les cabinets des membres du Comité exécutif. Des efforts de restructuration s'imposent. Mais une question demeure : quelle attitude le RCM doit-il prendre à l'égard du gouvernement municipal ?

Après une période légitime accordée au « coureur », l'instance entre les congrès — le Conseil général du RCM — prend position à un certain nombre de reprises contre les interventions publiques du Comité exécutif de la ville (projet de loi C-22, l'implantation d'une usine militaire sur un espace vert, le financement du Conseil des Arts de la CUM, etc). Malgré ces affrontements, le parti n'arrive toujours pas à se définir une place à lui. Doit-il être un chien de garde, un proposeur d'idées nouvelles ou une simple courroie de transmission entre les décisions du Comité exécutif de

la ville et la population ? La dernière campagne de financement et de renouvellement des cartes de membre s'est soldé par une diminution significative des membres. De 20 000, le parti passe à 5 000 adhérents. Comment s'explique cette chute du membership ? Pourquoi les membres n'ont-ils pas voulu renouveler leur carte ?

À ces problèmes s'ajoutent les récentes démissions de plusieurs membres du Conseil exécutif du parti. Les départs de la présidente et du vice-président peuvent amener à s'interroger sur les capacités réelles du parti de jouer un rôle majeur dans les prises de décisions politiques à l'Hôtel de ville ? Assisterons-nous à une tentative de reprise en main par les détenteurs du pouvoir politique à l'Hôtel de ville sur le parti ? Cela aurait-il comme conséquence de faire du RCM un appareil à faire des élections... à tous les quatre ans ? L'expérience du RCM ressemble étrangement à celle du Parti Québécois de la fin des années 70.

Le R.C.M. a cherché à s'identifier, et il réussira jusqu'en 1986, comme une organisation politique alliée aux organisations populaires, syndicales et écologistes. Le R.C.M. épousera la cause des luttes populaires et se fera le porte-parole des citoyens/ennes à l'Hôtel de Ville.

Les stratégies pré-électorales du RCM et les engagements électoraux pendant la campagne eurent pour résultat de rassembler à peu près tous les groupes et mouvements autour de lui. Il y en avait pour tout le monde.

Les alliances politiques à l'automne 1986 apparaissent d'une part fragiles et stratégiques parce que nouvelles avec le milieu des affaires et les développeurs, entre autres (parce que le vent de changement était perceptible des kilomètres à la ronde) et, d'autre part, plus solides parce

qu'historiques avec les groupes de locataires, les milieux progressistes, les écologistes, etc. Qu'en est-il deux ans plus tard ?

POSSIBLES
Il y a
un futur

Certains gestes de l'administration eurent pour effet de raccourcir la période de probation. Comment interpréter la perception des groupes face au déplacement des locataires de l'îlot Overdale, à la modification du schéma d'aménagement atténuant la protection des berges, à l'adoption de deux projets immobiliers contredisant l'énoncé d'orientation pour le centre-ville, à la hausse des tarifs de la STCUM, au maintien de la centralisation du pouvoir dans les mains du Comité exécutif énoncée dans la politique-cadre de consultation publique, etc ? Tous ces dossiers ébranlèrent les alliances entre l'administration montréalaise et les groupes progressistes.

Le nouveau diagnostic pourrait être le suivant : les nouvelles alliances se consolident et les plus anciennes ont tendance à s'effriter. L'administration Doré-Fainstat trouvera-t-elle les ressources pour resouder les failles dans ces alliances ? Le Parti civique saura-t-il capitaliser sur cette situation ?

Certains élus du RCM affirment publiquement leurs divergences politiques sur les orientations jugées conservatrices de l'administration municipale. Que se passera-t-il alors sur le flanc gauche du RCM ?

Conclusion

Après ce survol des changements politiques survenus depuis l'élection de l'administration Doré-Fainstat, force est de constater (jusqu'où faut-il s'en étonner ?) que les virages annoncés ne se sont pas entièrement produits. Quant à la démocratisation elle reste incomplète et le dossier

est à suivre de près. Tout le projet de décentralisation politique, mis en veilleuse ou plus exactement remis à un second mandat, éprouve bien des difficultés à prendre racine dans les modifications politiques proposées, entre autres avec la politique-cadre de consultation publique.

Le RCM a habitué la population montréalaise à aborder la politique municipale de façon différente. À faire de la politique « autrement » comme on le disait. La mobilisation populaire fut largement faite tant sur les enjeux globaux que sur ceux à portée plus locale par le RCM pendant de nombreuses années pour faire avancer les débats et pour forcer les changements politiques jugés nécessaires. Rien de pareil ne fut cependant tenté pour faire évoluer les municipalités de banlieue ou le gouvernement du Québec sur les priorités montréalaises comme la fiscalité municipale, le financement du transport en commun, le dédommagement des sinistrés du 14 juillet, etc. Une exception reste, la campagne publicitaire conjointe avec la Chambre de commerce de Montréal pour la venue de l'agence spatiale à Montréal. Reflet des nouvelles alliances ? Peut-on associer l'administration à une réforme d'importance ? Elle a plutôt entrepris une réforme administrative et corrigé le tir sur plusieurs dossiers (culture, sport et loisirs, police, accès à l'emploi pour les femmes, etc) mais dans une continuité sans virage majeur.

Deux stratégies s'offraient à l'administration Doré-Fainstat. La première était de compléter dès les premiers mois du mandat les changements majeurs annoncés pendant la campagne électorale. La seconde stratégie, plus tactique, consistait à profiter des deux premières années du mandat, pendant que la chance au coureur existe encore, pour mettre en place les instruments lui permettant d'asseoir sur des bases solides les

prochaines réformes. C'est celle-là qui semble avoir prévalu.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Ces réformes verront-elles le jour durant les deux dernières années du mandat ? L'automne électoral de 1990 sera l'heure des bilans. Alors pourra-t-on mieux juger des véritables transformations politiques qu'annonçaient le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal et Jean Doré.

LE JOURNAL DE MARCEL RIOUX

THE JOURNAL
OF THE
MARTIN KAPLAN

Volume 1, No. 1
1954

Le 1^{er} novembre 1988. Comme j'ai l'intention de parler des campagnes électorales qui se déroulent présentement au Canada et aux U.S.A., il me faut dire tout d'abord, comment je voterais ; si j'étais Américain : pour Dukakis ; si j'étais Canadien : pour Broadbent ; si j'étais un fédéraliste québécois : pour Broadbent ; comme je suis un indépendantiste québécois, qui ne s'intéresse aux élections canadiennes que pour qu'un jour les Québécois n'y prennent plus part, je ne voterai donc pas. Ou plutôt, je voterai rhino, car si j'en crois un journal, il y a un candidat de cette formation, là où je réside en automne ou en hiver.

Après le spectacle de Séoul, ceux d'Ottawa et de Washington ; je n'ai pas regardé le premier, beaucoup celui de la colonie canadienne, passablement celui de la métropole. Ces Olympiques et ces élections sont deux vénérables institutions dont l'argent et le spectacle ont eu raison. Ben Johnson, Bush et Mulroney, ces champions aux pieds d'argile, sont beaucoup plus les victimes que les responsables de la délitescence de ces jeux médiatiques. Cela dit, j'ai plus d'estime pour Johnson que pour les deux autres, car lui, court vraiment. J'ai lu quelque part que les bâtisseurs d'images présentent Reagan sauvant la foule quand il prend l'avion, alors qu'il est strictement

seul avec sa femme. Cette popularité fabriquée augmente celle qu'il continue d'obtenir dans les sondages. Comme le dit un de ses anciens conseillers, quand on le mettait au lit, il y restait pendant que son entourage prenait des décisions et écrivait le scénario de la piécette qu'il allait jouer le lendemain.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Je pensais à Reagan quand j'observais son comparse Mulroney, lors du « débat des chefs », surtout quand il fut question de libre-échange. Ses habilleurs l'avaient déguisé en homme d'État, minutieux, bien grimé et bien peigné ; ils l'avaient affublé d'une paire de lunettes qu'il devait porter à mi-nez, pour que les myopes et les presbytes s'identifient à lui. Ça donne, de surcroît, un petit air savant. L'embêtant — personne n'est parfait — c'est qu'il enlevait ce symbole à contretemps, montrant ainsi qu'il n'en avait nullement besoin. Chassez le naturel, il revient au galop.

Il devait aussi faire semblant de lire et d'écrire ; pour construire une belle image, on côtoie l'invraisemblance. Quelquefois un petit oeil trouillard émergeait des lunettes, de la lecture et de l'écriture imposée, comme celui d'un acteur de boui-boui qui se demande s'il va pouvoir encore longtemps tenir le coup. À certains moments, il avait l'air d'un saltimbanque qui joue le rôle d'un vieux greffier, qui a du mal à suivre les témoignages qu'il doit consigner. Le plus ahurissant, c'est que, par le temps qui court, les Canadiens et les Québécois semblent beaucoup aimer les greffiers et les commis aux écritures. Est-ce un retour à la plume ? Ou à l'image de la plume ? Je prévois quand même qu'à plus ou moins long terme, si l'on parle encore français au Québec, on dira au lieu de se faire passer un Québec, se faire passer un Mulroney.

Le 2 novembre. Jean d'Omersson, de l'Académie française, qui cautionne l'extrême-droite

dans le *Figaro Magazine*, m'a fait découvrir le nom d'un jeu auquel s'adonnent passionnément les Français et les Québécois : le *chiné* ; ce sont surtout les politiciens et les intellectuels qui pratiquent ce jeu. De quoi s'agit-il ? Ce jeu tire son nom du verbe *chiner* que le Littré (celui de 1889) définit ainsi : « Donner des couleurs différentes aux fils de la chaîne et les disposer de sorte que la fabrication produise un dessin. » D'Omersson fait dire à un étranger qui le questionne sur la nature de ce jeu : « Nous croyions que la France était le pays de Descartes, le pays des idées claires et distinctes. Qu'est-ce que nous voyons ? Une bouillie pour les chats, une nuit où toutes les vaches sont grises. » Tout s'est mis à bouger en France ; Franz-Olivier Giesbert du *Nouvel Observateur*, par exemple, devient du jour au lendemain directeur du *Figaro*. Barre-la-droite couche avec Miterrand-la-gauche ! De quelle couleur sera leur rejeton ? C'est là l'intérêt particulier du *chiné*.

Au Québec, le *chiné* se joue depuis plus longtemps qu'en France. Nous ne sommes plus des éternels retardataires ; nous sommes devenus, comme disent les branchés, des champions de la post-modernité ; nous faisons maintenant dans le flou artistique. Prenez un beau rouge, mélangez-le avec un bleu royal, ajoutez quelques tons de vert et vous aurez un *chiné* remarquable. Prenez un péquiste millésimé, parachutez-le dans un cabinet bleu, maquillez-le de rouge et vous aurez un autre *chiné* de bon ton. Ajoutez à cette première esquisse toutes sortes d'autres combinaisons, en variant les couleurs et leur intensité, et vous aurez une idée du fondu appétissant que projette la grande mare aux grenouilles. Il faut surtout ne pas oublier le cas de l'amuseur public — bateleur ou puriste — qui veut se lancer en politique et choisit sa couleur à pile ou face. Ou cet autre qui ayant choisi sa couleur et la voyant prise par son voisin, saute vite sur un autre anneau de l'arc-en-ciel. C'est le plus délicat divertissement du monde

pour celui ou celle qui a le sens des couleurs. Dans la mesure où les couleurs expriment quelque chose, on pourra observer que le rouge parle souvent bleu, celui-ci rouge et les deux, vert quelquefois. Quel beau sottisier !

POSSIBLES
Il y a
un futur

Les plus malins se demanderont peut-être pourquoi le chiné se joue aujourd'hui, plus en France et au Québec, qu'aux U.S.A. et au Canada. À cause d'une autre couleur, le blanc, blanc comme dans bonnet blanc et blanc bonnet. Le blanc étant la couleur parfaite parce qu'elle est la source de toutes les autres comme on nous l'enseignait jadis au collège, c'est la réussite parfaite du chiné ; ne reste plus que l'assiette au beurre dont la couleur est blanc sale. La France et le Québec, pays en voie rapide d'américanisation, jouent au chiné pour parvenir à l'ultime blanc bonnet et bonnet blanc. Ce que l'on perd en flou artistique, on le gagne en argent !

Le 3 novembre. Dans tout ce cinéma, notre Bou-bou joue les arbitres et les exemples ; affichant rouge, jouant gros bleu de cuisine (gaspésienne), il surveille son tiroir-caisse et tire les oreilles de ses macoutes qui manquent de curiosité. Le Gouvernement se veut une succursale modèle de la grande maison Provigo dont la publicité télévisée s'essaie à faire sourire ; le Premier ministre l'imité, là aussi, par l'atticisme un peu suranné qu'il utilise à la période des questions de l'Assemblée ; à défaut de gouverner, il veut donner l'impression qu'il administre en souriant. Ça repose un peu des homélies et des sermons du régent-chef, M. Ryan.

Le grand mot de tous ces équilibristes et de tous ces contorsionnistes qui prennent modèle sur Mulroney et Bourassa, c'est celui de réconciliation ; on réconcilie le jour et la nuit, l'intérêt privé et le bien commun, le mensonge et la vérité, le oui et le non, le rouge et le bleu, tout cela, pour se retrouver au grand centre de tout : l'argent ; l'argent qui justifie et glorifie toutes les marchandises et

tous les spectacles. Les sondeurs ne s'étonneront pas de trouver bientôt des taux de satisfaction envers les gouvernements qui friseront les 70 %. Les autres 30 % n'auront pu être sondés parce qu'ils n'ont ni téléphone ni domicile. Même Bush et Mulroney auront été dépassés. Les « pelteux de nuages » auront disparu tout à fait ; seul restera le Pr Dion qui se demandera si la porte de ses magasins devrait être ouverte ou fermée « because le bilinguisme », on donnera plusieurs conférences de presse là-dessus. Heureux pays qui n'aura plus qu'à exiger le respect de son statut de « disneyland » *distinct*.

Le 4 novembre. J'ai lu plusieurs articles dans la presse américaine qui parlent à peu près exclusivement de la « guerre des images » à laquelle les deux candidats se livrent. On lit, d'autre part, qu'aucun des candidats ne peut parler des graves problèmes auxquels les U.S.A. sont confrontés, de peur de perdre des votes. De sorte que le résultat des élections — victoire de Bush prévoit-on — ne pourra s'expliquer que par les meilleures images. Pourquoi Bush projette-t-il des images meilleures que celle du petit Dukakis ? D'abord parce qu'il est plus grand physiquement, qu'il est plus riche, lui-même et son parti, et surtout parce qu'il a engagé les meilleurs techniciens qui lui fabriquent les images que les Américains veulent voir. Quand Dukakis veut améliorer la sienne il lui manque toujours un petit quelque chose. Veut-il se faire photographier jouant au base-ball que ce n'est que lui qu'on voit avec un bâton, alors que Bush est entouré de voleur de buts. Donc Dukakis est un petit bureaucrate qui, de plus, est autocrate, qui prend seul ses décisions, sans savoir s'entourer d'une équipe d'imagiers qui pourraient lui gagner beaucoup de votes et, ultimement, le pouvoir.

Cette guerre des images présente quelquefois de bien amusants côtés ; j'ai vu, par exemple,

Mulroney tenir fermement la main d'une personne avec laquelle il lui importait d'être vu, alors que l'autre se débattait pour se libérer. Mulroney tenait bon parce que la caméra du parti était braquée sur ces deux mains. Les baisers aux enfants et aux vieilles personnes sont toujours extrêmement bien cadrés ; pour savoir où sont les caméras, on n'a qu'à suivre le regard implorant et froussard de Mulroney. La recette de toutes ces belles images et leurs résultats pourraient être mise en équation : beaucoup d'argent et les meilleurs techniciens donnent une marchandise de qualité ; marchandise que vous convertirez en argent et plus tard en pouvoir ; et le cycle recommence. Les paroles des candidats deviennent un bruit de fond qui accompagne les images ; la gaffe dont tous les candidats et leur habilleurs ont peur c'est que par accident le bruit l'emporte sur l'image et qu'on laisse filtrer trop de paroles. Une marchandise ne doit jamais s'exprimer ; elle n'est là que pour être vue et bien vue ; c'est l'image qui doit dire comme elle est bonne, propre, gentille et profitera à tout le monde. Les sondages qui rapportent l'image d'un certain moment des campagnes s'ajoutent aux autres images. À ce jeu-là, disait Arthur Miller, Lincoln n'aurait jamais pu devenir président car il avait une coquetterie dans l'oeil. Il faudra peut-être nous contenter, au Canada, de l'ancien directeur de l'Iron Ore et, aux U.S.A., de l'ancien directeur du F.B.I. À moins que d'autres images...

POSSIBLES
Il y a
un futur

Le 5 novembre. Tous les défenseurs du patrimoine ont pris fait et cause pour l'hôtel Queen's. Excepté les promoteurs du verre et du béton, leurs avocats et les sous-traitants, tout le monde est d'accord avec la conservation du patrimoine historique, même celui qui rappelle une des époques coloniales ; ce qui veut dire que dans cinquante ans, il faudra aussi préserver les plus beaux McDonalds d'aujourd'hui. Soit. Qu'en est-il du patrimoine littéraire ? Peut-on attaquer et agres-

BLES
Y
Le journal
de
Marcel Rioux

ser impunément l'oeuvre d'Émile Nelligan ? J'ai eu vent que Michel Tremblay voulait en faire une opérette. Il faudrait peut-être consulter immédiatement les Affaires culturelles pour savoir si cette O.P.A. est permmissible. Si on laissait faire, sous prétexte que c'est une entreprise privée, on réussirait à défigurer l'une des plus belles oeuvres de notre patrimoine.

Faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the page.

Faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the page.

COURTEPOINTES ET POINTES SÈCHES

COURTESY
ET POINTS

Libre-échange

Mulroney, Bourassa et Parizeau l'auront leur libre-échange. 40 % des voix n'avaient pu amorcer le processus de souveraineté ; 43 % permettront de sceller dans la dépendance le déclin du Canada de 1867.

Les fermiers de la Saskatchewan, les travailleurs de la Colombie-Britannique, les fonctionnaires d'Ottawa, les pêcheurs des Maritimes et les intellectuels de Toronto se sont unis autour d'une identité canadienne que nous pensions inexistante ou disparue. Pour la majorité d'entre eux le voisin américain est trop encombrant ou trop séduisant pour qu'on lui fasse confiance.

Au Québec, l'impressionnante majorité de Mulroney et l'apparente unanimité autour du libre-échange cachent une réalité beaucoup plus complexe.

Les Québécois n'ont jamais pardonné aux libéraux fédéraux leur honteuse campagne du référendum de 1980 ni la « nuit des longs couteaux » qui, à l'automne de 1981, confirma notre isolement constitutionnel.

Malgré l'intérêt soulevé par les efforts et la gentillesse de son leader, le NPD a complètement

raté sa campagne électorale québécoise, n'obtenant que 14 % du vote alors qu'il en attendait 30 %. Broadbent n'a pas désigné de lieutenant québécois francophone crédible ; beaucoup de candidats étaient peu représentatifs de la population de leurs comtés ; sur l'environnement, les inégalités sociales, la réforme fiscale, la publicité des libéraux semblait souvent plus à gauche que celle du NPD.

POSSIBLES
Il y a
un futur

À cette faiblesse des partis d'opposition s'ajoutait l'appui imprévu de Bourassa et de Parizeau.

Robert Bourassa a d'abord une idée fixe : la vente d'électricité aux États-Unis. Mais il a absolument besoin de l'accord du Lac Meech pour redorer son image nationaliste. Voilà le secret de son appui à Mulroney. Sa stratégie est pourtant loin d'être gagnante si l'on se fie aux nouvelles venues de Winnipeg et de Fredricton.

Jacques Parizeau a besoin d'un Canada faible pour mieux promouvoir la cause souverainiste. Le libre-échange, avec le déclin prévu de l'Ontario, lui semble amorcer la balkanisation du pays. Réalisée rapidement, la souveraineté du Québec pourrait nous situer favorablement face aux Américains. Ratée, elle nous laisserait à moyen terme aussi démunis que nos voisins canadiens face au melting pot continental.

L'appui des libéraux et des péquistes québécois à Mulroney n'est donc pas sans arrière-pensées. La partie décisive pour nous se jouera aux élections provinciales de 1989.

Gabriel Gagnon.

Le sirocco

La tyrannie de la mode n'a pas commencé avec les branchés ; auparavant, il importait d'être dans le vent. On ne précisait pas de quel côté il soufflait ni à quelle vitesse. Si on avait poussé le luxe jusqu'à combiner la fantaisie de l'aventure et les avantages du confort douillet, on aurait opté pour un vent chaud. Chose certaine, il entraînait vers des mondes de découvertes et d'expériences fabuleuses.

D'autres auraient pu nous parler, si on leur avait prêté l'oreille, d'un vent qui brûle et qui dessèche. Gorgé de soleil saharien, le sirocco à la morsure torride incite à chercher l'ombre et le repos des grottes, plutôt que de suggérer des envolées exaltantes.

Or si on y pense bien, et en dépit des théories jusqu'ici acceptées en géographie et en climatologie, il semble qu'à un moment donné, le sirocco a soufflé jusqu'en Amérique. Autrement, comment comprendre que tant de ceux qui furent dans le vent, aujourd'hui soient brûlés ?

Tentons de reconstituer les faits. La tribu des inconditionnels du vent a connu l'éblouissement et ses délires. Le sirocco tapait sur le crâne et soulevait des nuées de poussière. Comment ne pas avoir l'impression que les choses bougeaient ?

Les suites furent pénibles. Après nous avoir promis l'ère du Verseau, la Californie nous a livré Reagan ! Le vent a laissé au sol des graines de cactus et non d'oranger. L'Amérique en a verdi, soit !... mais tout de même !

Nos ancêtres critiquaient les bateaux ayant plus de voile que de gouvernail. Ne disposant pas de nos sources d'énergies, ils avaient observé le vent, remarqué sa force et...ses tendances erratiques.

POSSIBLES
Il y a
un futur

Une question aux confins de la climatologie et de la sociologie demeure sans réponse : une masse d'individus transportés par la bourrasque constitue-t-elle un mouvement social ? Un changement, oui ! Un déplacement, à coup sûr ! Mais un mouvement ? Au carrefour de la sociologie et des mathématiques modernes, on peut aussi se demander si plusieurs éléments qui bougent en même temps forment nécessairement un ensemble, en particulier lorsqu'ils sont mûs sans l'avoir décidé par une force qui leur est extérieure. Bref, le sirocco est-il révolutionnaire ? L'histoire des sociétés se déroule-t-elle comme un film d'Eisenstein ou un roman de Victor Hugo ?

Soyons justes : beaucoup parmi les grains de sable ainsi charroyés ont prétendu faire un *trip* plutôt que de participer à un mouvement social. L'aspect ludique et itinérant de l'expérience, son côté vacance, son côté *nowhere*, est indéniable ! De plus, le propre des vacances étant de se conclure par un retour au lieu de départ, ça expliquerait peut-être Reagan. On ne peut pas nier non plus qu'il se soit agi d'un voyage de groupe et que certains en aient profité pour échanger leurs coordonnées réciproques sur des cartons de cigarettes. Nouvelle question : à quel point la sociabilité qui relie les passagers d'un *charter* est-elle un phénomène communautaire ?

Celle de ce *trip* sembla un temps la seule communauté disponible et légitime. Plus il y avait de monde à la marche ou au festival, plus on s'inscrivait dans le mouvement. Lequel ? Des Américains avaient réglé la question bien vite : c'était *THE*

movement ! Au red neck standard, il ne fallait opposer rien de moins que le militant standard.

Avant de brûler, le sirocco a réchauffé. La cire malléable des individualités, ramollie juste ce qu'il faut, a connu des fusions fort joyeuses. Lors de certaines grandes fêtes, la collectivité fut pour elle-même un immense nounours, velouté et moelleux.

Dans le secret et la fraîcheur des grottes, l'activité marginale de la pensée paraissait par comparaison bien onéreuse et ardue. La mélancolie d'être battu aux voix et les accusations de manquer de solidarité avec la tribu amplifiaient encore davantage l'inconfort de cette dissidence. Mais, un coup le vent tombé, un avantage inattendu apparaît soudain : cette pensée solitaire, elle peut encore servir !

André Thibault

Aux armes, cinéphiles !

Il était tard, très tard, et je regardais *Casablanca* que notre société d'État, dans sa grande bonté, nous projetait à la fin d'une soirée où elle avait diffusé des émissions sans doute plus importantes. Quand les Français, réunis au bar de chez « Rick's » se mirent, à l'instigation de Victor Lazlo, à chanter la *Marseillaise*, l'émotion m'a saisie et ensuite je me suis dit qu'il était temps de lever bien haut l'étendard de la révolte... des cinéphiles.

Ah ! elle n'est pas drôle la vie d'un(e) cinéophile impécunieux qui veut satisfaire sa passion à la télévision et qui n'a pas de magnétoscope. En règle générale, plus un film est intéressant, plus il passe tard. Il ne faut pas effaroucher le bon peuple en présentant des chefs-d'oeuvre aux heures de grande écoute. Le peuple, que voulez-vous, ça lui dit de rire... Le samedi soir, Radio-Québec, télévision « éducative » (sic et re-sic) repousse en fin de soirée des films comme *Fitzcarraldo* et *Les Ailes du désir*. Radio-Canada ne se fait aucun scrupule de présenter le téléjournal à des heures indues à cause des sacro-saintes parties de baseball ; la troisième guerre mondiale pourrait être déclarée et il nous faudrait attendre la fin de la neuvième manche pour l'apprendre ! Alors, le cinéma, vous pensez... J'ai ouï-dire qu'une lettre à la direction de la grosse boîte du boulevard René-Lévesque (au fait vous souvenez-vous de la façon dont ils ont annoncé sa mort...) vaut cent coups de téléphone. En attendant la prise de cette Bastille, qui pourrait bien d'ailleurs s'écrouler d'elle-même minée par la médiocrité et les coupures de

ES
Courtepointes
et
pointes sèches

budget, nous savons ce qui nous reste à faire.
Cinéphiles au teint blafard, victimes des longues
veilles, à vos plumes !

Suzanne Martin

Faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the page.

Collaboration spéciale à ce numéro :

Gisèle Bourret, professeure au Cégep Bois-de-Boulogne ;

Guy Bourassa, professeur, Département de sciences politiques de l'université de Montréal ;

François Dumont, professeur de littérature et chercheur ;

Carole Forgues, conseillère pédagogique à la CECM ;

Michel Gaboury, artiste et photographe ;

Jean-H. Guay, professeur au collège Jean-de-Brébeuf ;

Jean-Marc Fontan, Institut de formation en développement économique communautaire ;

Patrick Klein, écrivain ;

Danielle Laberge, Chercheure, Département de sociologie, UQAM ;

Gabriel Landry, étudiant et libraire ;

Patrice LeBlanc, étudiant au doctorat, Département de sociologie de l'Université de Montréal ;

Marc Lesage, sociologue et syndicaliste, École des affaires publiques et communautaires de l'Université Concordia ;

Diane Pacom, professeure, Département de sociologie, Université d'Ottawa ;

Shirley Roy, chercheure, Département de sociologie, UQAM ;

Marc-Henry Soulet, maître de conférences, Institut de sociologie, Université de Caen ;

Gilles Pellerin, écrivain.

SOCIO-CULTUREL

ART

CRÉATION

CRITIQUE LITTÉRAIRE

Des lectures sur mesure

Pour les curiosités éveillées, 48 revues culturelles en lien direct avec la création et la réflexion critique dans tous les domaines : littérature, cinéma, théâtre, danse, musique, arts visuels, histoire et philosophie...

Un choix varié de revues qui portent un regard québécois nouveau sur la culture d'une société en transformation et vous informent sur les événements culturels de prestige et/ou d'avant-garde.

Les revues culturelles

Annales d'histoire de l'art canadien • Apropos • Arcade • Ari
• Cahiers • Cap-aux-Diamants • Copie Zéro • Continuité
Dérives • Espace • Esse • Estuaire • Études françaises • Étude
littéraires • Herbes rouges • Imagine... • Inter • Interculture
Jeu, cahiers de théâtre • Lettres québécoises • Liaison • Liberté
• Lurelu • Moebius • Nbj • Nuit blanche • Parachute • Passage
• La petite revue de philosophie • Philosophier • Possibles
Protée • Québec français • Recherches amérindiennes au
Québec • Le Sabord • Séquences • Solaris • Sonaces • Spiral
• Stop • Trois • Urgences • Ven'd'est • Vice Versa • Vie des Arts
• 24 images • Voix et images • XYZ



Pour trouver lecture à votre mesure,
recevez gratuitement le répertoire
des revues culturelles québécoises en écrivant à :

**L'ASSOCIATION DES ÉDITEURS DE PÉRIODIQUES
CULTURELS QUÉBÉCOIS (AEPQC)**

C.P. 786, Succursale Place D'Armes, Montréal (Québec) H2Y 3J2

échos shakespeariens

- mettre Shakespeare en espace
- des analyses critiques
le Cycle des rois, d'Omnibus
le Songe d'une nuit d'été,
du Théâtre du Nouveau Monde
la Tempête,
du Théâtre Expérimental des Femmes
- Shakespeare en traduction

échos d'ailleurs

- le théâtre chinois actuel
- la tentative de certaines troupes régionales françaises de conquérir le grand Paris
- le First New York International Festival
- en Belgique, une «bibliothèque-musée» dont l'expérience pourrait nous être ici fort utile
- un entretien accordé à Irène Sadowska-Guillon par le directeur de la maison d'éditions Actes Sud, Hubert Nysen
- un entretien accordé à Diane Pavlovic par Mladen Materic, metteur en scène de *Tattoo Theatre*, pièce yougoslave présentée lors de l'événement «Théâtres d'ailleurs» à l'Espace libre l'été dernier

également au sommaire

- les comptes rendus d'une vingtaine de spectacles et de quelques ouvrages (sur Beckett et sur Genet)

JEU 48, pour être bien informé sur le théâtre qui se fait ici et ailleurs!
En vente à 10 \$.

Cahiers de théâtre Jeu

426, rue Sherbrooke est, bureau 102
Montréal (Québec) Canada H2L 1J6
(514) 288-2808

cahiers de théâtre

jeu

48

DISPONIBLES

Volume 1 (1976-77)

numéro 1 :

Tricofil

Sciences sociales et pouvoir

Poèmes de Roland Giguère et Gérald Godin 110 p. 3,00 \$

numéro 2 :

Santé

Question nationale

Poèmes de Gilles Hénault, Luc Racine, Robert Laplante
154 p. 3,00 \$

numéros 3/4 :

Les Amérindiens : politique et dépossession

De l'artisanat comme instrument de conquête 249 p. 5,00 \$

Volume 2 (1977-78)

numéro 1 :

Fer et titane : un mythe et des poussières

Nouvelles perspectives du roman québécois

Nouvelle de Jacques Brossard 142 p. 3,00 \$

numéros 2/3 :

Bas du fleuve — Gaspésie

Poème de Françoise Bujold 240 p. 6,00 \$

numéro 4 :

Mouvements sociaux

Coopératisme et autogestion

Texte d'Alexis Lefrançois 151 p. 4,00 \$

Volume 3 (1978-79)

numéro 1 :

La ville en question

À qui appartient Montréal

Poèmes de Pierre Nepveu 179 p. 4,95 \$

numéro 2 :

L'éclatement idéologique

La poésie, les poètes et les possibles

Paul Chamberland : La dégradation de la vie 159 p. 3,95 \$

numéros 3/4 :

Éducation

Sur les chemins de l'autogestion : Le J.A.L.

Poèmes de François Charron et Robert Laplante 292 p. 5,95 \$

Volume 4 (1979-80)

numéro 1 :

Des femmes et des luttes

207 p. 4,00 \$

numéro 2 :

Projets du pays qui vient

158 p. 4,95 \$

numéros 3/4 :

Faire l'autogestion : Réalités et défis

Poèmes de Gaston Miron

284 p. 5,95 \$

Volume 5 (1980-81)

numéro 1 :
Qui a peur du peuple acadien ? 182 p. 4,95 \$

numéro 2 :
Élection 81 : questions au P.Q.
Gilles Hénault : d'Odanak à l'Avenir
Victor-Lévy Beaulieu : l'Irlande trop tôt 157 p. 4,95 \$

numéros 3/4 :
Les nouvelles stratégies culturelles
Manifeste pour les femmes 328 p. 6,95 \$

Volume 6 (1981-82)

numéro 1 :
Cinq ans déjà...
L'autogestion quotidienne
Poèmes inédits de Marie Uguay 177 p. 4,95 \$

numéro 2 :
Abitibi : La voie du Nord
Café Campus
Pierre Perrault : Éloge de l'échec 195 p. 4,95 \$

numéros 3/4 :
La crise... dit-on
Un écomusée en Haute-Beauce
Jacques Brault : leçons de solitude 274 p. 5,95 \$

Volume 7 (1982-83)

numéro 1 :
Territoires de l'art
Régionalisme/internationalisme
Roussil en question(s) 206 p. 4,95 \$

numéro 2 :
Québec, Québec : à l'ombre du G
Jean-Pierre Guay, Marc Chabot : un beau mal 161 p. 4,95 \$

numéro 3 :
Et pourquoi pas l'amour 170 p. 5,00 \$

Volume 8 (1983-84)

numéro 1 :
Repenser l'indépendance
Vadeboncoeur et le féminisme 197 p. 5,00 \$

Numéro 2 :
Des acteurs sans scène
Les jeunes
L'éducation 200 p. 5,00 \$

Numéro 3 :
1984 — Créer au Québec
En quête de la modernité 184 p. 5,00 \$

Numéro 4 :
L'Amérique
inavouable 189 p. 5,00 \$

Volume 9 (1984-85)

Numéro 1 Le syndicalisme à l'épreuve du quotidien	208 p. 5,00 \$
Numéro 2 ... et les femmes	187 p. 5,00 \$
Numéro 3 Québec vert... ou bleu ?	204 p. 5,00 \$
Numéro 4 Mousser la culture	174 p. 5,00 \$

Volume 10 (1985-1986)

Numéro 1 Le mal du siècle	187 p. 5,00 \$
Numéro 2 Du côté des intellectuels	199 p. 5,00 \$
Numéros 3/4 Autogestion Autonomie Démocratie	344 p. 8,00 \$

Volume 11 (1986-1987)

Numéro 1 La paix à faire	185 p. 6,00 \$
Numéro 2 Un emploi pour tous ?	242 p. 6,00 \$
Numéro 3 Langue et culture	247 p. 6,00 \$
Numéro 4 Quelle université ?	201 p. 6,00 \$

Volume 12 (1988)

Numéro 1
Le quotidien
Modes d'emploi 174 p. 6,00 \$

Numéro 2
Saguenay/Lac-Saint-Jean
Les irréductibles 210 p. 6,00 \$

Numéro 3
Le Québec
des différences :
culture d'ici 164 p. 6,00 \$

Numéro 4
Artiste
ou manager ? 169 p. 6,00 \$

NOM

Adresse

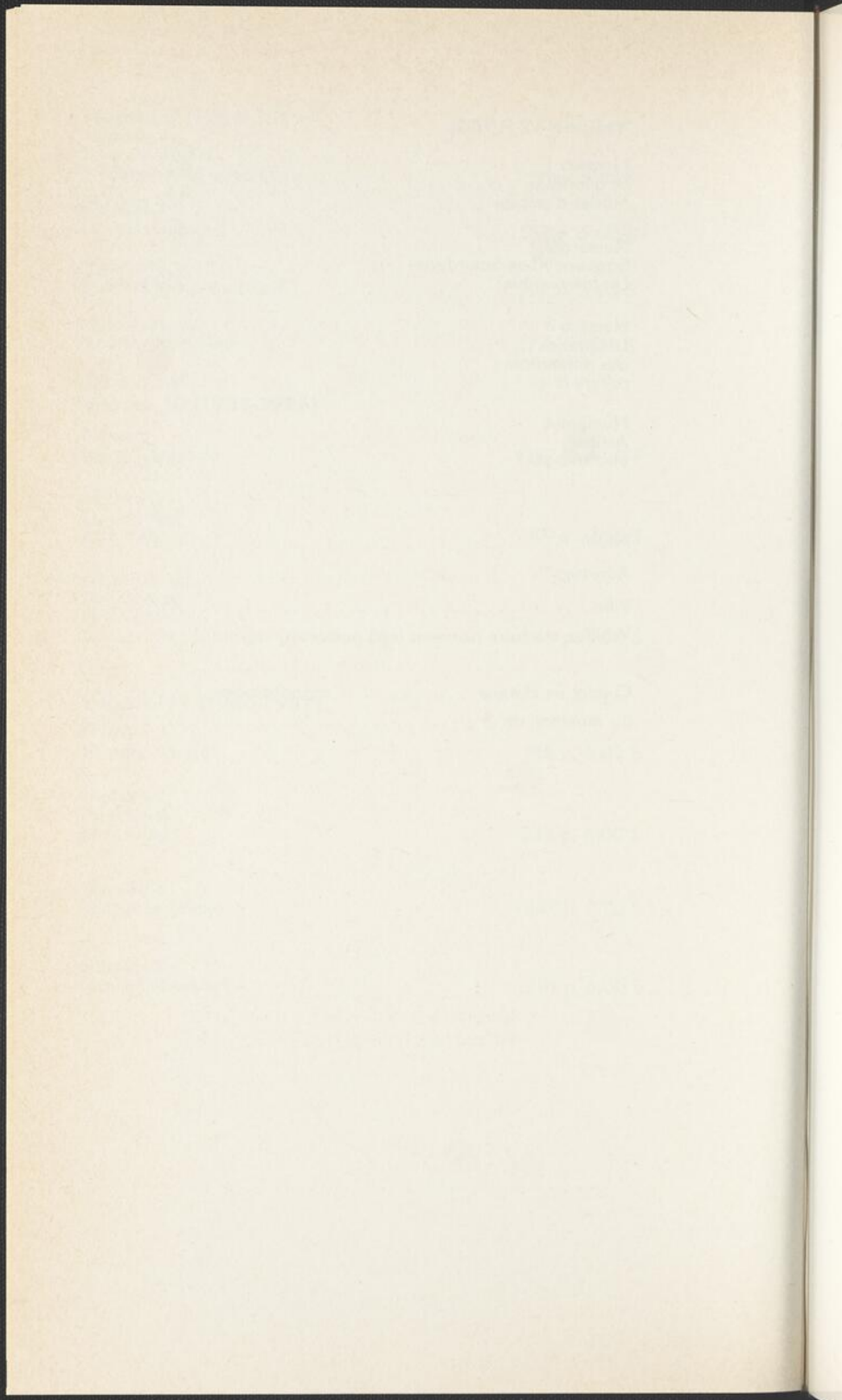
Ville

Veillez me faire parvenir le(s) numéro(s) suivant(s) :

.....

Ci-joint un chèque mandat-poste

au montant de \$



Malgré l'augmentation de nos tarifs un abonnement est toujours avantageux. Vous épargnez 6,00 \$ sur le coût de quatre numéros en kiosque, vous contribuez à l'essor de la revue et vous recevez un numéro en prime.

Je souscris un abonnement à **POSSIBLES**

Envoyez-moi le numéro suivant, en prime :

- Vol. 8, n° 4 — L'Amérique inavouable
- Vol. 10, n° 1 — Le mal du siècle
- Vol. 10, n° 2 — Du côté des intellectuels

Nom

Adresse

Ville Code postal

Province Téléphone

Occupation

ci-joint :

chèque ... mandat-poste ... au montant de ...

- Abonnement d'un an (quatre numéros) : 18,00 \$
- Abonnement de deux ans (huit numéros) : 36,00 \$
- Abonnement institutionnel : 30,00 \$
- Abonnement de soutien : 30,00 \$
- Abonnement étranger : 36,00 \$

**Revue Possibles, B.P. 114,
Succursale Côte-des-Neiges,
Montréal, Québec, H3S 2S4**

Vol. 13 n°s 1-2

Prochain numéro :

Communications et mass media (mai 1989)

Faint, illegible text at the top of the page, possibly a header or introductory paragraph.

Second block of faint, illegible text, appearing to be a list or a series of short paragraphs.

Third block of faint, illegible text, continuing the list or series of paragraphs.

Fourth block of faint, illegible text, possibly a longer paragraph or a detailed list item.

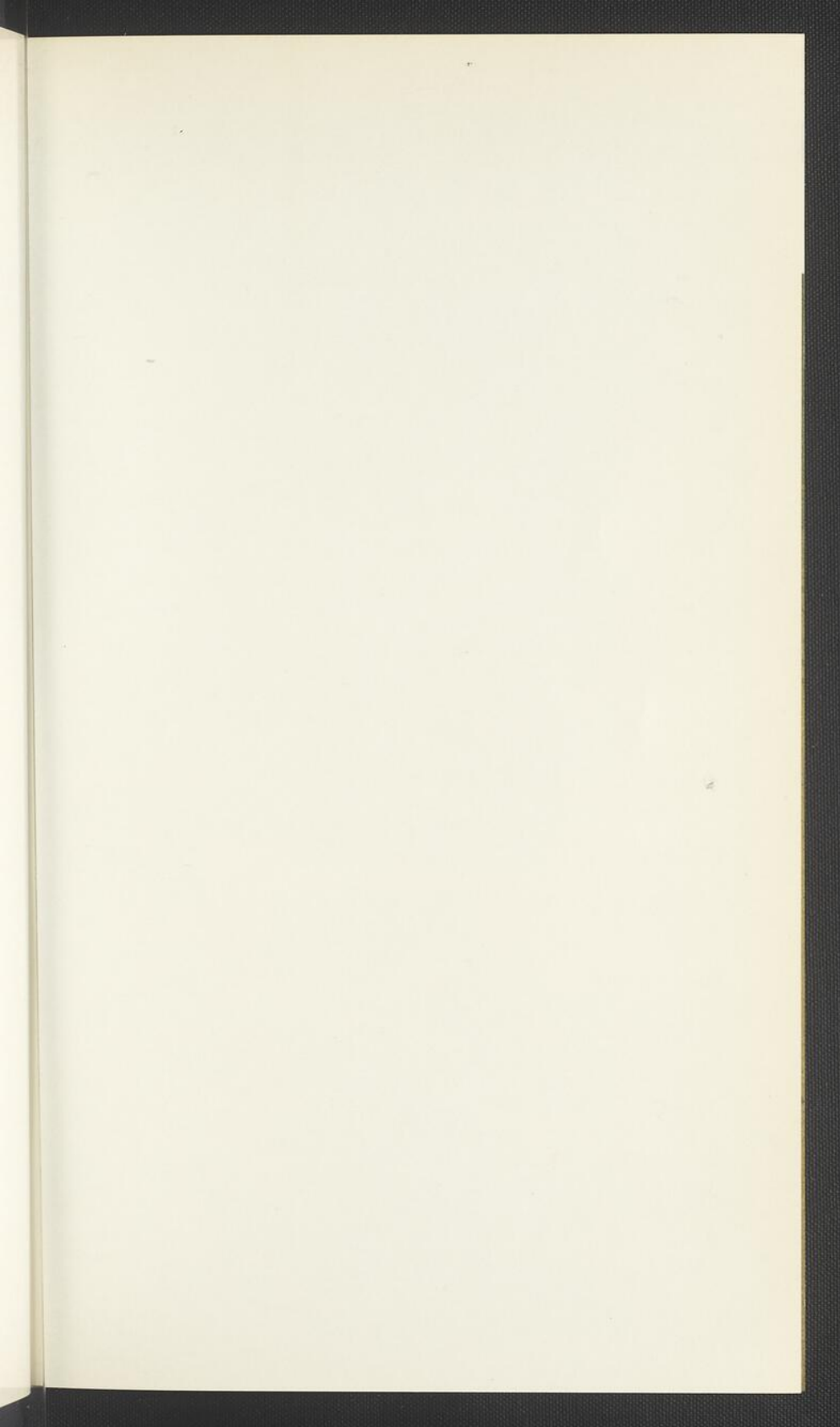
Fifth block of faint, illegible text, appearing to be a concluding paragraph or a final list item.





IMPRIMERIE
L'ÉCLAIREUR
BEAUCEVILLE

15206



IL Y A UN FUTUR

ESSAIS ET ANALYSES

**La vie a-t-elle
un sens ?**

MARC LESAGE

**La plainte
des années molles**

GABRIEL GAGNON

Le retour du social

JACQUES T. GOUBOUT

**«Et certains sont
plus inégaux que
d'autres»**

DANIELLE LABERGE
SHIRLEY ROY

**La querelle des
modernes et des
postmodernes**

DIANE PACOM

**L'incohérence:
enquête
et réflexion**

JEAN-H. GUAY

**À contre-jour
et à contretemps...**

GISÈLE BOURRET

Le postféminisme ?

RAYMONDE SAVARD

**Complexité de la
société et
postmodernisme**

ÉRIC ALSÈNE

Endormissement

ANDRÉ THIBAUT

**Question de
transcendance**

PATRICE LEBLANC

Qui suivre ?

JEAN-MARC FONTAN

**Arts «engagés» (1):
la disparition de
l'image héroïque
de l'art**

FRANCINE COUTURE

**Arts «engagés» (2):
Nicole Jolicoeur
et Barbara Steinman**

ROSE MARIE ARBOUR

Mai 1968 et après

MARCEL FOURNIER

**Intellectuels et
sciences sociales:
des frères ennemis**

à la recherche

d'un avenir

MARC-HENRY SOULET

**De Malévitch
à Constable**

MICHEL GABOURY

**Le changement
politique**

à Montréal

GUY BOURASSA

POÉSIE ET FICTION

**Pas d'histoire
et autres récits**

FRANÇOIS DUMONT

**Valse complexe à
deux personnages**

CAROLE FORGUES

**Poète voile
au vent**

GABRIEL LANDRY

PRIX OFQJ:

Le songe

GILLES PELLERIN

La réserve

PATRICK KLEIN

DOCUMENT

**La chine,
c'est à côté**

ROSE MARIE ARBOUR

CHRONIQUE

**LE JOURNAL
DE MARCEL RIOUX**